SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DU LOIRET

N° 60 - JUILLET 2025

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

195, rue de la Gourdonnerie – SEMOY – 45404 FLEURY LES AUBRAIS- Tel : 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL d'INCENDIE et de SECOURS du LOIRET

Directeur de la publication : M. Marc GAUDET

N° 61 – JUILLET 2025

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

PARTIE I – DÉCISIONS & DÉLIBÉRATIONS

Bureau - Séance du 05 juin 2025

D2025-D1 : Validation du cahier des charges avec les opérateurs de téléassistance membres AFRATA issu de la convention cadre de la DGSCGC

D2025-D2 : Nouveaux contrats d'apprentissage – année scolaire 2025/ 2026

D2025-D3 : Déclaration de dérogation aux travaux interdits en vue d'accueillir des jeunes mineurs âgés d'au moins 15 ans en formation professionnelle

D2025-D4 : Retrait du parc de matériels roulants et de matériels divers

Conseil d'administration - Séance du 20 juin 2025

2025-C1 : Compte Financier Unique 2024

2025-C2 : Affectation du résultat 2024

2025-C3 : Ligne de trésorerie 2026

2025-C4 : Mise à jour du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI)

2025-C5 : Convention de participation pour la mise en œuvre d'une protection sociale « santé » pour le personnel du SDIS du Loiret

2025-C6 : Mise en œuvre des Lignes Directrices de Gestion – modification du tableau des effectifs

Bureau - Séance du 01 juillet 2025

D2025-E1 : Modification des LDG suite à la mise à jour du règlement opérationnel et transfert d'un poste d'adjudant vers le CIS de La Ferté Saint Aubin

D2025-E2 Mise en œuvre du plan d'action volontariat

D2025-E3 Indemnité de Mobilité Opérationnelle : modalités de mise en œuvre

D2025-E4 Approbation des modalités et de la périodicité des formations de maintien et de perfectionnement des acquis et détermination de la durée des formations aux activités opérationnelles ou d'encadrement pour les sapeurs-pompiers volontaires non-officiers

D2025-E5 Adaptation de l'organisation de groupements fonctionnels au sein de la Direction

D2025-E6 Attribution à titre exceptionnel d'un logement de fonction sous le régime de la COPA - Agents en restriction d'aptitude

D2025-E7 Autorisation donnée au Président de signer avec les SDIS de la région Centre Val-de-Loire et le SDIS de la Nièvre une convention de groupement de commande ayant pour objet l'acquisition d'effets d'habillement

D2025-E8 Autorisation donnée au Président de signer la convention avec la société Primagaz et la préfecture du département du Loiret

Bureau - Séance du 01 juillet 2025 - suite

D2025-E9 Autorisation donnée au Président de signer le contrat de location des logements rue des Vergers, impasse des Pruniers et impasse des Pêchers à Fleury-les-Aubrais et des équipements collectifs, au bénéfice du SDIS

D2025-E10 Autorisation donnée au Président de signer l'avenant n°5 au contrat de location avec Valloire Habitat

D2025-E11 Autorisation donnée au Président de signer la convention de mise à disposition de moyens au profit de l'association de la Musique Départementale des Sapeurs-pompiers du Loiret

D2025-E12 Autorisation donnée au Président de signer la convention relative à la mise en place de l'éco-pâturage au CIS de Gien

PARTIE II - ARRÊTÉS

Du Président du Conseil d'administration du SDIS45

- N°41 du 06/05 : Liste d'aptitude à l'emploi de sergent de sapeurs-pompiers professionnels suite à réussite au concours interne
- N°42 du 23/06/2025 : Composition de la Formation Spécialisée en matière de Santé, Sécurité et de Conditions de Travail
- N°43 du 23/06/2025 : Composition de la Commission Administrative Paritaire spécifique aux personnels administratifs et techniques de catégorie C
- N°44 du 23/06/2025 : Composition de la Commission Administrative Paritaire spécifique aux sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C

Du Directeur Départemental

- N°14 du 20/06/2025 : Comité pédagogique départemental du SDIS du Loiret

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DU LOIRET

N° 61 – JUILLET 2025

PARTIE 1

DÉLIBÉRATIONS & DÉCISIONS

195, rue de la Gourdonnerie – SEMOY – 45404 FLEURY LES AUBRAIS- Tel : 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

Envoyé en préfecture le 13/06/2025
Reçu en préfecture le 13/06/2025
Publié le 13/06/2025
ID : 045-284500253-20250605-CRSOMM_050625-AR

BUREAU DU CASDIS

COMPTE-RENDU SOMMAIRE

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours du Loiret, dans sa formation plénière, s'est réuni, sous la présidence de Philippe VACHER, 1er vice-Président du Conseil d'administration du SDIS, le mercredi 5 juin 2025 à 12h30 au SDIS du Loiret.

Étaient présents :

- **Mme Nadia LABADIE**, 2ème Vice-présidente du Conseil d'administration du SDIS,
- **M. Gilles BURGEVIN**, 3ème Vice-président du Conseil d'administration du SDIS,
- **M. le Contrôleur Général Christophe FUCHS,** Directeur départemental,
- **M. le Colonel Bruno POIX,** Directeur départemental adjoint,
- **M. Yann BONAMY,** Directeur des services fonctionnels,
- **Dr Claire GENÈVE,** médecin-cheffe,
- **Mme Anne-Lise LAFAIX**, Cheffe du groupement des Assemblées et de l'Administration Générale.

Rapport n°1 : Validation de la convention cadre signée entre la DGSCGC et l'association Française de téléassistance **(D2025-D1)**

Ce rapport est adopté à l'unanimité.

Rapport n°2 : Nouveaux contrats d'apprentissage – année scolaire 2025/ 2026 **(D2025-D2)**

Ce rapport est adopté à l'unanimité.

Rapport n°3 : Autorisation donnée au Président de signer la déclaration de dérogation aux travaux interdits en vue d'accueillir des jeunes mineurs âgés d'au moins 15 ans en formation professionnelle **(D2025-D3)**

Ce rapport est adopté à l'unanimité.

Rapport n°4 : Retrait du parc de matériels roulants et de matériels divers **(D2025-D4)**

Ce rapport est adopté à l'unanimité.

Aucune question n'étant soulevée, la séance est levée à 13h15.

Le 1er vice-Président,

Philippe VACHER

Envoyé en préfecture le 13/06/2025
Reçu en préfecture le 13/06/2025
Publié le 13/06/2025
ID : 045-284500253-20250605-DECI2025_D1-DE

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SE... D'IN... DU LOIRET

BUREAU DU CASDIS

Réunion du 5 juin 2025

Voix délibérative : M. VACHER - MME LABADIE – M. BURGEVIN

VOTE :
En exercice : 5
- Présents : 3
- Votants : 3

DÉCISION DU BUREAU N°D2025-D1

OBJET : Validation de la convention cadre signée entre la DGSCGC et l'association Française de téléassistance

VU Le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement l'article L. 1424-45 ;

VU Le protocole d'accord issu des travaux du groupe de travail national sur la facturation des levées de doute téléassistance a été signé le 25 septembre 2024 lors du Congrès national de Mâcon ;

VU La délibération n°2024-D4 du Conseil d'administration du 13 décembre 2024 relative à l'actualisation de la tarification des interventions donnant lieu à participation aux frais, de la tarification des formations et de la tarification des locations des locaux et matériels ;

VU Le rapport n°1 du Bureau du Conseil d'administration présenté par M. le 1er Vice-Président du Conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;

IL EST DÉCIDÉ : Pour : 3 Contre : 0 Abstention : 0

Article 1er : De valider la convention cadre signée entre la DGSCGC et l'association Française de téléassistance ainsi que le cahier des charges défini en annexe pour application.

Article 2 : D'autoriser le Président du Conseil d'administration à signer tous les documents afférents à la convention citée ci avant notamment la déclinaison du cahier des charges avec toutes les sociétés de téléassistance qui y seraient favorables et non membres de l'AFRATA.

Envoyé en préfecture le 13/06/2025
Reçu en préfecture le 13/06/2025
Publié le 13/06/2025
ID : 045-284500253-20250605-DECI2025_D1-DE

Suite de la décision D2025-D1 du Bureau du 5 juin 2025

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 4 : Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours du Loiret est chargé de l'exécution de la présente décision.

Le 1er Vice-président,

Philippe VACHER

195, rue de la Gourdonnerie – 45404 FLEURY LES AUBRAIS CEDEX - ☎ 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR
ET DES OUTRE-MER
Liberté
Égalité
Fraternité

AFRATA

DIRECTION GÉNÉRALE
DE LA SÉCURITÉ CIVILE
ET DE LA GESTION DES CRISES

« Convention cadre entre la DGSCGC et l'Association Française de Téléassistance »

Entre

Le Ministère de l'intérieur et des outre-mer, sis place Beauvau, 75008 Paris,
représenté par monsieur Julien MARION en qualité de directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises, .
ci-après désigné par la «DGSCGC», d'une part,

Et

L'association Française de Téléassistance, dont le siège social est situé au 320, Rue Saint-Honoré 75001 Paris, représenté par monsieur Hervé MEUNIER en sa qualité de Président,
ci-après dénommée L'AFRATA, d'autre part,

Ci-après dénommés « **les partenaires** »,

Envoyé en préfecture le 13/06/2025
Reçu en préfecture le 13/06/2025
Publié le 13/06/2025
ID : 045-284500253-20250605-DEGI2025_D1-DE

Préambule

Les politiques publiques menées pour l'amélioration de la qualité de vie des personnes âgées et garantir leur autonomie à domicile ont eu pour conséquence de développer le marché de la téléassistance. Ainsi, de nombreuses sociétés offrent un ensemble de produits et de services dont les effets peuvent affecter directement le niveau de sollicitation opérationnelle des Services d'incendie et de Secours (SIS). Dix-huit sociétés de téléassistance regroupées au sein de l'AFRATA (Association Française de Téléassistance) couvrent environ 85% du marché.

Les membres de l'AFRATA au 1er septembre 2024 : ASSYSTEL, ATTENTIVE, CASSIOPEA, CAREIUM, CDT Sécurité, CUSTOS, Europ assistance, Filien, Legrand care, MONDIAL ASSISTANCE, Nexecur Assistance, NOVIACare, Association Nationale Présence Verte, Senior Assistance, Serena, TAVIE, Telecom design, Tunstall Vitaris, Vivons Alerte.

La téléassistance est un service qui permet à toute personne fragilisée, vulnérable, âgée ou handicapée d'être mise en contact avec une centrale de téléassistance 24h/24 et 7j/7, de manière sécurisée et de bénéficier d'une assistance en situation de difficulté et/ou de besoin.

Maillon essentiel de la chaîne de secours et de soins, la téléassistance intervient au côté des services publics de secours d'urgence. Sur l'ensemble des alarmes qu'il reçoit de ses clients, un opérateur de téléassistance effectue un filtrage pour identifier les motifs de l'appel reçu et pour rassembler un faisceau d'indices pour définir la réponse la plus adaptée à donner. Suivant la situation, l'opérateur de téléassistance rassure le client, contacte le réseau de solidarité, et, si les motifs qu'il a recueillis le nécessitent, alerte les services publics d'urgence appropriés.

Dans le cadre de leurs actions, les opérateurs de téléassistance et les SIS ont mis en évidence le besoin d'une plus grande précision dans l'articulation de leurs missions d'assistance et de secours. Ils ont en particulier constaté que l'efficacité de leur coopération supposait l'instauration de pratiques vertueuses et harmonisées afin de mettre en évidence les situations dans lesquelles un téléassisteur peut être amené à solliciter un SIS. C'est dans ce cadre que la présente convention a été rédigée.

Par conséquent, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir un cadre national de coopération entre les téléassisteurs et les SIS. Les parties ont la volonté de mener des actions communes pour établir et faire vivre un cadre national de coopération entre leurs services reposant sur des bonnes pratiques et des engagements de qualité. A cette fin, un cahier des charges a été établi afin de définir les relations locales entre les SIS et les téléassisteurs.

Article 2 – Cahier des charges de référence

Les parties ont conçu un cahier des charges ayant pour objet de définir les diligences qui incombent aux opérateurs de téléassistance dans le cadre de la délivrance du service de téléassistance fourni à leurs abonnés, et avant toute sollicitation des SIS. A cette fin, il encadre de manière détaillée les modalités associées aux échanges d'information entre les SIS et les opérateurs de téléassistance qui sollicitent leur intervention.

Il s'agit d'un document de référence qui a vocation à être appliqué par tous les services d'incendie et de secours et à tous les opérateurs de téléassistance.

Le cas échéant, il peut faire l'objet de précisions locales au sein du département dans lequel il est mis en œuvre. Celles-ci ne peuvent toutefois pas contrevenir aux objectifs et engagements décrits dans cette convention.

Le cahier des charges de référence de téléassistance est annexé à la présente convention.

Article 3 – Engagement des parties

La DGSCGC s'engage à :

- Transmettre le cahier des charges de référence à l'ensemble des SIS ;
- Accompagner et conseiller les SIS dans la mise en œuvre du cahier des charges de référence ;
- Mesurer l'impact, dans tous les départements, de l'application du cahier des charges de référence, notamment en matière d'amélioration des pratiques ;

L'AFRATA s'engage à :

- Mettre en œuvre le cahier des charges de référence en le communicant auprès de ses membres, opérateurs de téléassistance, de tous les organismes publics, les collectivités territoriales et les professionnels quand ceux-ci sont des acheteurs de leurs prestations de téléassistance ;
- Accompagner et conseiller les opérateurs de téléassistance dans la mise en œuvre du cahier des charges de référence et contrôler les exigences qu'il définit ;
- Mesurer l'impact avec les opérateurs de téléassistance de l'application du cahier des charges de référence, notamment en matière d'amélioration des pratiques.

Les parties s'engagent conjointement à :

- Mettre en place un comité de suivi relatif à la téléassistance qui se réunira au moins une fois par a pour évaluer la mise en œuvre du cahier des charges de référence, à partir d'indicateurs annue proposés par chacune des parties ;
- Identifier le cas échéant les besoins d'évolution des pratiques, de la réglementation ou de technologies ;
- Favoriser la résolution amiable des conflits pouvant intervenir entre des SIS et des opérateurs d téléassistance.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, les parties désignent comme points de contact :

- Pour la DGSCGC :
  Le Bureau de l'Organisation des Missions des Services d'Incendie et de Secours

Envoyé en préfecture le 13/06/2025
Reçu en préfecture le 13/06/2025
Publié le 13/06/2025
ID : 045-284500253-20250605-DECI2025_D1-DE

dgscgc-bomsis@interieur.gouv.fr

- Pour l'AFRATA :
  contact@afrata.fr

Article 4– Protection des données personnelles et confidentialité

Les informations écrites ou orales obtenues par la DGSCGC et l'AFRATA à l'occasion de l'application de la présente convention sont des informations confidentielles et ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation.

Dans le cadre de la présente convention, la DGSCGC et l'AFRATA s'engagent à respecter la réglementation en vigueur en matière de protection des données à caractère personnel, en particulier la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et le Règlement (UE) général 2016/679 sur la protection des données du 27 avril 2016.

Article 5 – modification de la convention

Toute modification de la présente convention donne lieu à la signature d'un avenant entre les parties.

Article 6 – durée et date d'effet de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de 3 ans à compter de la date de sa signature par les parties. Elle est reconduite par tacite reconduction pour la même période.

L'une des parties peut dénoncer la présente convention, par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai d'un mois à compter de la notification de cette décision.

Article 7 – Prise d'effet

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties.

A MACON, le 25/09/2024

Le directeur général de la sécurité civile
et de la gestion des crises

Julien MARION

Le président de l'AFRATA

Hervé MEUNIER

Envoyé en préfecture le 13/06/2025
Reçu en préfecture le 13/06/2025
Publié le 13/06/2025
ID : 045-284500253-20250605-DECI2025_D1-DE

Envoyé en préfecture le 13/06/2025
Reçu en préfecture le 13/06/2025
Publié le 13/06/2025
ID : 045-284500253-20250605-DECI2025_D1-DE

Cahier des charges définissant les relations

entre

Une société de téléassistance aux personnes (ci-après « Téléassisteur »)

et

Un Service d'Incendie et de Secours

Avertissement

L'engagement contractuel qui sera passé entre un téléassisteur et les personnes ayant choisi ce mode d'assistance n'est pas de nature à créer une obligation de résultat et/ou de moyens à l'égard des pouvoirs publics chargés des secours, les obligations de ceux-ci résultant uniquement des dispositions légales et réglementaires qui leur sont applicables (notamment, pour les services d'incendie et de secours, les articles L. 1424-1 et suivants du code général des collectivités territoriales).

I) Objet du document

Ce document a pour objet de définir les diligences qu'il incombe au téléassisteur de réaliser dans le cadre de la délivrance du service de téléassistance à ses abonnés, et avant toute sollicitation des services d'incendie et de secours.

A cette fin, il encadre de manière détaillée les modalités associées aux échanges d'information entre les services d'incendie et de secours et les téléassisteurs qui sollicitent leur intervention.

- **Missions des téléassisteurs**

Les téléassisteurs poursuivent une activité de téléassistance auprès des personnes fragilisées, vulnérables, âgées ou handicapées (ci-après les « abonnés »), soit dans un cadre de gré à gré, soit dans le cadre de missions qui leur sont confiées par des collectivités territoriales qui souhaitent permettre à leurs administrés de bénéficier d'un tel service.

Le service de téléassistance permet à l'abonné d'être mis en relation avec une centrale d'écoute par le déclenchement d'une alarme, afin d'obtenir une assistance adéquate en cas d'urgence. Il est précisé que le service délivré par un téléassisteur n'a pas de caractère médical ; à ce titre, le téléassisteur ne réalise pas de diagnostic médical et ne fournit aucun soin ni prescription médicale à l'abonné.

- **Missions des services d'incendie et de secours**

Le service d'incendie et de secours (SIS) assure des missions de service public d'urgence. Ces missions relèvent des opérations de secours qui sont constituées par un ensemble d'actions ou de décisions caractérisées par l'urgence qui visent à soustraire les personnes, les animaux, les biens et l'environnement aux effets dommageables d'accidents, de sinistres, de catastrophes, de détresses ou de menaces, telles que définies à l'article L. 1424-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT) et à l'article L. 742-1 du code de la sécurité intérieure.

L'article L. 1424-42 du CGCT précise les conditions applicables aux interventions qui ne se rattachent pas directement à l'exercice des missions des SIS telles que définies à l'article L. 1424-2 du CGCT. Il en résulte que, si un SIS a été sollicité pour des interventions ne se rattachant pas directement à l'exercice de ses missions, il peut différer ou refuser son engagement afin de préserver une disponibilité opérationnelle pour accomplir les missions relevant du même article L. 1424-2. Si le SIS a procédé à des interventions ne se rattachant pas directement à l'exercice de ses missions, il peut demander aux personnes physiques

Envoyé en préfecture le 13/06/2025
Reçu en préfecture le 13/06/2025
Publié le 13/06/2025
ID : 045-284500253-20250605-DECI2025_D1-DE

ou morales bénéficiaires ou demandeuses, une participation aux frais, dans les conditions déterminées par délibération du conseil d'administration.

Dans ce cadre, le SIS donne les suites qu'il estime nécessaires à toute alerte qui lui est transmise par un téléassisteur. Selon la nature de d'appel, l'interconnexion avec d'autres services d'urgence peut être assurée, dans le respect des protocoles en vigueur.

II) Définitions

- **« Levée de doute »**

Désigne l'ensemble de vérifications permettant d'identifier, de localiser et qualifier l'évènement à l'origine de l'alarme déclenchée par un abonné, cette levée de doute est réalisée par un opérateur de la centrale de téléassistance notamment grâce aux moyens techniques et aux technologies de communication adaptés, mis en œuvre par l'entité permettant de rassembler un faisceau d'indices réduisant la part d'incertitude quant à la détermination du motif de l'alarme et de la réponse la plus adaptée à y donner. Suivant la situation, l'opérateur de la centrale de téléassistance rassure l'abonné, contacte le réseau de solidarité, et, le cas échéant, alerte les services publics d'urgence appropriés.

- **« Réseau de solidarité »**

Il se compose d'un ensemble de deux personnes physiques minimum qui disposent des moyens d'accès au domicile de l'abonné (clés, codes d'accès, etc.) :

- Qui accepte d'intervenir gratuitement à la demande de la centrale de téléassistance ;
- Qui se situe à proximité du lieu d'habitation de l'abonné afin d'avoir une probabilité satisfaisante d'intervenir rapidement et à toute heure ;

A défaut ou en complément « d'un réseau de solidarité gratuit », il est possible de souscrire à un réseau de solidarité professionnel associatif ou privé qui se caractérise par une personne morale qui remplit les mêmes conditions d'accès et de disponibilité que le réseau de solidarité choisi par l'abonné et/ ou le souscripteur et/ ou le payeur.

- **« Intervention »**

Désigne toute mobilisation de moyens du SIS auprès d'un ou plusieurs abonnés suite à une alerte du Téléassisteur, quel qu'en soit le motif.
Dans l'hypothèse où le téléassisteur a sollicité l'intervention du SIS sans avoir accompli les diligences[1] qui lui incombent pour éviter une intervention inutile, cette intervention devrait être regardée comme ayant été sollicitée par cette société à son profit et cette société peut être considérée comme bénéficiaire de l'intervention, au sens de l'article L.1424-42 du code général des collectivités territoriales.
Une intervention est considérée comme inutile lorsque l'engagement des SIS se traduit par :

1. L'absence de geste de secourisme et/ou de soins apportés de la part des intervenants mobilisés par le SIS ;

2. L'absence de mesures de sauvegarde, de protection de personnes, animaux, biens ou de l'environnement par les intervenants mobilisés par le SIS ;

3. L'absence d'action se rattachant à l'une des missions attribuées au SIS par l'article L. 1424-2 du CGCT.

[1] Considérant 6 de l'arrêt CE, 28 juin 2023, SDIS du Loiret, n° 463457

Envoyé en préfecture le 13/06/2025
Reçu en préfecture le 13/06/2025
Publié le 13/06/2025
ID : 045-284500253-20250605-DECI2025_D1-DE

Il résulte de l'arrêt du Conseil d'Etat du 28 juin 2023 susvisé que, sous réserve que le Téléassisteur ait accompli les diligences qui lui incombent, une intervention qui se révèle inutile a posteriori relève des missions du SIS telles que définies à l'article L. 1424-2 du CGCT.

III) Diligences incombant au téléassisteur

Il incombe au téléassisteur d'accomplir l'ensemble les diligences prévues aux articles 3.1 à 3.4 ci- dessous, avant de solliciter l'intervention du SIS.

3.1- Diligences relatives à la constitution et au maintien d'un réseau de solidarité effectif pour chaque abonné

Le téléassisteur s'assure que chaque abonné dispose, dès la souscription de son contrat de téléassistance et pendant toute la durée de celui-ci, d'un réseau de solidarité constitué d'au moins deux (2) personnes remplissant les conditions suivantes :

1. Accepter d'intervenir chez l'abonné à la demande du téléassisteur ;
2. Se situer à une proximité suffisante du lieu d'habitation de l'abonné afin de pouvoir raisonnablement y intervenir sous un délai de 30 minutes ;
3. Disposer des moyens d'accès au domicile de l'abonné.

Le téléassisteur dispose des informations nécessaires à la sollicitation du réseau de solidarité (notamment les nom, prénom, coordonnées téléphoniques et horaires de disponibilité de chacune des personnes qui le constituent).

Les plages de disponibilité déclarées cumulées des personnes constituant le réseau de solidarité doivent garantir une disponibilité théorique 24h/24, 7j/7 d'au moins une personne de ce réseau.

Par exception, le réseau de solidarité peut être constitué d'un nombre inférieur à deux si au moins l'une des conditions suivantes est remplie :

- L'abonné relève d'un donneur d'ordre public ayant stipulé la possibilité que le réseau de solidarité soit constitué d'une seule personne ;
- Un prescripteur public ou disposant d'un contrat avec un donneur d'ordre public a requis l'installation du service de téléassistance chez l'abonné, et l'abonné dispose d'un réseau de solidarité constitué d'au moins une personne justifiant d'une proximité particulière avec le domicile de l'abonné ainsi que d'une disponibilité totale ;
- L'abonné est couvert par un réseau de solidarité professionnel associatif ou privé, remplissant les conditions de proximité et d'accessibilité du domicile.

Le téléassisteur adopte des mesures ad-hoc afin de s'assurer que les abonnés réalisent une mise à jour régulière des informations nécessaires à la sollicitation du réseau de Solidarité.

Il est précisé que la circonstance que le téléassisteur ne parvienne pas à joindre, de façon ponctuelle et exceptionnelle, une ou plusieurs personnes du réseau de solidarité, ne peut à elle seule permettre de considérer que le réseau de solidarité ne remplit pas les conditions prévues au présent article.

3.2- Diligences relatives à la constitution d'une infrastructure garantissant l'effectivité du service

Le téléassisteur met en œuvre une centrale d'écoute permettant de répondre aux appels de ses abonnés 24h/24 et 7j/7, de manière sécurisée, notamment par la mise en place d'un back-up ou d'une redondance, et avec un dimensionnement suffisant pour garantir la continuité du service de téléassistance.

Envoyé en préfecture le 13/06/2025
Reçu en préfecture le 13/06/2025
Publié le 13/06/2025
ID : 045-284500253-20250605-DECI2025_D1-DE

Chaque abonné est équipé d'un dispositif de téléassistance permettant le déclenchement d'une alarme auprès de la centrale d'écoute susvisée. Le dispositif doit également permettre la transmission de la voix vers la centrale d'écoute, et la réception de la voix en provenance de celle-ci.

Le service de téléassistance déployé par le téléassisteur à l'égard de ses abonnés respecte également les exigences de la norme AFNOR NF X50-520 « Qualité de service en téléassistance », sans pour autant que cela crée à la charge du Téléassisteur l'obligation d'obtenir une certification de conformité à ladite norme.

3.3- Diligences relatives à la mise en œuvre d'une procédure de levée de doute

Dès réception d'une alarme, et avant toute prise de contact avec le SIS, le téléassisteur procède auprès de l'abonné concerné à une levée de doute consistant à minima en la mise en œuvre des actions définies en annexe du présent cahier des charges. Il devra avoir contacté à plusieurs reprises l'abonné et le réseau de solidarité pour éviter toute intervention inutile du SIS.

En aucun cas les alarmes de téléassistance déclenchées par les abonnés ne doivent déclencher un appel automatique au SIS ou une mise en relation directe de l'abonné avec le SIS sans intervention de la centrale d'écoute visée au paragraphe 3.2 du présent cahier des charges.

Lorsqu'une personne du réseau de solidarité est présente au domicile de l'abonné et que l'intervention du SIS est sollicitée, le téléassisteur demande à cette personne de rester au domicile de l'abonné jusqu'à l'arrivée du SIS, dans la mesure du possible, afin de faciliter son intervention.

3.4- Diligences relatives à la transmission des informations nécessaires au traitement des demandes de secours :

Toute demande d'intervention du SIS adressée par le téléassisteur doit être accompagnée des informations suivantes :

- Nom et coordonnées du téléassisteur ;
- Informations relatives au lieu de l'intervention (adresse postale complète et précise et/ou coordonnées GPS, numéro de téléphone, moyens d'accès au lieu d'intervention - notamment, code d'accès, emplacement et code de l'éventuel coffre à clés, etc. - ...) ;
- N° de téléphone de l'abonné ou de la ligne téléphonique du lieu de l'intervention ;
- Motif de la demande de secours : Atteinte aux personnes – Incendie – autres opérations urgentes ;
- Présence du réseau de solidarité sur les lieux le cas échéant ;
- Tout autre élément nécessaire à la bonne prise en compte de la demande.

Le téléassisteur transmet également au SIS dès qu'il en a connaissance toute information complémentaire qu'il reçoit après avoir formulé la demande d'intervention, et qui serait utile au bon déroulé de l'intervention. Notamment, le téléassisteur communique immédiatement au SIS toute information de nature à préciser la situation.

IV) Interopérabilité des logiciels de traitement des appels :

Afin de faciliter le traitement des demandes de secours, un connecteur informatique pourra être développé par le téléassisteur en lien avec le SIS, dans la mesure des possibilités techniques et sous réserve que le coût et les moyens nécessaires ne soient pas disproportionnés au regard du but poursuivi (notamment en raison d'une absence d'uniformité des systèmes d'information des SIS au niveau national), afin de transmettre numériquement les données nécessaires au traitement des demandes de secours visées au paragraphe 3.4 du présent cahier des charges.

Envoyé en préfecture le 13/06/2025
Reçu en préfecture le 13/06/2025
Publié le 13/06/2025
ID : 045-284500253-20250605-DECI2025_D1-DE

V) Modalités de traitement des interventions récurrentes

Chez un même abonné, une intervention inutile est considérée comme récurrente lorsqu'elle se produit au moins à deux reprises sur une période de 30 jours glissants. Le cas échéant, le SIS informe le téléassisteur afin que celui-ci entreprenne des démarches dans un délai de 30 jours afin de limiter ce type de sollicitation.

À partir de la 3ème intervention inutile sur 3 mois glissants, la récurrence est considérée comme une défaillance quant aux diligences à accomplir par le téléassisteur, quand bien même il aurait respecté les dispositions du présent cahier des charges.

Pour limiter les interventions considérées comme récurrentes, le téléassisteur s'engage à entreprendre, au plus tôt, les démarches auprès de l'abonné, du réseau de solidarité ou tout autre tiers. Il informera le SIS des démarches engagées.

VI) Accès au numéro du service d'urgence :

Le téléassisteur sollicite par courrier auprès du SIS un numéro spécifique à 10 chiffres à la réception des alertes du téléassisteur. Il s'engage à ne pas le communiquer à des tiers.
Le téléassisteur joint au courrier susvisé une attestation sur l'honneur quant au respect des exigences figurant dans le présent cahier des charges, et par laquelle il reconnaît être informé que dans le cas où il solliciterait l'intervention du SIS sans avoir accompli au préalable les diligences qui y sont définies, une participation aux frais pourra être mise à sa charge par le SIS, conformément à l'article L.1424-42 du CGCT.

VII) Modalités de participation aux frais :

Les interventions qui se révèlent inutiles et pour lesquelles au moins une des diligences définies aux paragraphes 3.1 à 3.4 du présent cahier des charges n'aurait pas été accomplie par le téléassisteur peuvent faire l'objet d'une demande de participation aux frais.

Le SIS pourra mettre à la charge du téléassisteur une participation aux frais au titre de l'article L. 1424-42 du code général des collectivités territoriales dans les conditions fixées par délibération de son conseil d'administration.

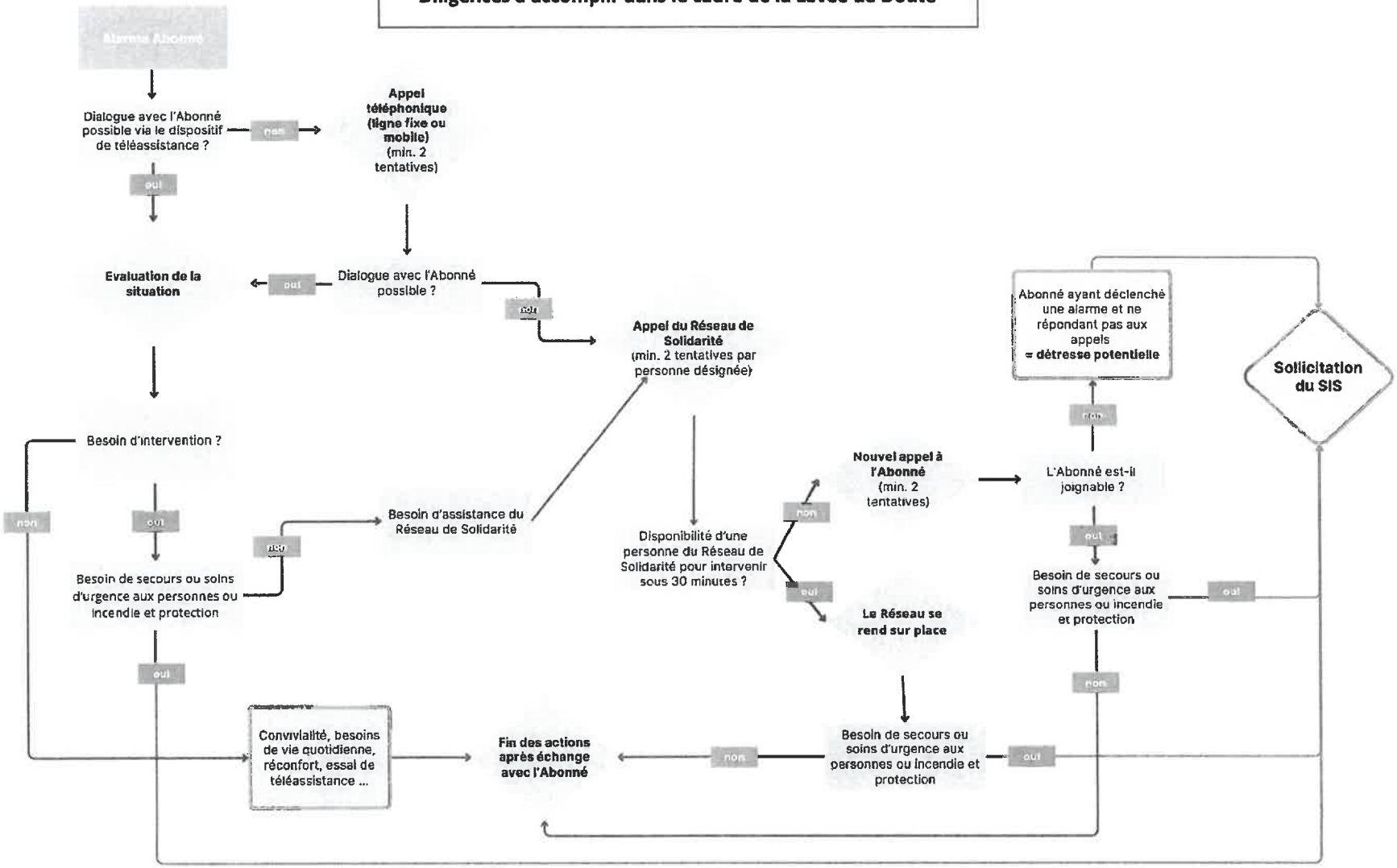
En cas d'intervention qui se révèlent inutiles, le téléassisteur devra transmettre au SIS les pièces justificatives suivantes :

- Le journal d'appel non retranscrit et non modifié, horodaté permettant au SIS de vérifier le bon respect des diligences précisées précédemment ;
- Une attestation sur l'honneur du téléassisteur quant à l'exactitude et l'absence de modification des informations transmises.

Ces justificatifs doivent être transmis spontanément par le téléassisteur de façon mensuelle.

Les données sont collectées conformément à la réglementation en vigueur, notamment le RGPD.

Annexe
Diligences à accomplir dans le cadre de la Levée de Doute



Dans le cas où le téléassisteur sollicite l'intervention du SIS alors qu'il n'a pas réussi à établir un dialogue avec l'abonné ni à contacter son réseau de solidarité, il tente à nouveau de contacter l'abonné, à intervalles réguliers et jusqu'à deux (2) fois, pendant le temps de trajet du SIS jusqu'au lieu du sinistre, afin de tenter d'obtenir des informations sur la situation de l'abonné.

Envoyé en préfecture le 13/06/2025
Reçu en préfecture le 13/06/2025
Publié le 13/06/2025
ID : 045-284500253-20250605-DECI2025_D1-DE

Envoyé en préfecture le 10/06/2025
Reçu en préfecture le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025
ID : 045-284500253-20250605-DECI2025_D2-DE

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU LOIRET

BUREAU DU CASDIS

Réunion du 5 juin 2025

Voix délibérative : M. VACHER - MME LABADIE – M. BURGEVIN

VOTE :
En exercice : 5
- Présents : 3
- Votants : 3

DÉCISION DU BUREAU N°D2025-D2

OBJET : Nouveaux contrats d'apprentissage – année scolaire 2025/ 2026

VU Le Code du travail et notamment ses articles L6227-1 et suivants ;

VU L'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 5 juin 2025 ;

VU Le rapport n°2 présenté par M. le 1er Vice-Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours,

Considérant que l'apprentissage constitue un axe fort de la politique d'insertion sociale et professionnelle des jeunes,

Considérant qu'afin d'apporter sa contribution, le SDIS souhaite s'inscrire dans une dynamique active d'accueil de jeunes apprenti(e)s au sein de ses services,

IL EST DÉCIDÉ : Pour : 3 Contre : 0 Abstention : 0

Article 1er : D'autoriser la conclusion de deux contrats d'apprentissage pour la rentrée 2025/2026 :

Fonction de l'apprenti	Direction	Groupement d'accueil	Diplôme ou titre préparé	Durée de la formation
Community manager	Direction des Services Opérationnels	Groupement Communication, Citoyenneté et développement du Volontariat	Licence ou Master en école de commerce (spécialité digital/webmarketing) ou communication	1 ou 2 ans
Technicien en défense contre l'incendie	Direction des Services Opérationnels	Groupement de la Prévention, de la Prévision et de la Planification	Master Ingénierie sécurité sûreté défense	2 ans

Envoyé en préfecture le 10/06/2025
Reçu en préfecture le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025
ID : 045-284500253-20250605-DECI2025_D2-DE

Suite de la décision D2025-D2 du Bureau du 5 juin 2025

Article 2 : Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets concernés aux chapitres et articles concernés.

Article 3 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 4 : Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours du Loiret et le Comptable public sont chargés de l'exécution de la présente délibération.

Le 1er vice-président,

Philippe VACHER

195, rue de la Gourdonnerie – 45404 FLEURY LES AUBRAIS CEDEX - ☎ 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

Envoyé en préfecture le 10/06/2025
Reçu en préfecture le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025
ID : 045-284500253-20250605-DECI2025_D3-DE

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU LOIRET

BUREAU DU CASDIS

Réunion du 5 juin 2025

Voix délibérative : M. VACHER - MME LABADIE – M. BURGEVIN

VOTE :
En exercice : 5
- Présents : 3
- Votants : 3

DÉCISION DU BUREAU N°D2025-D3

OBJET : Autorisation donnée au Président de signer la déclaration de dérogation aux travaux réglementés – Apprenti mécanicien mineur.

VU Le Code du travail et notamment les articles R 4153-40 et suivants ;

VU Le décret n° 2015-443 du 17 avril 2015 relatif à la procédure de dérogation prévue à l'article L. 4153-9 du code du travail pour les jeunes âgés de moins de dix-huit ans ;

VU Le décret n° 2016-1070 du 3 août 2016 relatif à la procédure de dérogation permettant aux jeunes âgés d'au moins quinze ans et de moins de dix-huit ans en situation de formation professionnelle dans la fonction publique territoriale d'effectuer des travaux dits «réglementés» ;

VU Le formulaire de déclaration de dérogation aux travaux réglementés ;

VU Le rapport n°3 du Bureau du Conseil d'administration présenté par M. le 1er Vice-Président du Conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;

IL EST DÉCIDÉ : Pour : 3 Contre : 0 Abstention : 0

Article 1er : D'autoriser le Président du Conseil d'administration à signer la déclaration de dérogation aux travaux réglementés telle que jointe en annexe.

Article 2 : La durée de validité de cette déclaration est fixée à 3 ans sauf modification de la liste des travaux dits réglementés. Elle est valable pour l'ensemble des apprentis mineurs qui pourraient être accueillis à l'atelier départemental durant cette période.

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif d'ORLEANS dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 4 : Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours du Loiret et le Comptable public sont chargés de l'exécution de la présente délibération.

Le 1er vice-président,

Philippe VACHER

195, rue de la Gourdonnerie – 45404 FLEURY LES AUBRAIS CEDEX - ☎ 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

Envoyé en préfecture le 10/06/2025
Reçu en préfecture le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025
ID : 045-284500253-20250605-DECI2025_D3-DE

Déclaration de dérogation aux travaux interdits e[illegible] jeunes mineurs âgés d'au moins 15 ans en formation professionnelle

R. 4153-40 et suivants du code du travail

☐ **Déclaration initiale (valable 3 ans) – R. 4153-41**

■ **Renouvellement – R. 4153-44**

Date de la dernière déclaration :

TYPE DE DÉCLARANT :

- ☐ Lycée Professionnel/Technologique/Agricole
- ☐ Centre de Formation d'Apprentis
- ☐ Entreprise
- ☐ Organisme de Formation Professionnelle
- ☐ Établissement Social/Médico-social
- ☐ Établissement de la Protection Judiciaire de la Jeunesse
- ☐ Etablissement et Service d'Aide par le Travail
- ■ Établissement public : SDIS du Loiret
  Atelier mécanique

NOM D'ÉTABLISSEMENT/ENTREPRISE :
Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) du Loiret

SECTEUR D'ACTIVITÉ – code APE : **8425Z**
SIRET : **2 84 500 253 000 26**

Adresse :
195 rue de la Gourdonnerie
.....
.....

Code postal :45404

Ville : FLEURY LES AUBRAIS

Adresse courriel : sdis45@sdis45.fr

Téléphone : 02 38 523 523

DÉCLARATION DE DÉROGATION DE L'EMPLOYEUR OU DU CHEF D'ÉTABLISSEMENT

Je soussigné(e), **Marc GAUDET, Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret**, déclare par la présente déroger aux travaux interdits envue d'accueillir des jeunes mineurs âgés d'au moins 15 ans en formation professionnelle.

J'atteste remplir les obligations visées à l'article R. 4153-40 du code du travail :

Avant affectation des jeunes au poste de travail :

1. avoir procédé à l'évaluation des risques prévue aux articles L. 4121-3 et suivants du code du travail comprenant une évaluation des risques existants pour les jeunes et liés à leur travail,
2. avoir mis en œuvre, à la suite de cette évaluation, les actions de prévention prévues au 2ème alinéa de l'article L. 4121-3.

Avant toute mise en situation de travail du jeune :

a) avoir dispensé la formation à la sécurité en m'assurant qu'elle est adaptée à son âge, son niveau de formation et son expérience professionnelle **et** l'avoir informé sur les risques pour sa santé et sa sécurité ainsi que sur les mesuresprises pour y remédier,

3. m'être assuré(e) de l'encadrement du jeune en formation par une personne compétente durant l'exécution de ces travaux,
4. avoir obtenu pour chaque jeune la délivrance d'un avis médical d'aptitude.

Vous trouverez en page 2 :

- la liste des travaux interdits susceptibles de dérogation pour lesquels cette déclaration est faite,
- les formations professionnelles assurées ou métiers concernés,
- les lieux de formations connus,
- les qualités et fonctions des personnes chargées d'encadrer les jeunes pendant ces travaux.

Les équipements de travail et le détail des travaux concernés figurent en pages 3 et 4.

Je m'engage à :

- communiquer à l'inspection du travail toute modification intervenue liée à mon secteur d'activité, à la formation professionnelle assurée ainsi qu'aux travaux interdits confiés au(x) jeune(s) (R. 4153-42),
- tenir à la disposition de l'inspection du travail les modifications relatives aux lieux de formation connus et à la qualité ou la fonction des encadrants (R. 4153-43).

Fait à SEMOY le SIGNATURE, QUALITÉ DU DÉCLARANT & CACHET :

Envoyé en préfecture le 10/06/2025
Reçu en préfecture le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025
ID : 045-284500253-20250605-DECI2025_D3-DE

Intitulé des formations professionnelles concernées par les travaux interdits faisant l'objet de la présente déclaration	**Filière Métiers de la Mobilité** **CAP Maintenance des véhicules / Option Voitures Particulières**
Qualité et fonction des personnes encadrant les jeunes pendant l'exécution des travaux interdits faisant l'objet de la présente déclaration	**xxxxxxxxxxxxxxxxx, maître d'apprentissage** **Agent de maitrise** **Mécanicien automobile**
Adresse(s) des différents lieux de formation connus	**Atelier mécanique – SDIS du Loiret** **CFA de la Chambre des Métiers de l'Artisanat du Loiret -**

*Source du risque **	*Travaux interdits soumis à la déclaration de dérogation*	*Locaux de l'établissement / entreprise*	*Chantier extérieur ***
Travaux exposant à des agents chimiques dangereux	**D. 4153-17** – Travaux impliquant la préparation, l'emploi, la manipulation ou l'exposition à des agents chimiques dangereux définis aux articles R. 4412-3 et R. 4412-60.	■	☐
Travaux exposant à l'amiante	**D. 4153-18** – Opérations susceptibles de générer une exposition à un niveau d'empoussièrement de fibres d'amiante de niveau 1 tel que défini à l'article R. 4412-98.	☐	☐
Travaux exposant à des rayonnements ionisants	**D. 4153-21** – Travaux exposant aux rayonnements ionisants requérant un classement en catégorie B au sens de l'article R. 4451-44.	☐	☐
Travaux exposant à des rayonnements optiques artificiels	**D. 4153-22** – Travaux susceptibles d'exposer à des rayonnements optiques artificiels et pour lesquels les résultats de l'évaluation des risques mettent en évidence la moindre possibilité de dépassement des valeurs limites d'exposition définies aux articles R. 4452-5 et R. 4452- 6.	☐	☐
Travaux en milieu hyperbare	**D. 4153-23** – Interventions en milieu hyperbare au sens de l'article R. 4461-1, classe I, II, III.	☐	☐
Conduite d'équipements de travail mobiles automoteurs et servant au levage	**D. 4153-27** – Conduite d'équipements de travail mobiles automoteurs et d'équipements de travail servant au levage.	☐	☐
Travaux nécessitant l'utilisation d'équipements de travail	**D. 4153-28** – Travaux impliquant l'utilisation ou l'entretien : 1° des machines mentionnées à l'article R. 4313-78, quelle que soit la date de mise en service ;	■	☐
	2° des machines comportant des éléments mobiles concourant à l'exécution du travail qui ne peuvent pas être rendus inaccessibles durant leur fonctionnement.	☐	☐
Travaux de maintenance	**D. 4153-29** – Travaux de maintenance lorsque ceux-ci ne peuvent être effectués à l'arrêt, sans possibilité de remise en marche inopinée des transmissions, mécanismes et équipements de travail en cause.	☐	☐
Travaux temporaires en hauteur	**D. 4153-30** – Travaux temporaires en hauteur nécessitant l'utilisation d'équipements de protection individuelle.	■	☐
Travaux sur échafaudage	**D. 4153-31** – Montage et démontage d'échafaudages.	☐	☐
Travaux avec des appareils sous pression	**D. 4153-33** – Travaux impliquant les opérations de manipulation, de surveillance, de contrôle et d'intervention sur des appareils à pression soumis à suivi en service en application de l'article L. 557-28 du code de l'environnement.	☐	☐
Travaux en milieu confiné	**D. 4153-34** – 1° visite, entretien et nettoyage de l'intérieur des cuves, citernes, bassins, réservoirs ; 2° travaux impliquant des opérations dans un milieu confiné notamment dans les puits, conduites de gaz, canaux de fumée, égouts, fosses et galeries.	☐	☐
Travaux au contact du verre ou du métal en fusion	**D. 4153-35** – Travaux de coulée de verre ou de métaux en fusion et présence habituelle dans les locaux affectés à ces travaux.	☐	☐

** Pour chaque source de risque identifiée, remplir le tableau correspondant pages 3 et 4*
*** Agricole, forestier, BTP, tout site extérieur pour un travail temporaire ➔ tenir les adresses à la disposition de l'inspection du travail*

Envoyé en préfecture le 10/06/2025
Reçu en préfecture le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025
ID : 045-284500253-20250605-DECI2025_D3-DE

	Utilisation Entretien Art D. 4153-28	Maintenance Art D. 4153-29	Équipements de travail concernés par la déclaration *		
			Nature des interventions nécessaires aux formations professionnelles indiquées en page 2	**Équipements de travail ** - machines mentionnées à l'article R. 4313-78 - machines comportant des éléments mobiles accessibles - équipements de travail sur lesquels portent les travaux de maintenance**	
Ex.	☒	☐	*Préparation de surface*	*Ponceuse à bande*	
1	■	☐	Travaux de réparation ou de maintenance automobile	Perceuse à colonne Perceuse à main Meuleuse Scie circulaire	Clé à choc Démonte pneu Equilibreuse Chargeur batterie
2	■	☐	Levage véhicule	Pont élévateur Cric Fosse	
3	☐	■	Mise au point moteur	Contact possible avec des pièces nues sous tension (BT)	
4	■	☐	Travaux de réparation ou de maintenance sur le toit des véhicules	Echelle Escabeau	
5	■	☐	Travaux de soudage	Chalumeau Poste de soudage SMIG	
6	■	☐	Travaux d'entretien des climatisations	Station de recharge de climatisation	
7	☐	☐			
8	☐	☐			
9	☐	☐			
10	☐	☐			
11	☐	☐			
12	☐	☐			
13	☐	☐			
14	☐	☐			

** Y compris portatifs ou loués.*
*** Voir fiche n° 9 de l'instruction interministérielle n° DGT/CT1/DGEFP/DPJJ/DGESCO/DGCS/DGERDAFSL/2016/273 du 7 septembre 2016.*

L'identification de l'équipement de travail pourra être précisée par tout moyen (marque, date de fabrication ou de mise en service …)

Si votre liste est plus longue, la reporter sur une photocopie à annexer à votre déclaration

Envoyé en préfecture le 10/06/2025
Reçu en préfecture le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025
ID : 045-284500253-20250605-DECI2025_D3-DE

	Interventions en milieu hyperbare D. 4153-23		
	Nature des interventions nécessaires aux formations professionnelles indiquées en page 2	*Type de milieu hyperbare, valeur de pression (hectopascals) et durée des interventions (heures)*	*Observations*
Ex	*Inspection et réparation de filets dans une ferme aquacole*	*500hPa (45mn)*	*Plongée en duo à 10 m*
1			
2			
3			

	Travaux en milieu confiné D. 4153-34		
	Nature des travaux nécessaires aux formations professionnelles indiquées en page 2	*Type de milieu confiné ou cuves, réservoirs, bassins, citernes et durée des interventions (heures)*	*Observations*
Ex	*Pose gaines de ventilation*	*Réseau souterrain ville (5h)*	*Risque biologique à vérifier*
1			
2			
3			

	Activités impliquant l'exposition à des agents chimiques dangereux (ACD) dont cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction (CMR) D. 4153-17		
	Nature des travaux nécessaires aux formations professionnelles indiquées en page 2	*Nom* des agents chimiques*	*Observations*
Ex	*Nettoyage de pièces*	*Acétone - MIEUXXAS*	*Présence d'un rince-œil à proximité du poste*
1	Travaux de nettoyage	Diluant Solvant Dégraissant	Liste des produits chimiques en pièce jointe FDS disponibles sur place à l'atelier Dotation en EPI : gants de protection, lunette de protection Presence d'un rince-oeil : diphotérine Purgeur de frein analogique Consignes de sécurité
2	Travaux de maintenance ou d'essai (autodiagnostic, circuit de freinage, vidange, circuit de refroidissement...)	Essence Gasoil Liquide de frein Liquide de refroidissement Fumées de véhicules Acide des batteries	
3	Travaux sur carrosserie	Mastic Durcisseur Colle Peinture	
4	Travaux de soudage	Fumées de soudure	Extracteur d'air
5			
6			

* *information disponible sur l'étiquette du contenant ou sur la fiche de données sécurité (FDS)*

	Activités impliquant l'exposition à l'amiante D. 4153-18			
	Nature des opérations nécessaires aux formations professionnelles indiquées en page 2	*Type de matériau amianté**	*Niveau d'empoussièrement (fibres / litre)***	*Observations*
Ex	*Perçage*	*Enduit de lissage sur béton*	*90 f / l*	*Info selon DTA (dossier technique amiante) sur la présence d'amiante*
1				
2				
3				

* *Calorifugeage, fibrociment, béton hydrofuge, garniture de freins amiantée…*
** *Article R. 4412-98 du code du travail*

Envoyé en préfecture le 10/06/2025
Reçu en préfecture le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025
ID : 045-284500253-20250605-DECI2025_D4-DE

BUREAU DU CASDIS

Réunion du 5 juin 2025

Voix délibérative : M. VACHER - MME LABADIE – M. BURGEVIN

VOTE :
En exercice : 5
- Présents : 3
- Votants : 3

DÉCISION DU BUREAU N°D2025-D4

OBJET : Retrait du parc de matériels roulants et de matériels divers.

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le livre d'inventaire du Service départemental d'incendie et de secours du Loiret ;

VU Le rapport n°4 du Bureau du Conseil d'administration présenté par M. le 1er Vice-Président du Conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;

IL EST DÉCIDÉ : Pour : 3 Contre : 0 Abstention : 0

Article 1er : D'autoriser le Président du Conseil d'administration à procéder au retrait du parc engins des véhicules et matériels divers précisés dans les tableaux joints en annexes, dans les conditions suivantes :

- **Les véhicules complets seront vendus, restitués ou détruits,**
- **Les matériels divers seront vendus ou détruits.**

Article 2 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif d'ORLEANS dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 3 : Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours du Loiret et le Comptable public sont chargés de l'exécution de la présente délibération.

Le 1er vice-président,

Philippe VACHER

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DU LOIRET

RÉFORME – PARC MATÉRIEL ROULANT

CODE PARC	ENGIN	N°	ANCIENNE AFFECTATION	LIBELLE VEHICULE	IMMATRICULATION	MISE EN CIRCULATION	DESTINATION
00733	VTU	17	ST HILAIRE ST MESMIN	PEUGEOT BOXER	4356 WQ 45	20/08/1998	VENTE
00025	BRS	01	ORLEANS SUD	EMBARCATION BRS /G.MENGES/	NE 3182	01/01/1964	VENTE
00031	BRS	02	ORLEANS SUD	EMBARCATION BRS /G.MENGES/	NE 3191	01/01/1964	VENTE
00029	BRS	03	ORLEANS SUD	EMBARCATION BRS /G.MENGES/	NE 3181	01/01/1964	VENTE
00028	BRS	04	ORLEANS SUD	EMBARCATION BRS /G.MENGES/	NE 3192	01/01/1964	VENTE
00026	BRS	05	ORLEANS SUD	EMBARCATION BRS /G.MENGES/	NE 3195	01/01/1964	VENTE
00027	BRS	06	ORLEANS SUD	EMBARCATION BRS /G.MENGES/	NE 3178	01/01/1964	VENTE
00024	BRS	07	ORLEANS SUD	EMBARCATION BRS /G.MENGES/	NE 3180	01/01/1964	VENTE
00023	BRS	08	ORLEANS SUD	EMBARCATION BRS /G.MENGES/	NE 3179	01/01/1964	VENTE
00022	BRS	09	ORLEANS SUD	EMBARCATION BRS /G.MENGES/	NE 3194	01/01/1964	VENTE
01168	VLB	03	GUT	RENAULT/CLIO IV estate Zen dCI90 Eco2/	DL-968-SG	13/11/2014	VENTE
00885	VTU	13	GTL/Atelier	RENAULT/MASTER II 2.5DCI	EC-669-KT	17/07/2006	VENTE
00033	CAT	02	GTL/ Protection Respiratoire	RENAULT/MASTER II PH1 2.5D	6427 WS 45	23/12/1998	VENTE
00993	VSAV	62	GOC	CITROEN/JUMPER III 2,2 HDI 100cv	AG-341-DC	27/11/2009	VENTE

195, rue de la Gourdonnerie – 45404 FLEURY LES AUBRAIS CEDEX - ☎ 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

Envoyé en préfecture le 10/06/2025
Reçu en préfecture le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025
ID : 045-284500253-20250605-DECI2025_D4-DE

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DU LOIRET

RÉFORME MATÉRIELS

TYPE DE MATERIEL	QTES	Marque/Modèle/N° série	Mise en circulation	Destination
APPAREIL RESPIRATOIRE ISOLANT	10	A CIRCUIT OUVERT "GPAL III"	déc-11	matériels pris en charge par Sté MATISEC pour recyclage
APPAREIL RESPIRATOIRE ISOLANT	10	A CIRCUIT OUVERT "GPAL III"	avant 2011	matériels pris en charge par Sté MATISEC pour recyclage
TUYAUX	35	EAU&FEU		VENTE
TUYAUX	35	EAU&FEU		VENTE
TABLES	6		2004	DESTRUCTION
BUREAU	3		2004	DESTRUCTION
FAUTEUIL ACCOUDOIRS	4		2014	DESTRUCTION
CALES ESCALIER	8	RESQ		VENTE
MATERIELS DE DESINCARCERATION	7	BEMAEX		VENTE
TIRE FORT	1	T35 / N° E3683 / MAYNE TRACTEL		VENTE
ROULE FUT 200L	1			VENTE
PERCEUSE INTRA OSSEUSE	1	TELEFLEX/ EZ-IO POWER DRIVER /H65698	2014	DESTRUCTION
BRUMISATEUR VSAV	1	ATOMIST	avant 2004	DESTRUCTION
GILET MULTIPOCHE NORME EN 471 JAUNE FLUO	1	DIMATEX/SEC1101	2018	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 213865	2012	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 207032	avant 2004	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 2308202	avant 2004	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 204265	avant 2004	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 204255	avant 2004	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 204256	avant 2004	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 204252	avant 2004	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 207023	avant 2004	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 207033	2009	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 213915	2012	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 104082	avant 2004	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 203884	avant 2004	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 213339	2012	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 213457	2012	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 207031	avant 2004	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 204259	avant 2004	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 204239	avant 2004	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 204398	2009	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 213017	2012	DESTRUCTION

195, rue de la Gourdonnerie – 45404 FLEURY LES AUBRAIS CEDEX - ☎ 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

Envoyé en préfecture le 10/06/2025
Reçu en préfecture le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025
ID : 045-284500253-20250605-DECI2025_D4-DE

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DU LOIRET

TYPE DE MATERIEL	QTES	Marque/Modèle/N° série	Mise en circulation	Destination
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 204240	avant 2004	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 207036	avant 2004	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 204254	avant 2004	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 204399	avant 2004	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 201284	avant 2004	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 203979	avant 2004	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 207034	avant 2004	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 213475	2012	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 213023	2012	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 203978	avant 2004	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 213545	2012	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 204258	avant 2004	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 213863	2012	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 203980	2012	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 213009	2010	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 204055	avant 2004	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 202826	avant 2004	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 203999	2012	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 205159	avant 2004	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	16	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / SANS NUMERO	avant 2004	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY / 203981	avant 2004	DESTRUCTION
ATTELLE DE TRACTION	1	GROUPE LEPINE / ATTELLE DE DONWAY /213473	2012	DESTRUCTION
DEFIBRILLATEUR SEMI- AUTOMATIQUE	1	PHYSIO CONTROL / LIFEPAK 1000 SN 40272153	2012	DESTRUCTION
DEFIBRILLATEUR SEMI- AUTOMATIQUE	1	PHYSIO CONTROL / LIFEPAK 1000 SN 41244622	2013	DESTRUCTION
DEFIBRILLATEUR SEMI- AUTOMATIQUE	1	PHYSIO CONTROL / LIFEPAK 1000 SN 44035472	2015	DESTRUCTION
DEFIBRILLATEUR SEMI- AUTOMATIQUE	1	PHYSIO CONTROL / LIFEPAK 1000 SN 44035459	2015	DESTRUCTION
DEFIBRILLATEUR SEMI- AUTOMATIQUE	1	PHYSIO CONTROL /LIFEPAK 1000 SN 40272182	2012	DESTRUCTION
DEFIBRILLATEUR SEMI- AUTOMATIQUE	1	PHYSIO CONTROL /LIFEPAK 1000 SN 43719821	2015	DESTRUCTION
DEFIBRILLATEUR SEMI- AUTOMATIQUE	1	PHYSIO CONTROL /LIFEPAK 1000 SN 43882706	2015	DESTRUCTION
DEFIBRILLATEUR SEMI- AUTOMATIQUE	1	PHYSIO CONTROL /LIFEPAK 1000 SN 41244630	2013	DESTRUCTION
DEFIBRILLATEUR SEMI- AUTOMATIQUE	1	PHYSIO CONTROL /LIFEPAK 1000 SN 41244624	2013	DESTRUCTION
DEFIBRILLATEUR SEMI- AUTOMATIQUE	1	PHYSIO CONTROL /LIFEPAK 1000 SN 41244621	2013	DESTRUCTION
DEFIBRILLATEUR SEMI- AUTOMATIQUE	1	PHYSIO CONTROL /LIFEPAK 1000 SN 40272166	2012	DESTRUCTION
DEFIBRILLATEUR SEMI- AUTOMATIQUE	1	PHYSIO CONTROL /LIFEPAK 1000 SN 41244619	2013	DESTRUCTION
DEFIBRILLATEUR SEMI- AUTOMATIQUE	1	PHYSIO CONTROL /LIFEPAK 1000 SN 41244620	2013	DESTRUCTION
BATTERIE POUR MONITEUR ZOLL	1	ZOLL/SURE POWER II SN AJ18GAS3385	2018	DESTRUCTION
TRACTEUR TONDEUSE AUTOPORTEE	1	KUBOTA GR2100EC2 / N°34179	2010	VENTE

195, rue de la Gourdonnerie – 45404 FLEURY LES AUBRAIS CEDEX - ☎ 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

Envoyé en préfecture le 10/06/2025
Reçu en préfecture le 10/06/2025
Publié le 10/06/2025
ID : 045-284500253-20250605-DECI2025_D4-DE

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C1CFU-BF

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU LOIRET

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Réunion du 20 juin 2025

Présents : MM. GAUDET – PRONO – BURGEVIN – DROUET - DURAND –Mme BELLAIS - MM. BOUQUET – BRAUX - CHAPUIS MMES DURY - FLEURY – LABADIE - LANSON – M. MALBO - MME RAVELEAU - M. VACHER

- **En exercice : 20**
  - **Présents : 16**
  - **Pouvoir : 2**
  - **Votants : 17**

DÉLIBÉRATION N°2025-C1

OBJET : Compte Financier Unique (CFU) 2024

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La loi 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 et notamment son article 205 ;

VU L'ordonnance 2025-526 du 12 juin 2025 relative à la généralisation du compte financier unique ;

Considérant que le Compte Financier Unique (CFU) se substitue au compte administratif et au compte de gestion par dérogation aux dispositions législatives et réglementaire régissant ces documents et qu'il est réalisé conformément aux dispositions de la nomenclature budgétaire et comptable M57 ;

Considérant que le CFU un document de synthèse qui clôture le cycle annuel budgétaire et présente l'exécution comptable de l'année écoulée, tant en dépenses qu'en recettes,

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée et qu'il est établi en concordance avec Madame la Comptable Publique et qu'il permet ainsi de vérifier la réalisation des objectifs définis lors du vote du Budget Primitif et des décisions modificatives ;

Ayant entendu l'exposé de M. le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours sur la base du rapport remis aux membres du Conseil ;

Considérant que le Président s'est retiré pour laisser la présidence à M. Alain DROUET, doyen d'âge, conformément aux modalités en vigueur.

IL EST DÉCIDÉ : Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 1

Article 1er : D'approuver le Compte Financier Unique 2024 et ses résultats définitifs ci-après

LES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2024

	Résultat à la clôture de l'exercice 2023	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2024	Résultat de clôture 2024
INVESTISSEMENT	-3 502 642,73 €	0,00 €	2 206 823,72 €	-1 295 819,01 €
FONCTIONNEMENT	5 445 243,74 €	3 502 643,00 €	1 714 021,39 €	3 656 622,13 €
TOTAL	1 942 601,01 €	3 502 643,00 €	3 920 845,11 €	2 360 803,12 €

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C1CFU-BF

Suite de la

Article 2 : D'autoriser le Président du Conseil d'administration à signer l'ensemble des documents afférents au Compte Financier Unique 2024.

Article 3 : L'affectation du résultat 2024 sera reprise lors de la décision budgétaire la plus proche.

Article 4 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 5 : Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours et Mme la Comptable publique sont chargés de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,

Marc GAUDET

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SER D'INC DU LOIRET

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C2-DE

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Réunion du 20 juin 2025

Présents : MM. GAUDET – PRONO – BURGEVIN – DROUET - DURAND –Mme BELLAIS - MM. BOUQUET – BRAUX - CHAPUIS MMES DURY - FLEURY – LABADIE - LANSON – M. MALBO - MME RAVELEAU - M. VACHER

- **En exercice : 20**
  - **Présents : 16**
  - **Pouvoir : 2**
  - **Votants : 18**

DÉLIBÉRATION N°2025-C2

OBJET : Affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice budgétaire 2024

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n°2025-C1 du 20 juin 2025 du Conseil d'administration approuvant le compte financier unique de l'exercice 2024 ;

VU Le rapport n°2 présenté par M. le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours ;

Considérant qu'en M57 le résultat de fonctionnement N-1 doit faire l'objet d'une affectation ;

Ayant entendu l'exposé de M. le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours ;

IL EST DÉCIDÉ : Pour : 17 Contre : 0 Abstention : 1

Article 1er : Le Conseil d'administration a arrêté le résultat de l'exercice 2024 ainsi qu'il suit :

	Résultat à la clôture de l'exercice 2023	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2024	Résultat de clôture 2024
INVESTISSEMENT	-3 502 642,73 €	0,00 €	2 206 823,72 €	-1 295 819,01 €
FONCTIONNEMENT	5 445 243,74 €	3 502 643,00 €	1 714 021,39 €	3 656 622,13 €
TOTAL	1 942 601,01 €	3 502 643,00 €	3 920 845,11 €	2 360 803,12 €

Article 2 : Le Conseil d'administration décide d'affecter le résultat de fonctionnement de clôture ainsi qu'il suit :

- **Recettes de fonctionnement** – Ligne codifiée 002 « Résultat de fonctionnement reporté » = 2 360 802 €
- **Recettes d'investissement** – Article 1068 « Excédents de fonctionnement capitalisés » = 1 295 820 €

Article 3 : L'affectation du résultat 2024 sera reprise lors de la décision budgétaire la plus proche.

Article 4 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 5 : Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours et Mme la Comptable publique sont chargés de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,

Marc GAUDET

195, rue de la Gourdonnerie – 45404 FLEURY LES AUBRAIS CEDEX - ☎ 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C3-DE

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU LOIRET

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Réunion du 20 juin 2025

Présents : MM. GAUDET – PRONO – BURGEVIN – DROUET - DURAND –Mme BELLAIS - MM. BOUQUET – BRAUX - CHAPUIS MMES DURY - FLEURY – LABADIE - LANSON – M. MALBO - MME RAVELEAU - M. VACHER

- **En exercice : 20**
  - **Présents : 16**
  - **Pouvoir : 2**
  - **Votants : 18**

DÉLIBÉRATION N°2025-C3

OBJET : Ligne de trésorerie – Exercice 2026.

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La nomenclature budgétaire et comptable M57 applicable aux services départementaux d'incendie et de secours ;

VU Le rapport n°3 présenté par M. le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours ;

Considérant la prévision de trésorerie et les variations du niveau de trésorerie du SDIS du Loiret ;

IL EST DÉCIDÉ : Pour : 18 Contre : 0 Abstention : 0

Article 1er : D'approuver l'ouverture d'une ligne de trésorerie pour un montant de 3 000 0000€.

Article 2 : D'autoriser le Président du Conseil d'administration du SDIS à négocier librement les conditions financières de la ligne de trésorerie avec les établissements bancaires.

Article 3 : D'autoriser le Président du Conseil d'administration du SDIS à signer le contrat d'ouverture de la ligne de trésorerie.

Article 4 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 5 : Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de Secours et Mme la Comptable publique sont chargés de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,

Marc GAUDET

195, rue de la Gourdonnerie – 45404 FLEURY LES AUBRAIS CEDEX - ☎ 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU LOIRET

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Réunion du 20 juin 2025

Présents : MM. GAUDET – PRONO – BURGEVIN – DROUET - DURAND –Mme BELLAIS - MM. BOUQUET – BRAUX - CHAPUIS MMES DURY - FLEURY – LABADIE - LANSON – M. MALBO - MME RAVELEAU - M. VACHER

- En exercice : 20
- Présents : 16
- Pouvoir : 2
- Votants : 18

DÉLIBÉRATION N°2025-C4

OBJET : Mise à jour du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie 2025.

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le référentiel national de DECI ;

VU L'arrêté du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de DECI ;

VU L'arrêté préfectoral du 20 décembre 2016 ;

VU Le rapport n°4 présenté par M. le Président du Conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours du Loiret ;

Considérant les propositions émises par le groupe de travail « RDDECI » ;

IL EST DÉCIDÉ : **Pour : 18** **Contre : 0** **Abstention : 0**

Article 1er : D'émettre un avis favorable à la mise à jour du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie (RDDECI) du SDIS du Loiret telle que joint en annexe de la présente délibération.

Article 2 : L'arrêté préfectoral du 20 décembre 2016 est abrogé.

Article 3 : La date d'application de ce Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie est fixée à la publication de l'arrêté préfectoral.

Article 4 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 5 : Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,

Marc GAUDET

195, rue de la Gourdonnerie – SEMOY – 45404 FLEURY LES AUBRAIS- Tel : 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

SAPEURS POMPIERS LOIRET

RÈGLEMENT DÉPARTEMENTAL DE DÉFENSE EXTÉRIEURE CONTRE L'INCENDIE

RDDECI

DU LOIRET

VERSION 2025

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

MISES A JOUR

N° de Version	Date	Nature des évolutions	Pages	Rédaction	Validation	Approbation
0	28/11/2016	Edition complète originale	-	Cdt ROUX Sgt PARARD	Groupe de Travail	Conseil d'administration du SDIS
1	A AJOUTER	Mise à jour n°1	-	Ltn GINOUVEZ Adc PARARD	Groupe de Travail	Conseil d'administration du SDIS

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

REMERCIEMENTS

Ce règlement a été arrêté par Madame la Préfète de la Région Centre - Val de Loire, Préfète du Loiret et préfète coordonnatrice du bassin Loire Bretagne sur proposition et rédaction du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) 45.

Nous tenons tout d'abord à remercier Monsieur Sophie BROCAS, Préfet de la Région Centre - Val de Loire, Préfet du Loiret et préfète coordonnatrice du bassin Loire Bretagne, Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil d'Administration du SDIS, le Contrôleur Général Christophe FUCHS, Directeur Départemental du SDIS ainsi que l'ensemble des membres du groupe de travail préfectoral.

Enfin, le groupe de travail remercie tous les acteurs internes au SDIS (groupement prévention prévision planification, groupement technique et logistique, service juridique…) qui ont été consultés tout au long de ce processus rédactionnel.

Le groupe de travail

Membres du groupe de travail Préfectoral :

Messieurs les maires et présidents EPCI désignés :
Gilles BURGEVIN, Gérard BRICHARD, James BRUNEAU, Martial BOURGEOIS

Monsieur le chef du BDPC et son adjointe :
Arnaud BOULAY, Louise ALBERT

Mesdames et messieurs les représentants du SDIS :
Capitaine Pierre TILLOY, Lieutenant Nicolas GINOUVEZ, Adjudant-chef Jean-Charles PARARD

Mesdames les représentantes des services Instructeurs :
Emmanuel FOURNIER (DDT) et Julien SAISON (AME)

Monsieur le responsable appui aux entreprises :
Guy BOULANGER (CCI du Loiret)

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

TABLE DES ABRÉVIATIONS

AML : Association des Maires du Loiret
A/R : Aspiration / Refoulement
AT : Autorisation de Travaux

BI : Bouche d'Incendie

CASDIS : Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours
CCDSA : Commission Consultative Départementale de Sécurité et Accessibilité
CGCT : Code Général des Collectivités Territoriales
CIS : Centre d'Incendie et de Secours
COS : Commandant des Opérations de Secours
CU : Certificat d'Urbanisme

DDPP : Direction Départementale de la Protection des Populations
DECI : Défense Extérieure Contre l'Incendie
DGSCGC : Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises
DICI : Défense Intérieure Contre l'Incendie
DOS : Directeur des Opérations de Secours
DP : Déclaration Préalable
DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement

EAE : Extinction Automatique à Eau
EI : Étanchéité et Isolation
EPCI : Établissement Public de Coopération Intercommunale
ERP : Établissement Recevant du Public

HLL : Habitation Légère de Loisirs

ICPE : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
IGH – ITGH : Immeuble de Grande Hauteur ou de Très Grande Hauteur

PA : Permis d'Aménager
PC : Permis de Construire
PE : Point d'Eau
PEI : Point d'Eau Incendie
PI : Poteau d'Incendie
PLU : Plan Local d'Urbanisme
PV : Procès-Verbal

RDDECI : Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie
REI : Résistance Étanchéité et Isolation
RI : Réserve Incendie
RIA : Robinet Incendie Armé
RIM : Règlement d'Instruction et de Manœuvre
RML : Résidence Mobile de Loisirs
RO : Règlement Opérationnel

SCDECI : Schéma Communal de la Défense Extérieure Contre l'Incendie
SDACR : Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques
SDIS : Service Départemental d'Incendie et de Secours
SDP : Surface De Plancher
SICDECI : Schéma Intercommunal de la Défense Extérieure Contre l'Incendie
SIDPC : Service Interministériel de Défense et de Protection Civile

TC : Tour de Contrôle

UDMR : Union Départementale des Maires Ruraux

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

ZA : Zone d'Activités
ZAC : Zone d'Aménagement Concerté
ZC : Zone Commerciale
ZI : Zone Industrielle

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

SOMMAIRE

MISES A JOUR I

REMERCIEMENTS III

TABLE DES ABRÉVIATIONS IV

SOMMAIRE VI

PRÉAMBULE X

1 LE CADRE LÉGISLATIF ET RÈGLEMENTAIRE XIII

1.1 LES TEXTES LEGISLATIFS XIII
1.2 Les textes réglementaires de portée nationale XIV
1.3 Les textes spécifiques à l'urbanisme et construction XIV
1.4 Les textes normatifs XIV
1.5 Les documents règlementaires de portée départementale XV
1.6 Les documents règlementaires et service de portée communale ou intercommunale XV
1.7 Les autres documents : XV
1.8 Défense des Forêts Contre l'Incendie : XV

2 LE RÔLE DES ACTEURS DE LA DECI XVI

2.1 Le maire ou le détenteur du pouvoir spécial DECI XVI
2.2 Le propriétaire, l'exploitant privé et le service public de la DECI XVI
2.3 Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) XVI
2.4 Les services instructeurs et chargés de l'urbanisme XVII

3 LES POINTS D'EAU INCENDIE (PEI) : GÉNÉRALITÉS XVII

3.1 La numérotation XVII
3.2 Les couleurs XVII
3.3 La signalisation XVII
3.4 Les symboles cartographiques XVII
3.7.1 3.5 L'accessibilité et protections XVII
3.7.2 3.6 Dispositifs d'aspiration fixe et puisard déporté XVIII
3.7.3 XVIII
3.8.1 XVIII
3.8.2 Les hydrants XVIII
Les réserves incendie XVIII
Les cas particuliers XVIII
3.8 L'inventaire des autres ressources en eau XVIII
Les puisards d'aspiration et citerneaux existants XVIII
Les piscines XIX
3.9 Préconisations du SDIS – Choix de PEI XIX

4.5.1 4 LA DEFINITION DES RISQUES ET LES GRILLES DE COUVERTURE ASSOCIEES XX

4.1 Les accès et distances XX
4.2 La surface de référence XX
4.3 Les distances d'isolement XXI
4.4 La quantité d'eau de référence XXI
4.5 L'échelonnement des besoins en eau XXI
La règle des 50%-50% : XXII

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

La règle des 50%-75%-100% XXII
4.6 La définition des risques et les grilles de dimensionnement XXIII
Le risque courant XXIII
Les risques particuliers XXIV

5 LES VÉRIFICATIONS DES PEI XXV
5.1 LA MISE EN SERVICE DES PEI : GENERALITES XXV
4.5.2 La visite de réception XXVI
La reconnaissance opérationnelle initiale XXVI
4.6.1 5.2 Le maintien en condition opérationnelle des PEI : Généralités XXVI
4.6.2 Les actions de maintenance XXVI
Les contrôles techniques XXVI
Les reconnaissances opérationnelles périodiques XXVI
5.1.1
5.1.2

5.2.1
5.2.2 LES ANNEXES - FICHES N° :
5.2.3

Le maire ou le président d'EPCI **1**
1. Rôles et obligations 1

Le propriétaire, l'exploitant privé, le service public de la DECI **3**
2. Rôles et obligations 3

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) **5**
3. Rôles et obligations 5

Les services instructeurs **7**
4. Fiche DECI document d'urbanisme 7
4. Logigramme de consultation du SDIS 8

Les Points d'Eau Incendie **9**
5. Généralités 9
6. Les réseaux hydrauliques 11
7. La qualité de l'eau 12
8. La numérotation 13
9. Les couleurs 14
10. La signalisation 15
11. Les symboles cartographiques 16
12.1 L'accessibilité 17
12.2 Les protections externes, stationnement 19
12.3 Les protections externes, intrusion & noyade 20
12.4 Les protections, utilisation frauduleuse 21
13. Les dispositifs d'aspiration fixes 22
14. Les puisards déportés 24
15. Les hydrants, bouches d'incendie 25
16. Les hydrants, poteaux d'incendie 26
17. Les hydrants, poteaux d'incendie relais 27
18. Les hydrants, poteaux d'incendie surpressés (> 6 bars) 28
19. Les réserves incendie naturelles ou artificielles à l'air libre 29
20. Les réserves incendie artificielles, de type bâche souple 30
21. Les réserves incendie artificielles, aériennes 31
22. Les réserves incendie artificielles, enterrées 32
23. Cas particuliers, les canaux 33
24. Cas particuliers, les puits 34
25. Cas particuliers, les forages 35

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

26. Cas particuliers, les réseaux d'irrigation agricoles 37
27. Cas particuliers, kit alimentation 38
28. Les autres ressources en eau, puisards d'aspiration et citerneaux existants 39
29. Les autres ressources en eau, piscines 40

Le risque courant faible, ordinaire et important **41**
30. Les habitations 41

Le risque courant faible **46**
31. Les habitations légères de loisirs ou résidences mobiles de loisirs 46

Les risques particuliers **47**
32. Les ZAC, ZA, ZI et ZC 47
33. Les établissements code du travail, divers et parcs de stationnement (non ERP) 48
34. Les bâtiments agricoles 50
35. Les ERP 52
36. Les IGH et ITGH 55

Les risques particuliers **56**
37. Les constructions en matériaux biosourcés 56
38. Les centrales solaires et photovoltaïque 57

La mise en service des PEI **58**
39. Généralités 58
40. La visite de réception 60
41. La reconnaissance opérationnelle initiale 61

Le maintien en condition opérationnelle des PEI **62**
42. Généralités 62

43. Les actions de maintenance préventive et corrective **64**

44. Les contrôles techniques fonctionnels **65**

46. Les reconnaissances opérationnelles **69**

LES MODÈLES

Modèle n°1 : A
Arrêté type de DECI A
Arrêté type de DECI - annexe 1 C
Arrêté type de DECI - annexe 2 D
Arrêté type DECI - annexe 3 E
Arrêté type de DECI - annexe 4 L

Modèle n°2 M
Le Schéma Communal ou Intercommunal M
de Défense Extérieure Contre l'incendie M

Modèle n°3 P
Convention PEI privé-public P

Modèle N°4 Q
Convention PEI privé-privé Q

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Modèle n°5
Fiche de signalement d'un nouveau PEI

R
R

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

PRÉAMBULE

Si les incendies ne représentent que 7 % des interventions de l'activité des sapeurs-pompiers français, il convient de garder à l'esprit qu'ils sont en augmentation. De plus, les dégâts et impacts sont inestimables tant sur le plan humain, matériel, écologique, financier que psychologique.
Ainsi, 250 000 feux d'habitation sont déclarés chaque année aux compagnies d'assurances, soit un incendie toutes les deux minutes occasionnant 800 décès, 10 000 blessés dont 3 000 avec invalidité lourde et 5 025 euros de dégâts matériels, en moyenne.

En 2023 le SDIS 45 a réalisé 2679 incendies (6,45%) répartis sur l'ensemble du son territoire.

Le SDIS est chargé de la lutte contre ce fléau calamiteux, dont l'action porte également sur deux domaines de compétence :

- La prévention, qui a pour objectif d'empêcher la naissance d'un foyer et d'en limiter sa propagation.
- La prévision, qui propose et met en œuvre les moyens nécessaires pour lutter avec efficacité contre un sinistre lorsque celui-ci se déclare,
- La lutte contre l'incendie.

La Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) concerne pleinement la prévision et désigne les moyens en eau disponibles et utilisables pour lutter contre l'incendie tout en évitant sa propagation à son environnement immédiat. Elle est donc complémentaire et indispensable à la Défense Intérieure Contre l'Incendie (DICI), imposée règlementairement en fonction des bâtiments et de leurs activités afin de lutter contre un incendie naissant et d'en limiter ses conséquences avant l'arrivée des secours publics. Nous citerons par exemple les extincteurs, les Robinets Incendie Armés (RIA), l'Extinction Automatique à Eau (EAE) de type sprinkler et tout autre dispositif fixe.

Longtemps définie et traitée par voie de circulaires, notamment celle du 10 décembre 1951, la DECI s'appuie maintenant sur le décret n°2015-235 du 27 février 2015 et sur l'arrêté du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de DECI.
Si ce référentiel n'est pas directement applicable sur le terrain, il définit une méthodologie et des principes généraux relatifs à l'aménagement, à l'entretien et à la vérification des points d'eau servant à l'alimentation des moyens de lutte contre l'incendie. Les règles de DECI, dans le département, doivent être fixées par un règlement départemental pour être pleinement adaptées aux risques et contingences de notre territoire.

« L'analyse des risques est un des principes fondateurs de la DECI »

L'approche par le risque est une démarche similaire à celle du Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR). Il s'agit de distinguer les bâtiments dont l'incendie présente un risque couramment représenté et pour lesquels il est possible de proposer des mesures génériques, de ceux dont les particularités génèrent un risque qui nécessite une étude spécifique.

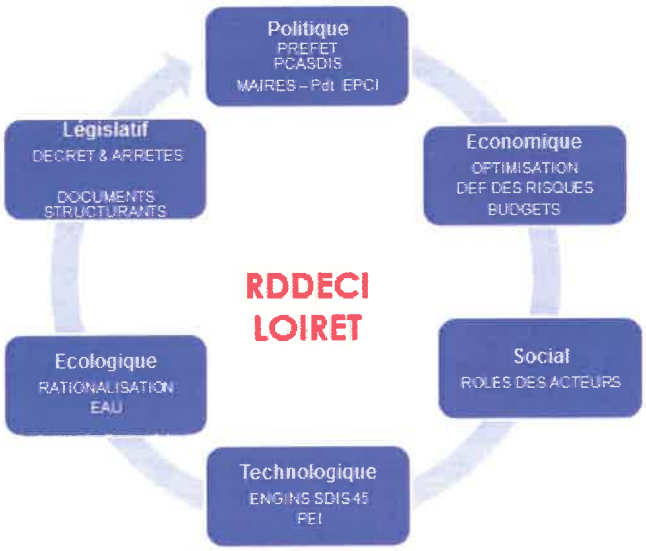
À ce titre, le présent règlement définit les risques courants sous trois catégories :
- faible,
- ordinaire,
- important.

À ces risques courants s'ajoutent les risques particuliers.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Le groupe de travail qui s'est donc réuni à deux reprises, a dégagé des solutions adaptées aux risques à défendre, tout en prenant en compte les moyens, les techniques du SDIS ainsi que leurs évolutions.

Il en ressort qu'un important travail a été réalisé dans un climat de grande concertation. Les contingences des différentes parties ont été prises en compte dans le respect d'une DECI adaptée au risque à défendre, d'une DECI de proximité impliquant la recherche de solutions pragmatiques sur le terrain, d'une DECI rationnelle et équilibrée préservant autant que possible la ressource en eau.



Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Ce règlement a pour objectif :

- de renseigner tous les acteurs de la DECI :
  - ✓ les maires et les présidents d'EPCI,
  - ✓ les services instructeurs et en charge de l'urbanisme,
  - ✓ les gestionnaires de réseaux d'eau,
  - ✓ les exploitants et propriétaires,
  - ✓ les architectes, organismes de contrôle et aménageurs,
  - ✓ les prestataires et sociétés de conseils,
  - ✓ les sapeurs-pompiers, les agents du SDIS, préventionnistes et prévisionnistes et chefs de centre.

- de quantifier clairement et de façon pragmatique les besoins en eau pour chacun des types de risques afin que les sapeurs-pompiers puissent assurer la protection des personnes, des biens et de l'environnement.

Ce règlement s'applique à toutes nouvelles constructions, bâtiments ou extensions de l'existant à l'exclusion des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) qui disposent d'une règlementation *ad hoc*.

Le règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie paru le 20 décembre 2016 est abrogé à la date de parution du présent règlement.

Enfin ce document, pour un caractère plus fonctionnel, dispose en annexes de toutes les fiches didactiques et illustrées permettant de mettre en œuvre sur le terrain les dispositions du présent règlement.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

1 LE CADRE LÉGISLATIF ET RÈGLEMENTAIRE

Le maire doit, au titre de ses pouvoirs de police administrative, assurer la gestion de la défense incendie sur le territoire de sa commune au travers de textes législatifs et réglementaires dont les principaux extraits sont présentés ci-dessous. Cette liste permet de retrouver facilement les bases règlementaires sans avoir la prétention d'être exhaustive.

1.1 Les textes législatifs

Il convient de rappeler les codes et lois concernés :

- Code de l'Urbanisme,
- Code de la Sécurité Intérieure,
- Code de la Construction et de l'Habitation,
- Code du Travail,
- Code Général des Collectivités Territoriales (Livre II – Chapitre II) :

  - ✓ l'article L. 2212-1 « le Maire est chargé, sous le contrôle administratif du représentant de l'État dans le département, de la police municipale, de la police rurale et de l'exécution des actes de l'État qui y sont relatifs » ;
  - ✓ l'article L. 2212-2 précise la nature des pouvoirs de police du Maire « a le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux de toute nature, tels que les incendies... » ;
  - ✓ l'article L. 2213-32 stipule que le Maire assure la défense extérieure contre l'incendie ;
  - ✓ les articles L. 2225-1 à 4 précisent que la commune est compétente pour la création, l'aménagement et la gestion des points d'eau nécessaire à l'alimentation des moyens des services incendie et de secours. La commune doit prendre en charge ces points d'eau et si nécessaire leur approvisionnement par un réseau de transport ou de distribution d'eau qui est pris en charge par la commune ;
  - ✓ l'article L. 2321-2 intègre dans la liste des dépenses obligatoires de la commune « les dépenses de personnel et de matériel relatives aux services d'incendie et de secours ». Il résulte que le Maire doit prendre toutes dispositions utiles pour assurer le fonctionnement normal du service d'incendie, et notamment faire en sorte que le réseau d'approvisionnement en eau des services d'incendie et de secours soit capable de produire un débit suffisant. Ce même article prévoit : « en cas de gestion déléguée du service d'adduction d'eau, les travaux d'entretien et de gestion des réseaux peuvent faire partie des compétences du délégataire, même s'il s'agit d'un réseau commun à l'adduction d'eau et à l'incendie... ». Si la compétence de la commune en matière de distribution d'eau a été transférée à un syndicat intercommunal, ce transfert ne modifie pas la responsabilité du Maire qui reste titulaire de son pouvoir de police.

- Loi n° 2011-525 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit du 17 mai 2011 notamment son article 77.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

1.2 Les textes réglementaires de portée nationale

Il s'agit des deux textes fondateurs de la nouvelle DECI :

- Décret relatif à la DECI n° 2015-235 du 27 février 2015,
- Arrêté NOR : INTE1522200A du 15 décembre 2015 (référentiel national).

1.3 Les textes spécifiques à l'urbanisme et construction

Dans le cadre des Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), des permis de construire, de l'aménagement de lotissements ou de zones d'activités concertées, une réglementation de police spéciale peut être appliquée sur la base les textes suivants :

- Code de la Construction et de l'Habitation, décret n° 73-1007 du 31 octobre 1973, arrêté du 31 janvier 1986 modifié,
- Règlement de sécurité des ERP, arrêté du 25 juin 1980 modifié avec les arrêtés des dispositions particulières et l'arrêté du 22 juin 1990 modifié pour les petits établissements,
- Code du Travail et plus particulièrement la 4ème partie Livre 2 - Titre 1 - art. R. 4211-1 à R. 4216-34, décret 2008-244 du 7 mars 2008 (JO 12 mars 2008) fixant les obligations du maître d'ouvrage pour la conception des lieux de travail contre les risques d'incendie et d'explosion et évacuation,
- Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain dite loi SRU.

1.4 Les textes normatifs

Ces documents concernent principalement les PEI mais aussi les moyens de lutte contre l'incendie :

- norme NF EN 14384 (février 2006) poteaux d'incendie,
- norme NF S61-213/CN (avril 2007) complément national à la NF EN 14384 : 2018,
- norme NF EN 14339 (février 2006) pour les bouches d'incendie de 100 mm,
- norme NF S61-211/CN (avril 2007) complément national à la NF EN 14339 : 2018,
- norme NF S62-200 (juin 2019) relative aux règles d'installation, de réception et de maintenance des hydrants,
- norme NF S61-240 (avril 2016) prescriptions et méthodes d'essai des dispositifs d'aspiration,
- norme NF S62-240 (novembre 2017) relative aux règles d'installation, de réception et de maintenance des dispositifs d'aspiration,
- norme NF S62-250 (novembre 2017) relative aux règles d'installation, de réception et de maintenance des citernes souples,
- norme NF S61-759-1 (octobre 2024) Installation, réception et maintenance des colonnes d'incendie - colonnes sèches,
- norme NF S61-759-3 (octobre 2024) Installation, réception et maintenance des colonnes d'incendie - colonnes spéciales
- norme NF S61-221 (mars 1956) signalisation des prises et des points d'eau d'incendie,
- norme NF S61-820 des lances d'incendie,
- normes NF EN 1846-1, NF EN 1846-2, NF EN 1846-3, XPS 61 509-4, XPS 61 515, XPS 63-110 concernant les engins d'incendie,
- norme NF S61-521 des dévidoirs mobiles,
- norme NF S61-112 des tuyaux souples d'incendie.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

1.5 Les documents règlementaires de portée départementale

Au sein du département, le présent règlement s'appuie également sur :

- le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR) du Loiret,
- le Règlement Opérationnel du SDIS 45,
- l'Arrêté Préfectoral approuvant le présent document dénommé RDDECI.

1.6 Les documents règlementaires et service de portée communale ou intercommunale

Au niveau local, il existe un arrêté et un service à caractère obligatoire qui doivent être pris et mis en place après l'entrée en vigueur du présent règlement :

- Arrêté du Maire ou du président de l'EPCI à fiscalité propre définissant la DECI (art. R. 2225-4 du CGCT),
- Service public de la DECI.

Enfin, un document facultatif de planification peut être réalisé sous l'appellation :

- Schéma communal ou intercommunal de DECI (art. R. 2225-5 et 6 du CGCT).

1.7 Les autres documents :

Ces documents sont pris en compte pour ce qui concerne l'accessibilité et le dimensionnement des besoins en eau de certains bâtiments :

- La rubrique 1510 des Installations Classées Pour l'Environnement.
- Doctrine pour la construction des immeubles en matériaux biosourcés et combustibles de la préfecture de police de Paris.

1.8 Défense des Forêts Contre l'Incendie :

La défense de la forêt contre l'incendie est pilotée par le ministère en charge de l'agriculture. Elle repose sur une politique globale d'aménagement et d'entretien de l'espace rural et forestier, régie par le code forestier.

Ainsi, le RDDECI ne prescrit pas de ressources en eau pour la défense des forêts contre l'incendie.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

2 LE RÔLE DES ACTEURS DE LA DECI

Chacun des acteurs suivants dispose de rôles et d'obligations en matière de DECI, détaillés en annexes du présent règlement.

2.1 Le maire ou le détenteur du pouvoir spécial DECI

Si la DECI fait partie des pouvoirs de police spéciale du maire, ce dernier peut, sous conditions, transférer tout ou partie de ses pouvoirs au président de l'EPCI.

Toutefois, les autres pouvoirs de police ne se délégant pas, le maire reste notamment, sur son territoire de compétence, Directeur des Opérations de Secours (DOS) conformément à l'article L. 2212-2 du CGCT.

Un service public de la DECI doit être créé pour le différencier du service public de l'eau et de ne pas faire supporter à l'abonné le coût de la DECI (Annexes : fiche 1).

L'arrêté municipal ou intercommunal de DECI doit être pris obligatoirement par le détenteur du pouvoir de police. À cette fin, un exemple de rédaction est contenu au présent règlement (Annexes : modèle 1).

Un document facultatif d'analyse et de planification sous l'appellation Schéma Communal ou Intercommunal de DECI peut être élaboré. Ce document est préconisé pour que l'autorité dispose d'une vision stratégique de la DECI sur son territoire. Il comprend un inventaire des constructions actuelles, futures ou envisagées, mais aussi de la DECI afin de vérifier la couverture des risques dans le respect du présent règlement (Annexes : modèle 2).

Enfin, toute création d'un nouveau PEI doit faire l'objet d'une fiche de signalement auprès du SDIS (Annexes : modèle 5).

2.2 Le propriétaire, l'exploitant privé et le service public de la DECI

Ils leur incombent de respecter les dispositions d'installation, de vérification, d'entretien et de maintenance et d'en supporter les coûts afférents (Annexes : fiche 2).

Au-delà du risque courant ordinaire, défini ci-après, et dans l'hypothèse où le réseau public serait sous-dimensionné, des conventions de mise à disposition de PEI conformes au présent règlement peuvent être mises en place (Annexes : modèles 3 et 4).

De même, pour le risque courant important et les risques particuliers, il est admis que le « générateur de risque » puisse, si nécessaire, assurer le complément de sa propre DECI.

Enfin, toute création d'un nouveau PEI doit faire l'objet d'une fiche de signalement auprès du SDIS (Annexes : modèle 5).

2.3 Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)

Les sapeurs-pompiers agissent dans le cadre de leurs missions opérationnelles et assurent la fonction de Commandant des Opérations de Secours (COS). En complément, ils sont les **conseillers techniques** dans le domaine de la DECI.
Le groupement prévention prévision planification est chargé de l'instruction des dossiers et de prescrire le cas échant les besoins en eau nécessaires pour couvrir les risques engendrés par l'activité envisagée ou existante ainsi que de la rédaction du présent règlement, de l'administration de la base de données départementale de gestion des PEI, de leur numération et d'émettre un avis sur les SCDECI - SICDECI.
Les personnels des Centres d'Incendie et de Secours sont principalement chargés de la mise en œuvre des PEI en cas de lutte contre les incendies et lors des reconnaissances opérationnelles. (Annexes : fiche 3).

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

2.4 Les services instructeurs et chargés de l'urbanisme

Dans le cadre de l'instruction des dossiers d'urbanisme et en application des grilles de couverture des risques, les services compétents pourront ou devront saisir l'avis du SDIS conformément au logigramme de consultation. Afin que ce dernier puisse rendre un avis technique, le dossier devra comprendre la fiche « DECI document d'urbanisme » (Annexes : fiche 4).

3 LES POINTS D'EAU INCENDIE (PEI) : GÉNÉRALITÉS

Il s'agit de toutes les ressources en eau, de statut public ou privé, utilisables par les sapeurs-pompiers dans le cadre de la lutte contre les incendies. Pour être répertoriées en PEI, ces ressources doivent respecter le présent règlement.

Ils sont définis à l'article R. 2225-1 du CGCT.

Les PEI sont obligatoirement de conception fixe. Les citernes mobiles ne sont pas autorisées, sauf temporairement, avec avis préalable du SDIS.
Le débit et le volume minimum des PEI sont fixés à 30 m³/h sous 1 bar et 30 m³.
Au-delà de ce volume minimum celui-ci pourrait être minoré en tenant compte des caractéristiques de sa réalimentation (Annexes : fiche 5).

Compte-tenu de la répartition géographique actuelle des Centres d'Incendie et de Secours (CIS), de l'absence de relief et des conditions climatiques, le principe de l'auto-défense[1] incendie prévu au référentiel national n'est pas retenu pour le département du Loiret.

La qualité de l'eau, même si elle n'est pas potable, doit rester compatible pour une utilisation des pompes mises à disposition des sapeurs-pompiers (Annexes : fiches 6 et 7).

3.1 La numérotation

Chaque PEI se voit attribué, par le SDIS, un numéro individuel que le propriétaire ou le service public de DECI devra respecter et afficher (Annexes : fiche 8).

3.2 Les couleurs

Les couleurs rouge, bleue et jaune permettent sur le terrain d'identifier les PEI. Toutefois, dans les espaces protégés, une atténuation des couleurs a été validée par l'architecte des bâtiments de France (Annexes : fiche 9).

3.3 La signalisation

Seuls les Poteaux d'Incendie (PI) en sont dispensés lorsqu'ils sont visibles depuis la voie d'accès et pour les PEI situés dans les espaces protégés (Annexes : fiche 10).

3.4 Les symboles cartographiques

Afin d'uniformiser à l'échelle du département les supports cartographiques informatisés et papiers, les acteurs sont soumis à l'application de la même sémiologie graphique (Annexes : fiche 11).

3.5 L'accessibilité et protections

Des conditions minimales d'accessibilité pour le SDIS sont nécessaires pour permettre le passage, le stationnement des engins d'incendie ainsi que tout autre moyen de secours.

Il convient également que chaque PEI puisse être utilisable et manœuvrable avec les dispositifs en dotation des sapeurs-pompiers. Seules les protections autorisées sont listées dans la fiche correspondante (Annexes : fiche 12). Tout autre dispositif est proscrit sans validation préalable du SDIS.

[1] Auto-défense : Ce principe repose sur la mise en place, à proximité immédiate du P.E.I. de matériels publics de lutte contre l'incendie spécifiques et proportionnés au risque et aux objectifs de l'autodéfense incendie : première action visant à limiter la propagation du feu.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

3.6 Dispositifs d'aspiration fixe et puisard déporté

Pour une utilisation rapide et efficace, certains PEI peuvent être munis d'un ou plusieurs dispositifs d'aspiration fixes permettant de raccorder les engins pompes des sapeurs-pompiers. Ils devront être a minima et obligatoirement installés sur toutes les réserves incendie artificielles. Seules les réserves incendie naturelles pourront en être dispensées.
Lorsque le PEI ne permet pas une mise en aspiration directe, un puisard déporté doit être créé (Annexes : fiches 13 et 14).

3.7 L'inventaire des PEI autorisés

Les points d'eau retenus pour concourir à la DECI sont dénommés PEI et comprennent les hydrants, les réserves incendie et certains cas particuliers.

Les hydrants

Ils regroupent les poteaux d'incendie et les bouches d'incendie :

- Bouche d'Incendie (BI) (Annexes : fiche 15)

3.7.1
- Poteau d'Incendie (PI) (Annexes : fiche 16)
- Poteau d'incendie relais (Annexes : fiche 17)
- Poteau d'incendie surpressé (Annexes : fiche 18)

Tout réseau ayant une pression dynamique supérieure à six bars est considéré comme surpressé. Le propriétaire doit mettre à disposition du SDIS, lors d'opération de secours, des réducteurs de pression pour tenir compte des caractéristiques des pompes équipant les engins d'incendie. (Annexes : fiche 3)

Les réserves incendie

3.7.2

Elles regroupent les autres PEI naturels ou créés spécialement pour assurer la DECI :

- Naturelles ou artificielles à l'air libre (Annexes : fiche 19)
- Artificielles de type bâche souple (Annexes : fiche 20)
- Artificielles aériennes (Annexes : fiche 21)

3.7.3
- Artificielles enterrées (Annexes : fiche 22)

Les cas particuliers

Certaines ressources peuvent être prises en compte, à condition d'être compatibles avec les moyens matériels mis à disposition du SDIS et de respecter un certain nombre de critères :

- Canaux (Annexes : fiche 23)
- Puits (Annexes : fiche 24)
- Forages (Annexes : fiche 25)

3.8.1
- Réseaux d'irrigation agricoles (Annexes : fiche 26)
- Kits alimentation (Annexes : fiche 27)

3.8 L'inventaire des autres ressources en eau

Les puisards d'aspiration et citerneaux existants

Ces dispositifs ne doivent plus être installés à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement. Seuls les existants peuvent être maintenus sous conditions notamment de disposer d'un volume supérieur ou égal à 2 m³ avec une réalimentation de 30 m³/h min(Annexes : fiche 28).

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les piscines

Elles n'intègrent pas la liste des PEI. À titre dérogatoire, elles pourraient être utilisées selon trois cas :

- après avis du SDIS, elle pourrait être utilisée pour l'auto-protection de la propriété, lorsque celle-ci est exclusivement et directement concernée par l'incendie, et à la condition qu'elle appartienne au même propriétaire et ce en l'absence de tout autre PEI,
- après avis du SDIS en second point d'eau dénommé « kit alimentation »,
- par le COS lors d'une opération de secours (Annexes : fiche 29).

3.8.2

3.9 Préconisations du SDIS – Choix de PEI

Dans le cadre de la mise en place de PEI pour assurer la défense contre l'incendie, un ordre de préférence est proposé par le SDIS quant aux **ouvrages qui y concourent, lesquels peuvent être complémentaires les uns aux autres, lorsque les caractéristiques des réseaux le permettent :**

1/ Hydrants sur un réseau :
1.1 d'adduction d'eau (PI / BI)
Justification : facilité, pérennité, fiabilité, rapidité

1.2 privatif sous pression ou non (PI / BI)
Concerne les bâtiments industriels, commerciaux importants...
Justification : facilité, rapidité

2/ Réserves incendie artificielles (bâche souple, aérienne ou enterrée) avec dispositif de mise en aspiration.
Justification : facilité, pérennité

3/ Réserves incendie artificielles ou naturelles à l'air libre avec ou sans dispositif de mise en aspiration.
Justification : pérennité

4/ Autres PEI visés en cas particuliers avec ou sans dispositif de mise en aspiration.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

4 LA DÉFINITION DES RISQUES ET LES GRILLES DE COUVERTURE ASSOCIÉES

La DECI, nécessaire pour lutter efficacement contre un sinistre (extinction) et en limiter sa propagation (protection), repose sur l'analyse des risques. Il convient donc de définir les besoins en eau en tenant compte :

- des moyens matériels et procédures opérationnelles du SDIS,
- du SDACR,
- des constructions et de leurs activités.

Il convient de définir les principes et l'esprit de la DECI déclinés dans le département du Loiret en précisant :

- les règles de couverture des risques,
- le dimensionnement et l'échelonnement des besoins en eau.

4.1 Les accès et distances

La longueur du cheminement, en mètres, est calculée entre le PEI et le risque à défendre. Il s'agit de l'accès principal ou dans certains cas pour de grandes constructions du point le plus éloigné. L'accessibilité doit être réalisée en tout temps par des voies carrossables aux engins de secours (poids lourd) d'une largeur minimale de trois mètres utilisable ou dans certains cas aux dévidoirs, soit une largeur utilisable minimum d'1,80 m.

Exemple d'illustration :




Dévidoir de 200m

La distance entre le PEI et le risque est au maximum fixée à 200 m, exception faite :

- du risque courant faible en habitation défini ci-après (portée à 400 m maximum),
- du risque particulier (Code du Travail, ERP, dès lors que les besoins en eau sont estimés à une quantité d'eau de référence supérieure ou égale à 150 m³/h ou à 300 m³ (abaissée à 150 m),
- s'il existe des colonnes sèches (ramenée à 60 m entre le PEI et l'orifice d'alimentation).

Cette distance s'entend entre le premier PEI et le risque. L'échelonnement des besoins en eau est possible de 400 m et jusqu'à 1 000 m dans certains cas.

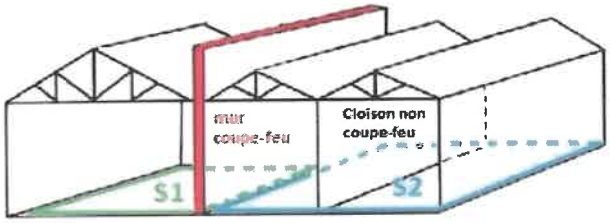
Lorsque les constructions ne sont pas connues, lors de la création de ZAC, ZA, ZI ou ZC, la distance d'implantation correspond à celle entre les PEI.

4.2 La surface de référence

Il s'agit de la plus grande surface non recoupée par des parois coupe-feu une heure minimum (EI 60) ou coupe-feu deux heures (EI120) en fonction des risques retenus qui pourraient être soumis à un incendie. Ainsi, les dispositions constructives pourraient permettre aux sapeurs-pompiers de limiter l'incendie en faisant la part du feu. Cette surface de référence est donc celle à prendre en compte pour le dimensionnement de la DECI.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Exemple d'illustration :



Plus grande surface non recoupée =S2

Toutefois, pour les constructions à usage d'habitation, c'est la Surface De Plancher (SDP) qui est prise en référence. Le risque de propagation est également pris en compte, tout comme le risque d'effondrement en chaîne d'où la notion d'indépendance des structures.

4.3 Les distances d'isolement

Afin d'éviter la propagation de l'incendie d'un bâtiment à un autre lorsqu'ils ne sont pas accolés, une distance d'isolement minimum est nécessaire. Les grilles de dimensionnement prévues en annexes retiennent, selon les cas, les distances minimales de 4 et 8 mètres. Cet isolement doit être libre de tout stockage et sans aucune construction. Lorsqu'aucune DECI n'est imposée, cette distance peut être portée à 12 mètres minimum.

4.4 La quantité d'eau de référence

Cette quantité d'eau de référence citée a minima dans les grilles de dimensionnement permettrait de réaliser l'extinction et la protection.
C'est l'expression d'un volume d'eau par unité de temps (m^3/h) pouvant être délivré par un hydrant. Ce débit, pris sous une pression de 1 bar, doit être constant pendant une durée d'une ou deux heures retenue en fonction des risques à défendre.
En cas d'utilisation simultanée de plusieurs hydrants, il conviendra de tenir compte du débit simultané réel et non de la somme des débits individuels.

Pour les autres PEI, il peut également s'agir d'un volume utilisable en tout temps (m^3), celui-ci devra être majoré de la quantité d'eau inutilisable, due à la mise en aspiration, soit une hauteur de 0.80m et dans la limite de 6 m de hauteur géométrique d'aspiration.
En cas de réalimentation dudit PEI lorsque son volume est supérieur ou égal à 30 m^3, le débit de réalimentation est pris en compte afin de minorer le cas échéant cette quantité de référence.

4.5 L'échelonnement des besoins en eau

Lorsque les grilles de dimensionnement le permettent et en tenant compte des risques, la DECI peut être échelonnée afin de rationaliser les coûts et de pouvoir mutualiser les PEI dans un secteur donné.
Il est possible d'échelonner les besoins en eau selon deux règles permettant d'obtenir la quantité d'eau de référence si tout ne peut être disponible immédiatement. Cela permettrait au SDIS de lutter contre un sinistre tout en réalisant une montée en puissance par la mise en œuvre d'un dispositif hydraulique conséquent avec les moyens matériels disponibles.

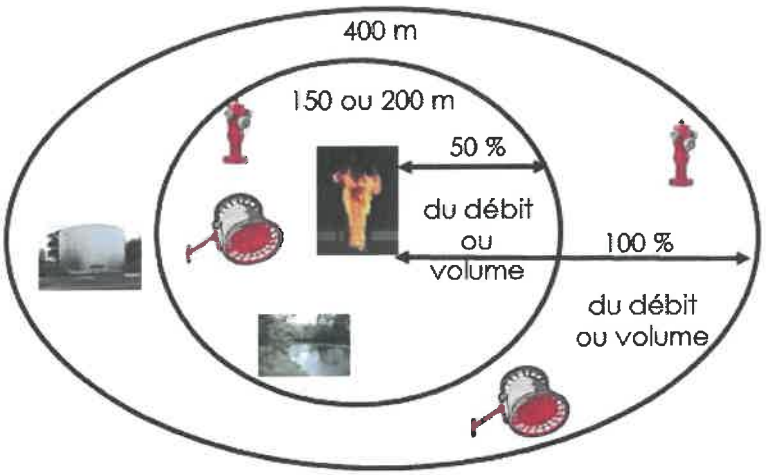
Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

La règle des 50%-50% :

Il convient de disposer d'un minimum de 50 % des besoins en eau à 150 ou 200 mètres selon le cas et 50 % des besoins restants à 400 mètres via les voies carrossables.

Exemple d'illustration :

4.5.1



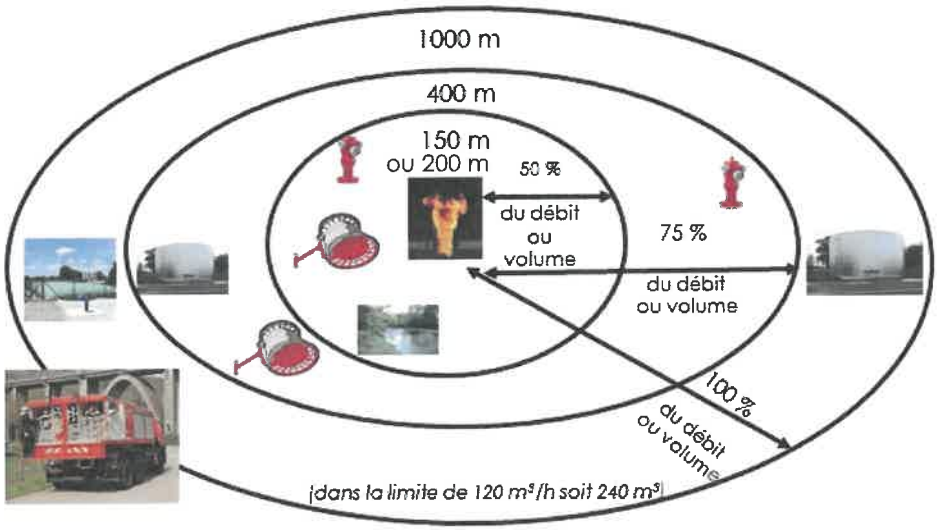
La règle des 50%-75%-100%

4.5.2 Il est nécessaire de disposer d'un minimum de 50 % des besoins en eau à 150 ou 200 mètres selon le cas, 75 % des besoins à 400 mètres (soit 25 % en plus) et 25 % des besoins restant à 1000 mètres afin d'obtenir les 100 % de la quantité d'eau de référence. Toutefois, à 1000 mètres la quantité maximum est limitée à 120 m³/h ou 240 m³. Ces distances sont mesurées par les voies carrossables.

Si cette règle est retenue par le groupement prévention prévision planification du SDIS, ce dernier assura le recensement du site concerné afin de mobiliser des engins spéciaux par anticipation.

Si nécessaire, pour l'application de ces deux règles, la mutualisation des PEI publics et/ou privés doit faire l'objet entre les parties d'une convention de mise à disposition (Annexes : modèles 3 et 4).

Exemple d'illustration :



Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

4.6 La définition des risques et les grilles de dimensionnement

Les risques tiennent compte dans un premier temps de l'activité ou des activités exercées, de la surface de référence, des conditions d'isolement et de la DICI.

Le règlement retient le **risque courant** traitant des bâtiments d'habitation et le **risque particulier** pour les autres activités telles que l'aménagement de ZAC, ZA, ZC, ZI ainsi que pour les bâtiments, assujettis au Code du Travail ou divers, à usage agricole, les Établissements Recevant du Public (ERP) et les Immeubles de Grande ou de Très Grande Hauteur (IGH - ITGH) ou Tour de Contrôle (TC).

Le **risque courant** est lui-même **subdivisé en trois catégories** pour adapter les besoins en eau aux risques et est défini comme **faible, ordinaire ou important.**

Il a été adjoint dans les grilles de dimensionnement de chaque risque des **exceptions** qui permettent leur création sans DECI. Il s'agit de bâtis à très faible patrimoine, d'une surface limitée sans risque de propagation ou de réalisation particulière pouvant être circonscrit *a priori* sans réalimentation d'engins incendie.

Le risque courant

4.6.1 Il concerne **exclusivement** les **bâtiments à usage d'habitation.** Il est qualifié comme un événement non souhaité qui peut être fréquent, mais dont les conséquences seraient limitées. La surface de référence est la Surface De Plancher (SDP) et/ou de l'emprise au sol. (Annexes : fiche 30).

Ce risque comprend :

- **Le risque courant faible**

Il est défini de façon générique comme un risque d'incendie dont l'enjeu est limité en terme patrimonial avec de très faibles risques de propagation.

Plus précisément, il s'agit **d'habitation individuelle** inférieure à quatre niveaux dont la SDP doit être inférieure ou égale à 250 m² avec un isolement d'au moins 4 mètres ou parois coupe-feu une heure (EI 60) à structure indépendante. La grille de dimensionnement retient la règle de 30 m³/h en une heure ou 30 m³ situés à 200 mètres. Il s'agit d'habitation individuelle située en bourg, village, unité urbaine ou tout lotissement.

L'implantation, en habitat isolé (mitage ou hameau) distinct du bourg, du village, signe de l'absence de propagation et les qualités des réseaux existants dans ces zones, tendent à porter la distance ci-dessus à 400 m maximum.

Enfin les habitations légères de loisirs et les résidences mobiles de loisirs font parties de ce présent risque (Annexes : fiche 31).

Pour ce risque, l'échelonnement des besoins en eau n'est pas prévu.

- **Le risque courant ordinaire**

Il est défini de façon générique comme un risque d'incendie classique avec des risques de propagation faibles à moyens. Il convient de prendre en compte l'environnement, la densité des constructions et la SDP.

Plus précisément, il s'agit d'habitation individuelle inférieure à quatre niveaux, quelle que soit sa localisation, dont la SDP doit être supérieure à 250 m² mais inférieure ou égale à 500 m² avec un isolement supérieur à 4 mètres ou parois coupe-feu une heure (EI 60) à structure indépendante. La grille de dimensionnement retient la règle de 60 m³/h pendant une heure ou 60 m³ située à 200 m.

Si les structures ne sont pas indépendantes ou que la distance d'isolement n'est pas respectée, alors la SDP est inférieure ou égale à 250 m².

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

- **Le risque courant important**

Il est défini de façon générique comme un risque d'incendie dont l'enjeu est important en terme patrimonial avec des risques de propagation moyens à forts. Il convient de prendre en compte l'environnement, la densité des constructions et la SDP pour dimensionner les besoins en eau.

Plus précisément, il s'agit des autres **habitations individuelles non citées ci-dessus auxquelles s'adjoignent les habitations collectives quel que soit leur nombre de niveaux.**
Enfin, les habitations individuelles ou collectives situées dans un quartier historique, saturé en habitation, avec des difficultés d'accès, immeubles anciens à dominante bois et/ou intégrant d'autres activités artisanales, industrielles, commerciales, pouvant générer des risques de propagation forts sont à classer dans ce risque.

La grille de dimensionnement retient une quantité d'eau de référence de 60, 90 ou 120 m³/h pendant deux heures en fonction du type de risque et située à 150, 200 ou 400 m ou 60 m si présence de colonne sèche.

- **Les exceptions**

Lors de l'instruction des dossiers d'urbanisme portant sur des bâtis annexes aux habitations (abris de jardin, garage...) d'une SDP et/ou d'une emprise au sol inférieure ou égale à 40 m² avec un isolement supérieur ou égal à 8 mètres, sur l'extension d'une habitation existante (garage, dépendance, véranda...) d'une SDP et/ou d'une emprise au sol inférieure ou égale à 20 m² ou de la mise en place de panneaux photovoltaïques sur toiture d'une surface inférieure ou égale à 20 m², **dès lors qu'il s'agit de la première demande d'exception**, aucune DECI n'est exigée.
Dans le respect de ces surfaces, le classement en risque de l'existant ne s'en trouve pas modifié.
Dans l'hypothèse d'une saisine du SDIS, en qualité de conseiller technique, ce dernier pourrait être amené à attirer l'attention de l'autorité de police sur la suffisance ou l'insuffisance de la DECI permettant de couvrir le risque existant.

4.6.2 *Les risques particuliers*

Il est défini de façon générique comme un risque d'incendie dont l'enjeu est important en terme patrimonial, humain et/ou économique.

Plus précisément, il s'agit en fonction de l'activité exercée d'évaluer les besoins en eau par une approche individualisée qui doit tenir compte :

- ✓ de la surface de référence,
- ✓ du type de stockage et du potentiel calorifique,
- ✓ des conditions d'isolement règlementaire,
- ✓ de la Défense Intérieure Contre l'Incendie (DICI).

Toutefois, la quantité d'eau de référence est plafonnée à 720 m³/h pendant deux heures, correspondant au dispositif hydraulique pouvant être mis en œuvre par le SDIS dans un délai échelonné et acceptable pour lutter contre un sinistre.
En conséquence, si la surface, le contenu et l'activité du site nécessitaient un débit supérieur à 720 m³/h, des mesures destinées à réduire le risque devront être prévues par le pétitionnaire.

Les grilles de dimensionnement figurant en annexes sont donc adaptées à l'activité et au projet suivant :

- **Les ZAC, ZA, ZI, ZC**

La DECI permet de couvrir la zone tout en assurant un minimum de PEI avec une quantité d'eau de référence de 60 m³/h à 120 m³/h utilisable pendant deux heures. Les besoins en eau complémentaires seront prescrits lors de l'examen individuel des projets (Annexes : fiche 32).

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

- **Les établissements soumis au Code du Travail, divers, parcs de stationnement couverts (non ERP)**

En fonction de l'activité et de ses conditions d'isolement minimum coupe-feu une heure (EI 60) ou distance supérieure ou égale à 4 mètres, le bâtiment est classé dans le cas général. S'il s'agit d'un bâtiment à usage exclusif de bureaux et/ou avec des zones de stockage incombustible, non inflammable ou difficilement inflammable (verre, métal, pierre…), la surface de référence sera portée à 500 m² au lieu des 300 m² pour le cas général (Annexes : fiche 33).

- **Les bâtiments agricoles**

Les besoins en eau sont définis en fonction de la surface de référence (500 m²) et de ses conditions d'isolement soit coupe-feu une heure (EI60) ou distance supérieure ou égale 4 mètres, soit minimum coupe-feu deux heures (EI120) ou supérieure ou égale à 8 mètres (Annexes : fiche 34).

- **Les ERP**

Les besoins en eau sont définis en fonction de la surface de référence et de la/ou des activités qui y sont exercées. Les conditions d'isolemènt sont celles expressément prévues dans le règlement de sécurité contre l'incendie applicable à l'établissement en fonction de son classement en type(s) et catégorie (Annexes : fiche 35).

- **Les IGH, ITGH et TC**

Les besoins en eau minimum sont de 120 m³/h en deux heures et font l'objet d'un examen particulier de la Sous-Commission Départementale de Sécurité (Annexes : fiche 36).

- **Les exceptions**

Pour mémoire, le présent règlement n'a pas vocation à s'appliquer aux ICPE.

La DECI n'est pas obligatoire pour :

- ✓ les bâtiments Code du Travail ou divers, agricoles d'une surface inférieure ou égale à 40 m² et isolés d'au moins 4 mètres,
- ✓ les implantations d'éoliennes, de parc éolien, de centrale solaire, de carrière sans construction de bâtiment,
- ✓ les bâtiments agricoles couverts et non clos (ouverts sur au moins une des façades hors pignon) d'une surface inférieure ou égale à 500 m² à usage exclusif de stockage de paille, fourrage, foin et ne disposant pas d'installations techniques (électrique, panneaux photovoltaïques…) avec un isolement supérieur ou égal 12 mètres de tout risque et bâtiment.

5 LES VÉRIFICATIONS DES PEI

Il convient de différencier la mise en service du maintien en condition opérationnelle et le rôle des acteurs concernés. Les vérifications conjointes des différents acteurs de la DECI sont recommandées et sont à privilégier.

5.1 La mise en service des PEI : Généralités

Tout nouveau PEI doit faire l'objet d'une réception initiale et pour certains d'une reconnaissance opérationnelle (Annexes : fiche 37).

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

La visite de réception

Cette visite est réalisée par le propriétaire, l'installateur et le service public de DECI. Elle permet de constater les spécificités de conception et d'installation de tout PEI qui doivent être conformes au présent règlement ainsi qu'aux normes afférentes lorsqu'elles existent (Annexes : fiche 38).

La reconnaissance opérationnelle initiale

5.1.1 Cette reconnaissance réalisée par le SDIS à la demande du service public de DECI ou propriétaire est destinée à constater que les PEI sont utilisables pour l'alimentation des moyens de lutte contre les incendies.

Les poteaux et bouches d'incendie publics ou privés ne sont pas concernés par cette reconnaissance. Le procès-verbal établi par l'installateur et prévu à l'annexe de la norme NFS 62-200 est suffisant.

5.1.2 Une copie de celui-ci doit être transmise au service public de la DECI, à l'autorité de police et au SDIS. Ce dernier lui attribue sa numérotation et le renseigne dans la base de données des PEI (Annexes : fiche 39).

5.2 Le maintien en condition opérationnelle des PEI : Généralités

Il concerne les PEI connectés à un réseau sous pression ou non et se décline en trois procédures différentes. Il est recommandé de les réaliser conjointement et de planifier avec les acteurs concernés ces vérifications (Annexes : fiche 40).

Les actions de maintenance

5.2.1 Elles sont réalisées par le service public de la DECI ou le propriétaire pour préserver les capacités opérationnelles des PEI (article R.2225-7-I-5° du CGCT) et comprennent la maintenance :

- Préventive régulière et planifiée sur l'année à la charge du propriétaire ou du service public de la DECI,
- Corrective autant que de besoins en fonction des non-conformités constatées (Annexes : fiche 41).

5.2.2

Les contrôles techniques

Ils sont réalisés par le service public de la DECI ou le propriétaire afin de s'assurer du bon fonctionnement ainsi que des capacités hydrauliques des PEI. Ils comprennent des contrôles, dont la périodicité est fixée comme suit :

- **fonctionnels** : **périodicité annuelle**,
- **de mesures** (débit/pression) des PI-BI : **périodicité maximale triennale** et dès modification survenue sur le réseau d'eau d'alimentation.

5.2.3 Les mesures peuvent également reposer sur un échantillonnage, une modélisation ou être planifiées sur une année civile.

Le règlement propose également sur cette même fiche un protocole de contrôle technique (Annexes : fiche 42).

Les reconnaissances opérationnelles périodiques

Elles sont réalisées sur le terrain **une fois par an** visuellement et sans manipulation du réseau par le SDIS pour s'assurer de la disponibilité des PEI.

En l'absence de données ou si elles datent de plus trois ans, une manipulation du réseau et sans mesure pourra être réalisée pour vérifier la montée de l'eau dans l'hydrant après autorisation du propriétaire ou du service public de la DECI ou du maire ou du président de l'EPCI.

Enfin, un essai des dispositifs d'aspiration fixe est réalisé au minimum une fois tous les 3 ans (Annexes : fiche 43).

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

SAPEURS POMPIERS LOIRET

RÈGLEMENT DÉPARTEMENTAL DE DÉFENSE EXTÉRIEURE CONTRE L'INCENDIE

DU LOIRET

Annexes

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE



Le maire ou le président d'EPCI
Rôles et obligations

Objectif

- Recenser les différentes tâches incombant au maire d'une commune ou au président d'EPCI.

Cadre juridique DECI



- **Police administrative spéciale de la DECI** placée sous l'autorité du maire (art. L. 2213-32 du CGCT).
  - Le maire doit s'assurer de l'existence, de la suffisance et de la disponibilité des ressources en eau pour la lutte contre l'incendie, au regard des risques à défendre (art. L. 2225-1, 2 et 3 du CGCT),
  - Création du **service public de la DECI** pris sur le budget communal ou intercommunal (art R. 2225-7 du CGCT). Ce n'est pas obligatoirement un service physique mais il permet d'être différencier du service public de l'eau :
    - Assure la gestion des PEI publics (privés si convention) : création, maintenance, contrôle techniques, signalisation…
    - Financé par l'impôt.



- **Transfert facultatif** vers le **président de l'EPCI à fiscalité propre :**
  - **Partiel** : service public de la DECI seul (EPCI pas nécessairement à fiscalité propre),
  - **Total : pouvoir de police spéciale** de la DECI à condition du transfert du service public de la DECI **et** que l'ensemble des maires de l'EPCI transfère leur pouvoir (art. L. 5211-9-2 du CGCT).



- **Transfert de plein droit** du service public de la DECI et du pouvoir de police spéciale pour les métropoles (art L. 5217-2 5° et L. 5217-3 du CGCT),



- **Obligatoire : l'arrêté définissant la DECI « Inventaire des PEI »** de la commune ou de l'intercommunalité fixée par le maire ou le président de l'EPCI (art. R. 2225-4 du CGCT).
  (nb : export des PEI issus du logiciel de gestion départemental)

- **Facultatif : Schéma Communal ou Intercommunal de Défense Extérieure Contre l'Incendie** élaboré (en interne ou par un prestataire) et arrêté par le maire ou le président de l'EPCI, après avis du SDIS et des autres partenaires (service public DECI, gestionnaires du réseau d'eau, services de l'état…) pris en conformité avec le présent règlement (art. R. 2225-5 et 6 du CGCT). Il s'agit d'un document d'analyse et de planification.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Le maire ou le président d'EPCI
Rôles et obligations

Gestion de la DECI

- La DECI intéresse tous les PEI identifiés **mis à la disposition du SDIS :**
  - **PEI public** à la charge du service public de la DECI,
  - **PEI privé** à la charge de son propriétaire, sauf convention conclue entre la collectivité et le propriétaire.

Le maire ou le président d'EPCI fait procéder aux contrôles techniques par le service public de la DECI ou propriétaire,



- **Notifie au Préfet et informe le SDIS, par l'intermédiaire de l'arrêté de DECI des dispositions prises en matière de maintenance et de contrôles techniques mises en place ainsi que leurs modifications.**

- Le maire doit **interdire ou réglementer le stationnement** au droit des prises d'eau, des aires d'aspiration ou des zones de mise en station des engins d'incendie qui le nécessiteraient (R. 417-11 du code de la route),

- **L'utilisation des PEI** doit être **règlementée** (utilisation exclusive par le SDIS, qui bénéficie de la gratuité art L. 2224-12-1 du CGCT ou autoriser après avis du service public de la DECI d'autres utilisations ponctuelles sous réserve de maintenir utilisables les PEI par le SDIS et du respect du code de la santé publique art R. 1321-1),

- La mise en place possible de **dispositifs de « plombage »** est possible s'ils n'entravent pas l'utilisation du PEI, uniquement après avis du SDIS.

Suivi modernisé des points d'eau incendie



- **Le service public de DECI, le maire et président de l'EPCI conventionnent obligatoirement avec le SDIS pour l'accès gratuit au logiciel de gestion départemental des PEI.**
- Les parties sont informées :
  - automatiquement par message électronique lorsque les PEI concourant à la DECI sont mis à jour ou créés dans le logiciel de gestion,
  - **par courrier** lors d'un constat **d'anomalie grave** rendant inutilisable le PEI constatée soit lors de l'utilisation ou d'une reconnaissance opérationnelle (initiale ou périodique) par le SDIS.



- Elles sont destinataires des PV de réception et compte rendu de contrôle technique en version papier ou informatisée depuis le logiciel de gestion départemental,
- Elles doivent informer et suivre les remises en état effectuées par le propriétaire ou le service public de la DECI.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Le propriétaire, l'exploitant privé, le service public de la DECI

Rôles et obligations



Objectif

- Recenser les différentes tâches incombant au propriétaire du PEI (public ou privé).

Mise en œuvre et visite de réception de la DECI



- Respecte les recommandations et prescriptions du SDIS notamment au travers du RDDECI ou de l'instruction du dossier d'urbanisme,
- Procède ou fait procéder par un installateur, à ses frais, à la mise en place du PEI conformément aux normes en vigueur,
- Réalise ou fait réaliser la visite de réception en lien avec l'installateur pour les PI-BI,
- Réalise ou fait réaliser la visite de réception en lien avec l'installateur pour les autres PEI et en informe préalablement le SDIS,
- Collecte le PV de réception établi par l'installateur et le transmet au maire ou au président EPCI et au SDIS,
- Peut conventionner avec le service public de la DECI pour mettre à disposition le PEI privé (accord préalable R. 2225-1 3ème alinéa CGCT),
- Appose la signalétique et le N° individuel attribué par le SDIS (cf. Fiche n°10).

Suivi modernisé des points d'eau incendie



- La maintenance préventive et corrective des **PEI** est à la charge du propriétaire mais peut être réalisée dans le cadre du service public de la DECI après convention,
- Le propriétaire ou l'exploitant disposant de PEI privés **doit effectuer les contrôles techniques** et transmettre les comptes rendus au maire ou au président de l'EPCI à fiscalité propre et au SDIS,
- Le propriétaire ou l'exploitant **notifie** également **l'indisponibilité de ses PEI.**



Le propriétaire privé peut conventionner avec le SDIS pour accéder gratuitement au logiciel de gestion départemental lui permettant le suivi informatisé de ses PEI.

Le service public de DECI, le maire et le président EPCI conventionnent obligatoirement avec le SDIS pour l'accès gratuit au logiciel de gestion départemental des PEI.



Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Le propriétaire, l'exploitant privé, le service public de la DECI

Rôles et obligations

Actions de maintenance et contrôles techniques

- **Maintenance préventive (régulière et planifiée sur l'année à la charge du propriétaire ou service public de la DECI) et maintenance corrective (autant que de besoins en fonction des non-conformités constatées), dans les buts :**



  - d'assurer un fonctionnement normal et permanent du PEI,
  - de maintenir l'accessibilité (accès et abords), la visibilité, la couleur et la signalisation du PEI, entretenir les dispositifs d'aspiration et/ou bassin (éviter l'envasement),
  - de recouvrer au plus vite un fonctionnement normal d'un PEI, en cas d'anomalie constatée.

- **Contrôles techniques périodiques :**



  - **Fonctionnels : périodicité annuelle** permettant de s'assurer de l'accessibilité, des abords, de la visibilité, de la présence effective d'eau, de la bonne manœuvrabilité des appareils, de la présence des bouchons raccords, de l'intégrité des demi-raccords, de la vérification de la bonne ouverture des bouches à clefs en pied de poteau ou de bouche d'incendie, du volume d'eau utilisable et d'entretenir les dispositifs d'aspiration et/ou bassin (éviter l'envasement), de la signalétique et numérotation...

Ces contrôles fonctionnels peuvent être inclus dans les opérations de maintenance et/ou réalisés conjointement avec les reconnaissances opérationnelles réalisées par le SDIS.



  - **De mesures (débit/pression) des PI-BI : périodicité**
    - **maximale triennale :** les mesures peuvent être réalisées par modélisation, échantillonages ou planifiées par année civile,
    - **dès modification survenue sur le réseau d'eau d'alimentation** (renforcement, changement de canalisation, de surpresseur...).

Ces contrôles de mesure peuvent être inclus avec les contrôles fonctionnels et/ou les opérations de maitenance et/ou réalisés conjointement avec les reconnaissances opérationnelles réalisées par le SDIS.

Les opérations de maintenance et de contrôles techniques font l'objet directement d'une mise à jour informatisée dans le logiciel de gestion départemental pour les PEI publics.

Les opérations de maintenance et de contrôles techniques font l'objet directement d'une mise à jour informatisée dans le logiciel de gestion départemental pour les PEI privés ou l'objet d'un compte rendu transmis au maire ou président de l'EPCI et au SDIS.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE



Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)

Rôles et obligations

Objectif

- Recenser les différentes tâches incombant au SDIS dans le cadre de la DECI et de ses missions de secours (sauvegarde des personnes et préservations des biens et de l'environnement).

Rôles



- Le **Service Départemental d'Incendie et de Secours** est le **conseiller technique dans le domaine de la DECI** à la disposition notamment des maires, des présidents d'EPCI et de leurs services :
  - Il est chargé de la rédaction du RDDECI, analyse des risques & besoins en eaux, avis sur SCDECI ou SICDECI,
  - Il assure la fonction de Commandant des Opérations de Secours (COS) et d'interfaces avec le Directeur des Opérations de Secours (DOS).

Moyens permettant de lutter contre les incendies



- Le RDDECI tient compte des capacités et caractéristiques des moyens humains, matériels, de leur montée en puissance, des délais d'intervention, des techniques opérationnelles, de la Gestion Opérationnelle et Commandement en vigueur au sein du SDIS (Règlement Opérationnel...)

Information sur la gestion & suivi des PEI via le logiciel de gestion départemental



- **Assure l'administration et le suivi du logiciel de gestion** des PEI « dispositif d'échange et de partage d'informations »,
- **Attribue le numéro individuel** du PEI,
- **Intègre les données « papiers » dans le logiciel de gestion** :
  - au **procès-verbal de réception des Poteaux et Bouches d'Incendie (PI-BI)** établi par l'installateur et transmis au service public de DECI et au SDIS,
  - à l'attestation de capacité en volume utilisable et total avec les caractéristiques de réalimentation pour les autres PEI.
- **Prend en compte les résultats des contrôles techniques, l'indisponibilité, la remise en état ou la modification** des PEI ainsi que les **reconnaissances opérationnelles** et assure la **transmission automatique par message électronique** au service public de la DECI et à l'autorité de police (maire ou président EPCI),
- Assure le suivi des conventions d'utilisation,
- Réalise la mise à jour des manuels utilisateurs et l'information des partenaires.





Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS)

Rôles et obligations



Reconnaissances opérationnelles des PEI

- Les **reconnaissances opérationnelles** des PEI publics et privés et leur suivi sont à la charge du SDIS pour son propre compte (art R2225.10 CGCT). Réalisées en accord avec le propriétaire et à la demande du service public de la DECI, elles sont de 2 types :



↳ **Initiales** :
  - Exception des PI et BI (pas de reconnaissance « terrain » du SDIS car le PV prévu à la NFS 62-200 transmis au SDIS est suffisant),
  - Autres PEI, le SDIS vérifiera lors de sa reconnaissance terrain l'implantation, la signalisation, la numérotation, les abords et l'accessibilité aux moyens de lutte contre les incendies ainsi qu'un test de mise en œuvre (aire et dispositif d'aspiration le cas échéant).

Les informations font l'objet d'un envoi automatique par messagerie électronique auprès du service public de la DECI, du maire ou du président de l'EPCI. Celui-ci est chargé d'en informer le propriétaire (pour les PEI privés).
Il est recommandé de réaliser conjointement les visites de réception et de reconnaissance opérationnelle initiale.



↳ **Périodiques :**
  - Tous les PEI, font l'objet d'une **reconnaissance opérationnelle annuelle** par les sapeurs-pompiers des CIS locaux et d'une mise à jour sur le logiciel de gestion. Il s'agit **d'une reconnaissance visuelle sans manipulation du réseau** portant sur l'accessibilité, l'implantation, la numérotation, la signalisation, la couleur, les anomalies visuellement constatées, les abords…
  - Seuls les PEI dotés de dispositifs d'aspiration fixes font l'objet d'un essai de mise en aspiration lors de cette reconnaissance. (Triennale)

Les informations font l'objet d'un envoi automatique par messagerie électronique auprès du service public de la DECI, du maire ou du président de l'EPCI. Celui-ci est chargé d'en informer le propriétaire (pour les PEI privés).
Il est recommandé de réaliser conjointement les opérations de maintenance ou de contrôles techniques et de reconnaissances opérationnelles périodiques.

- Le SDIS assure un **recensement** des PEI à des **fins opérationnelles.**

Cas particuliers

- **Le SDIS valide obligatoirement tout dispositif de « plombage » des PEI** souhaité par le propriétaire, le maire ou le président de l'EPCI,
- **Transmission par courrier** soit lors d'un constat **d'anomalie grave** rendant inutilisable le PEI constatée soit lors de l'utilisation ou d'une reconnaissance opérationnelle (initiale ou périodique) au propriétaire ainsi qu'au maire ou au président de l'EPCI à fiscalité propre,
- En **l'absence de données relatives aux contrôles techniques** ou de **mesure datant de plus de 3 ans**, le SDIS, après informations du propriétaire, du service public de la DECI et du maire ou du président de l'EPCI, **pourrait être amené à manipuler le réseau pour s'assurer de la montée de l'eau dans le corps l'hydrant avec non opposition du propriétaire ou du service public de la DECI.**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les services instructeurs
Fiche DECI document d'urbanisme

(Logo mairie)

Ville de

AVIS SUR LA DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE
Fiche de renseignement d'un projet d'urbanisme

Commune : _____

N° de dossier (PC, CU, PA, DP, AT, CC...) : -045- - -

Hydrants (poteau ou bouche d'incendie)

N° Hydrant[7]	Types et diamètres[2]	Débit **individuel** sous 1 bar minimum [3] (en m³/h)	Date de la vérification	Localisation (n°, voie...)	Distance du projet (en m)[1]

N° Hydrant[7]	Types et diamètres[2]	Débit **simultané** (si nécessaire) sous 1 bar minimum [3] [4] (en m³/h)	Date de la vérification	Localisation (n°, voie...)	Distance du projet (en m)[1]

Autres Points d'Eau Incendie (PEI) (Réserves naturelles ou artificielles, forages, puisards...) prévus au RDDECI

N° du PEI[7]	Type[5]	**Volume utilisable** estimé (en m³)	Débit de la canalisation[6] (en m³/h)	Localisation (n°, voie...)	Distance du projet (en m)[1]

[1] : Conforme à la grille de dimensionnement et adaptée aux risques (150, 200, 400 ou 1 000 m). La distance s'entend entre les hydrants ou le point d'eau incendie (aire de mise en aspiration) et la situation exacte du bâtiment dans le terrain **par les voies carrossables**

[2] : PI 100, BI 100, PI 70, PI 150... et noter s'il s'agit d'un hydrant privé

[3] : Si le débit a été mesuré sous une pression dynamique différente de 1 bar, indiquer clairement cette pression (ex 100 m³/h sous 1,5 bar)

[4] : Débit simultané = débit d'un hydrant mesuré en même temps que les autres hydrants voisins en fonctionnement, piqués sur la même canalisation

[5] : Mare, étang, réserve enterrée, réserve aérienne, canalisation, forage, puisard...

[6] : Si le point d'eau est alimenté par une canalisation d'eau ou débit du forage

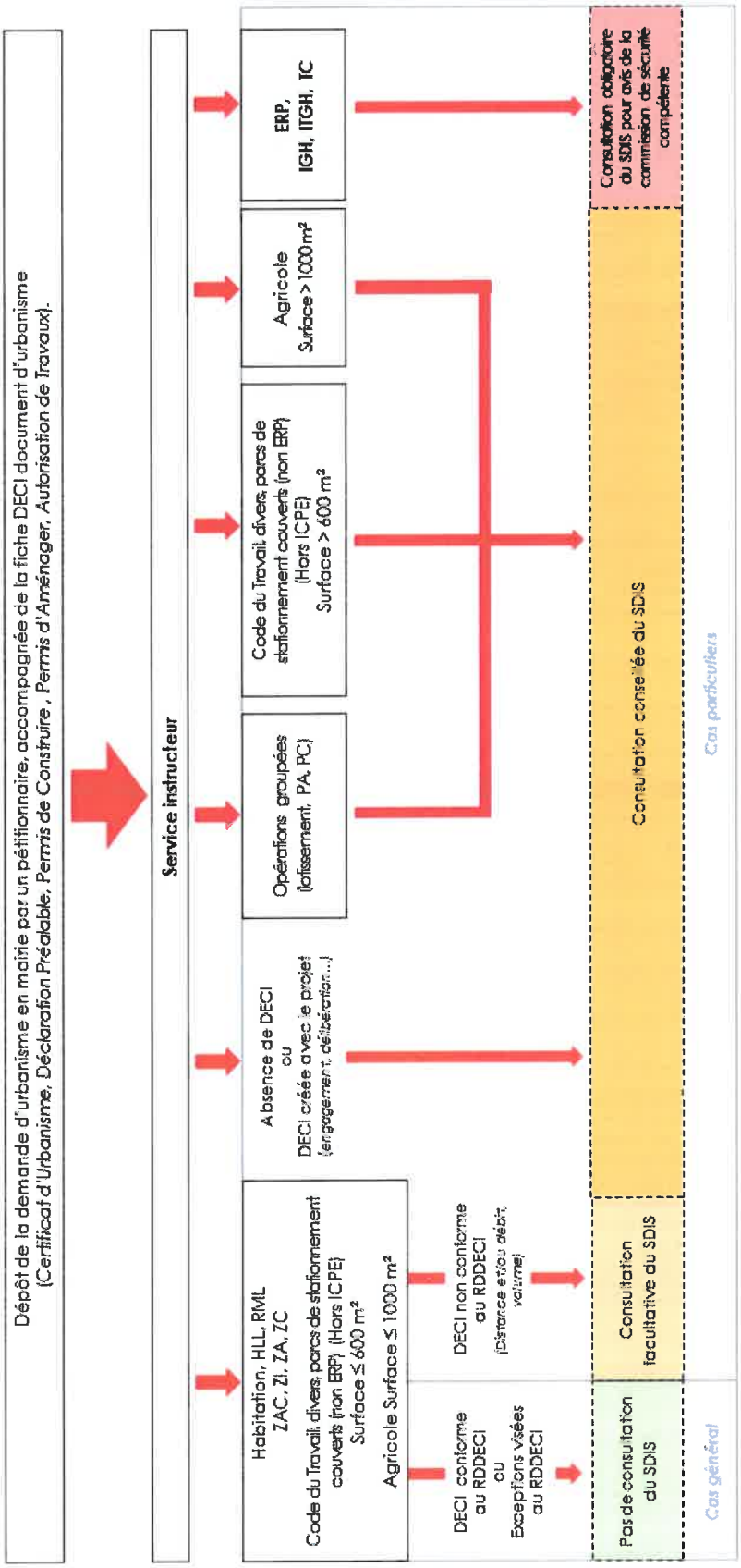
[7] : Numérotation d'un PEI :
- Hydrant n° 1 à 5000
- Point d'eau n° 5001 à 8000
- Kit alimentation n° 8001 à 9000
- Point d'eau en projet n° 9001 à 9999

Fait le , A
(Signature et cachet de la mairie)

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les services instructeurs

Logigramme de consultation du SDIS



Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les Points d'Eau Incendie
Généralités



Objectifs

- Identifier et lister les différentes ressources en eau publiques ou privées utilisables,
- Ne pas rendre inefficace l'action des sapeurs-pompiers ni mettre en danger les secours et les sinistrés.

Définition

Article R. 2225-1 du CGCT créé par décret n°2015-235 du 27 février 2015 - art. 2
« Pour assurer la défense extérieure contre l'incendie, les points d'eau nécessaires à l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours sont dénommés "points d'eau incendie".

Les points d'eau incendie sont constitués d'ouvrages publics ou privés utilisables en permanence par les services d'incendie et de secours. Outre les bouches et poteaux d'incendie normalisés, peuvent être retenus à ce titre des points d'eau naturels ou artificiels et d'autres prises d'eau.

La mise à disposition d'un point d'eau pour être intégré aux points d'eau incendie requiert l'accord de son propriétaire.

Tout point d'eau incendie est caractérisé par sa nature, sa localisation, sa capacité et la capacité de la ressource qui l'alimente. »

Caractéristiques communes des PEI

- **Aménagement fixe**
  L'emploi de citerne mobile est proscrit sauf en cas d'indisponibilité des PEI ou manifestation temporaire. L'avis du SDIS devra être préalablement sollicité.
- Volume minimum utilisable des PEI **Q = 30 m³**
  Au-delà de ce volume minimum celui-ci pourrait être minoré s'il est réalimenté, en fonction des débits de réalimentation.
- Débit minimum du PEI alimenté par réseaux **Q = 30 m³/h**
- Pression dynamique minimum du PEI alimenté par réseaux **1 Bar**
- Pérennité dans le temps et dans la durée (aléas climatiques…)
- Répondre aux règles d'accessibilité définies dans le présent règlement

En fonction des besoins en eau estimés et des risques à défendre, si les réseaux ne respectent pas ces caractéristiques, d'autres PEI viendront compléter ou suppléer.

Au-delà du risque courant faible, les besoins en eau pourront être échelonnés afin d'utiliser plusieurs ressources en eau sous réserve de :

- ✓ disposer des quantités d'eau nécessaires en prenant en compte le cas échéant les débits en simultané si les PEI sont sur le même réseau,
- ✓ respecter les distances fixées dans le présent règlement.

Réglementations

Arrêté du 3 février 2003 fixant le guide national de référence relatif à l'explosion de fumées et à l'embrasement généralisé éclair « page 46 du GNR qui précise le débit mini à 500L/min. »
Arrêté du 1er août 2007 fixant le guide national de référence des techniques professionnelles relatif à l'utilisation des lances à eau à main par de équipes en binômes « page 69 du GNR qui précise le débit mini à 500L/min »
Prises en compte des caractéristiques du parc engins du SDIS du Loiret

Exclusion

Le principe de l'auto-défense prévu au référentiel national n'est pas retenu pour le département du Loiret compte tenu de la répartition géographique actuelle des Centres d'Incendie et Secours, du relief et des conditions climatiques.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les Points d'Eau Incendie
Généralités



Inventaires des PEI réglementaires publics ou privés

Les hydrants



- ✓ Poteau d'Incendie
- ✓ Bouche d'incendie
- ✓ Cas particulier : poteau relais, poteau surpressé

Les réserves naturelles ou artificielles à l'air libre
Rivière, étang, mare, ruisseau, douve…

- ✓ Point ou zone d'aspiration aménagée
- ✓ Point d'aspiration type « puisard déporté »
- ✓ Lavoir
- ✓ Réserve incendie à l'air libre

Avec ou sans dispositif d'aspiration fixe

Les réserves incendie artificielles

- ✓ Réserve incendie aérienne
- ✓ Réserve incendie enterrée
- ✓ Réserve incendie de type bâche souple

Avec dispositif d'aspiration fixe

Cas particuliers

- ✓ Canaux
- ✓ Puits
- ✓ Réseaux d'irrigation agricole
- ✓ Forages
- ✓ Kits alimentation

Avec ou sans dispositif d'aspiration fixe

Autres ressources en eau



- ✓ Les puisards d'aspiration et les citerneaux existants
- ✓ Les piscines : **elles ne sont pas considérées comme des PEI (sauf dérogations)**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les Points d'Eau Incendie
Les réseaux hydrauliques

Objectif

- Connaitre les différents réseaux hydrauliques

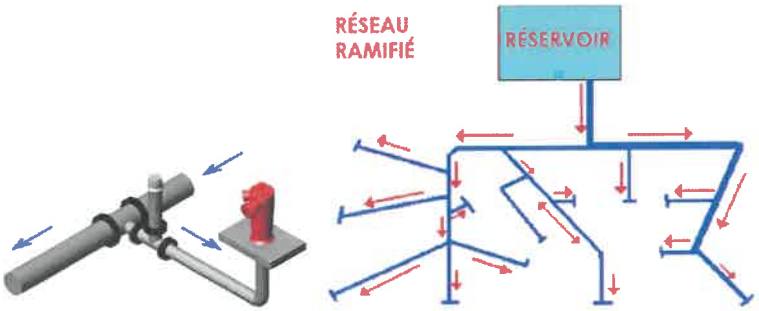
Réseau ramifié (appelé également antenne ou palme)

Une seule canalisation principale alimente toutes les canalisations secondaires

- un seul sens d'écoulement

Les inconvénients sont :

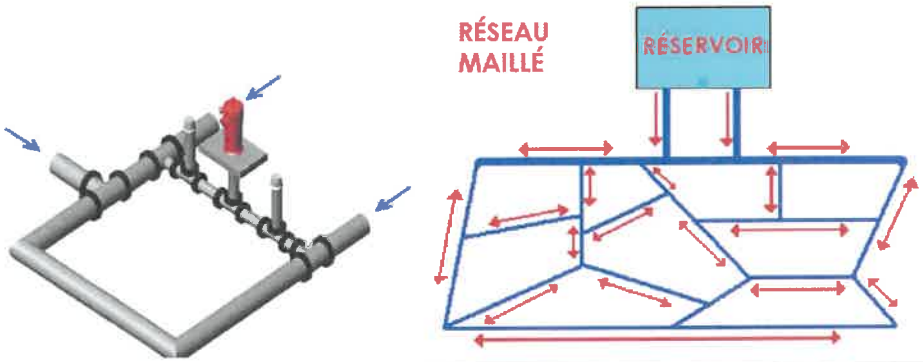
- une coupure qui entraîne l'arrêt total,
- les pertes de charge augmentent,
- le débit simultané de plusieurs hydrants sur la même conduite est difficile.



Réseau maillé

Les canalisations secondaires sont reliées à au moins deux canalisations principales :

- deux sens d'écoulement,
- possibilité de coupure partielle,
- favorise la simultanéité d'utilisation des hydrants.



Réseau mixte

Un réseau mixte est la combinaison des deux réseaux précédents.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE



Les Points d'Eau Incendie
La qualité de l'eau

Objectifs

- Utiliser différentes ressources en eau, pour favoriser le recyclage et le développement durable,
- Respecter les caractéristiques des matériels incendie.

Ressources utilisables :



- **Eau potable ou non**
- **Eau brute[1] : eau de pluie, eau souterraine, eau des puits d'infiltration, plan d'eau, lacs, rivière…**
- **Eau de process industriel à Ph neutre**
- **Eau en cours de traitement (station épuration – clarificateur)**
- **Eau claire**

Ressources non utilisables :



- **Eau de ruissellement provenant d'un parking sans passage par débourbeur/déshuileur**
- **Eau d'extinction d'incendie**
- **Eau de process industriel à Ph acide ou basique, contenant des effluents pouvant détériorer les corps des pompes incendie en bronze ou en aluminium anodisé**
- **Eau en cours de traitement (station épuration – décanteur) pouvant détériorer les corps des pompes incendie en bronze ou en aluminium anodisé**
- **Eau chargée de particules, dépôt pouvant détériorer les corps des pompes incendie**

1. L'eau brute sera utilisé en priorité, notamment dans le cadre des feux d'espace naturelle.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les Points d'Eau Incendie
La numérotation

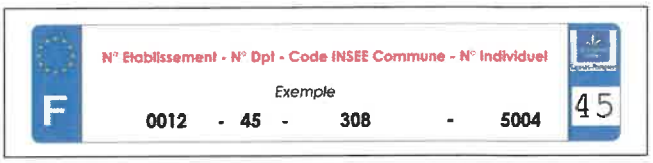
Chaque Point d'Eau Incendie doit pouvoir être identifié et disposer d'un numéro individuel unique à l'ensemble des acteurs (gestionnaires, propriétaires, autorité de police, SDIS)

Principe de numérotation

Objectifs

- Identifier sans ambigüité,
- Attribuer un numéro unique de la mise en service à la disparition d'un PEI public ou privé.





Série pour les hydrants : N° INDIVIDUEL



0001 à 5000



Série pour les réserves naturelles ou assimilées et artificielles : N° INDIVIDUEL



5001 à 8000

Série pour les PEI non aménagés et accessibles à un Kit Alimentation : N° INDIVIDUEL



8001 à 9000



Série pour le suivi des projets de PEI : N° INDIVIDUEL et TEMPORAIRE *(n'intègre pas la DECI)*

9001 à 9999

À la charge du SDIS : l'attribution de la numérotation administrative.
À la charge du propriétaire : l'apposition obligatoire du N° INDIVIDUEL sur le PEI sur une partie inamovible ou un panneau signalétique (voir fiche n°10). La couleur est libre (blanc, jaune, noir...) et le support (autocollant, pochoir...) au choix du propriétaire ou du service public de la DECI.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les Points d'Eau Incendie

Les couleurs

Principe des couleurs

Objectifs

- Identifier sans ambigüité et harmoniser le parc des PEI sur le département

ROUGE : PEI sous pression d'eau permanente
Couleur rouge sur au moins 50% de sa surface visible après sa pose (RAL conseillé 3020).

PI    - BI   ou 



Option facultative : le rajout de dispositifs rétroréflechissants est possible
Nb : le N° individuel est apposé sur l'hydrant ou sur sa signalétique (voir fiches n°8 et n°10)

BLEUE : PEI sans pression d'eau permanente ou nécessitant une mise en aspiration
Couleur bleue sur au moins 50% de sa surface visible après sa pose (RAL conseillé 5015)

   -  - 



Option facultative : le rajout de dispositifs rétroréflechissants est possible
Nb : le N° individuel est apposé sur sa signalétique (voir fiches n°8 et n°10)

JAUNE : PEI sur réseau avec surpression permanente (> 6 bars) ou au moment de son utilisation
JAUNE : PEI sur réseau additivé (solution moussante)
Couleur jaune sur au moins 50% de sa surface visible après sa pose (RAL conseillé 1021)

PI   + signalétique

Réseau surpressé xxx bars N°3 Utiliser un réducteur de pression ou Réseau solution moussante et surpressé xx bars N°3 ou Réseau solution moussante N° 3



Option facultative : le rajout de dispositifs rétro réflechissants est possible
Nb : le N° individuel est apposé sur l'hydrant ou sur sa signalétique (voir fiches n°8 et n°10)

À la charge du propriétaire.

Un PEI Hors Service sera enroulé ou masqué d'un sac ou d'un film de couleur noire.

Avis de l'architecte des bâtiments de France pour les **Espaces Protégés** :
Les poteaux d'incendie sont autorisés « implantation discrète, à proximité de plantations ou de mobiliers urbains » - Étudier au cas par cas en fonction des sites.
Privilégier les bouches d'incendie avec la couleur adaptée :

- Ton blanc cassé ou gris clair en accord avec les matériaux avoisinants.
- Rond rétro réfléchissant avec N° individuel.

(http://atlas.patrimoines.culture.fr)

 ou 

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les Points d'Eau Incendie

La signalisation



Panneaux signalétiques

Objectifs

- Faciliter le repérage des PEI,
- Harmoniser le parc des PEI au niveau national et sur le département.

Panneau de base règlementaire

Dimensions du panneau d'indication
30 x 50 cm environ

- En façade pour les BI :

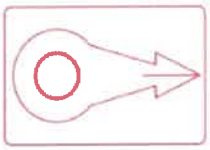
Dimensions réduites 20 x 35 cm env

- Autres :

Dimensions agrandies possibles



ou



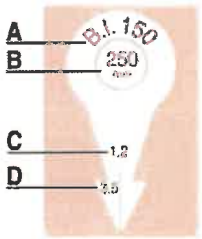
Orientation du panneau

- **Emplacement** : flèche vers le bas
- **Direction** : flèche vers la droite, la gauche ou le haut avec l'indication de distance en mètre

Hauteur / sol entre 0,50 m et 2 m

Indications complémentaires (texte en noir, rouge ou blanc)

A. Indication de la nature du PEI (BI...) «ex : Bouche d'Incendie de 150 mm »
B. Indication du diamètre de la canalisation d'alimentation de l'hydrant en mm ou de la capacité de la réserve d'eau en m³ « ex : canalisation de 250 mm »
C. Distance en mètre, du centre de la bouche au plan vertical contenant la plaque
D. Distance, en mètre, du centre de la bouche au plan vertical perpendiculaire à la plaque
Autres : Mention PEI, N° individuel PEI, logo du propriétaire, commune...



Autres panneaux acceptés pour les Bouches d'Incendie

Dimensions au choix du propriétaire

BOUCHE D'INCENDIE

ou

BOUCHE INCENDIE N° :XX

Apposer au droit de la BI

Autres panneaux recommandés pour les Réserves Incendies

Dimensions au choix du propriétaire

RÉSERVE INCENDIE
N°5XXX
Volume utilisable : xxxx m³
(Réalimentation manuelle ou automatique à xxx m³/h)**
Défense de stationner

Apposer face à l'aire de mise en aspiration

* *si nécessaire*



À la charge du propriétaire (les plaques ainsi que les informations qu'elles portent, doivent résister aux intempéries).



Les Poteaux d'Incendie visibles depuis la voie d'accès des secours sont dispensés de cette signalisation

Avis de l'architecte des bâtiments de France pour les **Espaces Protégés** :
Toute implantation de signalétique sur les façades est proscrite – Seul le N° individuel sera apposé directement sur le PEI (fiche n°8) (http://atlas.patrimoines.culture.fr)



Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE



Les Points d'Eau d'Incendie
Les symboles cartographiques

À utiliser pour tous supports cartographiques informatisés et versions papiers (plans, cartes, parcellaires...) et devant figurer dans une légende comme suit :

Les Points d'Eau Incendie

Poteau d'Incendie (PI)

- 100 — PI 70 (et n°)
- 100 — PI 100 ou PI par défaut (et n°)
- 100 — PI 150 (et n°)
- PI relais alimentation (et n°)
- PI relais refoulement (et n°)

Bouche d'Incendie (BI)

- 100 — BI 70 (et n°)
- 100 — BI 100 ou BI par défaut (et n°)
- 100 — BI 150 (et n°)
- BI relais alimentation (et n°)
- BI relais refoulement (et n°)

Point d'Aspiration aménagé (PA)

- 5001 / 60 — Point d'aspiration naturel (n°, capacité en m3 au centre du symbole)
- Délimitation de la zone d'aspiration
- 5001 / 120 — Point d'aspiration artificiel RI, Bâche souple, Citerne aérienne, Puisard (n°, capacité en m3 au centre du symbole)

Les Points d'Eau Incendie particuliers non aménagés et accessibles à un Kit Alimentation

(Uniquement pour un second PEI venant en complément du premier)

- 8001 / 60 / KIT — Point d'aspiration Kit Alim (n°, capacité en m3 au centre du symbole)

Possibilités d'informations complémentaires

NB : En complément, les PEI peuvent disposer d'une information complémentaire sous le symbole :
- P : privé
- nb x 100 (nombre de lignes d'aspiration en 100 mm) - Exemple : 1 x 100 pour 1 ligne 100 mm
- nb x 65 (nombre de lignes d'aspiration en 65 mm) - Exemple : 1 x 65 pour 1 ligne 65 mm

- 100 / SU — PI 100 surpressé >6b (et n°) — Utilisation de réducteur de pression
- 100 / SU — PI 150 surpressé >6b (et n°) — Utilisation de réducteur de pression
- 100 / SM — PI 100 solution moussante (et n°) — Eau + émulseur
- 100 / SM — PI 150 solution moussante (et n°) — Eau + émulseur

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

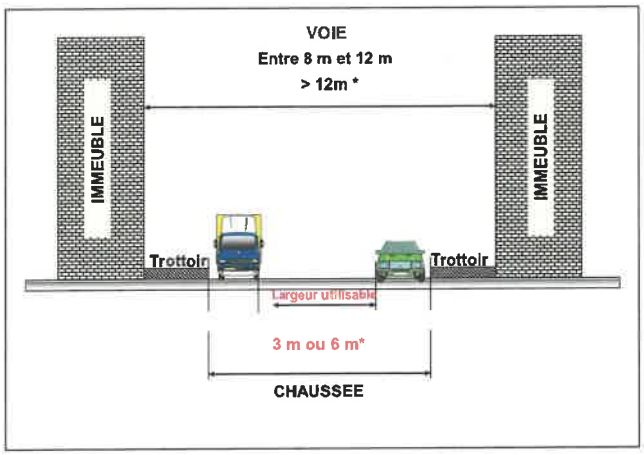


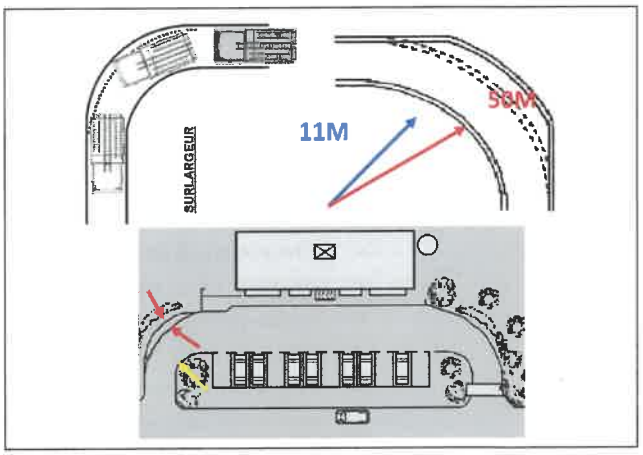
Les Points d'Eau Incendie
L'accessibilité

Objectif

- Permettre aux engins d'incendie d'accéder, de manœuvrer et de stationner

Voie dite « Engins »

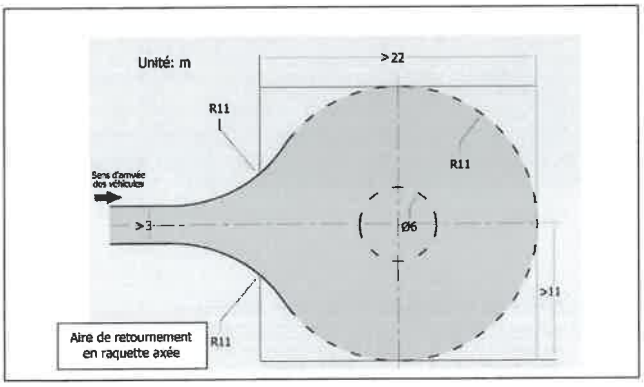


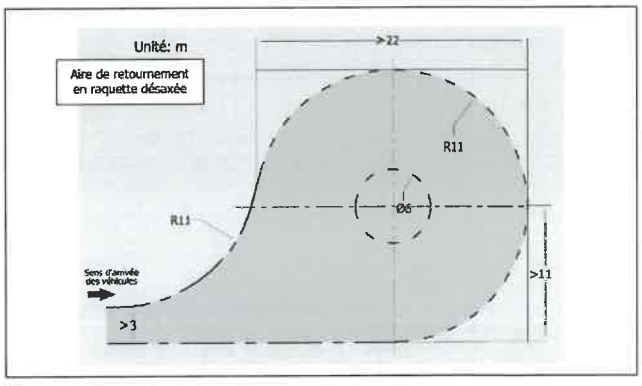


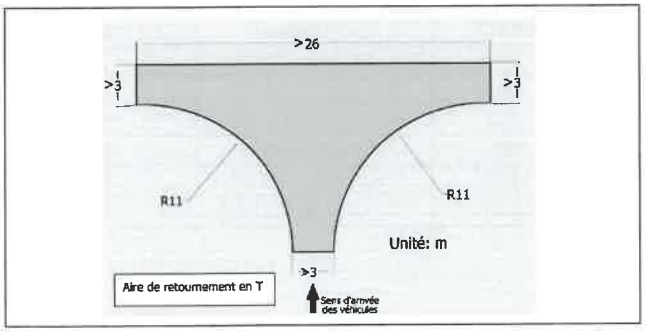
Caractéristiques

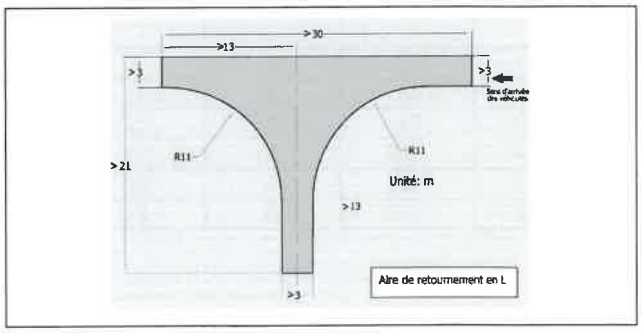
- Force portante calculée pour un véhicule est de 160 kilonewtons (kN) avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 m au minimum,
- Résistance au poinçonnement : 80 N/cm² sur une surface minimale de 0,20 m²,
- Le rayon intérieur R ≥ 11 m,
- La surlargeur S = 15/R si R < 50 m,
- La hauteur libre autorisant le passage d'un véhicule : h ≥ 3,50 m,
- La pente P ≤ 15 %,

Aire de retournement (si voie en impasse)









Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE



Les Points d'Eau Incendie
L'accessibilité

Cas particuliers : venelle, chemin, ruelle…

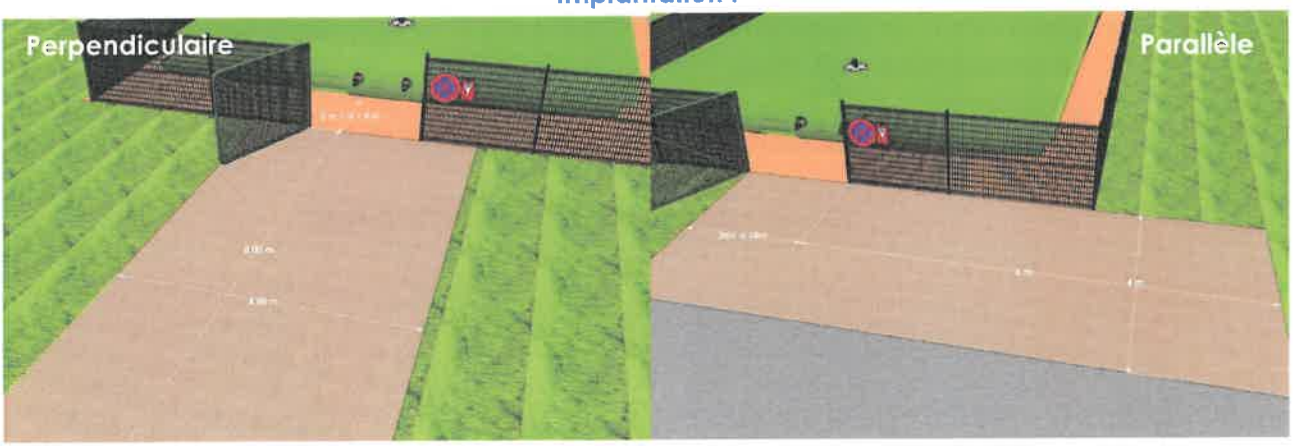
Ces voiries ne permettant pas l'accès aux engins d'incendie, devront à minima être d'une largeur utilisable de 1,80 m sur une distance de 100 m maximum entre le bâti et la voie « engin ». Cette distance sera ramenée à 60 m si la largeur est inférieure (minimum requis 1,20 m).

Aire d'aspiration

Caractéristiques :

- **Longueur : 8 m minimum**
- **Largeur : 4 m minimum**
- **Force portante 160 kilo newtons (16 Tonnes)**
- **Hauteur libre : 3.50 m minimum**
- **Pente 2 %** pour les eaux de ruissellement (maxi 7 %)
- **Butée de sécurité hauteur 0.3m maximum** (protection - calage engin)
- **Etre entre 2 et 4 m du point d'aspiration**
- **Situé à 10 m de tout bâtiment**

Implantation :



Caractéristiques plateforme en fonction du nombre d'engins et équipements

Nb Engin	Surface en m² minimum	Longueur en m minimum	Largeur en m minimum	Capacité théorique minimum en m³	Capacité théorique maximum en m³	Nb de ½ raccord 100 mm minimum *(si imposé)*	Nb de ½ raccord 100 mm maximum *(si imposé)*
1	32	8	4	30	240	1 (jusqu'à 120 m³)	2
2	64	8	8	>240	480	3 (jusqu'à 360 m³)	4
3	96	8	12	>480	720	5 (jusqu'à 600 m³)	6
4	128	8	16	>720	960	7 (jusqu'à 840 m³)	8
5	160	8	20	>960	1200	9 (jusqu'à 1080 m³)	10
6	192	8	24	>1200	1440	11 (jusqu'à 1320 m³)	12

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les Points d'Eau Incendie
Les protections externes, stationnement

Dans le cadre de ses pouvoirs de police, il appartient au maire d'interdire ou de réglementer le stationnement au droit des PEI qui le nécessiteraient. De même, l'accès peut être réglementé ou interdit au public.
Arrêt ou stationnement très gênant : « Article R.417-11 I.8° d) du code de la route – passible d'une contravention de 4ème classe »

Protections physiques externes facultatives et autorisées pour les PEI

Objectifs

- Ne pas retarder la mise en œuvre des engins d'incendie,
- Ne pas empêcher la mise en place des tuyaux.

Exemples de mobiliers urbains de protection : Épingle – Arceau - Étrier – Barrière

Couleur rouge incendie de préférence



Exemples d'autres obstacles

Couleur rouge incendie de préférence



Exemples de panneaux



Règlementations

- Décret n°2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics,
- Norme d'installation des hydrants NF S62 -200.

À la charge du propriétaire du Point d'Eau Incendie à protéger.

Avis de l'architecte des bâtiments de France pour les **Espaces Protégés** :
En dérogation à la couleur rouge incendie, les obstacles seront de **teinte sombre discrète**, en accord avec le mobilier urbain avoisinant.
Proscrire les panneaux posés au droit des façades (http://atlas.patrimoines.culture.fr)

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les Points d'Eau Incendie
Les protections externes, intrusion & noyade



Toutes les dispositions de bon sens doivent être prises pour protéger les surfaces d'eau libre afin d'éliminer tout risque de noyade accidentelle. Il n'y a pas de caractère obligatoire pour les autres PEI, mais sont vivement conseillés.

Protections physiques à prévoir

Objectifs

- Empêcher l'accès aux personnes,
- Prévenir du risque de noyade,
- Permettre aux sapeurs-pompiers d'accéder aux PEI en toute circonstance.

Exemples de clôture, portillon, portail et dispositif d'ouverture



Ouverture







- Aucun badge, aucune clé, aucun code ne doit être remis aux sapeurs-pompiers,
- Dispositif d'ouverture par carré femelle permettant d'être manœuvré par un carré mâle en tronc de pyramide de 5/8 mm de côté.
- Dispositifs anti intrusion d'ouverture équipés d'un triangle mâle de Ø 11 mm de côté sortant ou encastré dans un trou de Ø 18 mm.















Exemples de dispositif possible





À la charge du propriétaire du PEI à protéger.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les Points d'Eau Incendie
Les protections, utilisation frauduleuse

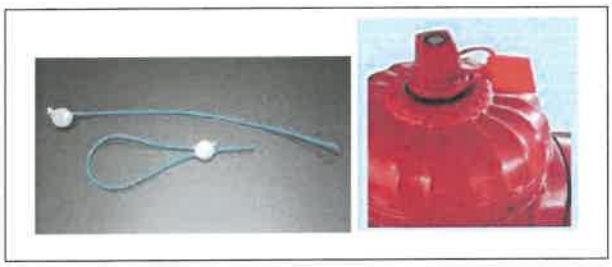
Le propriétaire des Points d'Eau Incendie peut décider de la mise en place de dispositifs de protection pour contrôler ou éviter leur utilisation.

Objectif

- Ne pas empêcher ou retarder l'alimentation en eau ou la mise en aspiration

Dispositifs autorisés par le SDIS du Loiret

Plombage visible extérieurement sur le PEI et facilement sécable sans outils



Apposition d'un autocollant préventif



Dispositif d'inviolabilité



Dispositifs devant faire l'objet d'une information préalable et d'une validation par le SDIS du Loiret

- Tout autre dispositif normalisé de limitation d'usage des PEI,
- Tout autre dispositif nécessitant d'autres manœuvres et outils que ceux prévus par la norme devra être préalablement approuvé par le ministère chargé de la sécurité civile.

Si ces dispositifs sont validés par le SDIS du Loiret et non visibles, un marquage adapté et visible sera imposé afin d'informer les primo-intervenants « *Équipé d'un dispositif interne de protection* ».

Règlementation

- Normes en vigueur des poteaux d'incendie, des bouches d'incendie et des réserves incendie

À la charge du propriétaire du PEI à protéger.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE



Les Points d'Eau Incendie
Les dispositifs d'aspiration fixes

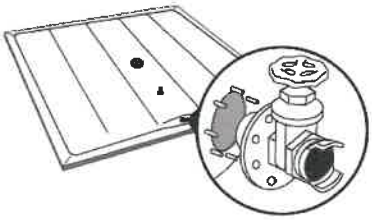
Objectif

- Permettre un raccordement conforme et plus rapide des tuyaux d'aspiration.

Demi-raccord symétrique de 100 mm (Aspiration/Refoulement (A/R)) avec ou sans tenon.



Tenons horizontaux par rapport au sol



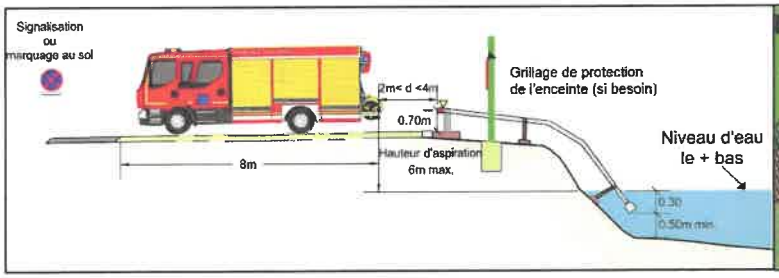
Règlementation

- Normes techniques NF S61-701, NF S61-703, NF S61-240 et NF S62-240

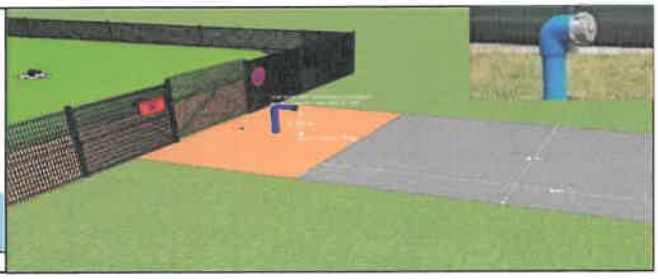
Caractéristiques

- Demi-raccord de 100 mm A/R,
- Équipé de bouchon obturateur,
- Situé entre 2 m et 4 m maximum de l'aire de stationnement,
- En prise directe sur certaine réserve incendie (bâche souple ou réserve aérienne),
- Via un col de cygne (canalisation rigide) à une hauteur de 0,70 m par rapport au sol,
- Via une ligne d'aspiration fixe à une hauteur de 0,70 m par rapport au sol.

Ligne d'aspiration fixe



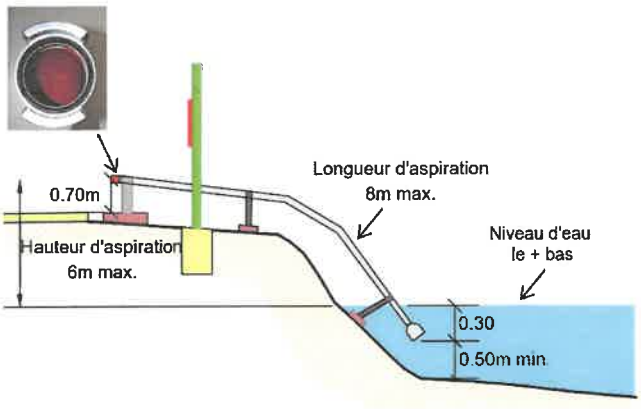
Ligne d'aspiration fixe avec prise déportée (acier ou inox)



Caractéristiques

- Canalisation rigide uniquement (acier, inox, PEHD),
- Longueur maximum 8 m,
- Crépine sans clapet à au moins 0,50 m du fond et 0,30 m au-dessous du niveau le plus bas,
- Capacité nominale d'aspiration, (hauteur d'aspiration) de 6 m maximum,
- La canalisation, avant le demi-raccord devra reposer sur un point fixe capable de supporter le poids de la canalisation une fois cette dernière en charge,
- Nettoyée et entretenue régulièrement par le propriétaire (ligne pivotante acceptée).







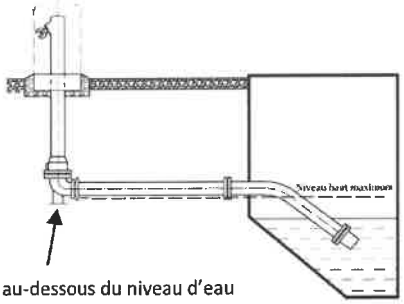
L'utilisation de canalisation en PVC est proscrite (mauvais comportement dans le temps, fuites…).

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

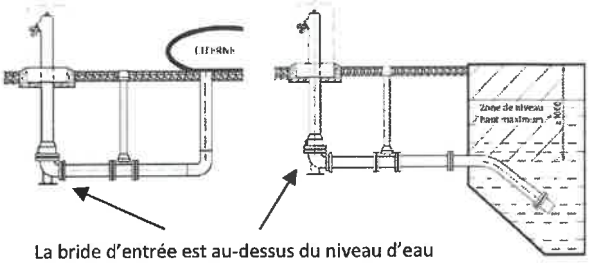
Les Points d'Eau Incendie
Les dispositifs d'aspiration fixes

Poteau ou bouche d'aspiration





La bride d'entrée est au-dessous du niveau d'eau



La bride d'entrée est au-dessus du niveau d'eau

Caractéristiques

- Demi-raccord de 100 mm A/R,
- Équipé de bouchon obturateur,
- Situé entre 2 et 4 m maximum de l'aire de stationnement,
- Installé sur certaines réserves incendie (bâche souple, réserves enterrées...),
- Couleur bleue (cf. fiche n° 9).

Caractéristiques plateforme en fonction du nombre d'engin et équipements

Nb Engin	Surface en m² minimum	Longueur en m minimum	Largeur en m minimum	Capacité théorique minimum en m³	Capacité théorique maximum en m³	Nb de ½ raccord 100 mm minimum *(si imposé)*	Nb de ½ raccord 100 mm maximum *(si imposé)*
1	32	8	4	30	240	1 (jusqu'à 120 m³)	2
2	64	8	8	>240	480	3 (jusqu'à 360 m³)	4
3	96	8	12	>480	720	5 (jusqu'à 600 m³)	6
4	128	8	16	>720	960	7 (jusqu'à 840 m³)	8
5	160	8	20	>960	1200	9 (jusqu'à 1080 m³)	10
6	192	8	24	>1200	1440	11 (jusqu'à 1320 m³)	12

Indication sur les distances entre chaque dispositif

Nb de ½ raccord 100 mm	Appellation	Distance entre les lignes d'un même groupe en mètre *	Distance entre les groupes en mètre
1	1 groupe d'1 ligne	0	0
2	1 groupe de 2 lignes	0,5	0
3	1 groupe de 2 lignes et 1 groupe d'1 ligne	0,5 - 0	4
4	2 groupes de 2 lignes	0,5 - 0,5	4
5	2 groupes de 2 lignes et 1 groupe d'1 ligne	0,5 - 0,5 - 0	4 - 4
6	3 groupes de 2 lignes	0,5 - 0,5 - 0,5	4 – 4
7	3 groupes de 2 lignes et 1 groupe d'1 ligne	0,5 - 0,5 - 0,5 - 0	4 - 4 - 4
8	4 groupes de 2 lignes	0,5 - 0,5 - 0,5 -0,5	4 – 4 – 4

*** la distance entre les lignes d'un même groupe est portée de 0,5 m à 1 m pour les bâches souples**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les Points d'Eau d'Incendie

Les puisards déportés



Objectif

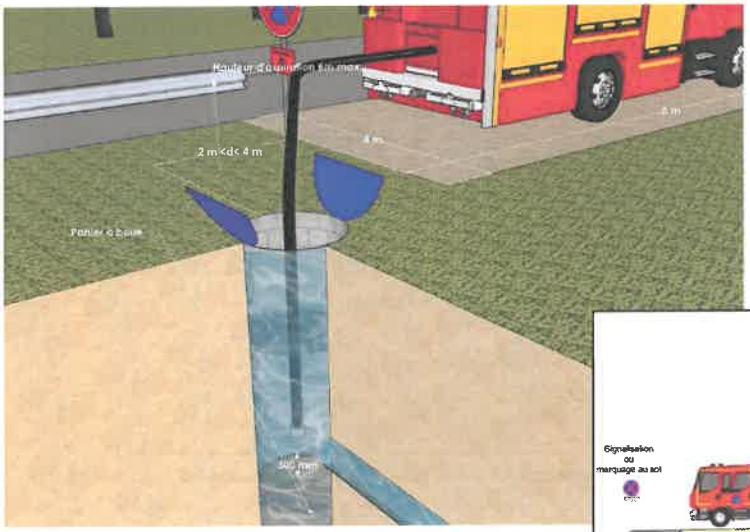
- Utiliser des PEI qui ne sont pas accessibles pour une mise en aspiration directe

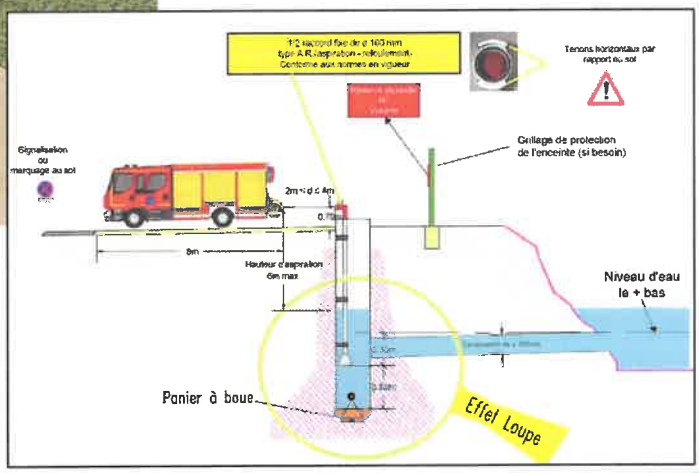
Caractéristiques

- Alimentation possible par une réserve naturelle ou artificielle,
- Alimentation par gravité via une canalisation de 300 mm minimum,
- Hauteur nominale d'aspiration de 6 m maximum,
- Création d'une aire de mise en aspiration (cf. fiche n°12.2),
- Peut-être doté d'un dispositif d'aspiration fixe (cf. fiche n°13),
- Apposition de la signalisation réglementaire (cf. fiche n°10).



Schéma de principe





Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE



Les Points d'Eau Incendie
Les hydrants, bouches d'incendie



BI DN 100
1 x 100 mm
60m³/h

~~**BI DN 80**~~
~~1 x 65 mm~~
~~**30m³/h**~~



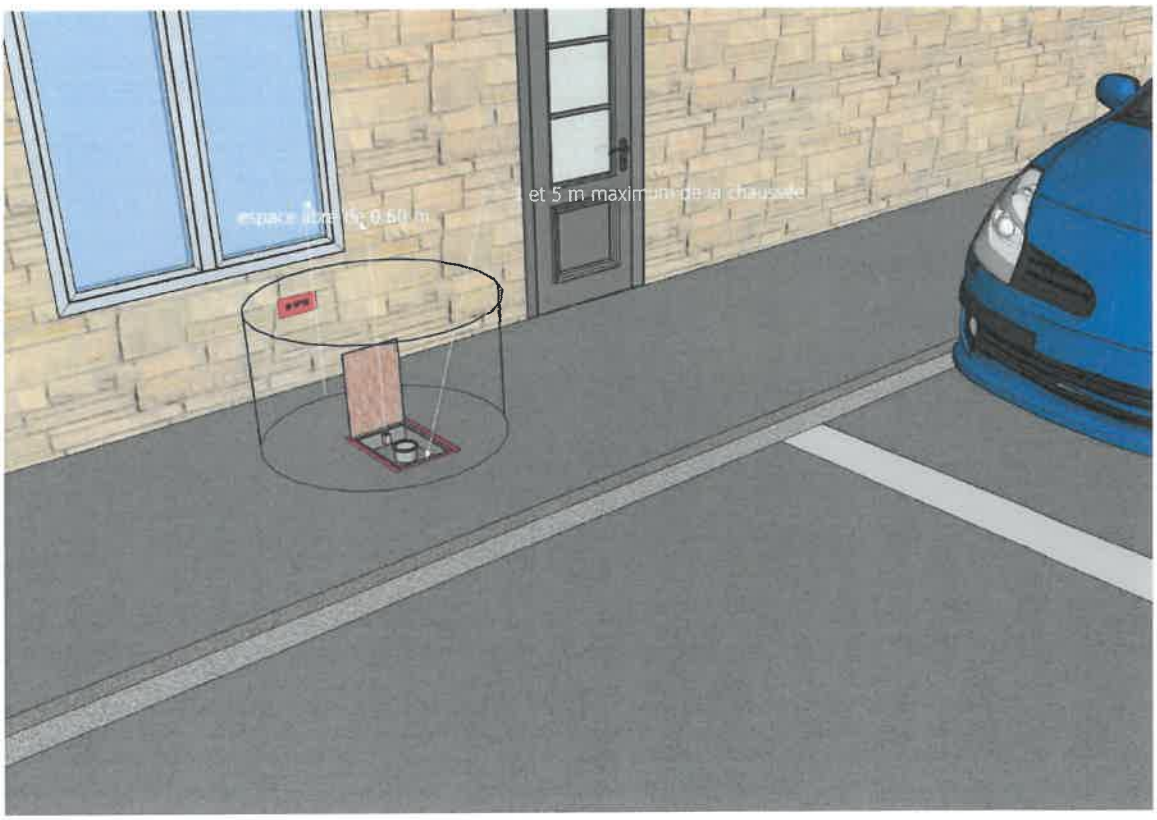


Les engins d'incendie du SDIS ne disposent pas de pièce de jonction pour se raccorder à une BI DN 80

Règlementations

- Normes techniques NF S61-211, NF EN 14339,
- Norme d'installation NF S62 -200,
- Couleur et signalétique (voir fiches n°9 et n°10).

Schéma de principe



Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE



Les Points d'Eau Incendie
Les hydrants, poteaux d'incendie



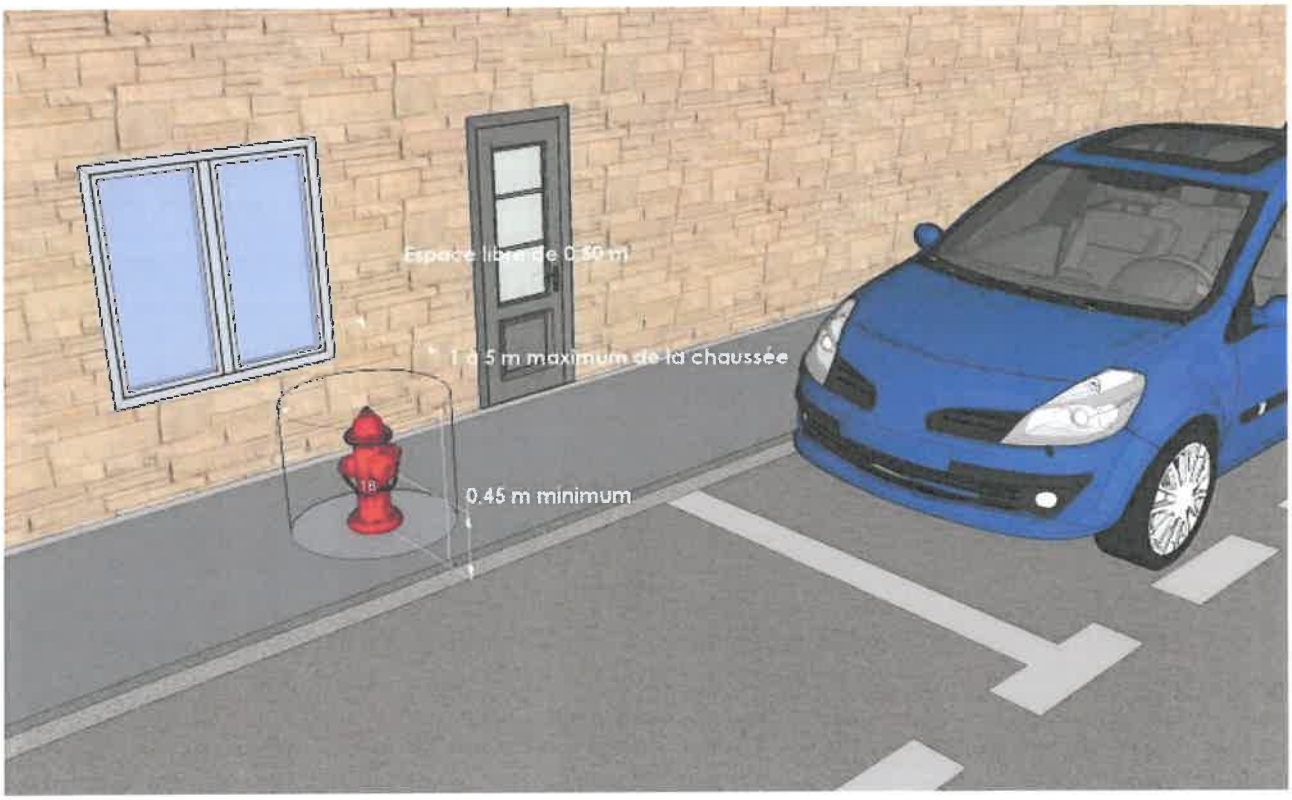



	PI DN 80	PI DN 100	PI DN 150
Type			
Nb sorties et Ø	1 x 65 mm 1 x 65 – 2 x 40 mm	1 x 100 – 2 x 65 mm	1 x 65 – 2 x 100 mm
Débit normalisé	**30 m³/h**	**60 m³/h**	**120 m³/h**

Règlementations

- Normes techniques NF S61-213, NF EN 14384,
- Norme d'installation NF S62 -200,
- Couleur et signalétique (voir fiches n°9 et n°10).

Schéma de principe



Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE



Les Points d'Eau Incendie
Les hydrants, poteaux d'incendie relais



PI DN 100 + Signalétique

PI Relais
N° ....
Alimenté sur .....

Spécificités

- Le poteau relais n'est pas sous pression d'eau permanente, il sera alimenté via une conduite sèche enterrée avec un engin d'incendie depuis le point de refoulement distant en principe de 30 m d'un PEI alimenté,
- Il évite ainsi des établissements de tuyaux d'alimentation difficiles,
- Il est de couleur rouge bien que n'étant pas sous une pression d'eau permanente. Cette tolérance s'explique par l'ajout obligatoire d'une signalétique particulière.

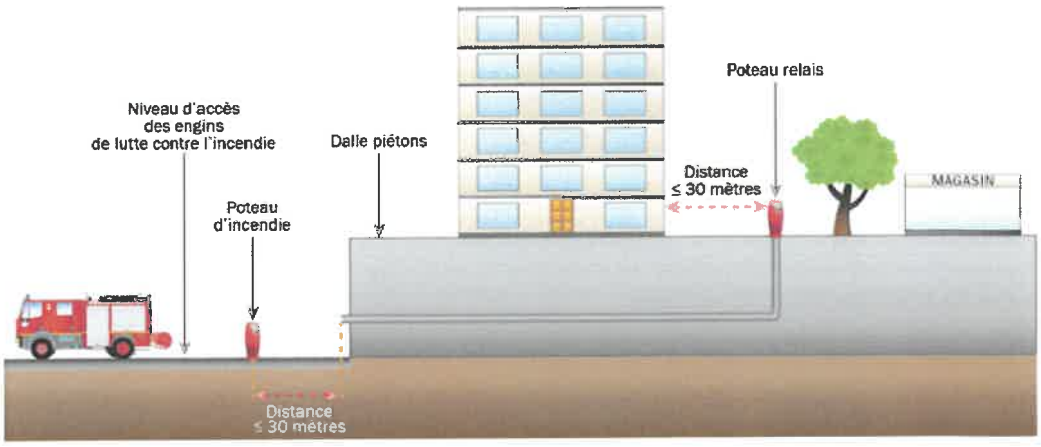
Exemples

- Cas des immeubles sur dalle (distant en principe de 30 m des accès aux escaliers) ou cour de château....

Règlementation

- Norme d'installation NF S61-759-3.

Schéma de principe



Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les Points d'Eau Incendie
Les hydrants, poteaux d'incendie surpressés (> 6 bars)



Objectif

- Identifier, utiliser en toute connaissance et sécurité un poteau incendie surpressé.





PI alimenté sur réseau avec surpression permanente ou surpression au moment de son utilisation

- Exemples : via un réseau sprinkler, via une réserve et pomperie dédiées
- Couleur jaune (cf fiche n°9)
- Installation d'une signalétique à côté de chaque PI

Réseau surpressé
xxx bars
N°3
Utiliser un réducteur de pression

Compte-tenu des caractéristiques des pompes équipant les engins d'incendie du SDIS, la pression maximum d'alimentation varie de 6 à 10 bars :

- **Il convient donc de retenir en référence une pression dynamique > 6 bars,**
- **Il sera nécessaire sur site de mettre à disposition des secours publics des réducteurs de pression de 100 mm :**
  - **1 par PI de 100 mm**
  - **2 par PI de 150 mm**

Le nombre total de réducteurs sera déterminé par le SDIS en fonction de l'utilisation en simultanné ou non des PI et des capacités hydrauliques des pomperies du réseau.

Exemple de réducteur de pression amovible







À la charge du propriétaire.

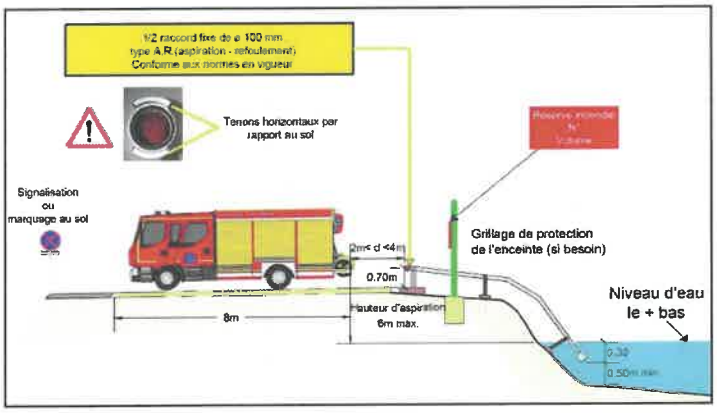
Prescrit par le SDIS lors de l'instruction des dossiers d'urbanisme ou lors de visites.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les Points d'Eau Incendie
Les réserves incendie naturelles ou artificielles à l'air libre

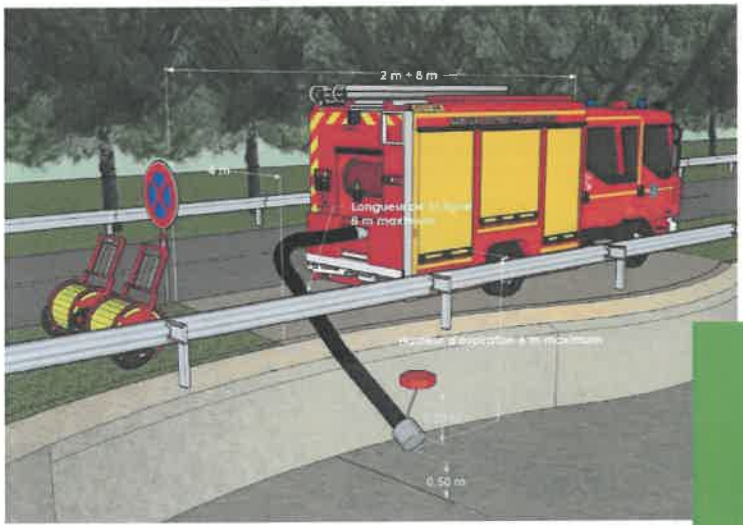
Caractéristiques

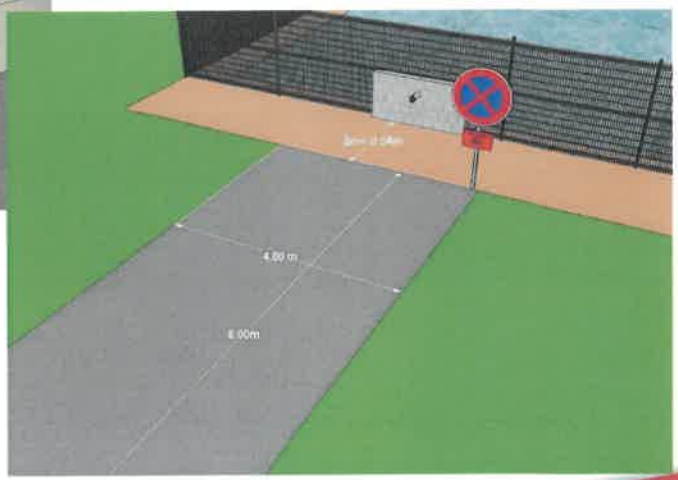
- Disposer d'une aire d'aspiration (cf. fiche n°12.2),
- Le nombre de piquages et la distance entre les lignes d'un même groupe doivent être en adéquation avec le volume (cf. fiche n°13),
- Apposer la signalisation réglementaire (cf. fiche n°10),
- Pour les risques courant faible, courant ordinaire et sur des points d'eau naturels de type mare, rivière, étang, ruisseau, l'installation de dispositif d'aspiration fixe n'est pas systématiquement exigée,
- Le plan d'eau devra être conforme aux régles de la Direction Départemental des Territoires du Loiret (1000 m² < superficie < 3 ha = Déclaration, ≥ 3 ha = Autorisation).





Schémas de principe





Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les Points d'Eau d'Incendie

Les réserves incendie artificielles, de type bâche souple

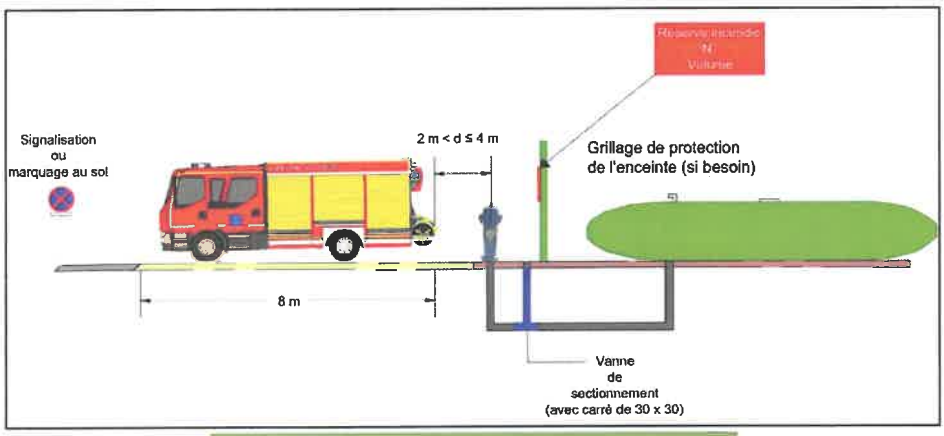
Caractéristiques

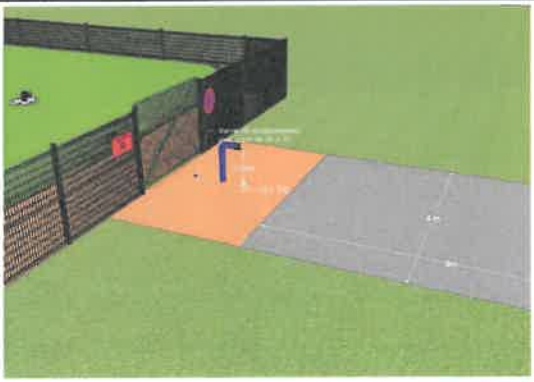
- Disposer d'une aire de mise en aspiration (cf. fiche n°12.2),
- Prise(s) directe(s) avec demi-raccord de 100 mm A/R et une vanne quart de tour ou à volant,
- Prévoir une protection thermique de vanne (pochette antigel),
- Le nombre de piquages et la distance entre les lignes d'un même groupe doivent être en adéquation avec le volume (cf. fiche n°13),
- Apposer la signalisation réglementaire (cf. fiche n°10),
- L'utilisation de prise déportée ou poteau d'aspiration est possible mais pas obligatoirement imposée. La vanne de sectionnement devra se trouver à l'extérieur du grillage de protection.





Schémas de principe





Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE



Les Points d'Eau Incendie

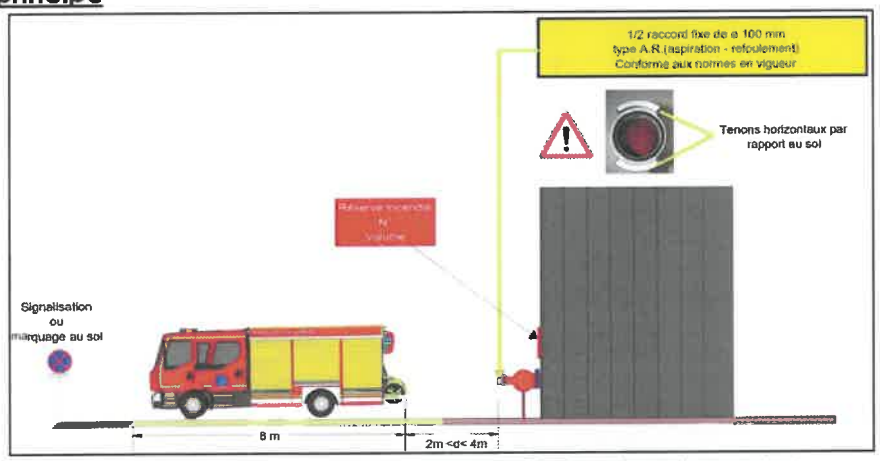
Les réserves incendie artificielles, aériennes

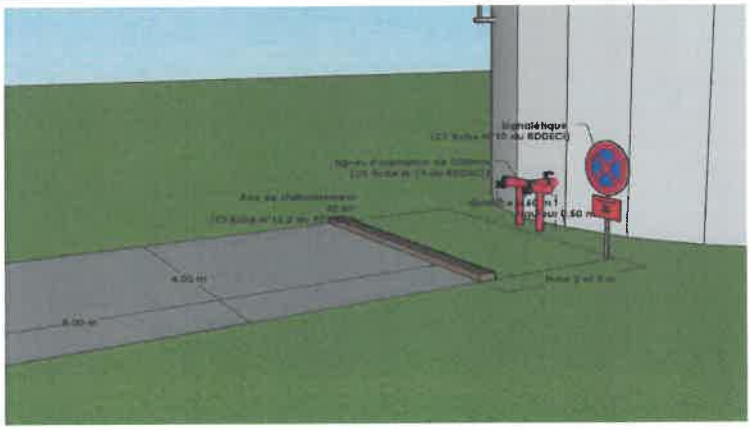
Caractéristiques

- Disposer d'une aire de mise en aspiration (cf. fiche n°12.2),
- Être doté d'un dispositif d'aspiration fixe (cf. fiche n°13),
- Apposer la signalisation réglementaire (cf. fiche n°10),
- Être doté d'un dispositif de purge en partie basse du collecteur d'alimentation.



Schémas de principe





Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE



Les Points d'Eau Incendie

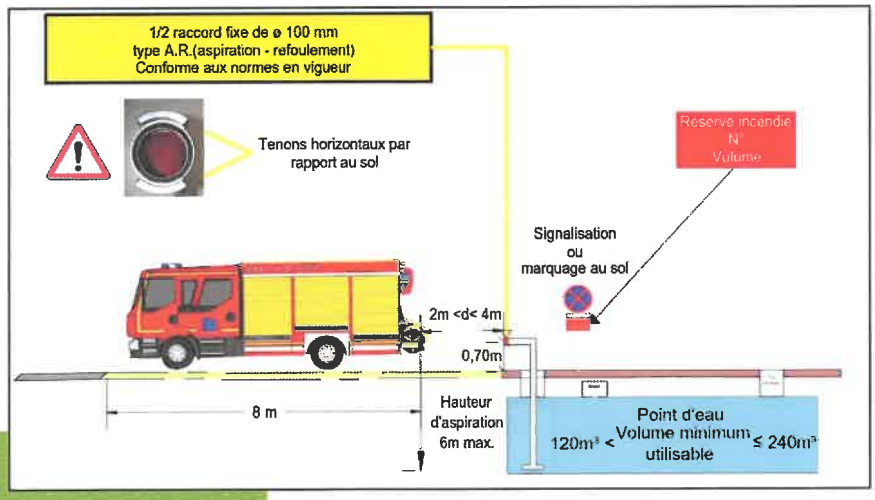
Les réserves incendie artificielles, enterrées

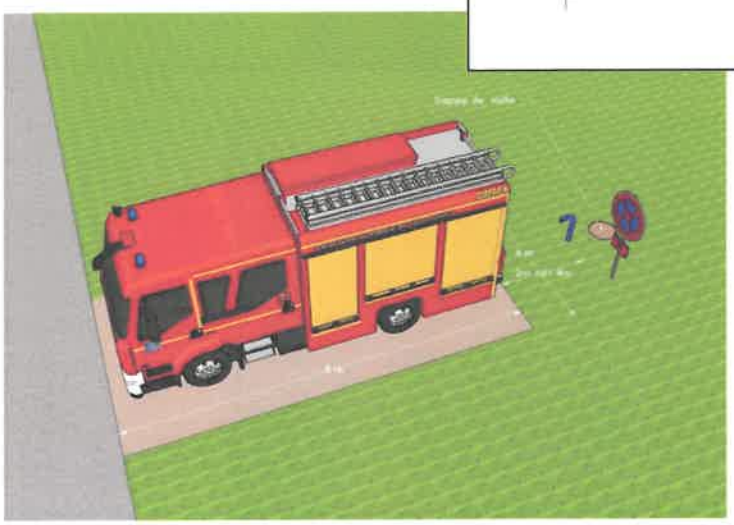
Caractéristiques

- Disposer d'une aire de mise en aspiration (cf. fiche n°12.2),
- Être doté d'un dispositif d'aspiration fixe (cf. fiche n°13),
- Apposer la signalisation réglementaire (cf. fiche n°10).



Schémas de principe





Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE



Les Points d'Eau Incendie
Cas particuliers, les canaux

Caractéristiques

- Disposer d'une aire de mise en aspiration (cf. fiche n°12.2),
- Apposer la signalisation réglementaire (cf. fiche n°10),
- Si la création d'aménagement s'avère impossible, l'utilisation du kit alimentation pourrait être envisagée en second PEI,
- Prendre en compte les périodes de chômage,
- En cas de refus du gestionnaire du canal ou Voies Navigables de France (VNF), il ne constituera pas un PEI.



Réglementation

Sollicitation des VNF et du Syndicat Mixte de Gestion du Canal d'Orléans

- **Syndicat Mixte de Gestion du Canal d'Orléans** : suite à la délibération n°111 du 07/09/2016, le pompage dans le canal d'Orléans est autorisé selon les conditions suivantes :
  - Autorise le pompage uniquement en cas d'incendie en sachant que le canal pourra être vidé pour cause de travaux ou d'évènements indépendants de leur volonté,
  - Autorise la création de plateforme de 32 m² avec accès direct du domaine public à la charge du pétitionnaire sous contrôle des services du Syndicat Mixte de Gestion du Canal d'Orléans,
  - Autorise la création de puisards déportés à condition que le puisard se situe en dehors du domaine du canal,
  - Refuse la création de voieries carrossables poids lourds sur le chemin de halage et de contre halage en dehors de la voierie déjà existante.

- **Voies Navigables de France (VNF)** : suite au courrier du 20 mai 2016, les canaux de Briare, du Loing et Latéral à la Loire pourraient constituer des PEI dans les secteurs concernés. À étudier au cas par cas.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE



Les Points d'Eau d'Incendie
Cas particuliers, les puits

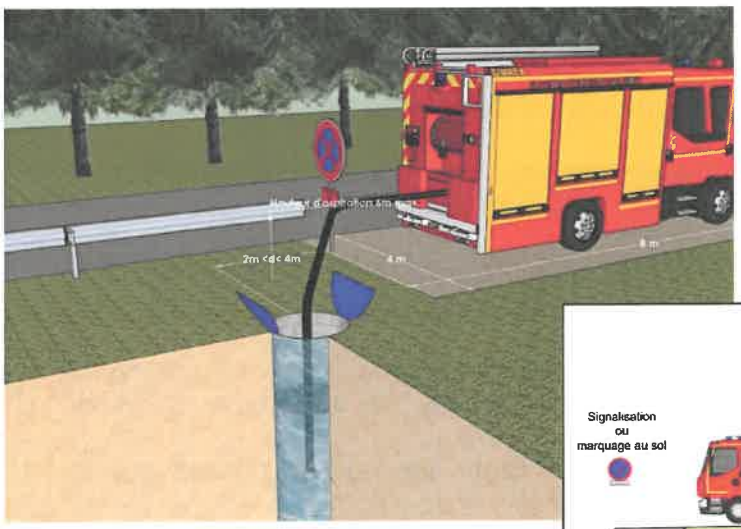
Caractéristiques

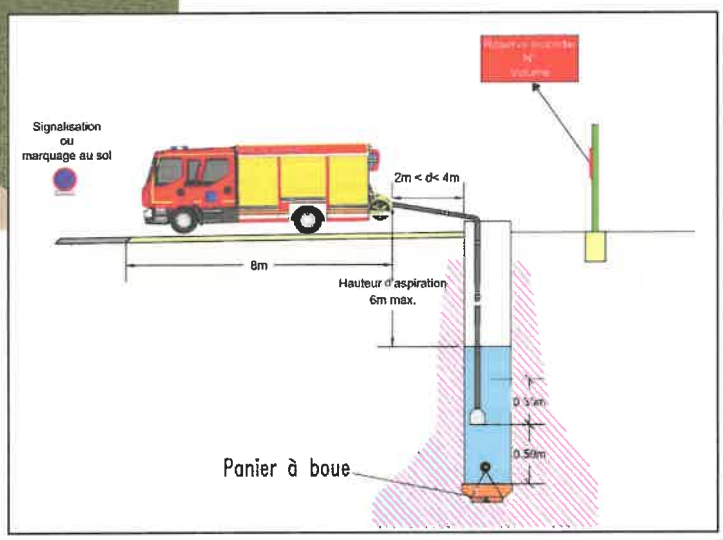
- Disposer d'une aire de mise en aspiration (cf. fiche n°12.2),
- Capacité nominale d'aspiration (hauteur d'aspiration) de 6 m maximum,
- Apposer la signalisation réglementaire (cf. fiche n°10),
- Possibilité d'être doté d'un dispositif d'aspiration fixe (cf. fiche n°13).





Schémas de principe





Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE



Les Points d'Eau Incendie
Cas particuliers, les forages

Objectifs

- Cas n°1 : pouvoir utiliser indirectement le forage pour réalimenter une nappe tampon où les engins d'incendie se mettent en aspiration,
- Cas n°2 : se raccorder directement sur le forage,
- Disposer d'une quantité d'eau suffisante sur la durée d'1 heure ou 2 heures,
- Respecter les caractéristiques des matériels incendie du SDIS,
- Disposer d'une aire de mise en aspiration pour la nappe tampon (cf. fiche n°12),
- Apposer la signalisation réglementaire (cf. fiche n°10).

Cas n°1 : Forage et nappe tampon

Nappe tampon conforme à une réserve incendie artificielle ou naturelle (cf. fiches n°19 à n°22)

Forage :

- Être capable de fournir un débit de xxx m³/h pendant 1 heure,
- Pouvoir être démarré 24/24h, 365 jours par an en moins d'1 heure,
- Les personnes habilitées au démarrage du forage devront obligatoirement pouvoir être disponibles en moins d'1 heure et joignables à tout moment par la mairie, la gendarmerie ou la police nationale,
- Être doté d'une pompe disposant d'une alimentation en énergie autonome et secourue assurant un fonctionnement pendant 1 heure,
- Être doté d'un réducteur de pression de 65 mm, si la pression du forage est > à 6 bars
- Être doté d'un demi-raccord de 65 mm équipé d'un bouchon obturateur permettant, au moyen de tuyaux souples ou d'une installation fixe, la réalimentation de la **nappe tampon,**
- Disposer d'un raccord de réduction 100 mm x 65 mm amovible.

Exemple de nappe tampon + **Forage**





Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les Points d'Eau Incendie
Cas particuliers, les forages

Cas n°2 : Forage seul

Forage :

- Être capable de fournir un débit de xxx m³/h pendant 1 heure ou 2 heures*,
- Être à démarrage automatique ou mis en œuvre sans délai 24/24h, 365 jours par an, sans outil par les sapeurs-pompiers,
- Être doté d'une pompe disposant d'une alimentation en énergie autonome et secourue assurant un fonctionnement pendant 1 heure ou 2 heures*,
- Être doté d'un dispositif de mise hors gel,
- Être doté d'un réducteur de pression de 65 mm, si la pression du forage est > à 6 bars,
- Être doté d'un demi-raccord de 65 mm équipé d'un bouchon obturateur permettant, au moyen de tuyaux souples ou d'une installation fixe, la réalimentation de la **nappe tampon,**
- Disposer d'un raccord de réduction 100 mm x 65 mm amovible,
- Être situé à 100 m maximum d'une voie engin et accessible par un passage carrossable libre de 1,80 m (passage d'un dévidoir).

**Au choix en fonction du risque à défendre*

Illustrations

Réducteur de pression en 65 mm



Forage avec demi-raccord 65 mm



Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les Points d'Eau Incendie
Cas particuliers, les réseaux d'irrigation agricoles



Objectifs

- Se raccorder directement sur le réseau d'irrigation agricole,
- Disposer d'une quantité d'eau suffisante sur la durée 1 heure ou 2 heures,
- Respecter les caractéristiques des matériels incendie du SDIS,
- Apposer la signalisation réglementaire (cf. fiche n°10).

Caractéristiques

- Être capable de fournir un débit de xxx m³/h pendant 1 heure ou 2 heures*,
- Être à démarrage automatique ou mis en œuvre sans délai 24/24h, 365 jours par an, sans outil par les sapeurs-pompiers,
- Être doté d'une pompe disposant d'une alimentation en énergie autonome et secourue assurant un fonctionnement pendant 1 heure ou 2 heures*,
- Être doté d'un dispositif de mise hors gel,
- Être doté d'un réducteur de pression de 65 mm, si la pression du forage est > à 6 bars,
- Être doté d'un demi-raccord de 65 mm équipé d'un bouchon obturateur permettant, au moyen de tuyaux souples ou d'une installation fixe, la réalimentation de la **nappe tampon,**
- Disposer d'un raccord de réduction 100 mm x 65 mm amovible,
- Être situé à 100 m maximum d'une voie engin et accessible par un passage carrossable libre de 1,80 m (passage d'un dévidoir).

**Au choix en fonction du risque à défendre*

Illustrations

Réducteur de pression en 65 mm



Forage avec demi-raccord de 65 mm



Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE



Les Points d'Eau d'Incendie
Cas particuliers, kit alimentation

Objectif

- Permettre d'utiliser certains PEI sans imposer d'aménagement particulier

PEI non équipé avec accessibilité limitée

PEI concerné (numérotés de 8001 à 9000 cf. fiche n°8)

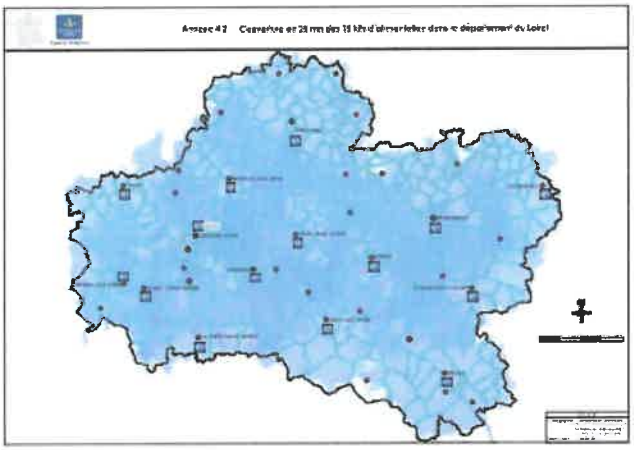
- **Uniquement en second PEI qui dérogera aux règles d'accessibilité (non aménagé, non accessible) mais situé à 100 mètres d'un accès venant en complément d'un 1er PEI accessible**
  Ce kit alimentation est projetable en 25 mn en tout point du département sous réserve de disponibilité des moyens humains et de transport, soit une mise en œuvre en moins d'1 heure
  - Canal, cours d'eau, mare, étang…
- Piscine (sous conditions cf. fiche n°29)
  Nécessite un espace non clos et ventilé (moteur thermique)

Utilisation type du kit alimentation











Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les Points d'Eau Incendie

Les autres ressources en eau, puisards d'aspiration et citerneaux existants

Objectifs

- Interdire toute nouvelle implantation,
- Remplacer les puisards existants par un hydrant ou une réserve incendie,
- Conserver uniquement les puisards d'aspiration conforme.



Les puisards d'aspiration, tels que décrits dans les textes antérieurs, ne doivent plus être installés. Le débit des canalisations d'alimentation permet souvent l'implantation d'un poteau d'incendie présentant de meilleures garanties d'utilisation ou à défaut une réserve de 30 m³ réalimentée ou non.

Les puisards installés, encore utilisables, peuvent être maintenus sous réserve :

- ✓ D'être vérifiés et entretenus par son propriétaire,
- ✓ Volume ≥ 2 m³,
- ✓ Profondeur d'aspiration ≥ 80 cm,
- ✓ Réalimentation par un débit un débit minimum de 30 m³/h, (en lien avec le débit d'aspiration de l'engin),
- ✓ Vanne de remplissage avec un carré ou un volant de manœuvre fonctionnelle et accessible avec un outil à disposition des engins incendie (clé barrage ou de poteau),
- ✓ Hauteur entre le point d'aspiration et le niveau d'eau le plus bas ≤ 6 m,
- ✓ Accessibles aux engins en tout temps et en toutes circonstances,
- ✓ Signalisation du puisard et de la vanne,
- ✓ Tampon circulaire de fermeture Ø 80 cm.

Schéma de principe

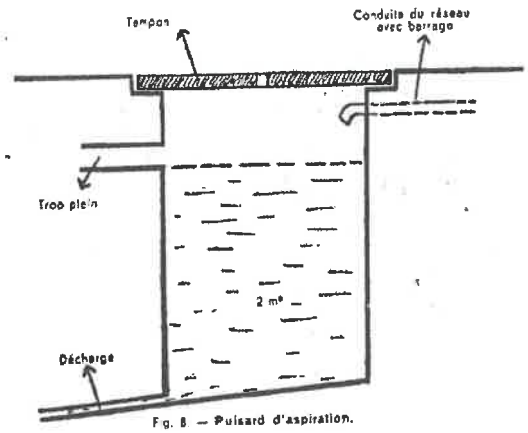


Fig. 8. — Puisard d'aspiration.



Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE



Les Points d'Eau Incendie

Les autres ressources en eau, piscines



Les piscines ne sont pas considérées comme des PEI.

En effet, cette ressource n'est pas garantie, en raison des obligations :

- De sécurité,
- D'hygiène,
- D'entretien (nettoyage, vidange),
- Techniques (liner…),
- **De non pérennité de la ressource dans le temps (quantité, vidange) et de l'accessibilité aux engins de secours (véranda, voirie…),**
- **De non pérennité de leur situation juridique.**

À titre dérogatoire

Une piscine, après avis du SDIS, pourrait être prise en compte :

1. **En autoprotection** des bâtiments de la propriété lorsque celle-ci est directement concernée par l'incendie et ce en l'absence de toute autre PEI. La piscine devra être accessible aux engins d'incendie ou équipée d'un puisard déporté.

2. **En second point d'eau non aménagé et conforme au « Kit Alimentation » en complément de la DECI (cf. fiche n°27),**

Dans ces deux cas, la piscine devra disposer en tout temps :

- D'un volume utilisable de 30 ou 60 ou 120 m³ en fonction du risque à défendre,
- De conception technique compatible avec une mise en aspiration,
- De signalisation conforme.

3. **Par le COS, en opération de secours.**

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Le risque courant faible, ordinaire et important
Les habitations

Définition et grille de dimensionnement des besoins en eaux

Cas N°	Définition des risques	Type de risque (critères de SDP/emprise au sol et isolement) [1] Habitation individuelle située en lieu isolé (mitage, hameau) et distinct du bourg ou du village (1ère famille - ≤ R+1)	Type de risque (critères de SDP/emprise au sol et isolement) [1] Habitation individuelle située en bourg, village, unité urbaine où tout lotissement (1ère, 2ème famille - < R+3)	Type de risque Habitation collective (2ème, 3ème famille)	Type de risque Habitation collective (4ème famille)	Quantité d'eau de référence [2] [3] [4] (extinction et protection) minimale en débit m³/h sous 1 bar ou volume utilisable en m³	Distance entre un risque et une ressource en eau par les voies carrossables en mètres
1	Risque courant faible	**SDP ≤ 250 m² et isolement ≥ 4 m ou par une paroi Coupe-Feu 1h (EI 60) à structure indépendante** minimum de tout risque ou bâtiment				30 m³/h pendant 1h ou 30 m³	**400 m** maximum
2			**SDP ≤ 250 m² et isolement ≥ 4 m ou par une paroi Coupe-Feu 1h (EI 60) à structure indépendante** minimum de tout risque ou bâtiment			30 m³/h pendant 1h ou 30 m³	**200 m** maximum
3	Risque courant ordinaire	**SDP ≤ 250 m² et distance < 4 m ou par une paroi Coupe-Feu 1h (EI 60) à structure non indépendante** minimum de tout risque ou bâtiment				60 m³/h pendant 1h ou 60 m³	**200 m ou 200 m** pour le 1er PEI (50 % besoins soit 30 m³/h ou 30 m³ minimum) et jusqu'à **400 m** maximum pour le 2ème PEI (besoins restants) [3]
4		**250 < SDP ≤ 500 m² et isolement ≥ 4 m ou par une paroi Coupe-Feu 1h (EI 60) à structure indépendante** minimum de tout risque ou bâtiment					
5	Risque courant important	**250 < SDP ≤ 500 m² et distance < 4 m ou par une paroi Coupe-Feu 1h (EI 60) à structure non indépendante** minimum de tout risque ou bâtiment				60 m³/h pendant 2h ou 120 m³	**200 m ou 200 m** pour le 1er PEI (50 % besoins soit 30 m³/h ou 60 m³ minimum) et jusqu'à **400 m** maximum pour le 2ème PEI (besoins restants) [3]
6		**500 < SDP ≤ 750 m² et isolement ≥ 4 m ou par une paroi Coupe-Feu 1h (EI 60) à structure indépendante** minimum de tout risque ou bâtiment					
5				**Hauteur ≤ R+3**			
6				**R+3 < Hauteur ≤ R+7**		60 m³/h pendant 2h ou 120 m³	**200 m** maximum
7				**Hauteur > R+7 plancher bas du logement le plus haut ≤ 28 m au-dessus du sol**		60 m³/h pendant 2h ou 120 m³ (1 hydrant de 60 m3/h minimum par colonne sèche)	**60 m maximum du 1/2 raccord d'alimentation de la colonne sèche**
8		**500 < SDP ≤ 750 m² et distance < 4 m ou par une paroi Coupe-Feu 1h (EI 60) à structure non indépendante** minimum de tout risque ou bâtiment				90 m³/h pendant 2h ou 180 m³	**200 m ou 200 m** pour le 1er PEI (soit 60 m³/h ou 90 m³ minimum) et jusqu'à **400 m** maximum pour le 2ème PEI (besoins restants) [3]
9					**28m <Hauteur ≤ 50 m**	120 m³/h pendant 2h ou 240 m³ (1 hydrant de 60 m3/h minimum par colonne sèche)	**60 m maximum du 1/2 raccord d'alimentation de la colonne sèche et jusqu'à 200 m** maximum pour le 2ème PEI (besoins restants) [3]
10		**SDP > 750 m²**				120 m³/h pendant 2h ou 240 m³	**200 m ou 200 m** pour le 1er PEI (50 % besoins soit 60 m³/h ou 120 m³ minimum) et jusqu'à **400 m** maximum pour le 2ème PEI (besoins restants) [3]
10 bis			Habitation individuelle ou collective dans (critère individuel ou cumulatif) : quartier historique, quartier saturé d'habitation, difficultés d'accès (rue étroites, bornes…), immeubles anciens à dominante bois, présence d'activités artisanales, industrielles, commerciales (risques de propagation forts)				**1er PEI à 150 m** et le complément si besoin à 200 m
	Exceptions (Non cumulative, une seule est acceptée)	Bâtis hors habitation (abris de jardin, garage …) **SDP ou emprise au sol ≤ 40 m² et distance ≥ 8 m** de tout risque ou bâtiment				Néant	Néant
		Extension d'une habitation existante (garage, dépendance, véranda…) **SDP ou emprise au sol ≤ 20 m²**				Néant	Néant
		Installation de panneaux photovoltaïques sur un bâtiment existant d'une surface **≤ 20 m²**				Néant	Néant

1 La **Surface De Plancher** (SDP *voir page 43*), emprise au sol : projection verticale du volume de votre construction, tous débords et surplombs inclus.

2 La quantité d'eau de référence peut être réduite s'il existe un système de réalimentation automatique et secouru en tenant compte de ses caractéristiques (avec un volume minimum de 30 m³)

3 L'échelonnement des besoins en eau reste une possibilité de mutualisation : si le 1er PEI ne fournit pas à lui seul la quantité d'eau de référence (débit ou volume). Attention : si les PEI sont alimentés ou réalimentés par un même réseau, un essai ou modélisation de débit simultané est exigé

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Le risque courant faible, ordinaire et important
Les habitations

Informations complémentaires

La Surface de Plancher (SDP) : est égale à la somme des surfaces de planchers de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades après déduction des surfaces suivantes : (R111-22 du Code de l'urbanisme)

1. Des surfaces correspondant à l'épaisseur des murs entourant les embrasures des portes et fenêtres donnant sur l'extérieur ;
2. Des vides et des trémies afférentes aux escaliers et ascenseurs ;
3. Des surfaces de plancher d'une hauteur sous plafond inférieure ou égale à 1,80 mètre ;
4. Des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules motorisés ou non, y compris les rampes d'accès et les aires de manœuvres ;
5. Des surfaces de plancher des combles non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial ;
6. Des surfaces de plancher des locaux techniques nécessaires au fonctionnement d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle au sens de l'article L. 231-1 du code de la construction et de l'habitation, y compris les locaux de stockage des déchets ;
7. Des surfaces de plancher des caves ou des celliers, annexes à des logements, dès lors que ces locaux sont desservis uniquement par une partie commune ;
8. D'une surface égale à 10 % des surfaces de plancher affectées à l'habitation telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des alinéas précédents, dès lors que les logements sont desservis par des parties communes intérieures.

Unité urbaine : La notion d'unité urbaine repose sur la continuité du bâti et le nombre d'habitants. On appelle unité urbaine une commune ou un ensemble de communes présentant une zone de bâti continu (pas de coupure de plus de 200 mètres entre deux constructions) qui compte au moins 2 000 habitants *(définition INSEE)*.

Lotissement : constitue un lotissement la division en propriété ou en jouissance d'une unité foncière ou de plusieurs unités foncières contiguës ayant pour objet de créer un ou plusieurs lots destinés à être bâtis (*article L442-1 du code de l'urbanisme*).

Hameau : petit groupe d'habitations (une dizaine ou une quinzaine de constructions au maximum) pouvant comprendre également d'autres constructions tels que des bâtiments d'exploitation agricole en zone de montagne ou de littoral isolés ou distincts du bourg ou du village. (Pas nécessaire qu'il comprenne un commerce, un café ou un service public). Ce qui caractérise le hameau c'est une taille relativement modeste et le regroupement des constructions (*QE n°26482 de M. Jean-Louis Masson, publiée dans JO Sénat 01/03/2007*).

Mitage : Il peut se définir comme des bâtiments isolés implantés de façon anarchique (ex : situés dans un espace rural) *(réponse ministérielle à question écrite n°83002 JOAN Q 25 avril 2006, p4544)*

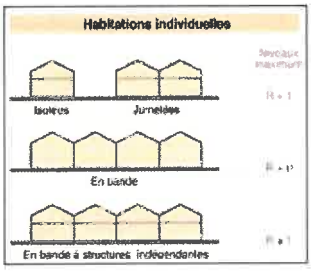
Villages : ils sont plus importants que les hameaux et comprennent ou ont compris des équipements ou lieux collectifs administratifs, cultuels ou commerciaux, même si dans certains cas, ces équipements ne sont plus en service, compte tenu de l'évolution des modes de vie (*QE n°26482 de M. Jean-Louis Masson, publiée dans JO Sénat 01/03/2007*).

Bourg : Le bourg est habituellement doté d'équipements ou de lieux collectifs. Cette réponse ministérielle ne présente que des caractéristiques « similaire aux villages ». (QE n°07848 publiée dans le JO Sénat 13/03/2009).

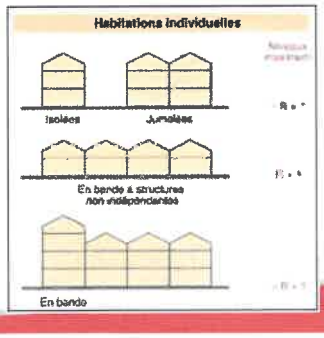
Habitation individuelle classée selon l'arrêté du 31 janvier 1986 modifié :

- **1ère famille** :
  - ✓ Des habitations individuelles isolées ou jumelées à 1 étage sur rez-de-chaussée au plus,
  - ✓ Des habitations individuelles à rez-de-chaussée groupées en bande.

Toutefois, sont également classées en première famille les habitations individuelles à un étage sur rez-de-chaussée, groupées en bande, lorsque les structures de chaque habitation, concourant à la stabilité du bâtiment, sont indépendantes de celles de l'habitation contiguë.



- **2ème famille :**
  - ✓ Des habitations individuelles isolées ou jumelées de plus d'1 étage sur rez-de-chaussée,
  - ✓ Des habitations individuelles à un étage sur rez-de-chaussée seulement, groupées en bande, lorsque les structures de chaque habitation, concourant à la stabilité du bâtiment, ne sont pas indépendantes des structures de l'habitation contiguë,
  - ✓ Des habitations individuelles de plus d'un étage sur rez-de-chaussée groupées en bande.



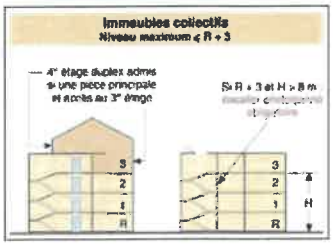
Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Le risque courant faible, ordinaire et important

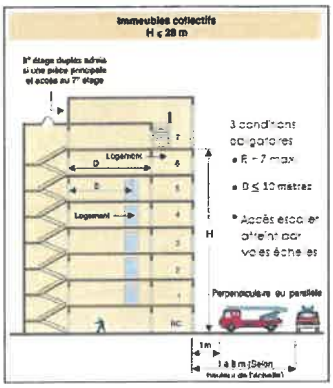
Les habitations

Habitation collective classée selon l'arrêté du 31 janvier 1986 modifié :

- **2ème famille collective** :
  - ✓ Habitations collectives comportant au plus 3 étages sur rez-de-chaussée.



- **3ème famille A** :
  - ✓ Comporter au plus 7 étages sur rez-de-chaussée.
  - ✓ Comporter des circulations horizontales de manière à ce que la distance, entre la porte palière de logement la plus éloignée et l'accès de l'escalier, soit au plus égale à 10 m.
  - ✓ Être implantées de telle sorte qu'au rez-de-chaussée les accès aux escaliers soient atteints par la voie.



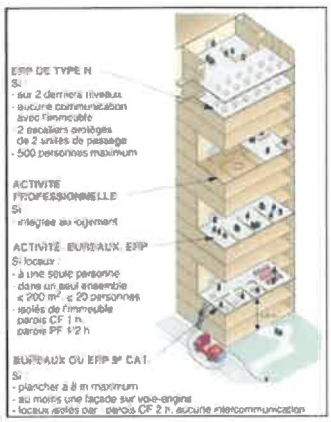
- **3ème famille B** :
  - ✓ Elle comprend les habitations ne satisfaisant pas les prescriptions de la 3ème famille A.
  - ✓ Ces habitations doivent être implantées de telle sorte que les accès aux escaliers soient situés à moins de 50 m d'une voie ouverte à la circulation.



- **4ème famille** :

Cette famille comprend les habitations dont le plancher bas, du logement le plus haut, est situé à plus de 28 m et à 50 m au plus au-dessus du niveau du sol utilement accessible, aux engins de secours et de lutte contre l'incendie.

  - ✓ Si l'immeuble dépasse les 50 m, il est rangé dans la catégorie des Immeubles de Grande Hauteur.
  - ✓ Comme pour la 3ème famille B, ces habitations doivent être implantées de telle sorte que les accès aux escaliers soient situés à moins de 50 m d'une voie ouverte à la circulation.
  - ✓ Lorsque l'immeuble de la 4ème famille doit contenir des locaux à usage autre que d'habitation, cet immeuble doit être rangé dans la catégorie des Immeubles de Grande Hauteur. Toutefois, l'immeuble demeure en 4ème famille lorsque les locaux contenus répondent à l'une des conditions définies par le dessin qui suit.



Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

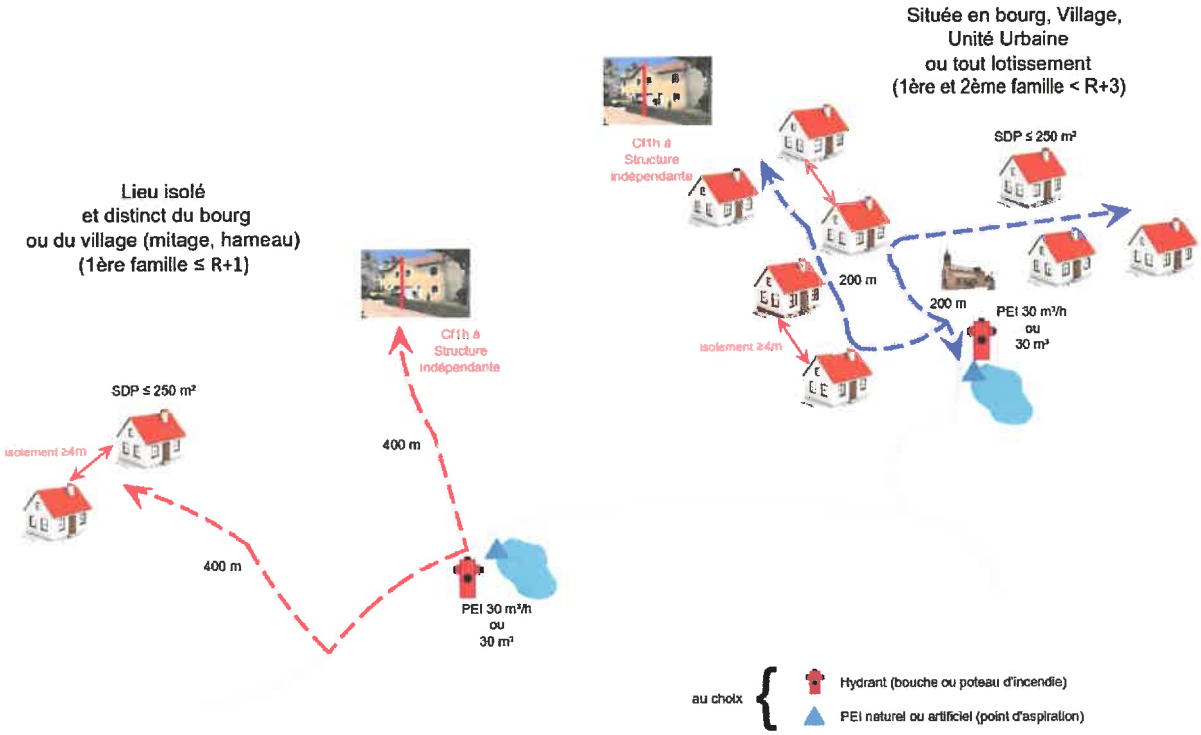
Le risque courant faible, ordinaire et important

Les habitations

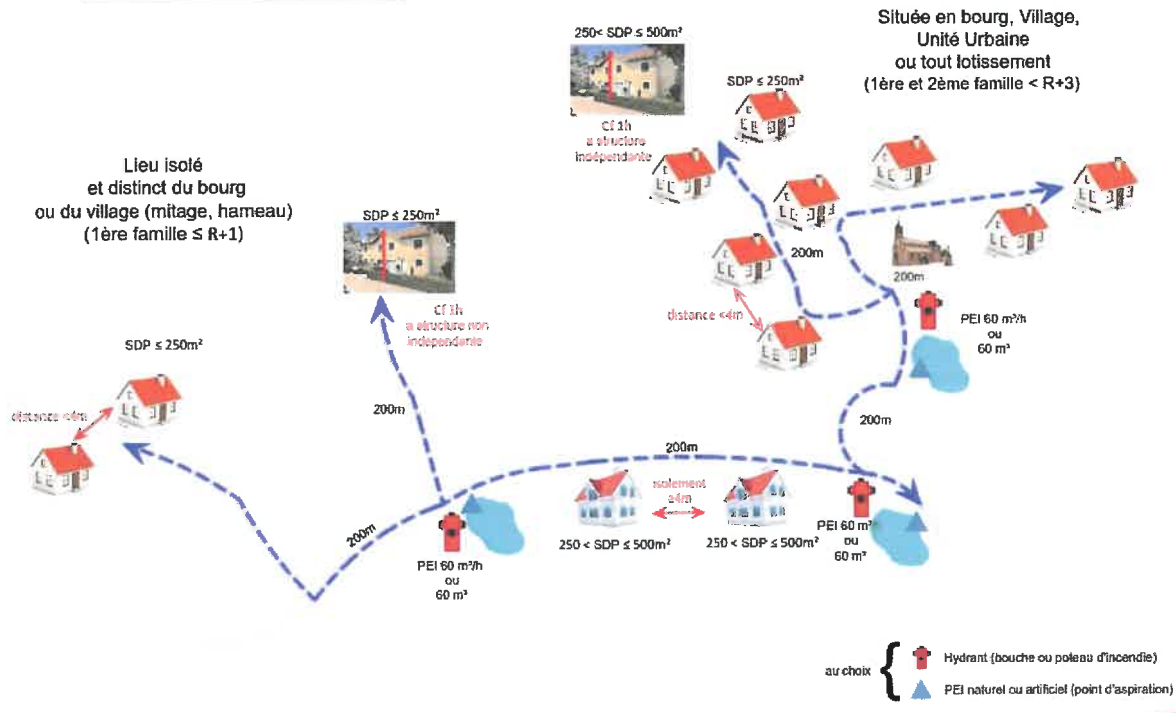
Schémas de principe

Nb : l'échelonnement des besoins lorsqu'il est prévu, permet des distances de 200 à 400 mètres

- **Risque courant faible**



- **Risque courant ordinaire**

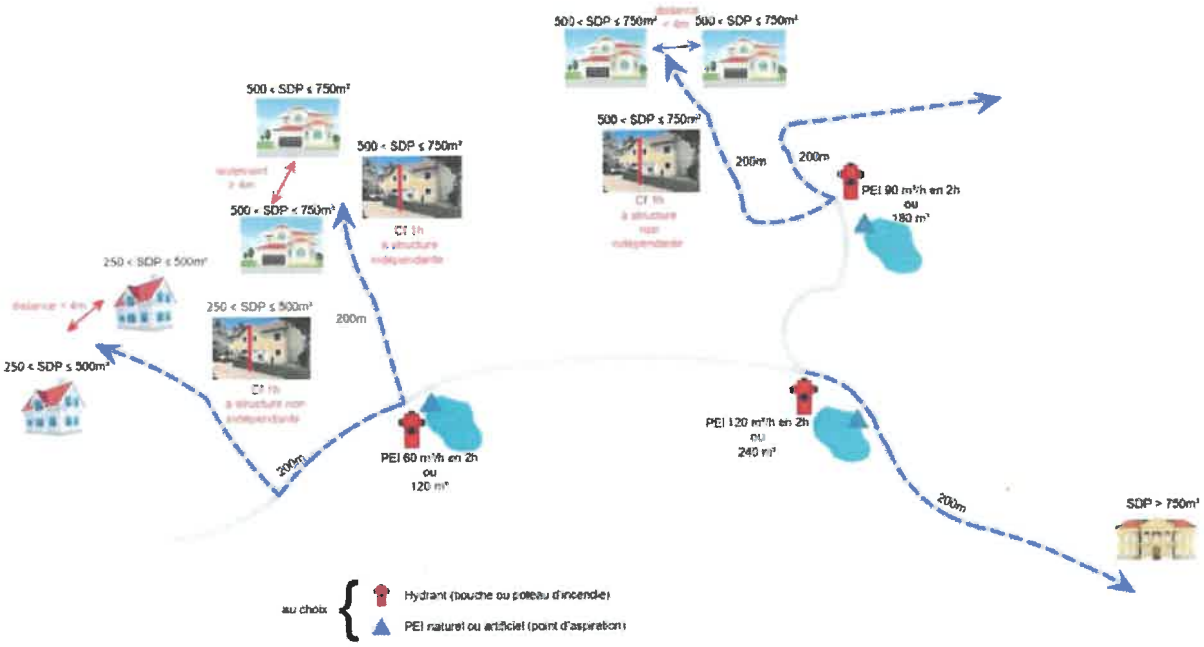


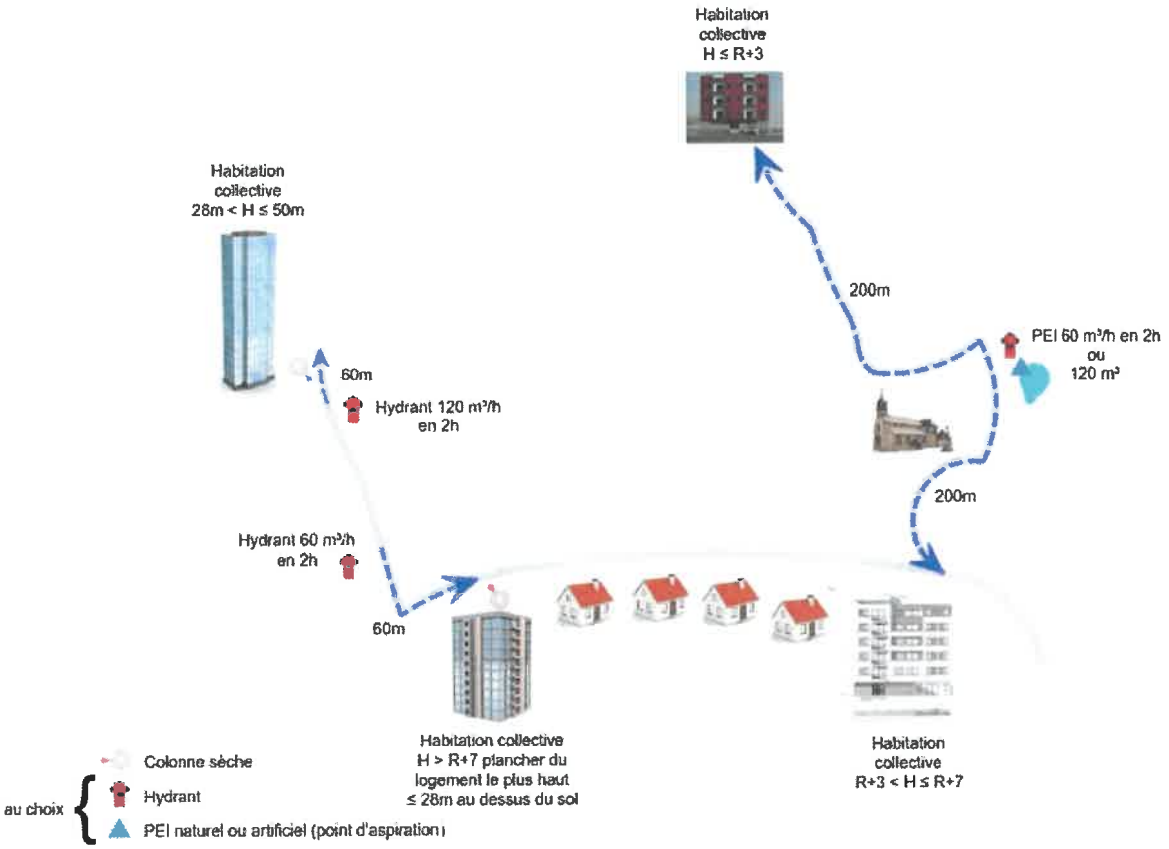
Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Le risque courant faible, ordinaire et important

Les habitations

- **Risque courant important**





Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Le risque courant faible
Les habitations légères de loisirs ou résidences mobiles de loisirs

Définitions

- *« Sont regardées comme des **Habitations Légères de Loisirs (HLL)** les constructions démontables ou transportables, destinées à une occupation temporaire ou saisonnière à usage de loisirs » (article R111-37 du code de l'urbanisme).*
- *« Sont regardés comme des **Résidences Mobiles de Loisirs (RML)** les véhicules terrestres habitables qui sont destinés à une occupation temporaire ou saisonnière à usage de loisirs, qui conservent des moyens de mobilité leur permettant d'être déplacés par traction mais que le code de la route interdit de faire circuler » (article R111-41 du code de l'urbanisme).*

Domaine d'application

- Installations de mobil home, de chalet, de yourte....
- Camping avec présence de mobil home, de chalet, de yourte, de camping-car, de caravane...

Grille de dimensionnement minimum des besoins en eau

Cas N°	Type	Quantité d'eau de référence minimale en débit m³/h sous 1 bar ou volume utilisable en m³	Distance maximum entre l'emplacement et une ressource en eau par les voies carrossables en mètres
1	**S ≤ 20 m² et isolement ≥ 4 mètres entre chaque implantation y compris aménagement fixe (auvent, terrasse) à l'exclusion des haies, des toiles de tentes et autres véhicules (hors camping-car).**	Néant	Néant
2	**S > 20 m² ou distance < 4 mètres**	30 m³/h pendant 1h ou 30 m³	400 m

Nb : Pour les besoins en eau des autres bâtiments, il convient de se référer à la fiche correspondante aux risques (cf. fiche/ activités).

S : Surface close et couverte.

Prévoir la répartition d'extincteurs appropriés aux risques 

Schéma de principe



Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les risques particuliers
Les ZAC, ZA, ZI et ZC

Définitions

- Les **Zones d'Aménagement Concerté (ZAC)** *« Zones à l'intérieur desquelles une collectivité publique ou un établissement public y ayant vocation décide d'intervenir pour réaliser ou faire réaliser l'aménagement et l'équipement des terrains, notamment de ceux que cette collectivité ou cet établissement a acquis ou acquerra en vue de les céder ou de les concéder ultérieurement à des utilisateurs publics ou privés »* (article L311-1 du code de l'urbanisme).
- Zones d'activités (ZA), Zones industrielles (ZI) et Zones commerciales (ZC).

Grille de dimensionnement minimum des besoins en eau

Cas N°	Quantité d'eau de référence minimale en débit m³/h sous 1 bar ou volume en m³	Distance maximum entre PEI par les voies carrossables en mètres	Observations
1	60 m³/h pendant 2h ou 120 m³	**400 m**	**ZAC, ZC et ZA (projet estimé** avec une emprise au sol et une surface de plancher ≤ à 600 m²)
2	120 m³/h pendant 2h ou 240 m³	**400 m**	**ZC & ZA** uniquement hydrants de 150 mm alimentés par une canalisation minimum de 150 mm (**projets non connus** ou estimés avec une emprise au sol ou une surface de plancher > 600 m²)
3	120 m³/h pendant 2h ou 240 m³	**200 m**	**ZI** uniquement hydrants de 150 mm alimentés par une canalisation minimum de 150 mm

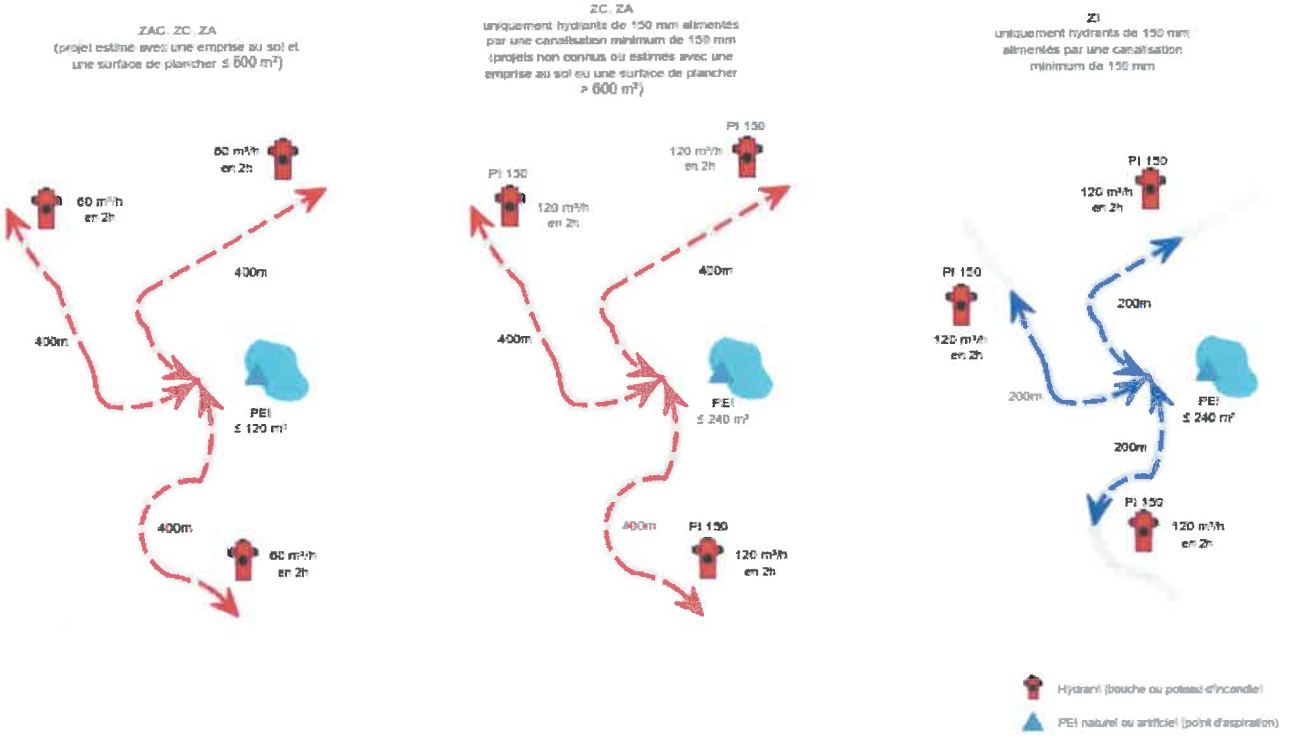
1

Nb : Les besoins en eau complémentaires seront adaptés et prescrits lors de l'examen individuel de chaque projet (cf. grilles/activités).

1 Si le réseau ne fournit pas 120 m³/h, les PI de 150 mm pourront être remplacés par des PI de 100 mm et devront être complétés par d'autres PEI.

Implantation d'hydrants requise. Les autres PEI ne peuvent être que complémentaires si les besoins en eau sont < à la quantité d'eau de référence.

Schémas de principe



Règlement Départem DECI

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les risques particuliers

Les établissements code du travail, divers et parcs de stationnement (non ERP)

Domaine d'application

- Les **établissements soumis au Code du Travail, les établissements divers,**
- Les **parcs de stationnement couverts en infrastructure et superstructure** (non ERP).

Grille de dimensionnement minimum des besoins en eau

Cas N°	CAS GÉNÉRAL Plus grande surface (S) non recoupée par un mur coupe-feu 1 h (EI 60) minimum ou isolement ≥ 4m de tout risque ou bâtiment [1].	BÂTIMENT À USAGE EXCLUSIF DE BUREAUX ET/OU ZONE DE STOCKAGE incombustible, non inflammable ou difficilement inflammable (métal, verre, pierre…), Plus grande surface (S) non recoupée par un mur coupe-feu 1h (EI 60) minimum ou isolement ≥ 4m de tout risque ou bâtiment [1].	Quantité d'eau de référence [2,4 et 6] (extinction et protection) minimale en débit m³/h sous 1 bar ou volume en m³	Distance maximum entre un risque et une ressource en eau par les voies carrossables en mètres [3].
1	S ≤ 40 m²		Néant	Néant
2	40 < S ≤ 300 m²	40 < S ≤ 500 m²	30 m³/h pendant 2h ou 60 m³	**200 m ou 200 m** pour le 1er PEI (50% besoins soit 30 m³/h ou 30 m³ minimum) et jusqu'à **400 m maximum** pour le 2ème PEI (besoins restants)
3	300 < S ≤ 600 m²	500 < S ≤ 1000 m²	60 m³/h pendant 2h ou 120 m³	**200 m ou 200 m** pour le 1er PEI (50% besoins soit 30 m³/h ou 60 m³ minimum) et jusqu'à **400 m maximum** pour le 2ème PEI (besoins restants)
4	600 < S ≤ 900 m²	1000 < S ≤ 1500 m²	90 m³/h pendant 2h ou 180 m³	**200 m ou 200 m** pour le 1er PEI (soit 60 m³/h ou 90 m³ minimum) et jusqu'à **400 m maximum** pour le 2ème PEI (besoins restants)
5	900 < S ≤ 1200 m²	1500 < S ≤ 2000 m²	120 m³/h pendant 2h ou 240 m³	**200 m ou 200 m** pour le 1er PEI (50 % besoins soit 60 m³/h ou 120 m³ minimum) et jusqu'à **400 m maximum** pour le 2ème PEI (besoins restants)
6	1200 < S ≤ 1500 m²	2000 < S ≤ 2500 m²	150 m³/h pendant 2h ou 300 m³	**150 m ou 150 m** pour le 1er PEI (soit 90 m³/h ou 150 m³ minimum) et jusqu'à **400 m maximum** pour le 2ème PEI (besoins restants)
7	1500 < S ≤ 1800 m²	2500 < S ≤ 3000 m²	180 m³/h pendant 2h ou 360 m³	**150 m ou 150 m** pour le 1er PEI (50 % besoin soit 90 m³/h ou 180 m³ minimum), **400 m** pour le 2ème PEI (besoins complémentaires - 30 m³/h ou 60 m³ minimum) et si nécessaire jusqu'à **1000 m maximum** pour le 3ème PEI (besoins restants) [5]
8	1800 < S ≤ 2100 m²	3000 < S ≤ 3500 m²	210 m³/h pendant 2h ou 420 m³	**150 m ou 150 m pour** le 1er PEI (120 m³/h ou 210 m³ minimum), **400 m** pour le 2ème PEI (besoins complémentaires - 30 m³/h ou 60 m³ minimum) et si nécessaire jusqu'à **1000 m maximum** pour le 3ème PEI (besoins restants) [5]
9	2100 < S ≤ 2400 m²	3500 < S ≤ 4000 m²	240 m³/h pendant 2h ou 480 m³	**150 m ou 150 m** pour le 1er PEI (50 % besoins 120 m³/h ou 240 m³ minimum), **400 m** pour le 2ème PEI (besoins complémentaires - 30 m³/h ou 60 m³ minimum) et si nécessaire jusqu'à **1000 m maximum** pour le 3ème PEI (besoins restants) [5]
10	**S > 2400 m²**	**S > 4000 m²**	Analyse particulière du risque par le SDIS dans la limite maximale de 720 m³/h	
Exceptions	Construction de (ICPE non incluse & hors bâtiments) : - Éolienne (s) - parc Éolien - Station épuration - Carrière		Néant	Néant
Si présence de colonne(s) sèche(s) / colonne(s) en charge : distance maximum entre leur raccord d'alimentation / Réalimentation et un hydrant (PI ou BI) par les voies carrossables			 **Quantité d'eau de référence identique mais le ou les hydrants permettant l'alimentation du 1/2 raccord doivent être à 60 m maximum** Avec un débit individuel de 60 m³/h minimum	
Si présence de système d'extinction automatique à eau généralisé 			**Quantité d'eau de référence divisée par 2** s'il existe une source d'eau principale de type réservoir et que celle-ci est munie de 1 à 4 piquages(s) de 100 mm en secours utilisable(s) par le SDIS, avec accord de l'exploitant. si défaillance complète du système. **Quantité d'eau de référence divisée par 1,5** si alimentation directe par réseau ou s'il existe une source d'eau principale de type réservoir et que celle-ci n'est pas munie de piquage(s) de 100 mm en secours utilisable(s) par le SDIS	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les risques particuliers

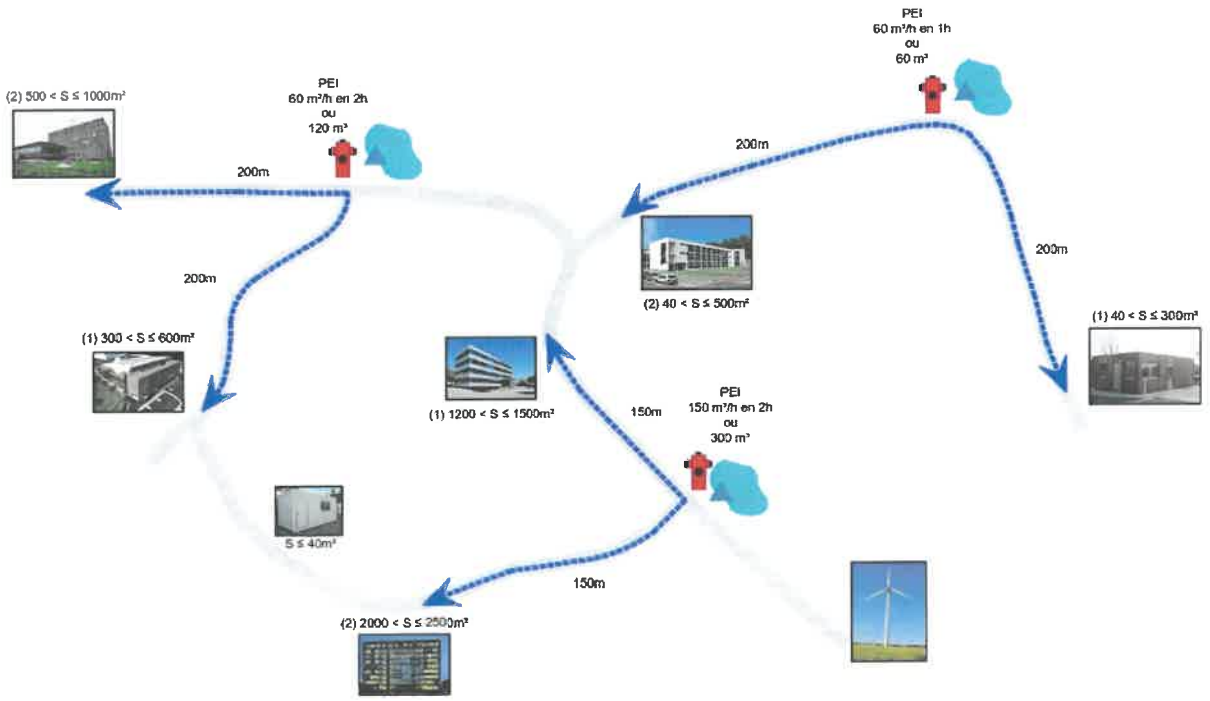
Les établissements code du travail, divers et parcs de stationnement (non ERP)

Légende

1 Si les conditions d'isolement ne sont pas respectées, alors les surfaces doivent être cumulées et se référer, pour le dimensionnement, au n° cas concerné,
2 La quantité d'eau de référence peut être réduite s'il existe un système de réalimentation automatique et secouru en tenant compte de ses caractéristiques (avec un volume minimum de 30 m³),
3 L'échelonnement des besoins en eau reste une possibilité de mutualisation si le 1er PEI ne fournit pas à lui seul la quantité d'eau de référence (débit ou volume),
Attention : si les PEI sont alimentés ou réalimentés par un même réseau, un essai ou modélisation de débit simultané sera exigé.
4 À partir d'un débit de 120 m³/h seul des hydrants de 150 mm devront être implantés,
5 Doit faire l'objet d'un recensement par le SDIS,
6 À partir d'un débit de 360 m³/h, si le réseau n'est pas suffisant, alors les PI de 150 mm devront être alimentés par un réseau privatif doté d'une pomperie alimentée par une réserve incendie.

Schéma de principe

Nb : l'échelonnement des besoins lorsqu'il est prévu ci-dessus, permet de porter les distances à 150, 200, 400 et 1000 m



(1) Cas général bâtiment dont la plus grande surface non recoupée par un mur CF1h minimum et isolement ≥ 4m de tout risque ou bâtiment.

(2) Bâtiment à usage exclusif de bureaux et/ou zone de stockage est incombustible, non inflammable ou difficilement inflammable (métal, verre, pierre...) et dont la plus grande surface non recoupée par un mur CF1h minimum et isolement ≥ 4m de tout risque ou bâtiment.

au choix { Hydrant (bouche ou poteau d'incendie)
PEI naturel ou artificiel (point d'aspiration)

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les risques particuliers

Les ERP

Définition *(art R123-2 du Code de la Construction et de l'Habitation)*

- Constituent des ERP : « tous bâtiments, locaux et enceintes dans lesquels des personnes sont admises, soit librement, soit moyennant une rétribution ou une participation quelconque, ou dans lesquels sont tenues des réunions ouvertes à tout venant ou sur invitation, payantes ou non. »

Classement (art GN1) selon la nature de leur exploitation

J	Structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées
L	Salles d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles ou à usages multiples
M	Magasins de vente, centres commerciaux
N	Restaurants et débits de boissons
O	Hôtels et pensions de famille
P	Salles de danse et salles de jeux
R	Établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances, centres de loisirs sans hébergement
S	Bibliothèques, centres de documentation
T	Salles d'expositions
U	Établissements sanitaires
V	Établissements de culte
W	Administration, banques, bureaux
X	Établissements sportifs couverts
Y	Musées
PA	Établissements de plein air
CTS	Chapiteaux, tentes et structures
SG	Structures gonflables
PS	Parcs de stationnement couverts
GA	Gares
EF	Établissements flottants (6)

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les risques particuliers

Les ERP

Grille de dimensionnement minimum des besoins en eau

Critères / Cas n°	Plus grande surface (S) non recoupée par un mur coupe-feu 1h (EI 60) minimum & isolement par rapport aux tiers conforme à la règlementation [1]	Quantité d'eau de référence [2] [4] et [6] (extinction et protection) minimale en débit m³/h sous 1 bar ou volume utilisable en m³			Distance maximum entre un risque et une ressource en eau par les voies carrossables en mètres [3]
		Cas particuliers ERP	5ème catégorie sans locaux à sommeil	1ère, 2ème, 3ème, 4ème et 5ème catégorie avec locaux à sommeil	
1	S < 200 m²		30 m³/h pendant 1h ou 30 m³	60 m³/h pendant 1h ou 60 m³	**200 m**
2	200 m² ≤ S ≤ 300 m²	CTS 2ème catégorie	60 m³/h pendant 1h ou 60 m³		**200 m**
3		Ets flottants	60 m³/h pendant 2h ou 120 m³		**200 m**
3 bis		Ets pénitentiaire			**< 25 m porte d'entrée principale**
3 Ter		Type X, R *sans locaux à sommeil*, S ≤ 1000 m²			**200 m ou 200 m** pour le 1er PEI (50% besoins soit 30 m³/h ou 60 m³ minimum) et jusqu'à **400 m maximum** pour le 2ème PEI (besoins restants)
3 Quater	300 m² < S ≤ 600 m²				
4	600 m² < S ≤ 900 m²		90 m³/h pendant 2h ou 180 m³		**200 m ou 200 m** pour le 1er PEI (soit 60 m³/h ou 90 m³ minimum) et jusqu'à **400 m maximum** pour le 2ème PEI (besoins restants)
4 bis		Type X, R *sans locaux à sommeil* 1000 m² < S ≤ 1500 m²			**200 m ou 200 m** pour le 1er PEI (soit 60 m³/h ou 90 m³ minimum) et jusqu'à **400 m maximum** pour le 2ème PEI (besoins restants)
5	900 m² < S ≤ 1200 m²		120 m³/h pendant 2h ou 240 m³		**200 m ou 200 m** pour le 1er PEI (50 % besoins soit 60 m³/h ou 120 m³ minimum) et jusqu'à **400 m maximum** pour le 2ème PEI (besoins restants)
6	1200 m² < S ≤ 1500 m²		150 m³/h pendant 2h ou 300 m³		**150 m ou 150 m** pour le 1er PEI (soit 90 m³/h ou 150 m³ minimum), **400 m** pour 2ème PEI (besoins restants)
7	1500 m² < S ≤ 1800 m²		180 m³/h pendant 2h ou 360 m³		**150 m ou 150 m** pour le 1er PEI (50 % besoin soit 90 m³/h ou 180 m³ minimum), **400 m** maximum pour le 2ème PEI (besoins complémentaires - 30 m³/h ou 60 m³ minimum) et si nécessaire jusqu'à **1000 m maximum** pour le 3ème PEI (besoins restants) [5]
8	1800 m² < S ≤ 2100m²			210 m³/h pendant 2h ou 420 m³	**150 m ou 150 m** pour le 1er PEI (120 m³/h ou 210 m³ minimum), **400 m** maximum pour le 2ème PEI (besoins complémentaires - 30 m³/h ou 60 m³ minimum) et si nécessaire jusqu'à **1000 m maximum** pour le 3ème PEI (besoins restants) [5]
9	2100 m² < S ≤ 2400 m²			240 m³/h pendant 2h ou 480 m³	**150 m ou 150 m** pour le 1er PEI (50 % besoins 120 m³/h ou 240 m³ minimum), **400 m** maximum pour le 2ème PEI (besoins complémentaires - 30 m³/h ou 60 m³ minimum) et si nécessaire jusqu'à **1000 m maximum** pour le 3ème PEI (besoins restants) [5]
10	S > 2400 m²	Analyse particulière du risque par le SDIS dans la limite maximale de 720 m³/h			
Tout ERP colonne(s) sèche(s) / colonne(s) en charge : distance maximum entre leur raccord d'alimentation / Réalimentation et un hydrant (PI ou BI) par les voies carrossables		 **Quantité d'eau de référence identique mais le ou les hydrants permettant l'alimentation du 1/2 raccord doivent être à 60 m maximum** Avec un débit individuel de 60 m³/h minimum 			
Tout ERP avec système d'extinction automatique à eau généralisé 		**Quantité d'eau de référence divisée par 2** s'il existe une source d'eau principale de type réservoir et que celle-ci est munie de 1 à 4 piquages(s) de 100 mm en secours utilisable(s) par le SDIS, avec accord de l'exploitant, si défaillance complète du système. **Quantité d'eau de référence divisée par 1,5** si alimentation directe par réseau ou s'il existe une source d'eau principale de type réservoir et que celle-ci n'est pas munie de piquage(s) de 100 mm en secours utilisable(s) par le SDIS			

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les risques particuliers

Les ERP

Légende

1 Si les conditions d'isolement ne sont pas respectées, alors les surfaces doivent être cumulées et se référer, pour le dimensionnement, au n° cas concerné,

2 La quantité d'eau de référence peut être réduite s'il existe un système de réalimentation automatique et secouru en tenant compte de ses caractéristiques (avec un volume minimum de 30 m³),

3 L'échelonnement des besoins en eau reste une possibilité de mutualisation si le 1er PEI ne fournit pas à lui seul la quantité d'eau de référence (débit ou volume). S'il s'agit de 2 ou 3 PEI alimentés par un même réseau, un essai ou modélisation de débit simultané sera exigé,

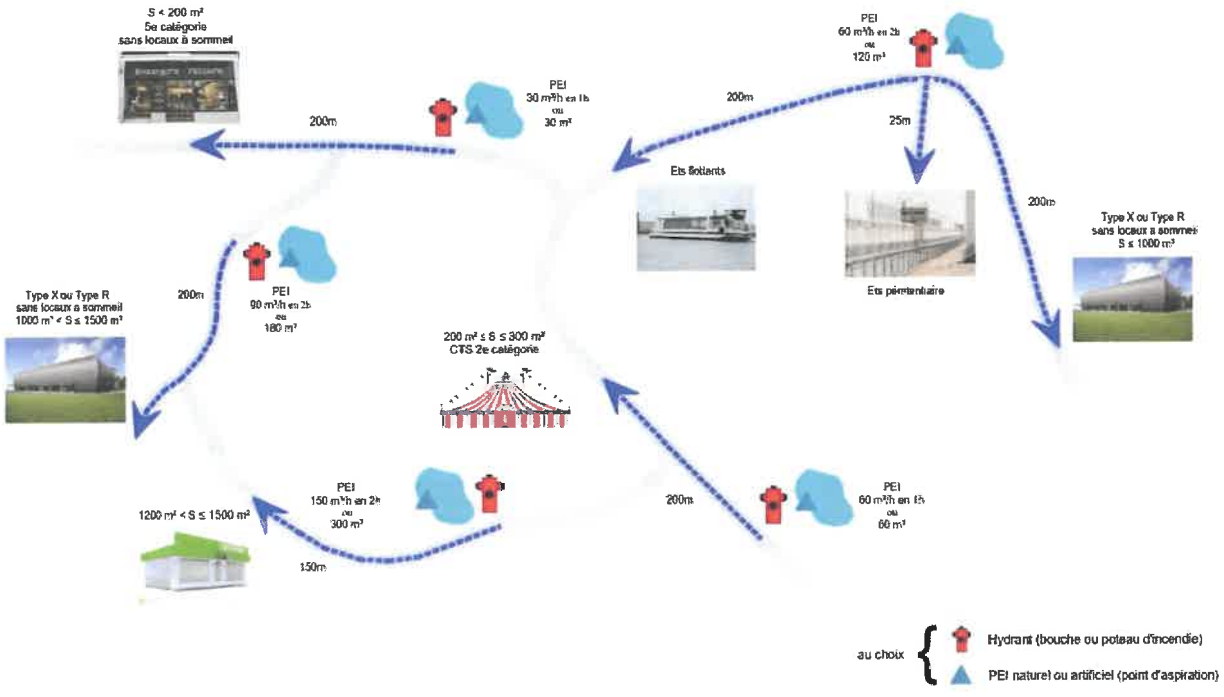
4 À partir d'un débit de 120 m³/h seul des hydrants de 150 mm devront être implantés,

5 Doit faire l'objet d'un recensement par le SDIS,

6 À partir d'un débit de 360 m³/h, si le réseau n'est pas suffisant, alors les PI de 150 mm devront être alimentés par un réseau privatif doté d'une pomperie alimentée par une réserve incendie.

Schéma de principe

Nb : l'échelonnement des besoins lorsqu'il est prévu ci-dessus, permet de porter les distances à 150, 200, 400 et 1000 m



Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les risques particuliers
Les IGH et ITGH

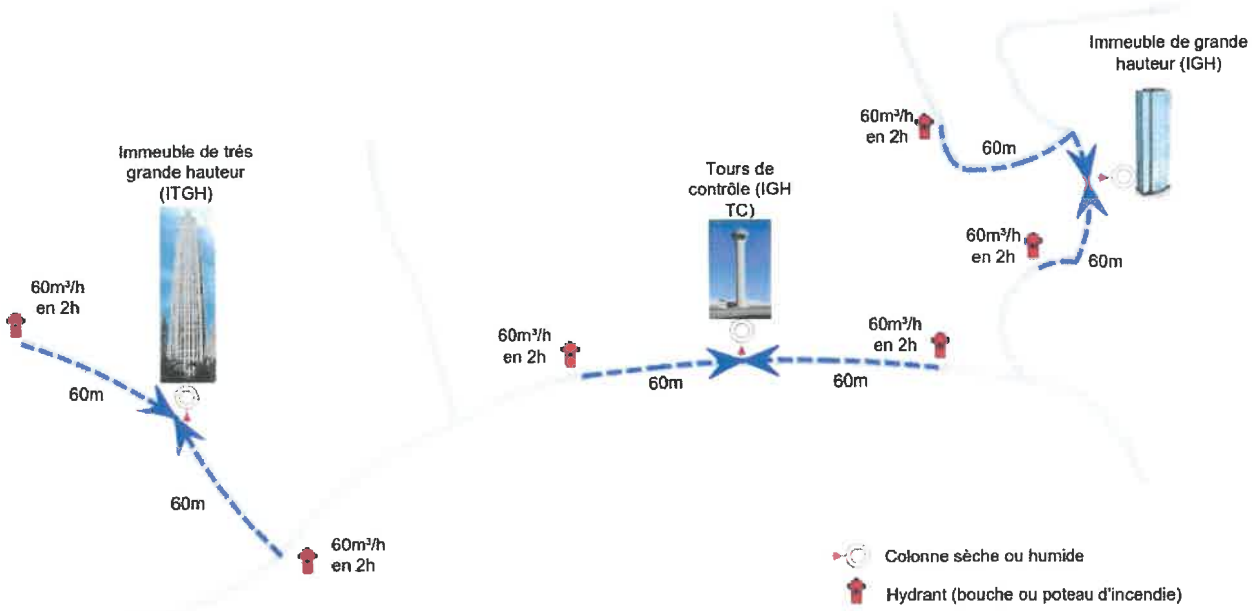
Définition *(art R122-2 du Code de la Construction et de l'Habitation)*

- Constitue un **Immeuble de Grande hauteur (IGH)** tout corps de bâtiment dont le plancher bas du dernier niveau est situé, par rapport au niveau du sol le plus haut utilisable pour les engins des sapeurs-pompiers :
  - ✓ À plus de 50 m pour les immeubles à usage d'habitations,
  - ✓ À plus de 28 m pour tous les autres immeubles,
  - ✓ À plus de 28 m pour les **Tours de Contrôle (TC),**
  - ✓ À plus de 200 m pour les **Immeubles de Très Grande de Hauteur (ITGH).**

Grille de dimensionnement minimum des besoins en eau

Cas N°	Quantité d'eau de référence minimale en débit m³/h sous 1 bar	Présence colonne(s) sèche(s) / colonne(s) en charge : distance maximum entre leur raccord d'alimentation / Réalimentation et un hydrant (PI ou BI) par les voies carrossables en mètres
1	120 m³/h pendant 2h minimum	**Minimum 2 hydrants à 60 m** avec un débit de 60 m³/h minimum chacun
2	Déterminée par la Sous-Commission Départementale de Sécurité en fonction du projet	Déterminé par la Sous-Commission Départementale de Sécurité en fonction du projet

Schéma de principe



Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les risques particuliers

37. Les constructions en matériaux biosourcés



Définition

Construction regroupant différentes solutions constructives (ossature bois, poteaux, poutres, planchers) utilisant des matériaux biosourcés (bois, bois lamellé, Cross Laminated Timber, paille, chanvre ...).

Dimensionnement minimum des besoins

Tout bâtiment comprenant une construction bois, même partielle, dont le plancher bas du dernier niveau est à plus de 8 m du niveau accessible par les secours.

Cas N°	Quantité d'eau de référence minimale débit m³/h sous 1 bar	Distance maximum entre un risque et une ressource en eau par les voies carrossables en mètres
1	180 m³/h pendant 2h ou 360 m³	**100 m (60m si CS) ou 100 m** (60m si CS) pour le 1er PEI (soit120 m³/h ou 240 m³ minimum), **400 m** maximum pour le 2ème PEI (besoins complémentaires - 60 m³/h ou 120 m³ minimum
2	Analyse particulière du risque par le SDIS dans la limite maximale de 720 m³/h	

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les risques particuliers

38. Les centrales solaires et photovoltaïque



Définition

Un champ de panneaux photovoltaïques, également appelé « champs solaire » ou « ferme solaire » est une installation de grande ampleur comprend plusieurs panneaux photovoltaïques généralement installé au sol mais pouvant également être « flottant ».

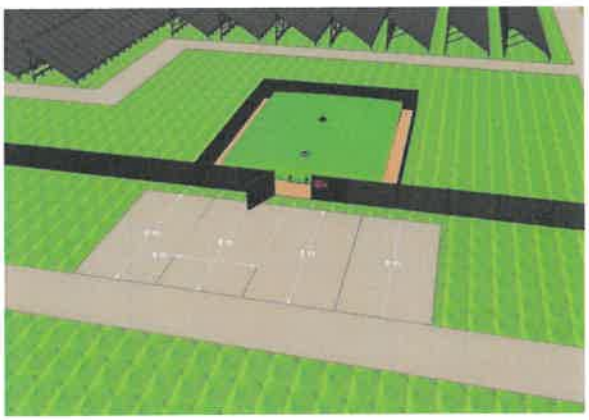
Ils sont souvent installés à proximité de massif forestier (classés ou non), dans des espaces agricoles non cultivables, dans les friches industrielles …, la prise en compte de l'environnement, associé au manque d'hydrant dans ces lieux, imposent les mesures suivantes.

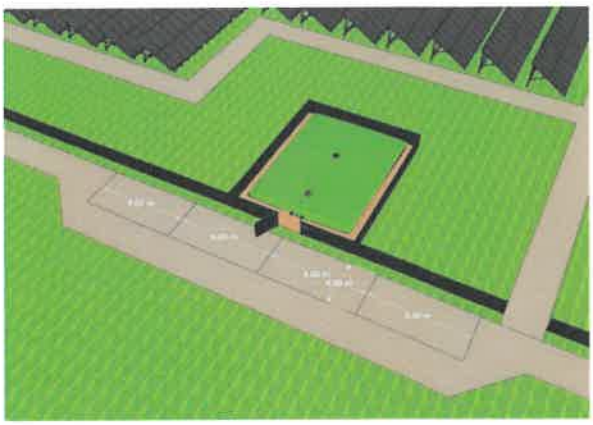
Dimensionnement minimum des besoins en eau et desserte

30 m3/h pendant 2 heures ou 60 m³ situé à moins de 400 mètres.

Si le choix se porte sur l'implantation d'une réserve incendie, elle devra être installée à l'entrée du site, accessible de l'extérieur et en mesure de pouvoir accueillir un GIFF* si située à proximité de forêts classées ou un UIFF* dans les autres cas, sans pour autant gêner à la progression des autres engins en cas d'incendie.

Schéma de principe





***GIFF** : Groupe d'Intervention Feux de forêt composé de 4 camions citerne feux de forêt et 1 véhicule léger de commandement
***UIFF** : Unité d'Intervention Feux de Forêt composé de 2 camions citerne feux de forêt et 1 véhicule de commandement

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE



La mise en service des PEI

Généralités

Objectif

- Assurer la conformité du présent règlement, aux normes en vigueur et de recenser les PEI.

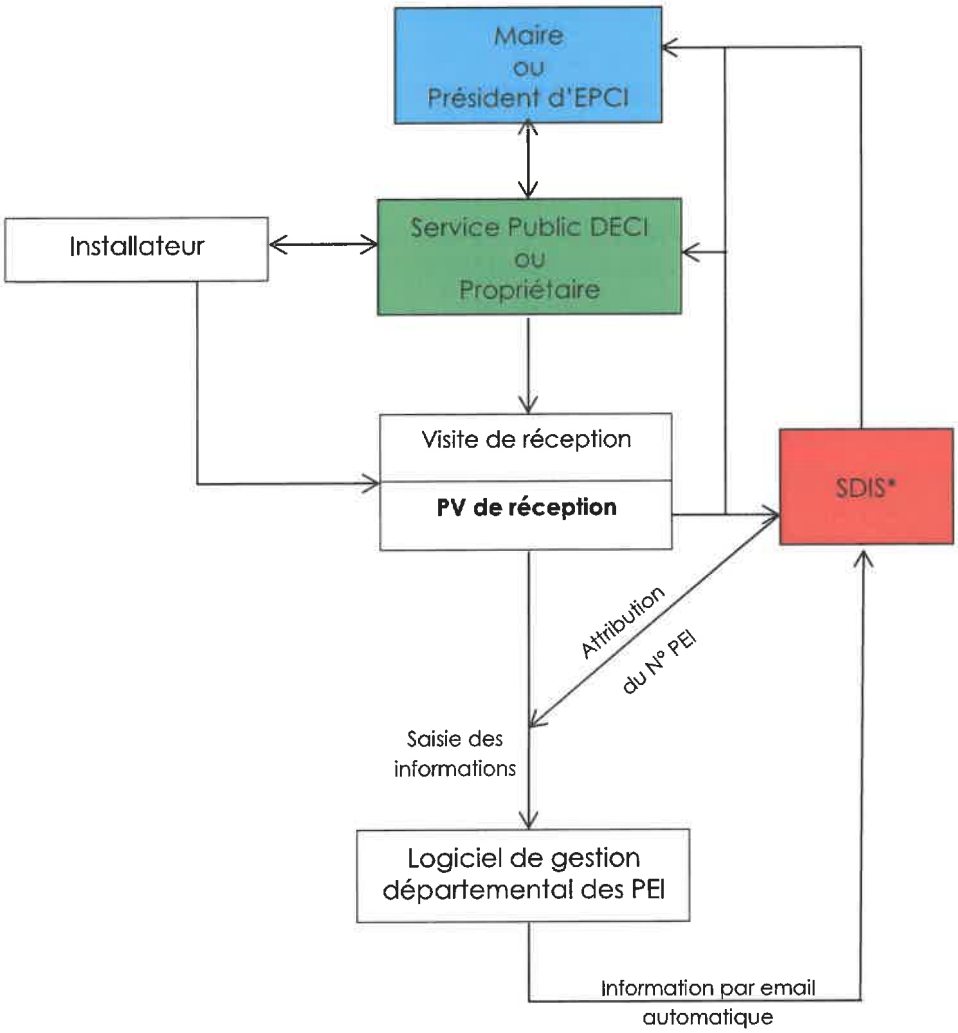
Réglementation

- Elle distingue deux procédures différentes :
  - ✓ **La visite de réception** réalisée par le propriétaire, l'installateur et le service public de la DECI pour constater la conformité de conception et d'installation des PEI,
  - ✓ **La reconnaissance opérationnelle initiale** réalisée par le SDIS à la demande du service public de la DECI ou du propriétaire, permet de constater que les PEI sont utilisables pour l'alimentation des moyens de lutte contre les incendies.



Procédure de réception des hydrants





***Transmission d'un courrier du SDIS** lors d'un constat **d'anomalie grave** rendant inutilisable le PEI au maire ou au président de l'EPCI à fiscalité propre.

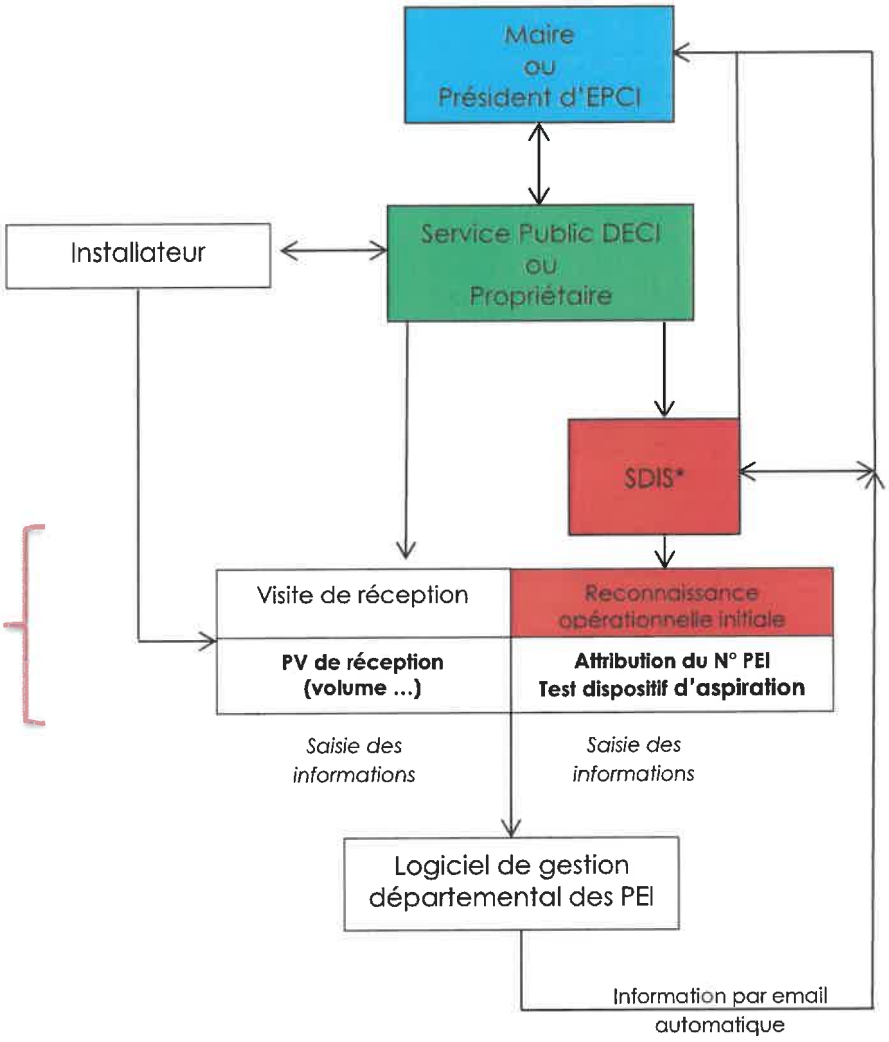
Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

La mise en service des PEI
Généralités



Procédure de réception des autres PEI





Recommandation

Réaliser la visite de réception et la reconnaissance opérationnelle initiale conjointement

***Transmission d'un courrier du SDIS** lors d'un constat **d'anomalie grave** rendant inutilisable le PEI au maire ou au président de l'EPCI à fiscalité propre.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

La mise en service des PEI
La visite de réception



Objectif

- Vérifier la conformité de l'installation du PEI puis l'intégrer à la base de données informatisée des PEI.

Réglementation

- La réception s'appuie sur les annexes de la NFS 62-200 pour les hydrants et sur les fiches n°5 à 29 du présent règlement pour tous les PEI.

Procédure

- La visite de réception d'un nouveau PEI portera sur les points suivants :



  - Les abords,
  - L'accessibilité aux engins de lutte contre l'incendie,
  - La signalisation,
  - La numérotation,
  - La couleur,
  - La présence du ou des dispositifs d'aspiration,
  - L'attestation de débit/pression pour le PEI connecté à un réseau sous pression,
  - L'attestation du volume d'eau (pour les réserves incendie naturelles ou artificielles) indiquant si nécessaire le mode et les caractéristiques de la réalimentation...

- Un **procès-verbal de réception de l'installateur** sera transmis au service public de la DECI, au maire ou du président de l'EPCI et au SDIS.



- Dans le cas où plusieurs PEI connectés à un réseau sous pression, sont susceptibles d'être utilisés simultanément, il conviendra que le PV de réception précise les PEI concernés et leurs débits simultanés obtenus (par mesure, modélisation...)



- Une convention devra être rédigée si les maintenances des PEI privés sont réalisées par le service public de la DECI.



- À la charge de l'installateur en présence du service public de la DECI et/ou du propriétaire dans le cas de PEI privé.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE



La mise en service des PEI
La reconnaissance opérationnelle initiale

Objectif

- Réalisé par le SDIS, elle permet de vérifier la conformité de l'installation du PEI et de l'intégrer à la base de données informatisée des PEI.

Réglementation

- Exception des hydrants : pas de reconnaissance « terrain » du SDIS car l'attestation prévue à la NFS 62-200 et transmise au SDIS est suffisante,
- Tous les autres PEI doivent faire l'objet d'une vérification de conformité au présent règlement.

Procédure



- La reconnaissance opérationnelle initiale d'un nouveau PEI portera sur les points suivants :
  - L'implantation,
  - Les abords,
  - L'accessibilité aux engins de lutte contre l'incendie,
  - La signalisation,
  - La numérotation,
  - La couleur,
  - La présence et mise en œuvre pour l'aire et dispositif(s) d'aspiration.

- Les informations font l'objet d'un **envoi automatique par messagerie électronique** auprès du service public de la DECI, du maire ou du président de l'EPCI. Celui-ci est chargé d'en informer le propriétaire pour les PEI privés.



- Réalisée par le SDIS à la demande du service public de la DECI ou du propriétaire dans le cas de PEI privé.
- Il est recommandé de les réaliser conjointement avec les visites de réception.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Le maintien en condition opérationnelle des PEI

Généralités



Objectif

- Permettre le maintien en condition opérationnelle des PEI connectés à un réseau sous pression ou non.

Réglementation

- Elle distingue trois procédures différentes :



✓ **Les actions de maintenance** réalisées par **le service public de la DECI ou le propriétaire,** destinées à préserver les capacités opérationnelles des PEI (article R.2225-7-I-5° du CGCT). On distingue deux types de maintenance :
  - **Préventive** **régulières et planifiées sur l'année,**
  - **Corrective** **autant que de besoins** en fonction des non-conformités constatées.

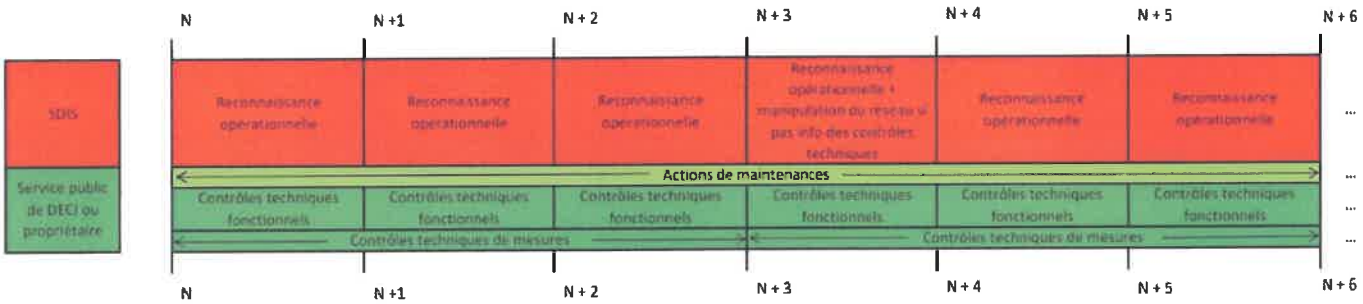
✓ **Les contrôles techniques** réalisés par le **service public de la DECI** ou le **propriétaire,** destinés à s'assurer du bon fonctionnement ainsi que des capacités hydrauliques des PEI. On distingue deux types de contrôles :
  - **fonctionnels : périodicité annuelle,**
  - **de mesures (débit/pression)** des hydrants : **périodicité maximale triennale et dès modification survenue sur le réseau d'eau d'alimentation.**

✓ **Les reconnaissances opérationnelles périodiques** réalisées **une fois par an** par le **SDIS** afin de s'assurer de la disponibilité des PEI (article R.2225-10 du CGCT).

Synthèse et préconisations



- Afin de gagner en efficience et d'obtenir un meilleur échange, il convient de réaliser conjointement les reconnaissances opérationnelles et les contrôles techniques. Cela peut nécessiter une planification et la présence des sapeurs-pompiers avec les représentants du service public de la DECI et/ou du propriétaire, du prestataire....

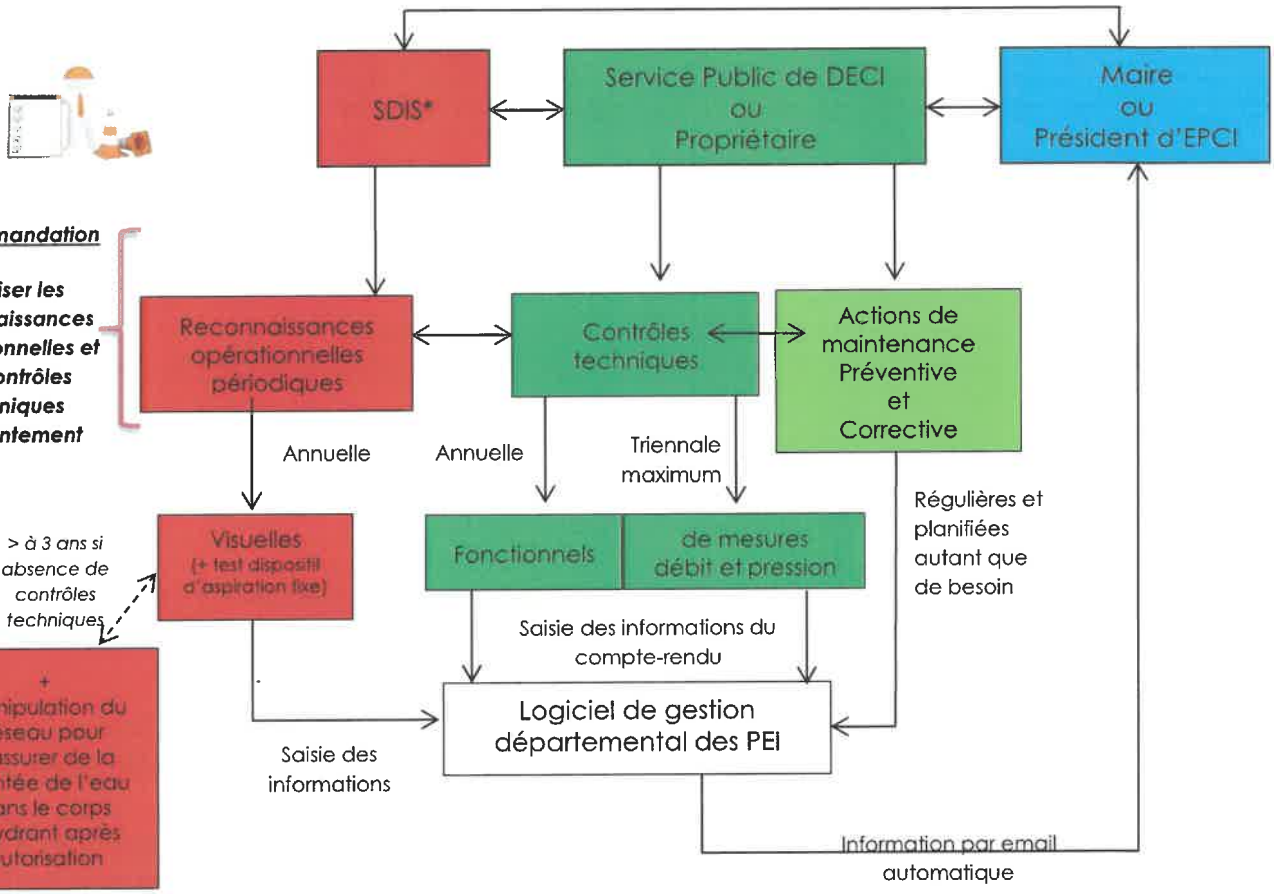


Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Le maintien en condition opérationnelle des PEI

Généralités

Procédure pour tous les PEI



*Transmission d'un courrier du SDIS lors d'un constat **d'anomalie grave** rendant inutilisable le PEI au maire ou au président de l'EPCI à fiscalité propre.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE



Les actions de maintenance préventive et corrective

Objectifs et périodicités

- **Les actions de maintenance préventive** **régulières et planifiées sur l'année**,
- **Les actions de maintenance corrective** **autant que de besoins** en fonction des non-conformités constatées.

  ✓ assurer un fonctionnement normal et permanent du PEI,
  ✓ recouvrer au plus vite un fonctionnement normal d'un PEI, en cas d'anomalie constatée.

Procédure

- Les actions de maintenance préventive et corrective portent sur les points suivants :



  - Les abords,
  - L'accessibilité aux engins de lutte contre l'incendie,
  - La présence et la hauteur d'eau (pour les réserves incendie naturelles ou artificielles),
  - La signalisation,
  - La numérotation,
  - La couleur,
  - Les anomalies visuellement constatées,
  - La présence d'eau des PEI connectés à un réseau,
  - La manœuvre des vannes et des robinets alimentant les PEI connectés à un réseau sous pression,
  - Les dispositifs d'aspiration (éviter l'envasement).

- **Les actions de maintenance font l'objet directement d'une mise à jour de type « compte rendu » informatisée dans le logiciel de gestion départemental pour les PEI publics,**
- **Les actions de maintenance font l'objet directement d'une mise à jour de type « compte rendu » informatisée dans le logiciel de gestion départemental pour les PEI privé ou l'objet d'un compte rendu transmis au maire ou au président de l'EPCI et au SDIS.**



- Le maire ou le président d'EPCI s'assure que les actions de maintenance de ces PEI respectent la périodicité définie au RDDECI et peut donc être amené à rappeler cette obligation aux propriétaires.
- Une convention doit être rédigée dans le cas où les actions de maintenance des PEI privés sont réalisées par le service public de la DECI.



- À la charge du service public de DECI ou du propriétaire dans le cas de PEI privé.
- Peuvent-être coordonnées avec les contrôles techniques.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les contrôles techniques fonctionnels



Objectif

- S'assurer de l'accessibilité, de la manœuvrabilité et de la présence d'eau des PEI opérationnels.

Périodicité

- **Annuelle.**

Procédure

- Les contrôles techniques fonctionnels portent sur les points suivants :



  - L'implantation,
  - Les abords,
  - L'accessibilité aux engins de lutte contre l'incendie,
  - La visibilité
  - La présence et la hauteur d'eau (pour les réserves incendie naturelles ou artificielles)
  - La signalisation,
  - La numérotation,
  - La couleur,
  - Les anomalies visuellement constatées,
  - La présence de bouchons, de raccords,
  - La présence d'eau des PEI connectés à un réseau,
  - La manœuvre des vannes et des robinets alimentant les PEI connectés à un réseau sous pression,
  - Les dispositifs d'aspiration (éviter l'envasement).

- **Les contrôles techniques fonctionnels font l'objet directement d'une mise à jour de type « compte rendu » informatisée dans le logiciel de gestion départemental pour les PEI publics.**
- **Les contrôles techniques fonctionnels font l'objet directement d'une mise à jour de type « compte rendu » informatisée dans le logiciel de gestion départemental pour les PEI privé ou l'objet d'un compte rendu transmis au maire ou président EPCI et au SDIS.**



- Le maire ou le président d'EPCI s'assure que les contrôles techniques fonctionnels de ces PEI respectent la périodicité définie au RDDECI et peut donc être amené à rappeler cette obligation aux propriétaires.
- Une convention doit être rédigée dans le cas où les contrôles des PEI privés sont réalisés par la collectivité publique.



- À la charge du service public de DECI ou du propriétaire dans le cas de PEI privés.
- Peuvent-être coordonnées avec les reconnaissances opérationnelles du SDIS.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE



Les contrôles techniques de mesures (débit/pression)

Objectifs

- Permettre le maintien en condition opérationnelle des PEI connectés à un réseau,
- Évaluer les capacités de ces PEI. En complément de la procédure des contrôles techniques, il convient de réaliser les mesures (débit et pression) des hydrants.

Périodicité

- **Maximale triennale**, les mesures peuvent être réalisées par échantillonages ou planifiées par année civile.
- **Dès modification survenue sur le réseau d'eau d'alimentation** (renforcement, changement de canalisation, de surpresseur…)

Qualification (pas d'agrément nécessaire)

- Les mesures peuvent être réalisées en régie, par un prestataire ou mutualisées entre collectivités.

Proposition de procédure
Réalisation des contrôles techniques de mesures

- **Le balisage** en amont de la zone de travail ainsi que le **port d'un gilet haute visibilité** sont recommandés.







- Le balisage de la zone de travail dans un virage nécessite la pose d'un triangle de signalisation.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les contrôles techniques de mesures (débit/pression)

- Avant toute manœuvre, vérifier que l'hydrant est bien fermé et décomprimé. À défaut, actionner l'organe de décompression ou fermer l'hydrant,



(Exemple de système de décompression avant ouverture)

- Retirer le bouchon concerné avec une clé de poteau si nécessaire,
- Avant le montage de tout appareillage, **la purge** de l'hydrant ainsi que **la vérification** de la présence de corps étranger et de l'état des joints est nécessaire,





- Ne pas se positionner au-dessus de l'organe de manœuvre ni face aux ½ raccords lors de la manipulation (de préférence derrière l'hydrant ou latéralement aux prises).



Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Les contrôles techniques de mesures (débit/pression)

BOUCHE D'INCENDIE	POTEAU D'INCENDIE
	
Monter le coude d'alimentation, **Brancher** le débitmètre, la vanne à volant ouverte puis le tuyau orienté vers le caniveau, **Ouvrir lentement** et complètement (13 ou 17 tours) la bouche incendie, **Fermer** progressivement la vanne à volant jusqu'à afficher 1 bar au manomètre, **Noter** le débit, **Fermer complétement** la vanne à volant, **Noter** la pression statique, **Fermer** lentement la bouche incendie (placez-vous comme pour l'ouverture), **Démonter** le dispositif et remettre le couvercle.	**Brancher** le débitmètre, la vanne à volant ouverte puis le tuyau orienté vers le caniveau, **Ouvrir lentement** et complètement (13 ou 17 tours) le poteau d'incendie, **Fermer** progressivement la vanne à volant jusqu'à afficher 1 bar au manomètre, **Noter** le débit, **Fermer complétement la vanne à volant,** **Noter** la pression statique, **Fermer** lentement le poteau d'incendie (placez-vous comme pour l'ouverture), **Démonter** le tuyau, la vanne et le débitmètre, **Remettre** le bouchon et le couvercle.

- L'ouverture du PEI doit s'effectuer lentement et de façon régulière de manière à éviter tout coup de bélier dans le réseau.
- L'emploi du tuyau en sortie du débitmètre est recommandé pour éviter toute dégradation de la voierie.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE



Les reconnaissances opérationnelles

Objectifs

- Assurer le recensement, la présence et la disponibilité de tous les PEI opérationnels.
- Connaître les particularités d'implantation des PEI.

Périodicité

- Annuelle.
- Triennale concernant la mise en œuvre des dispositifs d'aspiration fixe.

Procédure



- L'utilisation du logiciel de gestion départemental des PEI est requise (préparation des tournées),
- Avant toute réalisation de reconnaissances opérationnelles, chaque chef de centre devra préalablement informer le maire ou le président de l'EPCI et les propriétaires des dates de passage 1 mois avant,
- Les reconnaissances opérationnelles sont visuelles (**sans manipulation du réseau**) et portent sur les points suivants :
  - L'implantation,
  - Les abords,
  - L'accessibilité aux engins de lutte contre l'incendie,
  - Les essais des dispositifs d'aspiration fixe,
  - La présence et la hauteur d'eau (pour les réserves incendie naturelles ou artificielles)
  - La signalisation,
  - La numérotation,
  - La couleur,
  - Les anomalies visuellement constatées.
- Une fois les reconnaissances opérationnelles terminées, les CIS intègrent les informations relevées sur le terrain dans la base de données informatisée,
- Les informations font l'objet d'un envoi automatique par messagerie électronique auprès du service public de la DECI, du maire ou du président de l'EPCI. Celui-ci est chargé d'en informer le propriétaire pour les PEI privés,
- **En l'absence de données relatives aux contrôles techniques de mesures ou datant de plus de 3 ans**, le SDIS, après information et accord du propriétaire, du service public de la DECI ou du maire ou du président de l'EPCI **pourrait être amené à manipuler le réseau afin de s'assurer de la montée de l'eau dans le corps l'hydrant. Cette vérification ne peut se réaliser qu'avec la non opposition du propriétaire ou service public de la DECI ou du maire ou du président de l'EPCI.**

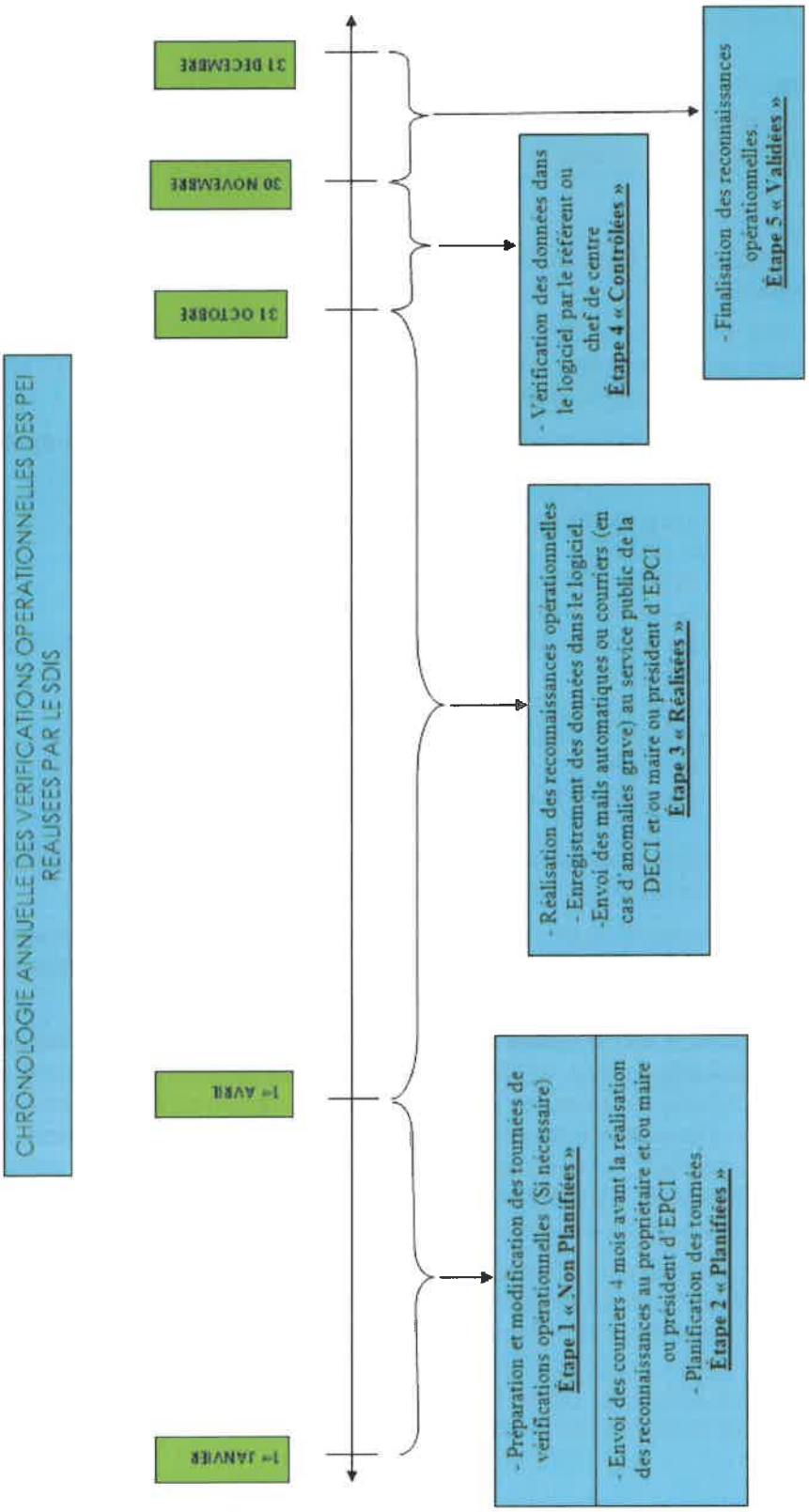


- À la charge du SDIS pour les PEI publics ou privés.
- Il est recommandé de réaliser les reconnaissances opérationnelles conjointement aux opérations de maintenance et /ou avec les contrôles techniques.

Vous trouverez ci-après, pour information, la chronologie annuelle des reconnaissances opérationnelles réalisées par le SDIS.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Chronologie annuelle des reconnaissances opérationnelles



Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

SAPEURS POMPIERS LOIRET

RÈGLEMENT DÉPARTEMENTAL DE DÉFENSE EXTÉRIEURE CONTRE L'INCENDIE

DU LOIRET

Modèles

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Modèle n°1
Arrêté type de DECI

Modèle type d'arrêté Communal ou Intercommunal*
relatif à la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI)
pour l'année 20..

Le Maire de la commune de.....ou le Président de la.....*

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2225-1 et suivants, L 2213-32 et R 2225-1 et suivants ;

Vu le Décret n°2015-235 du 27 février 2015 ;

Vu l'arrêté du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de la défense extérieure contre l'incendie NOR: INTE1522200A ;

Vu l'arrêté préfectoral n° .....du ..... approuvant le Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie du Loiret (RDDECI),

Considérant que le maire ou le président de l'EPCI* assure la défense extérieure contre l'incendie sur son territoire de compétence,

Considérant que, dans ce cadre et conformément aux dispositions de l'article R. 2225-4 du CGCT, le maire ou le président de l'EPCI* a vocation à identifier les risques, la quantité, la qualité et l'implantation des points d'eau incendie,

Considérant que cette mission peut être réalisée à l'aide des informations disponibles grâce à la base de données informatisée mise à la disposition de la commune dans le cadre de la convention y afférente signée le ..... et annexée au présent arrêté,

Considérant enfin que cette mission doit également prendre en compte les règles définies au niveau départemental dans le règlement départemental de la DECI pris par arrêté préfectoral précité en date du .....

ARRÊTE

Article 1 : Définition du territoire de compétence

Le présent arrêté est applicable sur la commune de ... ou sur le territoire de l'intercommunalité de : ..... (communes à lister)*

Nb : toute modification du territoire de compétence nécessite la mise à jour de cet arrêté.

Article 2 : Inventaire sommaire des constructions (facultatif)

Un inventaire sommaire des constructions conformes à la définition des risques du RDDECI est établi en annexe 1.

Article 3 : Dimensionnement de la DECI (facultatif)

Outre l'identification des risques et des PEI, le dimensionnement de la DECI par rapport aux risques à défendre peut faire l'objet d'un Schéma Communal ou Intercommunal de DECI.

À défaut, il peut être intégré à l'annexe 1 du présent arrêté.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Article 4 : La liste des Points d'Eau Incendie (PEI) *(Obligatoire)*

L'ensemble des PEI publics et privés concourant à la DECI du territoire de compétence et des sites particuliers sont ceux figurant dans la liste annexée au présent arrêté (annexe 2).

Nb : seuls les PEI implantés et numérotés de 1 à 9000 devront y figurer (PEI en projet exclus). La base de données départementale informatisée des PEI permet de mettre à jour cette liste autant que de besoin avec un minimum d'une fois par an.

Article 5 : L'organisation de l'information entre les différents acteurs *(Obligatoire)*

Les échanges d'informations entre les différents acteurs de la DECI concernant les actions de maintenance, de contrôles techniques, ainsi que les états de disponibilité et d'indisponibilité s'effectuent par l'intermédiaire de la base de données départementale informatisée des PEI.

Son accès est conditionné par la signature de la convention relative aux conditions de mise à disposition à titre gratuit et d'utilisation du logiciel de gestion des PEI (annexe 3).

Toute création d'un nouveau PEI public ou privé doit faire l'objet d'une information au SDIS. Ce dernier intégrera ce PEI dans la base de données par l'intermédiaire de la fiche de signalement jointe au RDDECI.

Les cas de carence programmée de tout ou partie de la DECI (lavages de réservoirs de château d'eau, travaux sur les réseaux...), devront faire l'objet d'un signalement au SDIS via les adresses électroniques suivantes :

- ✓ defense.incendie@sdis45.fr
- ✓ codis45@sdis45.fr

Article 6 : Les modalités de réalisation des contrôles techniques des PEI *(Obligatoire)*

La périodicité fixée par l'autorité de police dans le cadre des contrôles techniques de mesures (débit/pression) est précisée dans l'annexe 4, dans une limite maximum de 3 ans conformément au RDDECI.

Le maire ou le Président de l'EPCI* est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au préfet du Loiret et transmis au SDIS du Loiret.

Cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs ou affiché pour les communes inférieures à 3500 habitants

Fait à
*Le Maire ou le Président de l'EPCI**

Prénom et NOM

Délais et voies de recours
Conformément aux dispositions de l'article R 421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs ou de son affichage (pour les communes <3500 hab.) :
- d'un recours gracieux auprès de la commune ou de l'EPCI*
L'absence de réponse dans ces deux cas vaut décision implicite de rejet au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours. Ainsi, conformément aux dispositions de l'article R 421-2 du Code de justice administrative, vous avez la possibilité d'introduire un recours contentieux devant le Tribunal Administratif : 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans Cedex 1.

** enlever la mention inutile*

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Modèle n°1
Arrêté type de DECI - Annexe 1

Annexe 1 : Inventaire sommaire des risques

Risques courants : Habitations

Commune	Adresse/Zone	Type de Risque

Risques Particuliers

ERP (cf liste annuelle des ERP établie par la CCDSA)

Commune	Adresse/Zone	Type de Risque

ICPE (DREAL, DDPP + www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr)

Commune	Adresse/Zone	Type de Risque

Autres (agricoles, code du travail...)

Commune	Adresse/Zone	Type de Risque

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Modèle n°1

Arrêté type de DECI - Annexe 2

45500 | COMMUNE

Liste des points d'eau

Hydrants

Légende : * Etat : * Anomalie * Accès * Signalisation | Indisponible * Avec anomalies * Non autorisée * Problématique | En service * Sans anomalie * Autorisée * Sans problème | Non conforme en service

N°	Type	Adresse	Diamètre d'alim.	Diamètre de sortie	Débits en m3 / h Maxi	A 1 bar	Pressions simultanées	Statique	Dynamique	*Etat	*Anomalie	*Acces	*Sign.	Anomalies	Observations
1	PI 100	Rue de la Mi Voie, face à la Mairie	100	100 / 2x65		101		1.0		✓	✓	✓	✓		
2	PI 100	Rue de la Mi Voie, allée du Gymnase	100	100 / 2x65		111		1.0		✓	✓	✓	✓		
3	PI 100	Rue de la Mi Voie, angle rue de la Montagne	100	100 / 2x65		110		1.0		✓	✓	✓	✓		
4	PI 100	Route de Pithiviers (D921), angle rue de la Montagne	100	100 / 2x65		121				✗	✗	✓	✓	Manoeuvre : Difficile	
5	PI 100	Route de Pithiviers (D921), place Louise Jutteau	Inconnu	100 / 2x65		112		1.0		✓	✓	✓	✓		
6	PI 100	Route de Pithiviers (D921), angle rue de la Mi-Voie	100	100 / 2x65				1.0		✗	✗	✓	✓	Manoeuvre : Impossible	
7	PI 100	Rue de la Mi Voie, angle rue du Cas Rouge	100	100 / 2x65		118		1.0		✓	✓	✓	✓		
8	PI 100	23 Rue du Cas Rouge	150	100 / 2x65		128		1.0		✗	✗	✓	✓	Etat : Chaînette(s) HS ou manquante(s) Manoeuvre : Vidange HS	
9	PI 100	4 Route de Laas	Inconnu	100 / 2x65		91		1.0		✓	✓	✓	✓		
10	PI 100	17 Route de Laas	Inconnu	100 / 2x65		71		1.0		✓	✓	✓	✓		
11	PI 100	Rue du Château	Inconnu	100 / 2x65		110		1.0		✗	✗	✓	✓	Etat : Capot détérioré, HS ou manquant	
12	PI 100	21 Grande Rue	100	100 / 2x65		113		1.0		✓	✓	✓	✓		
13	PI 100	26 Rue Auguste Saint Hilaire	150	100 / 2x65		109		1.0		✓	✓	✓	✓		
14	PI 100	Rue Auguste Saint Hilaire, face à la rue de la Grande garenne	150	100 / 2x65		113		1.0		✓	✓	✓	✓		
15	PI 100	Rue de Jargeau (D921), angle rue Auguste Saint Hilaire	100	100 / 2x65		106		1.0		✓	✓	✓	✓		

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Modèle n°1
Arrêté type DECI - Annexe 3

Sapeurs-Pompiers

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE et de SECOURS du LOIRET

BUREAU

Réf. 2012-687
Réunion du 30 Janvier 2012

- Voix délibérative : MM. DOUGÉ - GAUDET - HURTIGER

VOTE :
En exercice : 5
- Présents : 3
- Votants : 3

PREFECTURE DU LOIRET
09 FEV. 2012
COURRIER 2

DÉCISION DU BUREAU
Extrait du registre des décisions N° D2012-A10

OBJET : Autorisation donnée au Président de signer la convention type relative aux conditions de mise à disposition à titre gratuit et d'utilisation du logiciel Crplus du SDIS45.

VU Le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-2, L.2321-1 et 2, L.2213-32, L.2225-1 à 4, et L.5211-9-2 ;

VU Le Code de la propriété intellectuelle ;

VU La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

VU La loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours, notamment son article 4 ;

VU Le projet de convention ;

VU Le rapport n° 10 présenté par M. le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours ;

IL EST DÉCIDÉ : **Pour : 3** **Contre : 0** **Abstention : 0**

Article 1er : D'autoriser le Président du Conseil d'administration à signer la convention relative aux conditions de mise à disposition et d'utilisation du logiciel Crplus « Gestion des hydrants et Points d'eau d'incendie » de l'ensemble du département du Loiret avec tout utilisateur le sollicitant.

Article 2 : Ce logiciel permet d'obtenir au niveau de l'ensemble des points d'eau du département du Loiret, les résultats suivants :
- Consultation
- Mise à jour
- Etat de disponibilité et d'indisponibilité des PEI
- Impressions
- Statistiques
- Cartographies associées.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Article 3 : La présente convention s'inscrit dans les limites géographiques du territoire de compétence de l'utilisateur.

Article 4 : Cette convention est valable pour une période d'un an renouvelable annuellement par tacite reconduction.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat

Article 6 : Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours du Loiret et M. le payeur départemental du Loiret sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Président,

Eric DOLIGÉ

Acte certifié exécutoire compte tenu de :
- ✓ La transmission au contrôle de légalité le : 09 FEV. 2012
- ✓ La publication le : 10 FEV. 2012

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Sapeurs-Pompiers

Convention relative aux conditions de mise à disposition à titre gratuit et d'utilisation du logiciel Crplus du SDIS du Loiret Gestion des hydrants et Points d'Eau d'Incendie

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212-2, L 2321-1 et 2, L 2213-32, L 2225-1 à 4 et L5211-9-2 ;

Vu la Loi 96 369du 3 mai 1996 et notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté du 1 février 1978 approuvant le règlement d'instruction et de manœuvre ;

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le Code de la Propriété Intellectuelle ;

Entre les soussignés :

Le SDIS du Loiret, dont le siège est situé 195 rue de la Gourdonnerie, 45404FLEURY LES AUBRAIS CEDEX, représenté par M. Marc GAUDET, Président du Conseil d'Administration, dûment habilité par décision n° D2012-A10 en date du 30 janvier 2012.ci-après dénommé « le concédant », d'une part,

Et

.....sis.....
représenté(e) aux fins des présentes par.....dûment habilité par.....en date du.....
ci-après dénommé(e) « l'utilisateur » d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

ARTICLE 1er – OBJET

1. Le concédant met à disposition de l'utilisateur qui l'accepte, la licence non exclusive d'utilisation à titre gratuit du logiciel CrPlus de la société Escort Informatique.

2. Le logiciel objet de la présente convention a pour fonction la gestion collaborative des hydrants et Points d'Eau d'Incendie (PEI) sur l'ensemble du département du Loiret.
   Cependant, la présente convention s'inscrit dans les limites géographiques du territoire de compétence de l'utilisateur. Ce logiciel permet d'obtenir les résultats suivants au niveau de l'ensemble des points d'eau :

   - Consultation
   - Mise à jour (relevés des mesures annuelles et non conformités…)
   - Etat de disponibilité et indisponibilité des PEI
   - Impressions
   - Statistiques
   - Cartographies associées

ARTICLE 2 – TRANSMISSION DU LOGICIEL AU LICENCIE

La présente convention emporte remise par le concédant à l'utilisateur, dans les conditions de l'article 3 ci-dessous, des documents et éléments suivants :

- Un manuel utilisateur
- Un à deux noms d'utilisateur et un à deux mots de passe définis à l'article 4

ARTICLE 3 – LIVRAISON - INSTALLATION

1. A compter de la signature de la présente convention et uniquement après délivrance de la formation prévue à l'article 6, le concédant remettra à l'utilisateur les documents et éléments visés à l'article 2.

2. Outre une connexion internet à la charge de l'utilisateur, aucune installation n'est requise sur les postes informatiques de l'utilisateur, la connexion se faisant en application full web via un logiciel de navigation de type Mozilla Firefox ou internet explorer (version ≥ 9), ou similaire.

3. Les tests de connexion au logiciel, du nom d'utilisateur et mot de passe seront effectués par le personnel du concédant, chargé de la formation prévue à l'article 6, afin de s'assurer que l'accès au logiciel est en parfait état de fonctionnement.

ARTICLE 4 – NOMS D'UTILISATEUR ET MOTS DE PASSE

1. Le ou les noms d'utilisateur en fonction des besoins et droits d'accès seront délivrés exclusivement par le concédant, qui est l'unique administrateur du logiciel, à l'utilisateur. Le ou les mots de passe seront choisis par l'utilisateur à la signature de la présente convention.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Ils seront mentionnés ci-dessous :

Identifiants	Accès 1	Accès 2*
Noms d'utilisateur (délivrés par le SDIS)		
Mots de passe (au choix de l'utilisateur)	.....	.....

* si nécessaire pour permettre à d'autres personnels ou services d'accéder au logiciel

2. L'utilisateur est seul responsable de la transmission de ses noms d'utilisateur et mots de passe en interne ou externe.

3. L'utilisateur en cas de perte ou de souhait de modification du ou des mots de passe en fera la demande au concédant par message électronique à defense.incendie@sdis45.fr .

ARTICLE 5 – REFERENT(S)

1. Les référents seront désignés par l'utilisateur. Le nombre maximum de référents est limité à 4. L'utilisateur fournira le nom et la fonction de ses référents au moment de la formation prévue à l'article 6.

2. L'utilisateur procédera à la mise à jour des référents au concédant par message électronique à defense.incendie@sdis45.fr .

ARTICLE 6 –FORMATION

Une formation dans les locaux de l'utilisateur d'une durée de 2 heures environ sera délivrée au(x) référent(s) désigné(s) à l'article 5 par le personnel du concédant.

ARTICLE 7– GRATUITE D'UTILISATION

1. L'utilisation du présent logiciel et sa formation sont concédées à titre gratuit pour l'utilisateur.

2. Le coût de la connexion à internet via un navigateur et sa durée restent à la charge de l'utilisateur.

ARTICLE 8 – MAINTENANCE CURATIVE ET ADAPTATIVE

1. Le concédant s'engage à apporter à l'utilisateur son assistance technique notamment en cas de difficultés d'utilisation.

2. Dans le cas où l'utilisateur noterait des erreurs de fonctionnement dans le logiciel, des arrêts de fonctionnement, ou d'autres défaillances du logiciel, il les consignera au concédant par message électronique à defense.incendie@sdis45.fr

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

3. Le concédant sera l'interlocuteur unique avec la société prestataire du logiciel. Il supportera l'intégralité des frais du contrat de maintenance, service et télémaintenance. Ils assureront la mise à jour du logiciel.

4. Le concédant prendra les dispositions nécessaires en vue de remédier aux erreurs ou autres défaillances du logiciel à l'exclusion des problèmes de connexion à internet via le navigateur de l'utilisateur.

ARTICLE 9 – DONNEES - DROITS D'AUTEUR

1. L'utilisateur autorise l'utilisation et la transmission des données de ses PEI au concédant.

2. L'utilisateur bénéficie d'un droit d'accès et de rectification des informations qui le concernent. S'il souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations le concernant, il adressera sa demande par message électronique à defense.incendie@sdis45.fr .

3. Il est expressément rappelé que le concédant est l'administrateur du logiciel, sa propriété lui est exclusive et que le logiciel est protégé au titre des dispositions du Code de la Propriété Intellectuelle.

ARTICLE 10 – DROIT DE COPIE

L'utilisateur n'est pas autorisé à effectuer des copies du logiciel sous licence, autres que les impressions et transferts de ces données personnelles ou que les copies visées au Code de la Propriété Intellectuelle.

ARTICLE 11 – DUREE

La présente convention est conclue pour une durée de un an au terme duquel elle se renouvellera annuellement par tacite reconduction.

ARTICLE 12 – MODIFICATION ET RESILIATION

1. Toute modification devra être entérinée par la signature d'un avenant par les parties.

2. La convention pourra être dénoncée à tout moment par l'une des parties, notifiée à l'autre en respectant un préavis de deux mois par lettre recommandée avec avis de réception.

3. Dans le cas où l'une ou l'autre des parties ne respecterait pas les obligations contractuelles qui lui incombent en vertu de la présente convention, celle-ci serait résiliée de plein droit si la partie défaillante n'apportait pas remède à son manquement dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la date d'émission

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

de la notification que lui en ferait l'autre partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

4. La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de changement du logiciel Crplus ou de fin d'utilisation de ce dernier.

ARTICLE 13 – INTRANSMISSIBILITE DU CONTRAT

Les parties conviennent que la convention est conclu intuitu personae et ne pourra, en conséquence, bénéficier à un tiers quelconque.

ARTICLE 14 – REGLEMENT DES LITIGES

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des dispositions de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement préalablement à toute saisine du tribunal compétent.

Fait à ..... le .....

Le Président du SDIS du Loiret ***(Le représentant de l'utilisateur)***

Marc GAUDET

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Modèle n°1

Arrêté type de DECI - Annexe 4

Modalités

De réalisation des contrôles techniques des Point d'Eau Incendie (PEI) et d'échange d'informations avec le SDIS.

Commune de .....

EPCI regroupant les communes de .....

✓ **Dispositif des contrôles des PEI mis en place**

Dans le cadre des contrôles techniques de mesures (débit/pression) des PEI, il a été décidé la mise en place d'une vérification (plusieurs réponses possibles) dans la limite de 3 ans maximum conformément au RD DECI :

- ☐ Annuelle
- ☐ Tous les 2 ans
- ☐ Tous les 3 ans
- ☐ Par Mesure
- ☐ Par modélisation
- ☐ Par échantillonnage

✓ **Modalités d'échange d'informations avec le SDIS.**

Dans le cadre de la création et de la mise à jour des contacts pour le suivi et la gestion de la Défense Extérieure contre l'Incendie et de l'accès à la base de données des PEI :

Nom du responsable : ..... Fonction : .....

☎ Fixe..... ☎ Portable.....

Adresse mail : ..... @.....

Adresses messageries électroniques pour l'envoi automatique des données via le logiciel Cr+ :

1) .....@.....
2) .....@.....
3) .....@.....

Les noms « utilisateurs » et « mot de passe » pour l'accès à la base de données des PEI restent inchangés conformément à la convention signée.

Fait le .....à.....

Cachet et signature

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-DELIB2025_C4-DE

Modèle n°2

Le Schéma Communal ou Intercommunal de Défense Extérieure Contre l'incendie

Préambule

Il s'agit d'un document d'analyse et de planification au regard des risques d'incendie présents et à venir. Ce document facultatif est complémentaire à l'arrêté municipal ou intercommunal de DECI.

Il est élaboré pour chaque commune ou EPCI à fiscalité propre à l'initiative du maire ou du président de l'EPCI, qui l'arrête après avis du SDIS et des autres partenaires compétents (gestionnaires des réseaux d'eau notamment). Il doit être rédigé en conformité au Règlement Départemental de DECI.

Aspect réglementaire

Ce document est prévu aux articles R. 2225-5 et 6 du CGCT. Il constitue ainsi une déclinaison au niveau communal ou intercommunal du RDDECI.

Objectifs

Il permet de recenser les différents risques présents sur tout le territoire de la commune ou de l'intercommunalité. Il prend en compte tant l'existant que le développement projeté de l'urbanisation pour définir les besoins de ressources en eau nécessaire ou à prévoir.

Sur la base d'une analyse des risques d'incendie bâtimentaires, le schéma doit permettre à chaque maire ou président d'EPCI à fiscalité propre de connaître sur son territoire communal ou intercommunal :

- ✓ L'état de l'existant de la défense incendie,
- ✓ Les carences constatées et les priorités d'équipements,
- ✓ Les évolutions prévisibles des risques (développement de l'urbanisation…).

Ainsi les équipements de complément, de renforcement de la défense incendie ou le remplacement des appareils obsolètes ou détériorés pourront être planifiés. Les PEI sont choisis à partir d'un panel de solutions figurant dans le RDDECI.

Acteurs

La police administrative spéciale de la DECI consiste en pratique à décider de la mise en place et à arrêter le schéma communal ou intercommunal de DECI.

Sa réalisation, sous le contrôle de l'autorité de police, peut être faite en régie ou par un prestataire ou dans le cadre d'une mutualisation des moyens des collectivités. Ce prestataire ne fait pas l'objet d'un agrément. Toutefois, iil conviendra de porter à sa connaissance le RDDECI, l'arrêté municipal de DECI ainsi que le contenu de la base de données départemental des PEI (caractéristiques et cartographie).

Le SDIS reste le conseiller technique dans le domaine de la DECI afin de vous guider et doit obligatoirement être consulté pour avis avant d'approuver ce schéma.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250625-DELIB2025_C5-DE

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU LOIRET

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Réunion du 20 juin 2025

Présents : MM. GAUDET – PRONO – BURGEVIN – DROUET - DURAND –Mme BELLAIS - MM. BOUQUET – BRAUX - CHAPUIS MMES DURY - FLEURY – LABADIE - LANSON – M. MALBO - MME RAVELEAU - M. VACHER

- En exercice : 20
- Présents : 16
- Pouvoir : 2
- Votants : 18

DÉLIBÉRATION N°2025-C5

OBJET : Convention de participation pour la mise en œuvre d'une protection sociale « santé » pour le personnel du SDIS du Loiret

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code général de la fonction publique et notamment ses articles L. 827-1 à L. 827-12 ;

VU La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

VU Le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

VU Le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

VU L'avis du Comité Social Territorial du 5 juin 2025 ;

VU Le rapport n°5 présenté par M. le Président du Conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;

IL EST DÉCIDÉ : **Pour : 18** **Contre : 0** **Abstention : 0**

Article 1er : D'autoriser le Président du Conseil d'administration du SDIS à signer la convention de participation **« santé» pour l'ensemble du personnel du SDIS du LOIRET et ses retraités,** à effet **du 1er janvier 2026.**

Article 2 : Dans le cadre de cette convention, la participation employeur est définie par le décret du 20 avril 2022 et s'élève à minima à 50 % d'un montant de référence fixé à 30 € soit une participation mensuelle de 15 € par agent. L'enveloppe budgétaire à inscrire pour le budget 2026 de 106 000€.

Article 3 : En l'absence de transposition législative de l'accord collectif national de juillet 2023, ce contrat collectif est à adhésion facultative pour les personnels du SDIS.

Article 4 : En cas d'infructuosité du marché ou de proposition non recevable de la part des soumissionnaires, la participation à des contrats labélisés pourra être retenue.

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250625-DELIB2025_C5-DE

Suite de la délibération 2025-C5 du 20/06/2025

Article 5 : Les crédits concernés seront inscrits au budget du SDIS du Loiret aux chapitre et article concernés.

Article 6 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 7 Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours et Mme la Comptable Publique sont chargés de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,

Marc GAUDET

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250625-DELIB2025_C6-DE

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU LOIRET

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Réunion du 20 juin 2025

Présents : MM. GAUDET – PRONO – BURGEVIN – DROUET - DURAND -Mme BELLAIS - MM. BOUQUET – BRAUX – CHAPUIS MMES DURY - FLEURY – LABADIE - LANSON – M. MALBO - MME RAVELEAU - M. VACHER

- En exercice : 20
- Présents : 16
- Pouvoir : 2
- Votants : 18

DÉLIBÉRATION N°2025-C6

OBJET : Mise en œuvre des Lignes Directrices de Gestion 2024.1 - modification du tableau des effectifs

VU Le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles R.2313-3 et L.2313-1 ;

VU Le Code général de la fonction publique et notamment son article L.313-1 ;

VU La délibération n°2024-C11 du 18 octobre 2024 du Conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours relative à la révision des Lignes Directrices de Gestion ;

VU L'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 05 juin 2025 ;

VU Le rapport n°6 présenté par M. le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours du Loiret ;

IL EST DÉCIDÉ : **Pour : 18** **Contre : 0** **Abstention : 0**

Article 1er : De faire évoluer les effectifs du SDIS45 comme suit :

Ancien grade (suppression)	Nouveau grade (création)	Catégorie	Durée hebdo	Motif	Date d'effet
1 technicien principal de 1ère classe	1 ingénieur	A	TC 39h00	Promotion interne	01/07/2025
1 adjoint technique principal de 2ème classe	1 agent de maîtrise	C	TC 39h00	Promotion interne	01/07/2025
5 sergents chefs	5 adjudants	C	TC 39h00	Avancement de grade	01/09/2025

Article 2 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 3 : Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours et Mme la Comptable publique sont chargés de l'exécution de la présente délibération.

Le Président,

Marc GAUDET

195, rue de la Gourdonnerie – 45404 FLEURY LES AUBRAIS CEDEX - ☎ 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250625-DELIB2025_C6-DE

SDIS 45
Tableau prévisionnel des effectifs
au 01/07/2025

EMPLOIS PERMANENTS							
	CAT	Ouverts		Pourvus			DELTA
		Au 01/07/2025		Au 01/07/2025			
		ETP	dont nbre postes ouverts à TNC *	ETP	dont nbre postes pourvus à TNC *	Dont contractuels	
Attaché	A	15	2	13,6	1	3	1,4
Attaché pp	A	2	0	2	0	0	0
Attaché hors-classe	A	1	0	1	0	0	0
Rédacteur	B	7	0	7	0	3	0
Rédacteur pp 2cl	B	6	0	6	0	0	0
Rédacteur pp 1cl	B	4	0	2	0	0	2
Adjoint administratif	C	11	0	10	0	1	1
Adjoint administratif pp 2cl	C	5	0	5	0	0	0
Adjoint administratif pp 1cl	C	23	0	22	0	0	1
Filière administrative		**74**	**2**	**68,6**	**1**	**7**	**5,4**
Ingénieur	A	7	0	7	0	3	0
Ingénieur pp	A	1	0	1	0	0	0
Technicien	B	5	0	4	0	3	1
Technicien pp 2cl	B	3	0	3	0	0	0
Technicien pp 1cl	B	3	0	3	0	0	0
Adjoint technique	C	6	0	6	0	0	0
Adjoint technique pp 2cl	C	2	0	2	0	0	0
Adjoint technique pp 1cl	C	1	0	0	0	0	1
Agent de maîtrise	C	5	0	3	0	0	2
Agent de maîtrise pp	C	12	0	12	0	0	0
Filière technique		**45**	**0**	**41**	**0**	**6**	**4**
Contrôleur général	A	1	0	1	0	0	0
Colonel hors-classe	A	1	0	0	0	0	1
Colonel	A	1	0	1	0	0	0
Lieutenant-Colonel	A	10	0	8	0	0	2
Commandant	A	8	0	7	0	0	1
Capitaine	A	15	0	13	0	0	2
Médecin Pharmacien cl excep	A	1,11	2	1,11	1	2	0
Médecin Pharmacien hors-classe	A	2,89	0	2	0	0	0,89
Médecin Pharmacien cl normale	A	1	2	1	2	2	0
Cadre de santé	A	1	0	1	0	0	0
Infirmier hors-classe	A	3	0	3	0	0	0
Infirmier cl sup	A	0	0	0	0	0	0
Infirmier cl normale	A	1	0	1	0	0	0
Lieutenant hors-classe	B	5	0	3	0	0	2
Lieutenant 1cl	B	31	0	27	0	0	4
Lieutenant 2cl	B	27	0	26	0	0	1
Adjudant-chef	C	101	0	90	0	0	11
Adjudant	C	24	0	19	0	0	5
Sergent-chef	C	46	0	44	0	0	2
Sergent	C	66	0	59	0	2	7
Caporal chef	C	46	0	42	0	0	4
Caporal	C	107	0	93	0	0	14
Sapeur	C	19	0	16	0	0	3
Filière SPP		**518**	**4**	**458,11**	**3**	**6**	**59,89**
TOTAL EMPLOIS PERMANENTS		**637**	**6**	**567,71**	**4**	**19**	**69,29**
EMPLOIS NON PERMANENTS							
Apprenti	NC	3	0	3	0	3	0
Sapeur	C	1	0	1	0	1	0
Sergent	C	1	0	1	0	1	0
Adjoint administratif	C	1	0	1	0	1	0
Médecin vacataire	A	1	0	1	0	1	0
Services civiques	NC	2	0	2	0	2	0
TOTAL EMPLOIS NON PERMANENTS		**9**	**0**	**9**	**0**	**9**	**0**
TOTAL GENERAL		**646**	**6**	**576,71**	**4**	**28**	**69,29**

Emplois permanents budgétés non pris en compte dans les pourvus : agents mis à disposition

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250625-DELIB2025_C6-DE

SDIS 45
Tableau prévisionnel des effectifs
au 01/07/2025

NOMBRE DE POSTES AUTORISES AU SDIS 45

Objectif	Objectif cible	Pourvus (prévisionnel 01/07/2025)	Delta	Observations
Officiers	**90**	89	-1	
Sous-officiers Direction (hors SSSM)	**-**	11		
SSSM	**10**	9,11	-0,89	
CTA-CODIS	**20**	20		
SPP CIS garde	**308**	301	-7	Recrutements de sergents/ caporaux en cours (292 dont 6 contractuels sur postes vacants)
SPP CIS astreinte	**34**	32	-2	Recrutements de sergents/ caporaux en cours
Postes de PATS*	**112**	109,6	-2,4	

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-CRSOMM_01072025-AR

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU LOIRET

BUREAU DU CASDIS

COMPTE-RENDU SOMMAIRE

Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours du Loiret, dans sa formation plénière, s'est réuni, sous la présidence de Marc GAUDET, Président du Conseil d'administration du SDIS, le mardi 1er juillet 2025 à 09h30 au SDIS du Loiret.

Étaient présents :

- **M. Philippe VACHER**, 1er Vice-présidente du Conseil d'administration du SDIS,
- **Mme Nadia LABADIE**, 2ème Vice-présidente du Conseil d'administration du SDIS,
- **M. Gilles BURGEVIN**, 3ème Vice-président du Conseil d'administration du SDIS,
- **Mme Ludivine RAVELEAU,** Membre supplémentaire,
- **M. le Contrôleur Général Christophe FUCHS,** Directeur départemental,
- **M. le Colonel Bruno POIX,** Directeur départemental adjoint,
- **M. Yann BONAMY,** Directeur des services fonctionnels,
- **Dr Claire GENÈVE,** médecin-cheffe,

Rapport n°1 : Modification des LDG suite à la mise à jour du règlement opérationnel et transfert d'un poste d'adjudant vers le CIS de La Ferté Saint Aubin **(D2025-E1)**

Ce rapport est adopté à l'unanimité.

Rapport n°2 : Mise en œuvre du plan d'action volontariat **(D2025-E2)**

Ce rapport est adopté à l'unanimité.

Rapport n°3 : Indemnité de Mobilité Opérationnelle : modalités de mise en œuvre **(D2025-E3)**

Ce rapport est adopté à l'unanimité.

Rapport n°4 : Approbation des modalités et de la périodicité des formations de maintien et de perfectionnement des acquis et détermination de la durée des formations aux activités opérationnelles ou d'encadrement pour les sapeurs-pompiers volontaires non-officiers **(D2025-E4)**

Ce rapport est adopté à l'unanimité.

Rapport n°5 : Adaptation de l'organisation de groupements fonctionnels au sein de la Direction **(D2025-E5)**

Ce rapport est adopté à l'unanimité.

Rapport n°6 : Attribution à titre exceptionnel d'un logement de fonction sous le régime de la COPA - Agents en restriction d'aptitude **(D2025-E6)**

Ce rapport est adopté à l'unanimité.

Rapport n°7 : Autorisation donnée au Président de signer avec les SDIS de la région Centre Val-de-Loire et le SDIS de la Nièvre une convention de groupement de commande ayant pour objet l'acquisition d'effets d'habillement **(D2025-E7)**

Ce rapport est adopté à l'unanimité.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-CRSOMM_01072025-AR

Rapport n°8 : Autorisation donnée au Président de signer la convention avec la société Primagaz et la préfecture du Loiret **(D2025-E8)**

Ce rapport est adopté à l'unanimité.

Rapport n°9 : Autorisation donnée au Président de signer le contrat de location des logements rue des Vergers, impasse des Pruniers et impasse des Pêchers à Fleury-les-Aubrais et des équipements collectifs, au bénéfice du SDIS **(D2025-E9)**
Ce rapport est adopté à l'unanimité.

Rapport n°10 : Autorisation donnée au Président de signer l'avenant n°5 au contrat de location avec Valloire Habitat **(D2025-E10)**

Ce rapport est adopté à l'unanimité.

Rapport n°11 : Autorisation donnée au Président de signer la convention de mise à disposition de moyens au profit de l'association de la Musique Départementale des Sapeurs-pompiers du Loiret **(D2025-E11)**

Ce rapport est adopté à l'unanimité.

Rapport n°12 : Autorisation donnée au Président de signer la convention relative à la mise en place de l'éco-pâturage au CIS de Gien **(D2025-E12)**

Ce rapport est adopté à l'unanimité.

Aucune question n'étant soulevée, la séance est levée à 10h45.

Le Président,

Marc GAUDET

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E1-DE

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU LOIRET

BUREAU DU CASDIS

Réunion du 1er Juillet 2025

Voix délibérative : MM. GAUDET - VACHER - MME LABADIE – M. BURGEVIN – MME RAVELEAU

VOTE :
En exercice : 5
- Présents : 5
- Votants : 5

DÉCISION DU BUREAU N°D2025-E1

OBJET : **Modification des LDG suite à la mise à jour du règlement opérationnel et transfert d'un poste d'adjudant vers le CIS de La Ferté Saint Aubin**

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La loi du 06 août 2019 relative à la transformation de la fonction publique ;

VU Le décret n°2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif à l'instauration des règles et procédures pour l'édiction des lignes directrices de gestion et révision des attributions des commissions administratives paritaires ;

VU L'arrêté préfectoral portant révision du Règlement Opérationnel du SDIS du Loiret publié le 29 janvier 2025 ;

VU La délibération n° 2025-C6 du 20 juin 2025 du Conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours relative à la mise en œuvre des LDG 2024 - modification du tableau des effectifs ;

VU L'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 05 juin 2025 ;

VU Le rapport n°1 présenté par M. le Président du Conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;

IL EST DÉCIDÉ : **Pour : 5** **Contre : 0** **Abstention : 0**

Article 1er : D'acter la nécessité de mettre en cohérence les LDG suite à la modification du Règlement Opérationnel du SDIS et permettre la mise à jour des effectifs théoriques (299 au lieu de 308 en CIS majoritairement en garde et 43 au lieu de 34 en CIS majoritairement en astreinte).

Article 2 : D'acter au 01 juillet 2025 le transfert d'un poste d'adjudant non pourvu au sein du CIS COURTENAY vers le CIS de LA FERTÉ SAINT AUBIN pour répondre à un besoin opérationnel mesuré sur le territoire

195, rue de la Gourdonnerie – SEMOY – 45404 FLEURY LES AUBRAIS- Tel : 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E1-DE

Suite de la décision D2025-E1 du 1er juillet 2025

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 4 : Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours et Mme la Comptable publique sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Le Président,

Marc GAUDET

Sapeurs-Pompiers

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE et de SECOURS du LOIRET

Lignes Directrices de Gestion SDIS du LOIRET

Période 2022-2027

Version LDG SDIS45 – 2025.1

Objet :
Le présent document précise les contenus et les conditions d'élaboration des lignes directrices de gestion relatives à la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines et aux orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels pour le SDIS du Loiret.

Les lignes directrices de gestion sont établies par l'autorité territoriale pour une durée pluriannuelle qui ne peut excéder six années.
Elles peuvent faire l'objet, en tout ou partie, d'une révision en cours de période selon la même procédure. Aussi, cette version des Lignes Directrices de Gestion du SDIS45 sera possiblement ajustée, en tant que de besoin, à l'issue de la première année de mise en œuvre et ultérieurement pour tenir compte des retours d'expérience.

Ce travail a été conduit par l'équipe LDG SDIS45 d'août à novembre 2020 modifié en 2021 pour prendre en compte le RO arrêté le 17/06/22 modifié en octobre 2023 pour tenir compte de la révision du règlement opérationnel version entérinée par délibération en date du 16/06/23

- *Sylvain MARTIN (DST),*
- *Marie VARDELLE (DSSSM - SST),*
- *Sabrina CALVARIO (DSO - GOC),*
- *Lieutenant-Colonel Michel WIETRICH (GUT),*
- *Commandant Bruno TERRE (DSF - GRH),*
- *Commandant Jérémie LACROIX (UTOSS),*
- *Lieutenant HC Sandie CHEVAL (UT du Nord Loiret),*
- *Lorraine ROUGEOT – secrétaire de séance*

SOMMAIRE

- PARTIE 1 - 5

La stratégie pluriannuelle de Pilotage des RH 5

I. Les recrutements et la mobilité 5

1. Politique générale 5
2. Recrutement des PATS 5
3. Recrutement des SPP 6
4. La mobilité 10

II. GPEEC (gestion prévisionnelle des emplois et des compétences) 11

1. La démarche à mettre en œuvre 11
2. Les outils supports 13
3. Les outils RH à développer 14
4. Les postes en tension 15
5. Les PATS 15
6. Les sapeurs-pompiers professionnels 20

a. Les sapeurs-pompiers en garde postée 20
b. Les sapeurs, caporaux et caporaux-chefs 24
c. Les sous-officiers 24
d. Le CTA-CODIS 30
e. Les sapeurs-pompiers professionnels à dominante SHR 31
f. Les officiers de catégorie A 32
g. Les SPP du SSSM 32

III. Les actions en faveur de l'égalité professionnelle 34

1. Les mesures mises en œuvre au sein du SDIS45 34
2. Les mesures à développer 35
3. Un rapport annuel égalité professionnelle 35

IV. La masse salariale et les orientations de la politique salariale 35

1. La masse salariale du SDIS45 35
2. Les orientations de la politique salariale 36

V. Les conditions de travail et la prévention des risques 36

1. L'évaluation des risques et la prévention des risques professionnels 36
2. Exercice de la médecine préventive au profit des agents du SDIS 37
3. La Formation Spécialisée en matière de Santé, de sécurité et de conditions de travail (FSSSCT) 38

VI. Le dialogue avec les partenaires sociaux 38

VII. L'attractivité du SDIS45 38

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DEC12025_E1-DE

-PARTIE 2 – 40

Orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours 40

I. Stratégie institutionnelle d'équité pour tous les agents du SDIS 41

II. Les avancements de grade et la promotion interne des PATS 43

1. Contexte réglementaire 43
2. Avancement de grade 44
3. Nominations suite à concours/examen 45
4. La promotion interne 45

III. Les avancements de grade et la promotion interne des SPP 46

a. Les sapeurs, caporaux et caporaux-chefs 46
b. Les sous-officiers 47
c. Les officiers de catégorie B 48
d. Les officiers de catégorie A 49

IV. Les avancements de grade et la promotion interne des SPP du SSSM 50

1. Avancement de grade 50
2. Nominations suite à concours 51
3. Promotion interne 52

- ANNEXES - 53

ANNEXE 1 : 54

Délibération N°2018-B4 du CASDIS du 2 juillet 2018 relative à la validation de l'organigramme cible détaillé du SDIS du Loiret. 54

ANNEXE 2 : 55

Synthèse du bilan social 2019 55

ANNEXE 3 : 56

Les chiffres clés 2022 concernant les conditions de travail au SDIS du Loiret 56

ANNEXE 4 : 57

Modalités de nomination au choix des sapeurs-pompiers professionnels (document émanant de la DGSCGC) 57

Document initial	Date d'effet	Chapitre(s) modifié(s) ou ajouté(s)	Objet
Modification n°1	10/12/2021	I. – 6. – a)	Répartition des effectifs de sapeurs-pompiers professionnels à dominante postée
		I. - 6. – c)	Répartition des effectifs d'encadrement par centre
Modification n°2	12/04/2023	MAJ I. – 1.	Recrutements et mobilité : Politique générale
		MAJ I. - 2.	Recours à des agents recrutés en contrat à durée déterminée : références règlementaires
		MAJ I. - 3.	Recrutement des SPP : Sapeurs et Caporaux
		MAJ II. – 5.	Les métiers PATS de la collectivité : MAJ du référentiel
		MAJ II. – 6. – a)	Les sapeurs-pompiers en garde postée : dispositions générales et de l'effectif cible
		MAJ II. – 6. – a)	Répartition des effectifs de sapeurs-pompiers professionnels affectés en CIS en Garde
		MAJ II. – 6. – b)	Effectif cible des sapeurs, caporaux et caporaux-chefs
		MAJ II. – 6. – c)	Répartition des effectifs par CIS en garde
		MAJ II. – 6. – c)	Répartition des effectifs par CIS en astreinte
		MAJ II. – 6. – c)	Sous-officiers de garde : impact de la mise en œuvre de ces dispositions sur l'effectif d'adjudants
		MAJ II. – 6. – g)	Effectifs SPP du SSSM
		MAJ IV. – 1.	Masse salariale du SDIS45
		MAJ IV. – 2.	Orientations de la politique salariale
		MAJ V. – 1.	Evaluation des risques et la prévention des risques professionnels
		MAJ VII.	Perspectives sur les axes de développement et pistes de travail à envisager
Modification n°3	16/02/2024	MAJ I. – 1.	Les recrutements et la mobilité – Politique générale
		MAJ II. - 6. – a)	Les sapeurs-pompiers en garde postée - Dispositions générales
		MAJ II. - 6. – a)	Répartition des effectifs de sapeurs-pompiers professionnels affectés en CIS en Garde
		MAJ II. – 6. – c)	Répartition des effectifs par CIS en garde
		MAJ II. – 6. – c)	Répartition des effectifs par CIS garde à dominante 10h
		MAJ II. – 6. – c)	Impact de la mise en œuvre de ces dispositions sur l'effectif d'adjudants
		MAJ II. – 6. – e)	Les sapeurs-pompiers professionnels à dominante SHR
Modification n°4		MAJ Partie 2. - II. – 2.	Les avancements de grade et la promotion interne des PATS – Avancement de grade
		MAJ Partie 2. - II. – 4.	Les avancements de grade et la promotion interne des PATS – Avancement de grade
		MAJ Partie 2. III. - a) – 2.	Les avancements de grade et la promotion interne des SPP – Critères d'avancement au grade de caporal « au choix »
		MAJ Partie 2. III. – a) – 4.	Les avancements de grade et la promotion interne des SPP – Critères d'avancement au grade de caporal-chef « au choix »
		MAJ Partie 2. III. – b) – 2.	Les avancements de grade et la promotion interne des SPP – Promotion interne au grade de sergent
		MAJ Partie 2. III. – b) – 3.	Les avancements de grade et la promotion interne des SPP – Critères d'avancement au grade d'adjudant
		MAJ Partie 2. III. – c) – 2.	Les avancements de grade et la promotion interne des SPP – Promotion interne au grade de lieutenant de 2ème classe
		MAJ Partie 2. III. – c) – 3.	Les avancements de grade et la promotion interne des SPP – Avancement au grade de lieutenant LtnHC)
		MAJ Partie 2. III. – d) – 2.	Les avancements de grade et la promotion interne des SPP – Promotion interne au grade de capitaine
		MAJ Partie 2. III. – d) – 3.	Les avancements de grade et la promotion interne des SPP – Avancement au grade de commandant Lieutenant-colonel
		MAJ Partie 2. IV. – 2.	Les avancements de grade et la promotion interne des SPP du SSSM – Nominations suite à un concours
		MAJ Partie 2. IV. – 3.	Les avancements de grade et la promotion interne des SPP du SSSM – Promotion interne
Modification n° 5	01/07/2025	MAJ Partie 1. - II. – 6.	La répartition des effectifs par CIS majoritairement en garde La répartition des effectifs par CIS majoritairement en astreinte

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E1-DE

- PARTIE 1 -

LA STRATEGIE PLURIANNUELLE DE PILOTAGE DES RH

I Les recrutements et la mobilité

1. Politique générale

La conduite générale des ressources humaines dans le cadre des recrutements et de la mobilité s'inscrit dans une démarche de GPEEC, avec pour objectif général de disposer des effectifs nécessaires et suffisants avec les compétences requises, afin de remplir les objectifs du SDACR.

Des effectifs cibles de PATS et de SPP, à atteindre, y sont définis par direction et par groupement. Les effectifs postés sont fixés à 303 ETP en CIS garde auquel s'ajoute 5 postes budgétés d'agents inaptes ayant vocation à être repositionné. L'effectif cible se porte donc à 308 ETP dans l'attente des repositionnements. Il répond aux besoins induits par le règlement opérationnel en vigueur.
Les besoins fonctionnels apparaissent généralement stables mais en fonction des besoins en application du Règlement Opérationnel. Ces effectifs sont révisables. Le règlement opérationnel a été entériné dans sa dernière version par délibération du CASDIS en date du 16/06/23 et validé par Madame la Préfète en date du 28/07/23.
Le Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques du Loiret a été adopté le 19 juin 2019.
En effet, l'objectif recherché consiste à répartir de manière efficiente les effectifs, par l'intermédiaire du plan de mobilité des personnels (PAMN), des avancements de grade et des recrutements.
La volonté du SDIS45 est de pourvoir les postes statutaires vacants, en favorisant la mobilité interne, mais procèdera à des recrutements externes, notamment en l'absence de candidatures internes correspondantes, de l'expérience ou des compétences requises. Une perte de compétence liée à un départ pourra également nécessiter le recours à l'externe dans un souci de stabilisation de la structure.
Il est à noter que le SDIS du Loiret se doit dans sa politique de recrutement de maintenir une mobilité minimale au renouvellement des effectifs et donc recourir au recrutement à l'externe.
Un guide interne des processus de recrutement des personnels statutaires (SPP, PATS) devra être rédigé afin de permettre :

- D'arrêter les dispositions applicables au sein du SDIS45 de manière à réaliser des recrutements de qualité, dans le respect des dispositions règlementaires applicables à la fonction publique,
- De limiter les périodes de vacance de postes,
- De permettre, le cas échéant, l'accès au sein du SDIS45 des militaires et anciens militaires encadré par le décret n° 2019-5 du 4 janvier 2019. Ainsi, le SDIS 45 recrute des militaires.
- De fixer les modalités de recours à l'emploi d'agents en contrat à durée déterminée.

2. Recrutement des PATS

Le recrutement de PATS est réalisé en fonction des besoins du service, exclusivement sur des postes vacants et ouverts à l'organigramme.

Recours à des agents recrutés en contrat à durée déterminée :
Les postes permanents ont vocation à être pourvus par des fonctionnaires. Le recrutement de contractuels est donc l'exception. Les articles L 332-8 à L 332-14, L 332-23 à L332-26, L.326-1, L352-4 et L.352-5, L326-10 à L326-19, L.343-1 à L343-3, L.333-1 et L333-12 du code général de la fonction publique (CGFP) et la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 dressent la liste des cas de recours aux agents contractuels dans la fonction publique territoriale.
Pour faciliter la gestion du service et assurer sa continuité, le SDIS45 peut, dans certaines situations, recruter du personnel contractuel.

Dans la limite des possibilités budgétaires le recours à des agents recrutés en contrat à durée déterminée (CDD) peut être réalisé dans les cas prévus au tableau ci-après :

	L.332-13
	L.332-23 1°
	L.332-23 2°
	L.332 24 à L.332-26
	L.332-14
	L.332-8 1°
	L.332-8 2°
	L.332-10
	L.332-8
	L.332-12
	L.332-4

Le SDIS45 envisage d'avoir recours à ce type de contrat, en cas de besoin, dès lors qu'il y trouvera plus d'avantages que d'externaliser la mise en œuvre du projet envisagé.

3. Recrutement des SPP

Le SDIS45 met tout en place pour remplacer les départs (retraite, mutations, autre). Il souhaite également mettre en œuvre la politique de recrutement qui permettra d'atteindre les objectifs du protocole « Alliance » signé le 06 juillet 2022 et entériné par le CASDIS du 27 septembre 2022. Le « turn-over » des sapeurs-pompiers professionnels est estimé pour les 3 prochaines années à 15 agents par an en moyenne (retraite, mutation, promotion...).

Recrutement des sapeurs et caporaux de SPP :

Le recrutement par voie de concours, de mutation ou de détachement au grade de caporal demeure la règle prioritaire au sein du SDIS du Loiret en portant une attention toute particulière aux sapeurs-pompiers volontaires du corps départemental. Le recrutement au grade de sapeur sans concours dans les conditions statutaires n'est pas à exclure dans le cas où les postes vacants ne pourraient être pourvus par un

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E1-DE

4. Les postes en tension

Il s'agit de métiers où sont rencontrées des difficultés de recrutement par le manque de candidatures valides sur le poste. Par conséquent, nous pouvons ainsi accuser :

- Un déficit de compétences lié au temps d'acquisition des compétences, aux formations existantes, et/ou au contingent de personnes estimées compétentes sur ces métiers ;
- Un déficit d'attractivité lié au métier et ses conditions de travail, ses conditions d'exercice, au territoire, et/ou à un fort turn-over.

A partir de ces critères quantitatifs et qualitatifs, il sera possible de déterminer objectivement les postes en tension ainsi que leur niveau au sein du SDIS du Loiret et d'estimer les mesures préventives et correctives pour pallier les difficultés de recrutement pour chaque poste.

Ces mesures préventives et correctives s'articuleront à partir d'outils RH, l'objectif étant d'anticiper, de préserver et de transmettre le capital « compétences » dans les meilleures conditions possibles :

- Le tableau de pilotage et de suivi des effectifs : Il permet d'anticiper et évaluer les vacances de postes à des dates déterminées ;
- Le parcours individuel de formation (PIF) : Il permet à un agent d'acquérir les compétences nécessaires au poste jugé « en tension » qu'il occupera. Au cours du parcours sera mis en place un calendrier des actions précisant pour chaque action : les dates, les programmes et les objectifs de formation, les modalités d'évaluation des acquis, le rôle des différents partenaires, et des rapports d'étapes jugés nécessaires pour le suivi du parcours.
- Le parrainage : Par le biais d'une relation établie entre le parrain ou la marraine (la personne expérimentée et experte) et le filleul ou la filleule (la personne nouvellement affectée), le parrainage facilite et favorise l'intégration sociale et professionnelle de l'agent dans son nouveau milieu de travail, et l'accompagne dans ses nouvelles missions afin qu'il se développe professionnellement sur ce nouveau poste.

5. Les PATS

A - Des pratiques RH existantes et des documents structurants

Les documents RH de l'établissement sont les suivants :

- Délibération portant établissement du tableau des effectifs au 1er septembre 2020 (délibération du 15 juin 2020-B12)
- Délibération relative au nouveau Régime Indemnitaire (RIFSEEP) du 25/11/2019 (2019-C16 transposition régime indemnitaire des PATS)
- Délibération relative au nouveau référentiel des postes PATS du 25/11/2019 (2019-C15)
- Délibération 2013-C8 du 2 décembre 2013 ratios promus-promouvables
- Plan et règlement de formation 2021

B – Des effectifs, des emplois et des compétences

1) Les effectifs

- Les effectifs de la collectivité PATS au 01/01/2023 : 102 agents

	Fonctionnaires	Contractuels permanents	Contractuels non permanents (publics/privés)
En nombre	93	11	10 (5/5)
En ETP	92,5	10,6	10

- Répartition par filière et par statut

Filières	Fonctionnaires	Contractuels droit public + droit privé (emplois aidés)	Total		Total	
			F	H	En nombre	En ETP
Administrative	55	11 + 4	60	10	71	69,7
Technique	38	5 + 1	3	42	45	43,8
Total	93	21	63	52	114	113,5

Constat : Les hommes sont sous représentés dans la filière administrative, les femmes sont sous représentées dans la filière technique.
La filière technique regroupe la majorité des contractuels (CDD, CDI).

- Répartition par catégorie

Fonctionnaires et contractuels	En nombre	En ETP	Sexe	
			F	H
Catégorie A	25	24,6	18	7
Catégorie B	20	20	9	11
Catégorie C	64	63,7	33	31

Les catégories A et B sont de proportions quasi égalitaires avec une majorité d femmes dans l'encadrement.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E1-DE

2) Les métiers PATS de la collectivité

Sous-domaines	Famille de métiers	Métiers	Postes
Management stratégique	Management stratégique	Directeur des services fonctionnels (MAD par le CD)	Directeur des services fonctionnels (MAD par le CD)
Administration-Gestion Administrative et Technique	Accueil, secrétariat, gestion administrative et technique	Agent d'accueil	Hôtesse d'accueil
		Secrétaire administrative	Secrétaire en unité territoriale
		Secrétaire administrative	Secrétaire en unité opérationnelle
		Secrétaire technique	Secrétaire prévention
		Secrétaire technique	Secrétaire service médical
		Secrétaire technique	Secrétaire formation
		Agent de gestion administrative	Agent de gestion comptable
		Agent de gestion administrative	Agent de gestion technique et logistique
		Agent de gestion administrative	Agent de gestion ressources humaines
		Agent de gestion administrative	Agent de gestion formation
Assistanat	Assistanat, Secrétariat de Gpt/direction	Assistant administratif	Assistant de groupement
		Assistant administratif	Assistant de groupement des UT
		Assistant administratif	Assistant DSF
		Secrétaire de Direction	Secrétaire de direction
Gestion Administrative et Technique	Gestion administrative et technique	Gestionnaire administratif	Gestionnaire achat logistique magasin
		Gestionnaire administratif	Gestionnaire accidents de travail
		Gestionnaire administratif	Gestionnaire effectif emploi recrutement
		Gestionnaire administratif	Gestionnaire contrôleur paye
		Gestionnaire technique	Gestionnaire rémunérations et indemnités
		Gestionnaire technique	Gestionnaire SI formation
		Gestionnaire technique	Gestionnaire Prévention
Gestion fonctionnelle	Finances et gestion financière	Chef de Gpt finances	Chef de Gpt finances
		Responsable financier	Chef de service gestion financière
		Chargé de gestion patrimoniale	Chargé de gestion patrimoniale
		Chargé de gestion financière	Chargé de gestion financière
	Administration générale, Assemblées et Affaires juridiques	Chef de Gpt assemblées et administration générale	Chef de Gpt assemblées et administration générale
		Adjoint Chef de groupement et Responsable juridique et marchés publics	Chef de service juridique et marchés publics
		Responsable affaires générales et logements	Chef de service affaires générales et logement
		Responsable assemblées et secrétariat de direction	Chef de service assemblées et secrétariat de direction
		Juriste	Juriste
	Communication	Chargé de communication	Chargé de communication
		Webmaster	Webmaster
	Achat public	Conseiller en stratégie des achats	Conseiller en stratégie des achats
	Promotion et développement du volontariat	Conseiller en développement et promotion du volontariat	Conseiller en développement et promotion du volontariat
	Protocole, chancellerie et appui au volontariat	Chargé de l'appui au protocole, à la chancellerie et au développement du volontariat	Chef de service mise en œuvre de la citoyenneté
	Développement des compétences	Responsable formation des PATS et dispositifs de valorisation des compétences	Chef de service formation des PATS et dispositifs de valorisation des compétences

	Gestion des ressources humaines	Chef de Gpt ressources humaines	Chef de Gpt ressources humaines
		Responsable emplois, effectifs et temps de travail	Chef de service emplois, effectifs et temps de travail
		Responsable carrières, rémunérations et indemnités	Chef de service carrières, rémunérations et indemnités
		Responsable relations sociales et appui aux actions RH	Chef de service relations sociales et appui aux actions RH
		Chargé de projets RH (Administrateur SIRH)	Chargé de projets RH (Administrateur fonctionnel SIRH)
	Citoyenneté	Responsable mise en œuvre de la citoyenneté	Chargé de mission Citoyenneté
	Stratégie, pilotage, évaluation de la performance et prospective	Coordonnateur Pilotage, Evaluation et Prospectives	Coordonnateur Pilotage, Evaluation et Prospectives
		Développeur décisionnel	Développeur décisionnel
Gestion technique	Services techniques	Gestionnaire technique	Gestionnaire habillement
		Chef du centre technique départemental de contrôles	Chef d'atelier mécanique
		Chef du centre technique de maintenance et d'entretien mécanique	Chef d'atelier protection respiratoire
		Gestionnaire technique	Gestionnaire parc automobile
		Technicien détection matériel	Technicien détection matériel
		Référent équipement des centres	Référent gestionnaire équipement des centres
		Mécanicien	Mécanicien
		Mécanicien spécialiste	Mécanicien spécialisé équipement des engins
		Mécanicien spécialiste	Mécanicien spécialisé échelle
		Mécanicien spécialiste	Mécanicien spécialisé carrossier
		Vaguemestre	Vaguemestre
		Magasinier	Magasinier - Magasin général
		Magasinier	Magasinier - Habillement
		Magasinier	Magasinier – Matériel opérationnel
		Magasinier	Magasinier - Protection respiratoire
		Agent de gestion logistique	Agent de gestion logistique
		Gestionnaire technique bâtiment	Gestionnaire de site
		Préparateur en pharmacie	Logisticien pharmacie
	Système informatique	Ingénieur SI	Chef de projet SI
		Ingénieur SI	Administrateur SI
		Technicien SI	Technicien SI
Gestion opérationnelle	Opérations	Opérateur CTA/CODIS	Opérateur CTA/CODIS (filière SPP mais agents PATS)
	Transmission	Ingénieur transmission	Chef de service transmissi
		Technicien transmission	Technicien transmission
	Système d'information géographique	Ingénieur SIG	Chef de service SIG
		Ingénieur SIG	Chef de projet SIG
		Cartographe	Dessinateur
	Prévention	Agent de prévention	Agent de prévention HABITATION-BAT AGRICOL
	Prévision	Agent de prévision DECI	Agent de prévision DECI
QUALITE DE VIE AU TRAVAIL	Qualité et hygiène de vie au travail	Ingénieur prévention et sécurité	Chef de service SST
		Préventeur SST	Chargé de prévention sécurité
		Conseiller en psychologie du travail	Conseiller en psychologie travail

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E1-DE

3) Les formations des PATS

Bilan des formations suivies au titre de l'année 2022 pour les PATS

Année	Types de formation		Nbr de jours/Catégorie A	Nbr de jours/Catégorie B	Nbr de jours/Catégorie C	TOTAL
2022 Effectifs 112	Formations Intégration		20	0	31	51
	Formations professionnalisation au 1er emploi		0	0	0	0
	Formations tout au long de la carrière		4	2	0	6
	Formations de perfectionnement	Formations métiers (organismes extérieurs)	46	43	137	226
		Formations CNFPT CPF	0	4	18	22
		Formations préparations concours/examens	0	4	7	11
		Formations CNFPT	12	4	19.5	35.5
Total			82	57	212.5	300.5

4) Analyse et projection des mouvements RH

Tableau des départs :

	CDD	Mise à disposition	Mutation	Retraite	Démission	Total général
2023	2					2
2022	1			1		1
2021	6			1		7
2020	1		1	1		3
2019	1	3	2		1	7
2018				1		1
Total général	11	3	3	3	1	21

Tableau des arrivées :

	CDD	Détachement	Détachement - Intégration	Intégration - Catégorie A	Intégration - Catégorie C	Mise à disposition	Mutation	A déterminer	Total général
2022						1			1
2021	1					2		1	4
2020	5	1	1	1	1		1		10
2019	1		1		1				3
2018	3								3
Total général	10	1	2	1	2	3	1	1	21

6. Les sapeurs-pompiers professionnels

Les emplois :

Les sapeurs-pompiers professionnels, selon le cadre d'emploi dont ils dépendent, occupent les emplois correspondants à leur grade et à leurs qualifications à savoir :

1. Les emplois opérationnels, allant d'équipier à chef de site.
2. Les emplois de spécialités, fixé généralement à deux spécialités par agent, allant d'équipier à conseiller technique départemental voire zonal (sauvetage déblaiement, risque chimique, formateur de secourisme, formateur à la conduite, etc.)
3. Les emplois d'encadrement

Chaque sapeur-pompier peut cumuler ces activités pour répondre aux missions du SDIS tant sur le volet opérationnel (1et 2) que sur le volet technico-administratif (2 et 3).

a. Les sapeurs-pompiers en garde postée

Dispositions générales

Les sapeurs-pompiers professionnels à dominante postée contribuent directement à la réponse opérationnelle, appelée potentiel opérationnel journalier (POJ), dans la plus grande proportion de leur temps de travail.
Le potentiel opérationnel journalier est défini selon le Règlement opérationnel en vigueur (dernière version par délibération du CASDIS en date du 16/06/23 et arrêté préfectoral signé le 26/07/23). Il est composé de sapeurs-pompiers professionnels et de sapeurs-pompiers volontaires.
Les sapeurs-pompiers professionnels à dominante postée y contribuent selon leur temps de disponibilité opérationnel, en heures supplémentaires (indemnités horaires pour travaux supplémentaires), et en astreintes (liées à l'occupation d'un logement pas nécessité absolue de service).

Définition de l'effectif cible de sapeurs-pompiers professionnels à dominante postée

Suite à la signature du protocole « Alliance » signé le 06 juillet 2022 et entériné par le CASDIS du 27 septembre 2022, l'effectif cible est porté en 2023 à **308** sapeurs-pompiers professionnels affectés en CIS à dominante postée (hors officiers).

Cet effectif cible est défini selon plusieurs indicateurs :

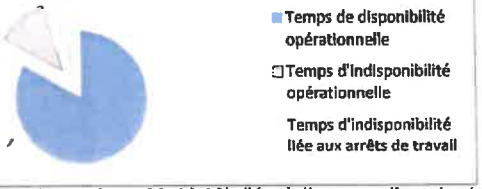
- **Le taux de disponibilité opérationnel par sapeur-pompier professionnel.** Cet indicateur évolue selon le taux d'indisponibilité liés aux arrêts de travail, selon les activités hors garde directement liées au plan de formation par exemple mais aussi selon les absences d'agents occupant à la fois des spécialité opérationnelles plus ou moins chronophages mais également des absence liées aux décharges d'activité de service.

Centre	Taux de disponibilité opérationnelle	Taux d'indisponibilité opérationnelle	Taux d'indisponibilité liée aux arrêts de travail	Total temps opérationnel
CSP ORLEANS NORD	76,28%	17,62%	6,10%	23,72%
CSP ORLEANS CENTRE	80,86%	15,85%	3,29%	19,14%
CSP ORLEANS SUD	81,93%	13,23%	5,47%	18,07%
CSP MONTARGIS	84,20%	9,77%	6,03%	15,80%
CSP GIEN	84,32%	12,83%	2,85%	15,683%
CSP Pithiviers	85,07%	8,16%	5,77%	14,93%
Moyenne	**83,19%**	**12,54%**	**4,27%**	**16,81%**

Données Agendis 2019

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E1-DE

Répartition du temps de travail des SPP en service à dominante postée (données agendis 2019)



- **Les astreintes** (note de service n°O-19-13), liée à l'occupation des logements par nécessité absolue de service. Cet indicateur évolue en fonction du taux d'occupation des logements. Les agents effectuent au maximum 54 astreintes de 12h réparties sur l'année.

	SPP logés	SPP logés extérieurs	Volume théorique d'heures d'astreintes logement	Equivalent temps plein (base 63G 31 J)
01/01/2015	110	13	79704	54,99
01/01/2016	110	11	78408	54.10
01/01/2017	102	10	72576	50.08
01/01/2018	92	8	64800	44,71
01/01/2019	95	8	66744	46.05
01/01/2020	85	6	58968	40,69
01/01/2021	87	6	60264	41.58
01/01/2022	88	6	60912	42.03
01/01/2023	99	5	67392	46.5

Données service logement et GSPE2P – SDIS 45

- **La capacité opérationnelle des sapeurs-pompiers volontaires** selon les périodes (jour semaine, nuit semaine, jour week-end et nuit week-end). Cet indicateur varie selon la dynamique de la section volontaire des unités.

Considérant les dispositions réglementaires applicables aux sapeurs-pompiers professionnels et volontaires, ainsi qu'aux caractéristiques mêmes de la disponibilité des sapeurs-pompiers volontaires, le bilan de ces indicateurs doit être analysé en jour et nuit semaine et jour et nuit week-end.

Enfin, l'indicateur du taux d'atteinte des POJ par unité (données SPE2P) permettra d'orienter les arbitrages en matière de répartition des effectifs.

Récapitulatif des indicateurs de gestion de l'effectif cible des SPP postés (hors officiers)	
Indicateur	**Commentaires**
Taux d'indisponibilité opérationnelle	Spécialités chronophages, encadrement d'actions de formation, impact d'une évolution réglementaire formation, dialogue social etc.,
Taux d'indisponibilité opérationnelle lié aux arrêts de travail	Accidents de travail, arrêts maladie,
Taux d'occupation des logements casernés et logements extérieurs	Liés à l'âge de sapeurs-pompiers et à la politique de recrutement, attractivité pour le SDIS 45
Taux d'agent en activité à temps partiel	Demandes individuelles de temps partiel "de droit" ou sur "autorisation" avec ou sans cotisation
Taux de réponse des sapeurs-pompiers volontaires	Lié à la volatilité et à la caractéristique des sections SPV des unités; encadrement SPV inclus.

Répartition des effectifs de sapeurs-pompiers professionnels affectés en CIS majoritairement en Garde

A la demande des chefs des Centres d'Incendie et de Secours, la répartition est susceptible d'évoluer annuellement selon les indicateurs ci-dessus définis.

Centre de Secours majoritairement en garde	Effectif cible fixé à 294 opérationnels pouvant être étendu à un maximum de 299 en cas d'inaptes définitifs non repositionnés	Catégorie de grade composant la POJ	Effectifs nécessaire à la garde (RO*)
Orléans sud	51	adjudants	2
		sergents	3
		caporaux-chefs caporaux, et sapeurs	9
		Effectif total	14
Montargis	60	adjudants	3
		sergents	4
		caporaux-chefs caporaux, et sapeurs	11
		Effectif total	18
Orléans centre	59	adjudants	2
		sergents	4
		caporaux-chefs caporaux, et sapeurs	11
		Effectif total	17
Orléans nord	59	adjudants	3
		sergents	4
		caporaux-chefs caporaux, et sapeurs	11
		Effectif total	18
~~Gien – Lorris~~	~~6~~	~~adjudants~~	~~1~~
		~~sergents~~	~~1~~
		~~caporaux-chefs caporaux, et sapeurs~~	~~2~~
		~~Effectif total~~	~~3~~
~~Châtillon~~	~~3~~	~~adjudants~~	~~1~~
		~~sergents~~	~~1~~
		~~caporaux-chefs caporaux, et sapeurs~~	~~2~~
		~~Effectif total~~	~~3~~
Pithiviers	36	adjudants	1
		sergents	2
		caporaux-chefs caporaux, et sapeurs	8
		Effectif total	11
Gien	34	adjudants	1
		sergents	2
		caporaux-chefs caporaux, et sapeurs	8
		Effectif total	11
Total	294 + 5	adjudants	10 à 12
		sergents	17 à 19
		caporaux-chefs caporaux, et sapeurs	58
		Effectif POJ total	89
		Effectif PON total	74

*(*) Référence au règlement opérationnel en vigueur (dernière version par arrêté préfectoral signé en date du 26/07/23) : **effectif comprenant un chef d'agrès une équipe Ou tout engin.***

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DEC12025_E1-DE

Calendrier général de gestion des emplois, des effectifs et de compétence :

Calendrier de gestion annuelle des ressources humaines (volet opérationnel CIS)			
Phase d'évaluation des besoins et de projection pour l'année	**Phase de mouvement interne (mobilités à grade égal)**	**Phase de réajustement des effectifs**	**Phase de mise en oeuvre**
T4 N-1	T1 N+0	T2 N+0	T3 N+0
Evaluation des besoins des unités pour l'année (réajustement de la GEPC) Besoins en effectif (répartition des 303+5 ETP SPP postés) Besoin en encadrement (application des LDG par grade)	Actualisation des besoins par unité pouvant orienter les mobilités internes Ouverture des postes à profil particulier (CIS garde à dominante 10h / fonctionel) Appel à mobilité volontaires à grade égal Arbitrage des mobilités volontaires (interne) Ventilation des promus	Procédure de nomination et d'avancement Recrutement externe (formés) FISPP Ventilation des recrues (externes)	
Recrutement et affectation de COD SPV selon les besoins			
	CAP	CAP	
LDG Conduite, mise en œuvre Instance Formation			

b. Les sapeurs, caporaux et caporaux-chefs

Les effectifs cibles théoriques de sapeurs, caporaux et caporaux-chefs nécessaires dans chaque unité opérationnelle du SDIS du Loiret sont définis au sein de ce document en application des indicateurs de gestion des ressources (gestion des effectifs SPP à dominante postée.

Le besoin en recrutement des sapeurs, caporaux et caporaux-chef est défini par la résultante du bilan annuel des effectifs, ajustés par centre après la nomination et la mobilité des sous-officiers. Cet effectif de sapeurs, caporaux et caporaux-chef est défini par déduction du nombre de sous-officiers composant l'effectif des SPP postés et de l'effectif cible des SPP Postés.

c. Les sous-officiers

Les effectifs cibles théoriques par grade et par unité opérationnelle sont définis pour atteindre les besoins opérationnels et de management. Une réactualisation de la répartition par unité pourra être envisagée chaque année de façon à :

1. Réactualiser les prévisions du besoin en fonction de l'évolution de l'effectif connu et à venir
2. Piloter de façon dynamique les postes ouverts dans les centres pour nomination en fonction de l'évolution des indicateurs (CF II.3)

Les effectifs cibles théoriques de sous-officiers nécessaires dans chaque unité du SDIS du Loiret sont dimensionnés sur la base du RO qui détaille les besoins en termes de fonction (CAUE, CATE) constituant ainsi le potentiel opérationnel journalier.

La définition d'un effectif cible doit permettre de garantir l'encadrement des effectifs composant le POJ. L'expérience des dernières années montre qu'un sureffectif d'encadrement génère une récurrence importante de prise de fonctions inférieures décalant par conséquence chacune des strates (des sergents, des caporaux et caporaux-chefs). Enfin, la définition de cet effectif permettra aux agents de se projeter dans un déroulement de carrière. L'effectif cible doit donc répondre à ces enjeux.

Par déclinaison du besoin journalier défini par le règlement opérationnel, une première projection théorique peut être déterminée sur la base de 5 ETP pour couvrir un besoin d'un agent. D'autres indicateurs doivent permettre d'affiner au plus juste le besoin d'encadrement par unité. Par exemple, lorsqu'il s'agit d'un besoin faible (par exemple un seul CATE dans la POJ), il est nécessaire d'augmenter l'effectif théorique au-delà des 1 pour 5 car l'impact d'un arrêt de travail générera un risque de rupture important. Les chefs des unités ont ainsi pu ajuster les effectifs cibles s'approchant des effectifs connus en 2012.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DEC12025_E1-DE

Répartition des effectifs par CIS majoritairement en garde (projection 01/07/2025)

Centre d'Incendie et de Secours Posté	Catégorie de grade composant la POJ	Effectifs nécessaire à la garde (RO)	Effectif théorique nécessaire	Effectif au 1er juillet 2025
Orléans sud	Adjudants	2	12	15
	Sergents	3	15	11
	HDR	9	24	24
	Effectif total	14	51	50
Montargis	Adjudants	3	15	17
	Sergents	4	20	17
	HDR	11	25	26
	Effectif total	18	60	60
Orléans centre	Adjudants	2	12	12
	Sergents	4	20	18
	HDR	11	27	26
	Effectif total	17	59	56
Orléans nord	Adjudants	3	15	15
	Sergents	4	20	20
	HDR	11	24	23
	Effectif total	18	59	58
~~Ormes – Saran~~	~~Adjudants~~	~~1*~~	~~2~~	4
	~~Sergents~~	~~1*~~	~~2~~	0
	~~HDR~~	~~2~~	~~2~~	~~1~~
	~~Effectif total~~	~~3~~	~~6~~	~~5~~
~~Chécy~~	~~Adjudants~~	~~1*~~	~~1~~	~~2~~
	~~Sergents~~	~~1*~~	~~1~~	~~1~~
	~~HDR~~	~~2~~	~~1~~	0
	~~Effectif total~~	~~3~~	~~3~~	~~3~~
Pithiviers	Adjudants	1	7	8
	Sergents	2	12	9
	HDR	8	17	18
	Effectif total	11	36	35
Glen	Adjudants	1	7	9
	Sergents	2	12	11
	HDR	8	15	13
	Effectif total	11	34	33
Total	Adjudants	10 à 12	68	76
	Sergents	17 à 19	99	86
	HDR	58	132	130
	Effectif POJ total	89	299	292
	Effectif PON total	74		

Le besoin exprimé ci-dessus montre un surplus d'adjudants et un déficit de sergents.

Répartition des effectifs par CIS ~~garde à dominante 10h~~ majoritairement en astreinte (projection 01/07/2025)

CIS G10	Catégorie de grade composant la POJ	Effectif théorique nécessaire	Effectif au 1er juillet 2025
Beaugency	Adjudants	2	2
	Sergents	1	1
	HDR	0	0
	Effectif total	3	3
Meung/Loire	Adjudants	2	2
	Sergents	2	1
	HDR	0	1
	Effectif total	4	4
Jargeau	Adjudants	2	2
	Sergents	1	1
	HDR	0	0
	Effectif total	3	3
Châteauneuf/Loire	Adjudants	2	2
	Sergents	2	1
	HDR	0	1
	Effectif total	4	4
Sully/Loire	Adjudants	2	2
	Sergents	2	2
	HDR	0	0
	Effectif total	4	4
Neuville-aux-Bois	Adjudants	2	1
	Sergents	0	0
	HDR	0	1
	Effectif total	2	2
Beaune-la-Rolande	Adjudants	2	1
	Sergents	1	2
	HDR	0	0
	Effectif total	3	3
Ferrières-en-Gâtinais	Adjudants	2	1
	Sergents	0	1
	HDR	0	0
	Effectif total	2	2
Courtenay	Adjudants	1	0
	Sergents	1	1
	HDR	0	1
	Effectif total	2	2
Château-Renard	Adjudants	2	0
	Sergents	0	2
	HDR	0	0
	Effectif total	2	2

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E1-DE

CIS G10	Catégorie de grade composant la POJ	Effectif théorique nécessaire	Effectif au 1er juillet 2025
Bellegarde	Adjudants	2	1
	Sergents	0	0
	HDR	0	1
	Effectif total	2	2
Briare	Adjudants	2	2
	Sergents	0	0
	HDR	0	0
	Effectif total	2	2
Ormes - Saran	Adjudants	2	4
	Sergents	2	0
	HDR	2	1
	Effectif total	6	5
Chécy	Adjudants	1	2
	Sergents	1	1
	HDR	1	0
	Effectif total	3	3
La Ferté Saint Aubin	Adjudants	1	0
	Sergents	0	0
	HDR	0	0
	Effectif total	1	0
Total	Adjudants	27	22
	Sergents	13	13
	HDR	3	6
	Effectif total	43	41

Phase 1 : Atteindre les effectifs cibles d'encadrement en 5 ans maximum.

1.1 Pour les adjudants

Une projection théorique tenant compte essentiellement de l'atteinte de la limite d'âge, permet d'identifier une réduction prévisible des effectifs d'adjudant et un maintien des effectifs de sergent (moyenne d'âge plus jeune).
La baisse des effectifs d'adjudant pourrait être plus rapide par différents facteurs :

- La mutation externe,
- La réussite et la nomination interne ou externe aux concours de lieutenant (LTN 1 ou 2),
- La nomination au choix des lieutenants de deuxième classe,
- Les positions d'inaptitude définitives

Pour les adjudants, la démarche devra s'inscrire dans une dynamique de baisse des effectifs. Pour permettre un déroulement harmonieux des carrières, et malgré un besoin inexistant, il sera procédé à la nomination **d'un agent pour trois départs** de l'année précédente.
Les CS nécessitant des sous-officiers SPP dans leur effectif doivent disposer d'adjudants CATE pour garantir la réponse opérationnelle.

1.2 Pour les sergents

Pour les sergents, les nominations s'opéreront essentiellement par voie de recrutement interne de façon à favoriser les évolutions de carrière. Il s'agit là de maintenir un niveau d'attractivité de l'établissement favorable au maintien des effectifs. Selon les réussites aux concours et examens, et en intégrant l'effectif cible à atteindre dans les 5 années, il sera évalué annuellement la capacité de l'établissement à nommer des sergents **de façon régulière et lissée jusqu'à atteindre l'effectif cible.**
Par exemple, s'il a été identifié pour l'année n-1 le départ de 4 adjudants pour la retraite, 1 adjudant lauréat au concours de lieutenant de 1ère classe, 1 adjudant nommé LTN 2 dans le cadre des nominations au choix, 1 sergent en mutation externe, l'effectif d'adjudant baisse de 6 agents et d'un sergent.

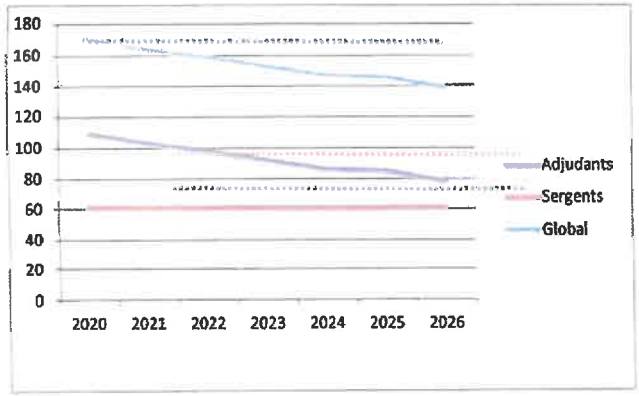
Phase 2 : Stabiliser les effectifs d'encadrement en nommant en fonction des besoins réactualisés le cas échéant des agents.

En bilan, et de façon à atteindre l'objectif cible d'encadrement dans les unités, l'établissement procédera à la nomination **par an durant 5 ans. :** De **1 à 2 adjudants et de 6 à 8 sergents.** Cet effectif sera réajusté en fonction de la réalité présentée ci-dessus.

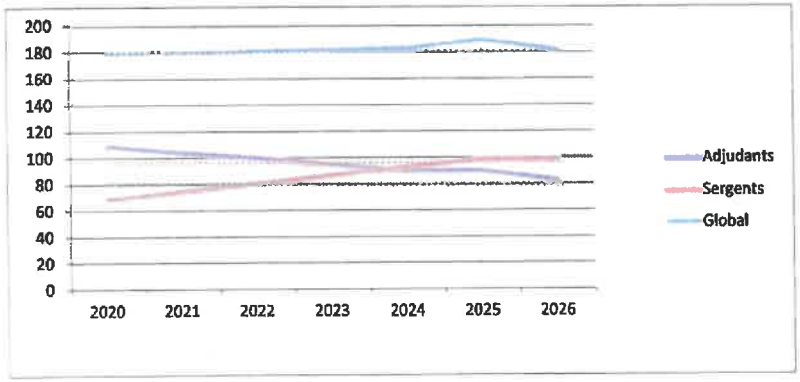
Par exemple, s'il a été identifié pour l'année n-1 le départ de 4 adjudants pour la retraite, 1 adjudant lauréat au concours de lieutenant de 1ère classe, 1 adjudant nommé LTN 2 dans le cadre des nominations au choix, 1 sergent en mutation externe, l'effectif d'adjudant baisse de 6 agents et d'un sergent.
En phase 1, l'établissement pourrait procéder à la nomination de **2 adjudants** et **6 à 10 sergents.**
En phase 2, l'établissement pourrait nommer 6 adjudants et 7 sergents en remplacement de la totalité des agents partis.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E1-DE

Evolution théorique des effectifs par grade (facteur d'age uniquement)



Evolution théorique des effectifs avec nomination par grade (facteur d'age uniquement)



Les sous-officiers de garde

1. Cadre réglementaire

Conformément au cadre d'emploi des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels, le grade d'adjudant permet l'accès à l'emploi de sous-officier de garde (Décret n° 2016-76 du 29 janvier 2016 modifiant le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels).

2. Mission

Les sous-officiers de garde participent à l'activité opérationnelle de l'unité en qualité de chef d'agrès tout engin.

En fonction du nombre d'agents composant le POJ, soit ils assurent, sous l'autorité du chef de centre, les missions confiées au titre du sous-officier de garde, soit ils suppléent l'officier de garde lorsque l'effectif du POJ est supérieur ou égal à 10 sapeurs-pompiers.

Dans les deux cas, ils sont chargés de gérer les moyens et l'activité de l'équipe de garde sous-l'autorité du chef de centre ou de son représentant (chef de garde par exemple).

3. Effectif cible des sous-officiers de garde par type d'unité

Typologie d'unité	**Effectif cible Chef de garde (emploi fonctionnel)**
CIS avec POJ inférieur à 10 SP Postés	Maxi 7 agents.
CIS avec POJ supérieur ou égal à 10 SP Postés	Maxi 7 agents.

Les chefs de centre sont chargés de désigner, dans les proportions indiquées, les agents occupant ces fonctions. Cet emploi sera évalué par l'autorité hiérarchique dans les mêmes conditions que les emplois opérationnels et d'encadrement.
Dès lors qu'ils seront identifiés et après formation durant toute la durée d'occupation de ce poste et dès qu'ils en assurent la fonction opérationnelle, ils percevront la prime de responsabilité définie par les textes réglementaires en vigueur.

Responsabilité particulière du grade d'adjudant	Traitement IB moyen (en pourcentage)
Chef d'agrès tout engin	13%
Sous-officier de garde	16%

Impact de la mise en œuvre de ces dispositions sur l'effectif d'adjudants

Centre	**Catégorie de grade composant la POJ**	**Effectifs nécessaire à la garde (RO)**	**Effectif théorique nécessaire (RO x5 réajusté)**	**Effectif cible des sous-officiers de garde**	**Effectifs du centre au 1er sept 2020/1er janvier 2024**	**Effectif cible des sous-officiers de garde actuel**
Pithiviers	Adjudants	1	7	7	14/11	7
Glen	Adjudants	1	7	7	15/11	7
Total	**Adjudants**	**12**	**65**	**14**	**109/92**	**14**

Afin de coordonner l'effectif opérationnel et de gérer les moyens des centres sous la responsabilité des chefs de CIS astreinte disposant d'un POJ constitué d'un effectif SPP inférieur à 9, il convient d'instaurer la fonction de sous-officier de garde aux adjudants affectés dans ces unités.

d. Le CTA-CODIS

1. Les emplois

Les emplois du CTA CODIS sont recensés dans le référentiel de compétence SIC conformément à l'annexe 1 de l'arrêté du 13 décembre 2016.

- L'opérateur ou chef opérateur de salle opérationnelle a pour mission de traiter en temps réel tous les appels d'urgence et/ou d'assurer le suivi opérationnel et administratif des opérations. 2 fonctions distinctes existent :
  - L'OTAU (Opérateur de Traitement des Appels d'Urgence)

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E1-DE

- L'OCO (Opérateur de Coordination Opérationnel)
  Il est placé sous l'autorité d'un chef de salle ou d'un adjoint de chef de salle.

- Le chef de salle ou adjoint de chef de salle opérationnelle a pour mission d'assurer la responsabilité et le fonctionnement de la salle opérationnelle durant son activité. Cette mission se décline en 4 domaines d'activités :
  - La gestion de l'activité des opérateurs
  - La gestion des systèmes d'information et de communication des salles opérationnelles
  - La gestion opérationnelle des moyens
  - La remontée d'informations

Il est placé sous l'autorité de l'officier CODIS

2. Cadre d'emploi

Les opérateurs de salle opérationnelle appartiennent au cadre d'emploi des sapeurs, caporaux et caporaux chefs. Ces deux derniers grades peuvent occuper l'emploi de chef opérateur.
Quelques personnels administratifs et techniques appartenant à la filière technique occupent actuellement ces fonctions.
Les adjoints au chef de salle opérationnelle appartiennent au cadre d'emploi des sergents et adjudants.
Les chefs de salle opérationnelle appartiennent au cadre d'emploi des lieutenants deuxième, première et hors classe.

3. Effectifs cibles :

Pour les emplois d'opérateur et de chef opérateur, dans l'éventualité du départ de l'intégralité des opérateurs PATS, le dimensionnement des effectifs opérateurs SPP, dans le cadre d'un POJ JOUR de 4 et d'un POJ NUIT de 3 sera le suivant :

- 20 SPP (représentant un potentiel de 2000 gardes de 12h)
- 19 SPV (représentant un potentiel de 570 gardes de 12h)

Pour l'emploi de chef de salle, l'effectif cible est fixé, *a minimum*, 8 ETP SPP.

4. Règles d'avancement et de mobilité

Pour les opérateurs et chef-opérateur, les règles communes à l'avancement définies précédemment seront appliquées.
Les officiers à dominante postée affectés au CTA CODIS seront soumis à la même règle d'avancement et de mobilité que les officiers à dominante hors rang.

e. Les sapeurs-pompiers professionnels à dominante SHR

Les sapeurs-pompiers peuvent occuper des emplois de direction, d'encadrement, administratif ou technique en fonction de leurs grades, de leurs formations ou de leur aptitude.
Ils assurent des sujétions opérationnelles sous la forme d'astreintes et/ou de gardes postées conformément au règlement intérieur du SDIS du Loiret (délibération n°2019-A6 du 29/04/2019). Le temps en SHR doit être supérieur au temps équivalent qui découle des gardes postées.

Au sein du SDIS 45, ils sont répartis sur les Directions, Groupements et Services de la manière suivante (effectif au 1er décembre 2023) :

Service	Sergent	Sergent-chef	Adjudant	Adjudant chef	Lieutenant 2CL	Lieutenant 1CL	Lieutenant HC	Capitaine SPP	Commandant SPP	Lieutenant-colonel SPP	Colonel	Contrôleur général SPP	Total
Direction											1	1	2
SPE2P						1				1			2
DSF				1									1
DSO										1			1
GOC FOR	1	3	2	2	2		1	1					12
GTL				2		1			1	1			5
GOC OPS					6	6	1	2				1	16
GUT								1	1	1		1	3
G2P			1	1	8	6	1	2	2	1			16
GRH			1							1			2
Chargement				1	1			1		1			4
MAD						1	1		2				4
Total général	1	3	4	6	12	15	4	7	6	6	1	1	67

Les sous-officiers répondent en tous points aux conditions du cadre d'emploi de recrutement vues dans les chapitres précédents.

f. Les officiers de catégorie A

Le nombre de commandants et de lieutenants colonels susceptibles d'être promus au sein de chaque service départemental d'incendie et de secours est défini conformément aux dispositions des articles R.1424-23-1 à R.1424-23-3 du CGCT.

Le nombre des officiers et sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels du corps départemental est déterminé à partir d'un effectif de référence fixé au 31 décembre de l'année précédente comprenant les sapeurs-pompiers professionnels ainsi que les sapeurs-pompiers volontaires du service départemental d'incendie et de secours dans la limite du double du nombre des sapeurs-pompiers professionnels, dans les conditions suivantes :
1° Un lieutenant-colonel pour au moins 900 sapeurs-pompiers ;
2° Un commandant pour au moins 300 sapeurs-pompiers ;
3° Un capitaine pour au moins 60 sapeurs-pompiers ;
4° Un lieutenant pour au moins 20 sapeurs-pompiers ;
5° Un sous-officier pour au moins 4 sapeurs-pompiers non officiers.

Aux officiers et sous-officiers dont le nombre est déterminé par l'article précédent s'ajoutent les officiers en fonction dans les groupements dont le nombre maximum est fixé par arrêté conjoint du ministre de l'intérieur, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de la fonction publique.

Un tableau récapitulatif émanant de la DGSCGC, permettant de connaître les modalités (quotas, conditions statutaires, références juridiques) de nomination au choix pour chaque grade se trouve en annexe.

Il est toutefois rappelé que la nomination au choix est un dispositif qui est activé d **façon très exceptionnelle** en répondant à un besoin du Service et à la discrétion d l'autorité d'emploi.

g. Les SPP du SSSM

A – Contexte réglementaire

Les cadres d'emplois des agents du SSSM sont régis dans les décrets suivants :

- **Infirmiers SPP : décret 2016-1176 portant statut particulier du cadre d'empl des infirmiers de sapeurs-pompiers professionnels**
- **Cadres de santé SPP : décret 2016-1177 portant statut particulier du cadr d'emploi des cadres de santé de sapeurs-pompiers professionnels**

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E1-DE

- **Médecins et pharmaciens SPP : décret 2016-1236 portant statut particulier du cadre d'emploi des médecins et des pharmaciens de sapeurs-pompiers professionnels**

Les documents RH du SDIS sont les suivants :

- **Délibération n°2013-C8 dernière mise à jour des ratios promus-promouvables**
- **Tableau des effectifs au 1er septembre 2020**

B – Des effectifs, des emplois et des compétences

1) Les effectifs

- **Les effectifs SPP du SSSM au 1er septembre 2020 : 9 agents**

	Fonctionnaires		Contractuels permanents		Total
	H	F	H	F	
En nombre	1	7	1	1	10
En ETP	1	7	0,5	0,5	9

Tous les agents SPP du SSSM appartiennent à la catégorie A.

2) Les métiers et grades des agents du SSSM

Cadre d'emploi	Fonctions	Nbre d'agents	Grades
Médecins et pharmaciens SPP	*Médecin-chef*	*1*	*Médecin hors classe*
	Médecins de groupement		*Médecins de classe normale*
	Pharmacien-chef	*1*	*Pharmacien hors classe*
	Pharmacien	*2*	*Pharmacien hors classe et CN*
Cadres de santé SPP	*Cadre de santé*	*1*	*Cadre santé 1ère classe*
Infirmiers SPP	*Infirmiers de groupement*	*4*	*Infirmiers hors classe*

Volume et origine des départs	Retraite	Fin de contrat	Mutation	Démission
2020	0	0	0	0
2019	0	0	0	0
2018	1	0	0	1
Total	1	0	0	1

3) Analyse et projection des mouvements RH

Volume et origine des entrées	Remplacement agent parti	Création de poste	Renfort (surcroit d'activité)
2020	0,7	0	0
2019	0,6	0	0
2018	0,7	0	0

Total	2 *(médecins)*	0	0

Perspectives et constat sur la situation actuelle du DSSM en termes de ressources humaines :

Au regard de l'effectif cible validé lors du CA du 2 juillet 2018 (besoin supplémentaire validé et non budgétisé) :

Le SSSM est toujours à la recherche d'un 3ème médecin de groupement pour compléter l'équipe médicale.

Au regard de la crise sanitaire : (besoins supplémentaires non validés et non budgétisés) :

Nécessité d'apprécier la baisse des disponibilités des infirmiers SPV, travaillant en centre hospitalier et leur impact sur la continuité des missions du SSSM.

Au regard de l'augmentation opérationnelle liée au SUAP (besoins supplémentaires non validés et non budgétisé) :

Les effectifs de la PUI sont dimensionnés pour l'activité SUAP de 2009. La forte augmentation des interventions SUAP et des sorties VLSM mettant en œuvre un PISU en particulier, mettent la PUI en difficulté lors des absences du préparateur en pharmacie. C'est pourquoi, le recrutement de préparateurs en pharmacie SPV sous le statut d'experts est à étudier.

III. Les actions en faveur de l'égalité professionnelle

1. Les mesures mises en œuvre au sein du SDIS45

Le SDIS45 souhaite garantir à ses agents une égalité de traitement en ce qui concerne leur déroulement de carrière et leur rémunération.

Les avancements de grade et la promotion interne sont réalisés selon des critères identiques à l'ensemble des personnels. Ces critères sont liés principalement aux aptitudes, compétences et à la manière de servir.

Les régimes indemnitaires des personnels sont attribués de manière identique selon les postes occupés, les responsabilités exercées et la manière de servir.

L'ensemble des locaux (locaux administratifs, techniques et casernements) sont par ailleurs aménagés de manière à pouvoir accueillir des personnels de sexe masculin et féminin, ce qui permet notamment le recrutement dans les CIS de sapeur-pompiers de sexe féminin.

Afin de permettre aux agents, quelque-soit leur sexe d'avoir un déroulement de carrière normal tout en conciliant leur temps personnel et leur temps professionnel, les mesures suivantes sont pratiquées actuellement :

- Les horaires de travail des personnels en service hors rang sont aménagés de manière à pouvoir assurer une certaine flexibilité (plages de travail fixes et variables) tout en permettant la continuité de service.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DEC12025_E1-DE

- Le travail à temps partiel est accordé dans la limite des nécessités de service et les agents souhaitant reprendre leur activité à temps complet peuvent le faire généralement sur le poste occupé (Cf. annexe 2 – synthèse du bilan social 2019)

Le SDIS45 veille également dans sa communication à faire apparaître que les postes vacants sont accessibles à tous.

2. Les mesures à développer

Un guide des procédures de recrutement mérite d'être élaboré afin de garantir l'égalité des chances des candidats à l'accès à l'emploi public quel que soit le sexe, l'âge ou l'origine des candidats.

Une attention devra être portée pour prendre en compte la nécessité de féminiser les jurys de recrutement.

3. Un rapport annuel égalité professionnelle

La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique introduit l'obligation de renforcer l'égalité professionnelle et de prévenir les discriminations. Toutes les collectivités territoriales devront présenter chaque année devant le comité technique « un rapport relatif à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes comportant notamment des données relatives au recrutement, à la formation, au temps de travail, à la promotion professionnelle, aux conditions de travail, à la rémunération et à l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle.

Cette disposition réglementaire permettra au SDIS45 de réaliser un bilan sur les actions engagées en faveur de l'égalité professionnelle.

IV. La masse salariale et les orientations de la politique salariale

1. La masse salariale du SDIS45

Le contexte financier national, et par répercussion celui des finances locales, demeure particulièrement contraint pour 2023 lourdement impacté par la crise énergétique.

Au titre du budget prévisionnel global, en termes de dépenses indispensables, la masse salariale représente pour le SDIS du Loiret quasiment 70% des dépenses globales de fonctionnement.

A titre d'exemple, les charges de personnel (chapitre 012 – 41 470 145 €) qui seront proposées au BP2023 sont en augmentation de 13.83 % comparativement au budget primitif 2022. Cet effort important permettra de mettre en œuvre les décisions entérinées lors de la signature du protocole « Alliance » signé le 06 juillet 2022 et entériné par le CASDIS du 27 septembre 2022.

Cette évolution est consécutive à la budgétisation des effectifs prévisionnels au 1er janvier 2023, intégrant notamment les données du protocole « Alliance » et leur impact sur toute l'année.

Par ailleurs, il conviendra de surveiller toutes les nouvelles mesures éventuelles de l'Etat susceptibles d'impacter le volume dédié à la masse salariale.

Pour mémoire, les objectifs inscrits dans le protocole sont les suivants:

- au titre de l'année 2022 :
  - Recrutement de 7 SPP non officiers en CIS en garde
  - Recrutement de 8 SPP non officiers en CIS astreinte
  - Recrutement de 3 SPP officiers
  - Recrutement de 2 PATS
- au titre de l'année 2023 :
  - Recrutement de 11 SPP non officiers en CIS en garde
  - Recrutement de 9 SPP non officiers en CIS astreinte
  - Recrutement de 3 SPP officiers
  - Recrutement de 2 PATS
- au titre de l'année 2024 :
  - Recrutement de 10 SPP non officiers en CIS en garde conditionnés à l'atteinte des objectifs partagés et à l'évolution des indicateurs de suivi
  - Recrutement de 2 SPP officiers

2. Les orientations de la politique salariale

Les orientations et les perspectives à l'horizon 2022-2026 relatives à la politique salariale sont étroitement conditionnées à la convention liant le SDIS au Conseil Départemental du Loiret.
L'ambition de l'institution est également de mettre en œuvre les objectifs du protocole alliance pour permettre :

- la tenue des POJ des CIS en garde afin de répondre à 95% de la charge opérationnelle prévisible des unités concernées
- la possibilité pour les CIS astreinte de répondre à leur contrat opérationnel

Des indicateurs sont établis afin de permettre un suivi objectif de l'effet des mesures proposées notamment :

- Taux de tenue des POJ
- Taux d'absentéisme par nature
- Nombre de SPP non officiers logés produisant des astreintes en CIS en garde
- Taux de couverture opérationnelle des CIS en Garde
- Charges opérationnelles par CIS en garde et par catégorie d'agent (CATE, CAUE, CE, équipier),
- Taux de tenue des astreintes dans les CIS astreinte
- Statistique opérationnelles (évolution globale : par typologie, p secteur...)
- Taux d'occupation des emplois opérationnels ouverts (CATE, CAU CE, équipier, ...)

V. Les conditions de travail et la prévention des risques

1. L'évaluation des risques et la prévention des risqu professionnels

Bilan

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E1-DE

L'évaluation des risques professionnels (EvRP) relève de la responsabilité de l'employeur, et s'inscrit dans le cadre de son obligation générale d'assurer la sécurité et de protéger la santé des salariés. **Elle consiste à identifier les risques** auxquels sont soumis les personnels, en vue de mettre en place des actions de prévention pertinentes couvrant les dimensions techniques, humaines et organisationnelles. Elle constitue **l'étape initiale de toute démarche de prévention en santé et sécurité au travail et est le préalable à la rédaction d'un plan d'actions SST. Les résultats de cette évaluation doivent être transcrits dans un "document unique"** (articles R. 4121-1 du Code du travail et suivants).

Le Document unique du SDIS est rédigé depuis 2012. Le référentiel opérationnel est abordé. Des extraits par unités de travail sont téléchargeables sur l'intranet du SDIS et il est mis à jour tous les deux ans pour la partie opérationnelle et les fonctions supports et tous les 3 ans pour les centres d'intervention et de secours.

Cette évaluation sert de base à la rédaction d'un programme annuel de prévention validé annuellement par le CHSCT et joint en annexe.

Cette évaluation des risques a également permis d'identifier des axes prioritaires qui ont fait l'objet de plans d'actions spécifiques ou qui conduiront à des actions de sensibilisation :

- *Plan de prévention du risque routier*
  Mis en place en 2013 et subventionné par le FNP, ce plan a permis de diminuer notre sinistralité routière de presque 50%.
- *Plan de prévention et de lutte contre les addictions*
  Fruit de la collaboration entre RH et SSSM, ce plan a permis la création d'outils pour gérer une situation ou un comportement anormal et la rédaction du règlement intérieur en la matière.
- *Plan d'actions Santé Qualité de Vie en Service (SQVS)*
  Validé par les membres du CHSCT en 2019 suite aux résultats des Focus-Groups, ce plan d'actions suit la mise en œuvre de 23 actions prioritaires pour améliorer la qualité de vie en service.
- *Plan de prévention du risque routier*
  Mis en place en 2013 et subventionné par le FNP, ce plan a permis de diminuer
- *Actions de sensibilisation à conduire dans le cadre de l'infobésité*
- *Actions de sensibilisation à conduire dans le cadre de la santé mentale*

2. Exercice de la médecine préventive au profit des agents du SDIS

Bilan

Les missions du service de médecine préventive sont décrites dans le décret 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale.

Ces agents conseillent l'autorité territoriale en ce qui concerne :

- L'amélioration des conditions de vie et de travail dans les services ;
- L'hygiène générale des locaux de service ou les espaces de restauration ;
- L'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à la physiologie humaine ;

- La protection des agents contre l'ensemble des nuisances et les risques d'accidents de service ou de maladie professionnelle ou à caractère professionnel ;
- L'information sanitaire.

Le SDIS45 conventionne avec le Centre Départemental de Gestion du Loiret pour assurer les visites médicales des PATS Les principaux objectifs de travail sont :

- prévention des addictions,
- prévention de l'obésité,
- traçage et suivi des expositions (CMIC, RAD, EGE...),
- réorganisation de la cellule psychologique...

3. La Formation Spécialisée en matière de Santé, de sécurité et de conditions de travail (FSSSCT)

Bilan

La FSSSCT est une émanation du comité social territorial chargée de contribuer à la protection de la santé physique et mentale des agents ainsi que de leur sécurité au travail.
Elle a pour mission de participer à l'amélioration des conditions de travail et de veiller à la mise en œuvre, par les chefs de service ou d'établissement, des prescriptions du code du travail relatives à la santé et la sécurité au travail qui sont applicables à la fonction publique.
A ce titre, elle est consultée sur tout projet d'aménagement important modifiant les conditions de santé, de sécurité ou les conditions de travail. Elle participe également à l'analyse et à la prévention des risques professionnels par le biais, notamment, de la visite régulière des sites et d'enquêtes menées en matière d'accident de travail, de service.
Le fonctionnement, le rôle et les missions de ses membres sont décrits dans le décret régissant le Comité Social Territorial.

VI. Le dialogue avec les partenaires sociaux

Les représentants des Organisations Syndicales (OS) bénéficient d'un droit d'expression direct et collectif sur le contenu, les conditions d'exercice et l'organisation de leur travail. Le Président du CASDIS ou son représentant, en tant que président de séance, assure le bon ordre des débats et veille à ce que tout le monde ait le droit d'être entendu et puisse s'exprimer librement.

Aussi, très attachés à ces valeurs de liberté d'expression et dans une volonté de dialogue mutuel dans un état d'esprit bienveillant, le Président du Conseil d'Administration du SDIS et son équipe de Direction s'inscrivent dans une démarche continue, constructive et participative d'échanges avec les partenaires sociaux.

A ce titre, le Président du CASDIS reçoit régulièrement les partenaires. Le Directeur Départemental reçoit également individuellement au minimum 3 fois par an chaque OS et un dialogue social commun est organisé au minimum 2 fois par an avant chaque instance organisationnelle majeure.

VII. L'attractivité du SDIS45

Objectifs visés de l'attractivité du territoire et de l'établissement :

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DEC12025_E1-DE

- Attirer et intégrer de nouveaux actifs sur le territoire en améliorant les dispositifs d'accueil, les conditions d'installation, en favorisant le lien social
- Favoriser les recrutements et notamment sur des cadres d'emploi dont les besoins sont criants (exemple du cadre d'emploi des lieutenants)
- Favoriser une installation et une prise de poste sur le long terme avec une perspective d'évolution de carrière ou de parcours de carrière (changement de poste)
- Développer le volet communication, de « marketing territorial » : être plus visible sur les réseaux sociaux notamment.

Perspectives sur les axes de développement et pistes de travail à envisager :

1) L'attractivité de l'établissement peut également reposer sur l'attractivité du territoire en tant que tel: un partenariat avec l'office du tourisme permettrait d'accueillir les nouveaux arrivants avec une connaissance plus fine du lieu de vie, des activités existantes, de la dynamique de territoire.
   Axes de développement à envisager : crèches, restauration d'entreprise.
2) Travailler sur un partenariat, développer un réseau avec les prestataires de l'emploi pour proposer un accompagnement à la recherche d'emploi pour les conjoints ou conjointes de futurs recruté(e)s.
3) Logements de fonction mis à disposition :
4) Attractivité au niveau de l'opérationnel, des spécialités, matériels et infrastructures.
5) Plage de travail (récup de la délib.)
6) Proposition d'accès aux échelons spéciaux pour les grades qui le permettent par délibération après avis du CST.

-PARTIE 2 -

ORIENTATIONS GENERALES EN MATIERE DE PROMOTION ET DE VALORISATION DES PARCOURS

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E1-DE

I. Stratégie institutionnelle d'équité pour tous les agents du SDIS

Préambule

Cette 2ème partie fixe, en matière de promotion et de valorisation des parcours des agents, les modalités de prise en compte de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle de l'agent notamment à travers la diversité de son parcours et des fonctions exercées, les formations suivies, les conditions particulières d'exercice, attestant de l'engagement professionnel, de sa capacité d'adaptation, et le cas échéant de son aptitude à encadrer une équipe.

L'avancement des agents (fonctionnaires) dans la fonction publique territoriale et notamment au sein d'un Service Départemental d'Incendie et de Secours comprend l'avancement d'échelon et l'avancement de grade. Il peut également changer de cadre d'emploi par promotion interne.

L'avancement d'échelon est accordé de plein droit. Il a lieu de façon continue d'un échelon à l'échelon immédiatement supérieur. Il est fonction de l'ancienneté. Toutefois, lorsque les statuts particuliers le prévoient et selon des modalités de contingentement définies par décret en Conseil d'Etat, il peut être également fonction de la valeur professionnelle. L'avancement d'échelon est prononcé par l'autorité territoriale et se traduit par une augmentation de traitement.

L'avancement de grade a lieu de façon continue d'un grade au grade immédiatement supérieur. Il peut être dérogé à cette règle dans les cas où l'avancement est subordonné à une sélection professionnelle. Il a lieu suivant l'une ou plusieurs des modalités stipulées à l'article 79 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984. Le tableau annuel d'avancement mentionné au 1° et au 2° de l'article 79 est arrêté par l'autorité territoriale dans les conditions fixées par chaque statut particulier. L'avancement est prononcé par l'autorité territoriale parmi les agents inscrits sur un tableau d'avancement. Les agents ne peuvent être promus par cette collectivité ou cet établissement que dans l'ordre du tableau. L'avancement de grade est subordonné à l'acceptation par l'agent de l'emploi qui lui est assigné dans son nouveau grade.

La gestion d'une carrière d'un agent peut être subite, c'est-à-dire dans l'attente des avancements d'échelon à l'ancienneté et de propositions de l'employeur, ou plus dynamique, c'est-à-dire à l'initiative de l'agent lorsqu'il remplit les conditions minimales règlementaires (conditions d'ancienneté et de grade) tout en intégrant les contraintes inhérentes au service.

Aussi, **une stratégie en matière de promotion et de valorisation du parcours de chacun des agents est mise en œuvre au sein du SDIS du Loiret** et articulée autour des 4 principes décrits ci-dessous :

Principe N°1 : La valeur professionnelle de l'agent

Chaque agent, Femme ou Homme, du SDIS du Loiret, SPP ou PATS, bénéficiera de la même grille d'évaluation et ce quel que soit sa filière (Sapeurs-Pompiers, Administrative, Technique), sa catégorie (A, B ou C), son cadre d'emploi, son grade avec 3 critères « socles » commun à tous et à pondération égale axés sur la valeur professionnelle de l'agent et notamment en tenant compte de ses qualités intrinsèques et de sa « manière de servir » à savoir :

- Les compétences professionnelles et techniques
- Les qualités relationnelles
- L'engagement professionnel portant notamment sur les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs fixés.

Principe N°2 : Les acquis de l'expérience professionnelle de l'agent
Il convient également de tenir compte pour chaque agent du SDIS du Loiret, de la densité et de la richesse de son parcours, des acquis que ce parcours ont permis de capitaliser et du potentiel détecté en lui par sa hiérarchie.
Il ne s'agit pas de récompenser un certain nombre d'année de services effectuées de manière globalement satisfaisante mais bien de valoriser les fonctions occupées ou les diverses activités professionnelles ou extra-professionnelles exercées.
Aussi, dans le cadre de l'élaboration de cette grille d'évaluation une différence sera réalisée entre l'avancement de grade et la promotion interne. Ces deux situations permettent à l'agent d'accéder à des fonctions et à un emploi d'un niveau supérieur, à une échelle de rémunération plus élevée et à de nouvelles possibilités de carrière.
Pour autant, concernant :

- La situation N°1 : **avancement de grade**. L'avancement de grade concerne un **changement de grade à l'intérieur du même cadre d'emploi** dans lequel est affecté l'agent. Deux critères supplémentaires sont pris en compte dans la grille d'évaluation respectivement « les acquis de l'expérience professionnelle de l'agent et sa capacité à être force de proposition » (c'est-à-dire sa capacité d'accéder à des fonctions et à un emploi d'un niveau supérieur et ce dans le même cadre d'emploi) et son « ancienneté dans le grade ».
- La situation N°2 : lorsque le statut le permet, **la promotion interne**. La promotion interne concerne un **changement de grade dans un autre cadre d'emploi** dans la même catégorie ou une catégorie supérieure. Un seul critère supplémentaire sera pris en compte « les acquis de l'expérience professionnelle de l'agent et sa capacité à être force de proposition » (c'est-à-dire sa capacité d'accéder à des fonctions et à un emploi d'un niveau supérieur et ce dans un cadre d'emploi supérieur).

En résumé, représentation des principes 1 et 2 sous forme de tableau

	CRITERES	Avancement de grade *notation sur 100 pts*	Promotion interne *notation sur 100 pts*	
Principe N°1	**Les compétences professionnelles et techniques** Savoir-faire en relation avec la fonction exercée	20 pts	20 pts	SAVOIR-FAIRE de l'agent
	Les qualités relationnelles Savoir-être relationnel axé sur le rapport et le lien avec autrui en relation avec la fonction exercée	20 pts	20 pts	SAVOIR-ETRE
	L'engagement professionnel Savoir-être axé sur la posture de l'agent et sur la prise en compte d'un environnement ou une situation et sur la réaction de l'agent en relation avec la fonction exercée	20 pts	20 pts	de l'agent
Principe N°2	**Les acquis de l'expérience professionnelle et capacité à être force de proposition** Les connaissances accumulées par l'agent, les savoir théoriques et techniques qui s'acquièrent par la formation, l'expérience professionnelle ou extra-professionnelle.	30 pts	40 pts	Connaissance de l'agent
	Ancienneté dans le grade	10 pts		

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E1-DE

Principe N°3 : L'équité entre tous les agents
Réunir de manière séquentielle une commission d'harmonisation **(*)** puis débattre en dialogue social avec les partenaires sociaux sur les orientations en matière de promotion et de valorisation des parcours des agents du SDIS.

L'objectif de ces instances est de fournir à l'attention de l'autorité territoriale une aide à la décision de façon à garantir l'équité dans l'utilisation et l'interprétation des critères et des pondérations définis ci-après.

Principe N°4 : Le Choix de l'autorité territoriale
Sans renoncer à son pouvoir d'appréciation, l'autorité territoriale tiendra compte des éléments proposés respectivement par ces deux instances dans le respect du pouvoir discrétionnaire qui appartient à l'autorité territoriale.

(*) - Création d'une commission d'harmonisation
Une commission d'harmonisation sera créée afin d'étudier tous les dossiers des candidats remplissant les conditions de nomination et en faisant la demande à l'autorité.

Cette commission se réunira, a minima, 1 fois/an et sera composée:
- ***D'un représentant du directeur départemental (DD/DDA) qui sera nommé président de la commission.***
- ***Des Directeurs de Services : DSO, DSSM et DSF.***
- ***Du chef du Groupement des Unités Territoriales.***
- ***D'un représentant du Groupement des Ressources Humaines.***
- ***D'un représentant des chefs de structures concernés par les promotions proposées.***
- ***Un représentant de chaque organisation syndicale en cohérence avec le cadre d'emploi des avancements de grade et des promotions internes proposés.***

Aucune décision ne sera prise à l'issue de cette commission.

II. Les avancements de grade et la promotion interne des PATS

1. Contexte réglementaire

Statut de la fonction publique territoriale
Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires
Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale
Loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale

Décrets relatifs aux classements des fonctionnaires territoriaux

- Filière administrative
  - Attachés territoriaux : Décret 87-1099 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des attachés territoriaux.
  - Rédacteurs territoriaux : Décret 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux.
  - Adjoints administratifs : Décret 2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux.

- Filière technique
  - Ingénieurs territoriaux : Décret 2016-201 du 26 février 2016 portant statut particulier du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.
  - Techniciens territoriaux : Décret 2010-1357 du 9 novembre 2010 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux.
  - Agents de maîtrise territoriaux : Décret 88-547 du 6 mai 1988 portant particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux.
  - Adjoints techniques territoriaux : Décret 2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux.

2. Avancement de grade

L'agent reste dans son cadre d'emploi

Pratique actuelle :
Taux votés par le SDIS45 (Cf. délibération 2013- C8)

A l'ancienneté (au choix) : ratio jusqu'à 50% (exception 100% pour les catégories C, hormis pour agent de maitrise principal : 50%). A arrondir à l'entier supérieur.

A ce jour, le principal critère retenu repose sur les valeurs professionnelles (absence de définition claire sur ce que recouvre ce terme. Lorsqu'il y a un choix à faire, c'est la fonction tenue qui prime)

Préconisation :
Par souci d'équité et comparativement au ratio appliqué aux SPP toute catégorie confondue, nous préconisons d'appliquer le ratio à 100% pour toutes les catégories de la filière administrative et technique.
L'avancement de grade ne sera obtenu que si l'agent remplit les critères à hauteur de 72 points minimum et à condition que le SDIS du Loiret dispose d'un poste éligible et disponible.

Par souci de transparence et d'égalité de traitement, nous proposons de retenir plusieurs critères et de les pondérer. Ces mêmes critères devant être notifiés aux agents concernés.
Les critères d'avancement de grade s'apprécient dès lors que les conditions statutaires sont remplies (ancienneté, échelon, examen et respect du référentiel de poste).

La collectivité définit des critères applicables issus en partie du RIFSEEP (part variable CIA) :

Proposition de définir des critères avec un système de pondération (sur 100 points).

☒ Pour les 3 Catégories (A/B/C)

Proposition de reprendre les critères globaux définis antérieurement dans le cadre de la part variable du RIFSEEP et d'y rajouter des critères spécifiques en lien avec les missions attendues du cadre d'emploi.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E1-DE

Critères Agents PATS, Catégories A, B et C	Pondération
Les compétences professionnelles et techniques	20
Les qualités relationnelles	20
L'engagement professionnel	20
Les acquis de l'expérience professionnelle et capacité à être force de proposition	30
Ancienneté dans le grade	10

Condition de nomination : **72 points minimum**

3. Nominations suite à concours/examen

Suite à un examen professionnel : avancement à 100% à condition que le poste soit éligible en lien avec le référentiel de poste et que les critères de la valeur professionnelle soit respectée.

4. La promotion interne

L'agent change de catégorie et / ou de cadre d'emploi.

Pratique actuelle :

Au choix et suite à un examen professionnel : dictée par les textes à chaque statut particulier : on regarde toujours le grade d'accueil pour connaître les conditions + le quota (on ne comptabilise que les mutations ou les nominations suite à concours).

Clause de sauvegarde : le nombre de nominations au titre de la promotion interne peut être calculé en appliquant la proportion de promotion interne prévue par le statut particulier à 5% de l'effectif des fonctionnaires en position d'activité et de détachement dans le cadre d'emploi considéré lorsque ce calcul permet un nombre de promotion supérieur à celui résultant de l'application normale du quota (cf. article16 du décret 2006-1695)
Clause de non recrutement : cf. article 30 du décret 2013-593 : Lorsque le nombre de recrutements ouvrant droit à un recrutement au titre de la promotion interne en application des dispositions d'un statut particulier n'a pas été atteint pendant une période d'au moins quatre ans, un fonctionnaire territorial remplissant les conditions pour bénéficier d'une nomination au titre de la promotion interne peut être inscrit sur la liste d'aptitude si au moins un recrutement entrant en compte pour cette inscription est intervenu.

A arrondir à l'entier inférieur.

Proposition de définir des critères avec un système de pondération (sur 100 points).

☒ Pour les 3 Catégories (A/B/C)

Proposition de reprendre les critères globaux définis antérieurement dans le cadre de la part variable du RIFSEEP et d'y rajouter des critères spécifiques en lien avec les missions attendues du cadre d'emploi.

Critères Agents PATS, Catégories A, B et C	Pondération
Les compétences professionnelles et techniques	20
Les qualités relationnelles	20
L'engagement professionnel	20
Les acquis de l'expérience professionnelle et capacité à être force de proposition	40

Condition de nomination : **72 points minimum**

III. Les avancements de grade et la promotion interne des SPP

Les modalités de nomination au choix des sapeurs-pompiers professionnels sont inscrites en annexe (document émanant de la DGSCGC)

a. Les sapeurs, caporaux et caporaux-chefs

1. Cadre d'emploi

Depuis le 1er janvier 2017, il comprend trois grades par le décret n°2012-520 du 20 avril 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des sapeurs et caporaux de sapeurs-pompiers professionnels.

2. Critères d'avancement au grade de caporal « au choix »

Critères	Pondération
Les compétences professionnelles et techniques	20
Les qualités relationnelles	20
L'engagement professionnel	20
Les acquis de l'expérience professionnelle et capacité à être force de proposition	30
Ancienneté dans le grade	10

Condition de nomination : **72 points minimum**

3. Les critères et modalités d'avancement au grade de caporal-chef

Les nominations au grade de caporal-chef sont définies par le décret n°2012-520 du 20 avril 2012 modifié. Les nominations au grade de caporal-chef sont effectuées après avoir opéré celles de sergents (cf. calendrier annuel théorique).
La mobilité interne ne sera pas obligatoire, l'agent pourra néanmoins participer à la mobilité volontaire.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DEC12025_E1-DE

4. Critères d'avancement au grade de caporal-chef « au choix »

Critères	Pondération
Les compétences professionnelles et techniques	20
Les qualités relationnelles	20
L'engagement professionnel	20
Les acquis de l'expérience professionnelle et capacité à être force de proposition	30
Ancienneté dans le grade	10

Condition de nomination : 72 points minimum

5. Ratio promus / promouvables : 100 %

Le choix des postes vacants est laissé à l'initiative de l'autorité d'emploi qui les publie. Un tableau annuel d'avancement au grade de caporal et caporal-chef est arrêté par l'autorité d'emploi sur proposition du Directeur départemental en fonction des critères de classement définis

6. Les emplois opérationnels exercés par les sapeurs, caporaux et caporaux-chefs dans les unités opérationnelles

Après avoir suivi la formation d'intégration, les sapeurs en centre d'incendie et de secours exercent l'emploi opérationnel d'équipier.
Les caporaux ou caporaux-chefs en CIS exercent l'emploi opérationnel d'équipier.
Après avoir suivi la formation d'adaptation à l'emploi de chef d'équipe ils pourront exercer l'emploi de chef d'équipe.

b. Les sous-officiers

1. Cadre d'emploi

Le décret n° 2012-521 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels précise qu'il comprend 2 grades, le grade de sergent et le grade d'adjudant.

2. Promotion interne au grade de sergent

Critères	Pondération
Les compétences professionnelles et techniques	20
Les qualités relationnelles	20
L'engagement professionnel	20
Les acquis de l'expérience professionnelle et capacité à être force de proposition	40

Condition de nomination : 72 points minimum **et classement de l'autorité d'emploi.**

3. Critères d'avancement au grade d'adjudant

Critères	Pondération
Les compétences professionnelles et techniques	20
Les qualités relationnelles	20
L'engagement professionnel	20
Les acquis de l'expérience professionnelle et capacité à être force de proposition	30
Ancienneté dans le grade	10

Condition de nomination : 72 points minimum **et classement de l'autorité d'emploi.**

4. Date nomination et mobilité interne

Sauf raison de service, la mobilité sera la règle de façon à créer une dynamique globale au sein de l'établissement. La date de nomination sera définie annuellement après avis des instances compétentes.

5. Ratio promus / promouvables

Définir le taux de renouvellement en fonction de la GPEEC : cf. page 37 relatif à l'effectif cible d'adjudant.

c. Les officiers de catégorie B

1. Cadre d'emploi

Le décret n° 2012-522 du 20 avril 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des lieutenants de sapeurs-pompiers professionnels précise qu'il comprend 3 grades de lieutenants :

- 1° Lieutenant de 2e classe ;
- 2° Lieutenant de 1re classe ;
- 3° Lieutenant hors classe.
-

2. Promotion interne au grade de Lieutenant de 2ème classe (LTN2)

Critères	Pondération
Les compétences professionnelles et techniques	20
Les qualités relationnelles	20
L'engagement professionnel	20
Les acquis de l'expérience professionnelle et capacité à être force de proposition	40

Condition de nomination : 72 points minimum

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E1-DE

3. Avancement au grade de Lieutenant (LTN1et LTN HC)

Les lieutenants de 2ème classe peuvent être promus lieutenant 1ère classe de sapeurs-pompiers professionnels par voie d'inscription sur un tableau annuel d'avancement après réussite à un examen professionnel ou au choix.

Les lieutenants de 1re classe peuvent être promus lieutenant hors classe de sapeurs-pompiers professionnels par voie d'inscription sur un tableau annuel d'avancement après réussite à un examen professionnel ou au choix.

Critères	Pondération
Les compétences professionnelles et techniques	20
Les qualités relationnelles	20
L'engagement professionnel	20
Les acquis de l'expérience professionnelle et capacité à être force de proposition	30
Ancienneté dans le grade	10

Condition de nomination : 72 points minimum

d. Les officiers de catégorie A

1. Cadre d'emploi

Le cadre d'emplois qui comprend les grades de capitaine, de commandant et de lieutenant-colonel constitue un cadre d'emplois d'officiers de sapeurs-pompiers professionnels de catégorie A. Le décret n°2016-682 précise ce cadre d'emplois.

2. Promotion Interne au grade de Capitaine

Critères	Pondération
Les compétences professionnelles et techniques	20
Les qualités relationnelles	20
L'engagement professionnel	20
Les acquis de l'expérience professionnelle et capacité à être force de proposition	40

Condition de nomination : 72 points minimum **et classement de l'autorité d'emploi.**

3. Avancement au grade de Commandant et Lieutenant-Colonel

Les capitaines peuvent être nommés commandants, par voie d'inscription sur un tableau annuel d'avancement après réussite à un examen professionnel ou au choix.

Les commandants peuvent être nommés au grade de lieutenant-colonel, au choix, par voie d'inscription sur un tableau annuel d'avancement.

Critères	Pondération
Les compétences professionnelles et techniques	20
Les qualités relationnelles	20
L'engagement professionnel	20
Les acquis de l'expérience professionnelle et capacité à être force de proposition	30
Ancienneté dans le grade	10

Condition de nomination : 72 points minimum **et classement de l'autorité d'emploi.**

4. Ratio promus / promouvables

À l'initiative de l'autorité d'emploi selon les responsabilités liées à la fonction de l'agent et les besoins du service.

PERSPECTIVES

- **Pour répondre au critère sur les compétences professionnelles (fonctions exercées antérieurement)**
  Il conviendra de répertorier les compétences des agents en poste pour connaître les métiers exercés antérieurement et les compétences acquises et de prévoir ce recensement lors des recrutements. A prévoir avec le nouveau Système d'Information Ressources Humaines (SIRH), Nécessité de capitaliser les parcours des agents.
- **Notion de Conseiller en évolution professionnelle à clarifier :**
  Les accompagnements à la mobilité externe sont aujourd'hui limités et il semblerait opportun de travailler sur cet accompagnement (mutualisation avec le CD 45 dans le cadre des parcours de mobilité, convention avec le CDG 45, prise de contact avec l'organisme transition Pro, anciennement le FONGECIF)

IV. Les avancements de grade et la promotion interne des SPP du SSSM

1. Avancement de grade

Bilan :

Aujourd'hui, les ratios promus-promouvables au choix sont fixés à 100% pour la filière Sapeurs-pompiers professionnels, y compris pour le SSSM.

Les faibles effectifs et la difficulté de recruter des personnels de santé ont fait que tous les agents pouvant bénéficier d'un avancement de grade ont été promus au choix sans critère, dès lors qu'ils remplissaient les conditions d'ancienneté.

Les médecins de groupement et le médecin-chef peuvent encore évoluer vers un grade supérieur, tout comme le pharmacien-chef et le pharmacien.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DEC12025_E1-DE

La cadre de santé a atteint le grade maximal dans son cadre d'emploi auquel elle peut prétendre. Elle pourrait encore évoluer vers le grade de cadre supérieur de santé, à la condition de muter dans un SDIS de 1ère catégorie.

Les infirmières ont également atteint le grade maximal auxquels elles peuvent prétendre aujourd'hui en restant dans ce cadre d'emploi. Leur seule possibilité d'évoluer est de réussir le concours de cadre de santé et de changer de cadre d'emploi.

Perspectives :

Le maintien de la motivation des agents dont la carrière est bloquée est un souci. La création des unités fonctionnelles (Santé au Travail, Formation et Opération) a permis aux infirmières d'être, en binôme avec un médecin, référentes du service dans différents domaines :

- Santé au Travail : Aptitude et prévention des risques professionnels ...
- Formation : formation auprès des SP pour le SUAP, formation du SSSM pour le SUAP, les PISU, le SSO ...
- Opération : procédures et protocoles de soins d'urgence et de SSO, équipements des VLSM...

La création de ces groupements permet ainsi aux infirmières du SSSM, qui souhaiteraient évoluer, de devenir cadre de santé, à la condition de réussir le concours et de suivre la FI d'infirmier d'encadrement à l'ENSOSP complétée par la formation de cadre de santé en Institut de Formation de Cadre de Santé (IFCS).

2. Nominations suite à concours

Le SDIS décide de ne pas établir de critère et de nommer tous les agents ayant obtenu un concours dans la mesure où ce poste a été budgété.

Accès à un poste à responsabilité d'un niveau supérieur

2 cas possibles :

- De médecin de groupement → médecin-chef adjoint ou en titre
- De pharmacien → pharmacien-chef

Pour déterminer si un agent peut prétendre à un poste à responsabilité d'un niveau supérieur, le SDIS décide de définir les critères suivants :

Critères	Pondération
Les compétences professionnelles et techniques	20
Les qualités relationnelles	20
L'engagement professionnel	20
Les acquis de l'expérience professionnelle et capacité à être force de proposition	30
Ancienneté dans le grade	10

Condition de nomination : 72 points minimum **et classement de l'autorité d'emploi.**

3. Promotion interne

Un seul cas possible : la promotion d'infirmiers vers le cadre d'emploi des cadres de santé à la condition de réussir le concours de cadre de santé.
Pas de promotion interne au choix – pas de quotas

Les critères de promotion interne sont les mêmes que ceux définis pour l'accès à un poste à responsabilité supérieure :

Critères	Pondération
Les compétences professionnelles et techniques	20
Les qualités relationnelles	20
L'engagement professionnel	20
Les acquis de l'expérience professionnelle et capacité à être force de proposition	40

Condition de nomination : 72 points minimum **et classement de l'autorité d'emploi.**

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E1-DE

- ANNEXES -

ANNEXE 1 :

Délibération N°2018-B4 du CASDIS du 2 juillet 2018 relative à la validation de l'organigramme cible détaillé du SDIS du Loiret.

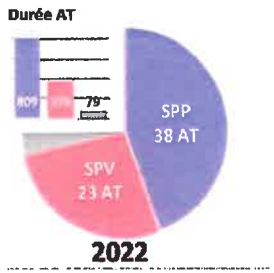
Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E1-DE

ANNEXE 2 :

Synthèse du bilan social 2019

ANNEXE 3 :

Les chiffres clés 2022 concernant les conditions de travail au SDIS du Loiret



Durée moyenne d'un accident de travail :

- 21 jours pour un SPP
- 16,5 jours pour un SPV
- 26 jours pour un PATS

Indice de fréquence (nombre d'accidents avec arrêt de travail pour 1000 agents) :

SPP		SPV		PATS
SDIS 45	INSIS 2021	SDIS 45	INSIS 2021	SDIS 45
57,3	79,5	8,3	11,2	27

Indicateurs RPS

- *Taux d'absentéisme pour raison de santé*

SPP	PATS	Moyenne SDIS 45	FPT 2021
15,7	17,5	13,7	9,6

- *Taux de rotation des agents*

SPP	SPV	PATS	FPT 2021
0,059	0,068	0,086	0,05

- *Taux de visite sur demande au médecin de prévention*

	SPP		SPV		PATS	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Nbre de visites spontanées	7	2	4	2	5	3
Taux de visite	1,7	0,46	0,2	0,1	4,9	2,7

- *Nombre d'actes de violence physique envers le personnel*

15 agressions physiques, dont 2 ont fait l'objet d'une déclaration d'accident de travail (1 SPV et 1 SPP) sans arrêt

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E1-DE

ANNEXE 4 :

Modalités de nomination au choix des sapeurs-pompiers professionnels (document émanant de la DGSCGC)

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E1-DE

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E2-DE

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU LOIRET

BUREAU DU CASDIS

Réunion du 1er Juillet 2025

Voix délibérative : MM. GAUDET - VACHER - MME LABADIE – M. BURGEVIN – MME RAVELEAU

VOTE :
En exercice : 5
- Présents : 5
- Votants : 5

DÉCISION DU BUREAU N°D2025-E2

OBJET : Mise en œuvre d'un plan d'actions volontariat du SDIS 45

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de la sécurité intérieure ;

VU La loi n° 2021-1520 du 25 novembre 2021 visant à consolider notre modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels ;

VU L'avis favorable du Comité Consultatif Départemental des Sapeurs-Pompiers Volontaires en date du 05 juin 2025 ;

VU Le projet de plan d'actions volontariat ;

VU Le rapport n°2 présenté par M. le Président du Conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;

IL EST DÉCIDÉ : Pour : 5 Contre : 0 Abstention : 0

Article 1er : D'acter la mise en œuvre d'un plan d'actions volontariat tel que joint en annexe ayant pour objectifs de :

1. Promouvoir l'engagement citoyen de sapeur-pompier volontaire, par le développement d'actions de sensibilisation auprès du grand public, des jeunes et des employeurs, mais également par la création de relais locaux et d'outils de communication adaptés.

2. Optimiser le processus d'engagement, avec pour objectif de fluidifier le parcours du candidat SPV, d'harmoniser les pratiques entre territoires, de moderniser les outils d'intégration et de valoriser l'accompagnement individuel.

3. Améliorer la disponibilité opérationnelle et la répartition de la ressource, en renforçant la cohésion au sein des CIS, en adaptant les modes de management à la diversité des profils et en structurant des dispositifs de renfort adaptés aux besoins des territoires.

4. Valoriser et fidéliser l'engagement, en proposant des dispositifs concrets de reconnaissance, d'accompagnement personnalisé, d'intégration des compétences SPV dans les projets de l'établissement, et de soutien logistique ou social en lien avec les collectivités locales.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E2-DE

Suite de la décision D2025-E2 du 1er juillet 2025

Article 2 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 3 : Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours est chargé de l'exécution de la présente décision.

Le Président,

Marc GAUDET

Axe stratégique n° 1 :

Promouvoir l'engagement citoyen de sapeur-pompier volontaire

Contexte général :

L'engagement citoyen est un levier essentiel pour renforcer les effectifs et les capacités opérationnelles des centres d'incendie et de secours et plus particulièrement ceux situés dans les territoires ruraux. Dans un contexte de raréfaction des vocations et de méconnaissance des opportunités offertes par le volontariat, des actions ciblées doivent être mises en œuvre pour le valoriser.

Constats partagés :

1. Méconnaissance de l'activité de sapeur-pompier volontaire par le grand public ;
2. Faible sensibilisation des jeunes et des employeurs sur le rôle des sapeurs-pompiers volontaires ;
3. Fermeture de nombreux CIS exclusivement composés de SPV en dehors des périodes d'intervention ou de manœuvres, limitant leur visibilité et les possibilités de prises de contact.

Propositions d'actions :

Sensibilisation du grand public et des jeunes

N°	Préconisation	Enjeu	Coût estimé	Charge de travail	Avantages	Inconvénients	Exemples d'actions concrètes
1.1	Créer un réseau d'ambassadeurs parmi nos SPV pour promouvoir leur engagement auprès de la population et des médias.	Renforcer la proximité et la visibilité des SPV.	Faible	Modérée	Renforcement de l'image des SPV et leur proximité avec la population.	Dépendance à l'implication et à la motivation des ambassadeurs.	• Organisation d'immersions aux côtés de ces ambassadeurs pour découvrir les interventions • Diffusion de témoignages sous forme de podcasts
1.2	Organiser des campagnes de sensibilisation dans les écoles, collèges et lycées, notamment via des interventions en classe et des ateliers pratiques.	Toucher les jeunes dès leur parcours scolaire.	Modéré	Elevée	Permet de toucher une large audience de jeunes.	Nécessite une forte mobilisation des ressources humaines et logistiques.	• Création d'un jeu éduca interactif sur le rôle d SPV, « Vis ma vie d SP » adapté aux jeunes

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E2-DE

N°	Préconisation	Enjeu	Coût estimé	Charge de travail	Avantages	Inconvénients	Exemples d'actions concrètes
1.3	Créer des hubs citoyens dans les CIS à l'échelle des unités territoriales en lien avec les communes et les associations locales.	Renforcer le lien avec la population.	Modéré	Importante	Renforce la visibilité locale des CIS.	Nécessite une organisation régulière des activités.	• Organisation d'ateliers de sensibilisation aux risques et aux bons comportements à adopter • Promotion de l'engagement citoyen de SPV • Evénements thématiques
1.4	Collaborer avec des influenceurs ou des créateurs de contenu.	Valoriser l'activité de SPV via des plateformes modernes.	Modéré	Importante	Permet de toucher un public jeune et connecté.	Les résultats dépendent de l'influence réelle des créateurs ou de la régularité à partager des contenus.	• Recenser des influenceurs parmi nos SPV pour partager leur expérience en qualité de SPV • Série de courtes vidéos sur la vie d'un ou plusieurs CIS à dominante astreinte à diffuser sur les réseaux sociaux

Renforcement des opportunités pour les jeunes

N°	Préconisation	Enjeu	Coût estimé	Charge de travail	Avantages	Inconvénients	Exemples d'actions concrètes
1.5	Structurer un programme pour les stages pour les collégiens et les lycéens en collaboration avec les CIS en insistant sur l'activité de SPV.	Permettre aux jeunes de découvrir l'activité de SPV.	Modéré	Modérée	Transmission d'un message identique et garantie d'un accueil encadré des jeunes.	Nécessite une coordination avec les établissements scolaires et de la ressource pour l'encadrement des stages.	• Stages d'observation en milieu professionnel de 3ème ou 2nde encadrés par des SPV et de réservistes • Classes de cadets de sécurité civile • Accueil des volontaires SNU
1.6	Développer et mutualiser les sections de JSP à l'échelle départementale pour augmenter le nombre de participants.	Former un futur vivier de SPV.	Important	Importante	Favorise l'engagement sur le long terme.	Engendre des coûts de fonctionnement et d'investissement supplémentaires.	• Regroupement d sections existantes sein d'une associati départementale de JSP • Création concertée nouvelles sections local

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E2-DE

Mobilisation des partenaires

N°	Préconisation	Enjeu	Coût estimé	Charge de travail	Avantages	Inconvénients	Exemples d'actions concrètes
1.7	Créer ou renforcer des partenariats avec les employeurs locaux à l'échelle de l'unité territoriale pour faire découvrir l'activité de SPV et favoriser la disponibilité.	Pérenniser l'engagement des SPV en activité professionnelle.	Faible	Importante	Améliore la disponibilité opérationnelle des SPV.	Demande un travail de proximité et de négociation important et suivi.	• Formalisation du réseau des employeurs partenaires des SP • Organisation de tables rondes avec les employeurs • Réalisation de vidéos explicatives à diffuser dans les entreprises locales • Référents « développement et promotion du volontariat » au niveau des UT.
1.8	Réaliser des campagnes de promotion à l'échelon local avec l'aide des employeurs, des collectivités, des associations et des commerçants.	Toucher des publics ciblés grâce à une dynamique de proximité et de solidarité.	Modéré	Modérée	Visibilité accrue et renforcement de l'ancrage territorial .	Dépendance de la mobilisation et des moyens des partenaires.	• Sollicitation des partenaires pour s'appuyer sur leurs outils de communication (panneaux d'information, applications, bulletins, etc.) • Accompagnement des CIS pour promouvoir le volontariat sur leurs réseaux sociaux.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DEC2025_E2-DE

Axe stratégique n° 2 :

Optimiser le processus d'engagement

Contexte général :

Le parcours d'engagement des SPV au sein du SDIS du Loiret souffre d'une complexité excessive et d'un manque d'harmonisation. Entre le moment ou le candidat se présente au CIS pour devenir SPV et où il sort de formation SUAP, prêt à partir en tant qu'équipier VSAV, le délai est estimé à un an. Cette durée s'explique par la multiplicité des intervenants, des pratiques hétérogènes, et des freins administratifs, médicaux et logistiques. Un accompagnement structuré, des outils modernisés, et une meilleure coordination interservices sont essentiels pour fluidifier ce processus et sécuriser l'engagement.

Constats partagés :

1. Absence d'un cadre commun pour les entretiens et les tests d'engagement, entraînant des pratiques hétérogènes selon les UT et les CIS ;
2. Outils d'engagement obsolètes, formulaires redondants ou difficilement accessibles, manque de supports de présentation ;
3. Faible lisibilité du processus pour les candidats comme pour les chefs de centre ;
4. Temps d'accompagnement non valorisé et rôle de l'accompagnateur peu reconnu et cadré ;
5. Accès aux rendez-vous médicaux difficiles et délais d'accès aux formations initiales trop longs ;
6. Faible coordination interservices (santé, formation, habillement, RH) ;
7. La formation « Premiers Secours Citoyen » (anciennement PSC1), placée comme prérequis avant l'engagement, n'est plus adaptée à nos pratiques opérationnelles et peut être considéré comme une perte de temps à l'engagement ;
8. Reconnaissance des acquis antérieurs (diplômes, expériences professionnelles, formations déjà suivies) complexe.

Propositions d'actions :

Parcours d'intégration et accompagnement des nouvelles recrues

N°	Préconisation	Enjeu	Coût estimé	Charge de travail	Avantages	Inconvénients	Exemples d'actions concrètes
2.1	Fournir aux chefs de centre des outils unifiés pour piloter le parcours d'engagement.	Donner une vision claire du processus d'engagement, alléger la charge administrative et garantir une qualité d'accueil homogène	Faible	Faible	Amélioration de la lisibilité du parcours Gain de temps pour les services contributeurs	Risque d'obsolescence des outils sans mise à jour régulière	• Élaboration d'un class numérique av documents de référenc • Fiche type d'entret initial • Trame de suivi partagé

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E2-DE

N°	Préconisation	Enjeu	Coût estimé	Charge de travail	Avantages	Inconvénients	Exemples d'actions concrètes
2.2	Faciliter l'intégration de la nouvelle recrue par des supports standardisés.	Sécuriser l'entrée dans le volontariat et améliorer l'expérience utilisateur dès le premier contact.	Modéré	Modérée	Rassurer le candidat dès son premier contact avec le SDIS Instaurer un climat de confiance et de la clarté sur le parcours à venir	Nécessite un travail initial de conception et mise à jour	• Conception d'un livret de bienvenue « guide SPV » • Création de capsules vidéo expliquant le SDIS, les missions et les formations
2.3	Structurer l'acculturation initiale des nouvelles recrues à travers un message commun et un accompagnement collectif porté par les UT	Renforcer la cohérence de l'intégration des nouvelles recrues sur tout le territoire, garantir une transmission fidèle des valeurs de l'établissement et accompagner les premiers pas du SPV dans un cadre partagé.	Faible	Modérée	Fiabilisation du parcours d'intégration Meilleure compréhension de l'environnement du SPV dès l'entrée Renforcement de l'identité commune et du rôle structurant des UT	Perte de souplesse locale Ecart possible entre le message institutionnel et les réalités vécues localement, pouvant générer confusion ou perte de confiance	• Création d'un référentiel d'accueil commun ; • Message institutionnel remis systématiquement à chaque nouveau SPV • Organisation de séquences d'échanges regroupant les nouvelles recrues au niveau de l'UT • Trame de présentation normalisée des valeurs et du parcours initial • Sessions de sensibilisation sur le rôle d'accompagnateur
2.4	Reconnaître et valoriser le rôle de l'accompagnateur de nouvelle recrue.	Pérenniser une fonction-clé du parcours d'engagement et garantir un accompagnement de qualité.	Modéré	Faible	Fidélisation des accompagnateurs Valorisation de leur implication Structuration du réseau	Entraîne un coût d'indemnisation Nécessité de suivi RH	• Mise en place d'un forfait d'indemnisation par accompagnement • Reconnaissance formelle dans l'organigramme CIS • Création d'un statut de « référent intégration »

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E2-DE

Coordination et outils de pilotage

N°	Préconisation	Enjeu	Coût estimé	Charge de travail	Avantages	Inconvénients	Exemples d'actions concrètes
2.5	Développer une solution numérique collaborative pour le suivi du parcours individuel d'engagement.	Assurer la coordination interservices et la traçabilité du parcours d'un candidat.	Faible	Importante	Permet un suivi partagé entre les CIS et les groupements concernés Renforce l'efficacité et la transparence du processus	Dépendance à l'outil numérique Contraintes RGPD	• Création d'un espace collaboratif intranet sécurisé • Interface avec alertes automatiques pour les étapes clés ; • Gestion encadrée des données personnelles
2.6	Doter les comités de centre d'outils et de consignes pour l'instruction des engagements.	Renforcer la capacité décisionnelle locale et harmoniser les pratiques.	Faible	Modérée	Appui à la décision et renforcement de la transparence Clarification du rôle des comités de centre	Besoin d'appropriation Risque de rigidité si les consignes ne laissent pas suffisamment de marge d'adaptation aux réalités propres à chaque CIS	• Création d'un document de conduite à tenir avec intégration de délais indicatifs pour l'étude des dossiers et la procédure à adopter en cas d'avis réservé
2.7	Formaliser l'organisation et le contenu des tests d'engagement.	Garantir l'égalité de traitement des candidats et crédibiliser la procédure.	Faible	Faible	Uniformité des épreuves à l'échelle départementale Légitimité renforcée des décisions d'aptitude pour l'engagement	Résistance au changement local Nécessité d'un pilotage GUT	• Élaboration d'un référentiel d'épreuves • Création d'une grille de barème sportif • Accompagnement des candidats par un cadre référent lors des tests

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E2-DE

Démarches logistiques et médicales

N°	Préconisation	Enjeu	Coût estimé	Charge de travail	Avantages	Inconvénients	Exemples d'actions concrètes
2.8	Mutualiser et élargir les créneaux pour les rendez-vous médicaux et d'habillement en les regroupant dans un parcours coordonné.	Simplifier et rationaliser les étapes logistiques du parcours d'intégration en tenant compte des disponibilités des recrues.	Faible	Modérée	Réduction du nombre de déplacements Gain de temps pour les recrues et les services Meilleure fluidité du parcours Amélioration de l'expérience utilisateur	Contraintes organisationnelles (calendriers, ressources, coordination interservices) Besoin d'un outil de planification partagé	• Organisation de demi-journées « engagement » avec visite médicale + essayage habillement • Création de créneaux élargis (soirée/week-end) • Ouverture ponctuelle de lieux d'essayage ou cabinets médicaux en CIS ou UT • Calendrier partagé entre SSSM et service habillement
2.9	Faciliter l'accès aux examens médicaux complémentaires requis pour la visite d'engagement	Réduire les délais liés à l'obtention des examens médicaux prescrits, souvent freinés par la rareté de l'offre médicale.	Important	Faible	Parcours médical fluidifié Levée d'un point de blocage fréquent dans l'engagement SPV Meilleure attractivité du dispositif	Coût pour le SDIS si prise en charge partielle ou totale Besoin de partenariats avec les professionnels de santé	• Délivrance directe d'ordonnances par le SSSM • Conventionnement avec des cabinets médicaux pour accès rapide aux examens (bilans biologiques, etc.) • Accompagnement des recrues dans la prise de RDV via un guichet unique médical SPV

PROJET

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DEC12025_E2-DE

Formation initiale et montée en compétences

N°	Préconisation	Enjeu	Coût estimé	Charge de travail	Avantages	Inconvénients	Exemples d'actions concrètes
2.10	Diversifier les supports pédagogiques au sein des formations en présentiel.	Moderniser l'approche pédagogique et accroître l'engagement en formation.	Important	Importante	Meilleure prise en compte des attentes intergénérationnelles Dynamisation des contenus Valorisation des temps de face-à-face pédagogique Amélioration de la mémorisation et de l'implication	Risque de complexité dans la mise en œuvre et de surcharge logistique Besoin de formation des intervenants à de nouveaux outils pédagogiques	• Production de vidéos courtes sur les gestes techniques • Conception de maquettes ou simulateurs • Intégration de supports interactifs
2.11	Adapter la programmation des formations aux besoins réels des territoires.	Rendre l'offre plus réactive, ciblée et attractive pour les CIS.	Modéré	Modérée	Renforcement de l'échelon territorial Souplesse opérationnelle	Risque de dispersion Pression sur les équipes pédagogiques	• Mutualisation inter-UT de certaines sessions • Planification à la demande
2.12	Privilégier la montée en compétence réelle et durable des apprenants SPV.	Renforcer l'efficacité pédagogique des formations initiales en mettant l'accent sur les séquences d'apprentissage progressives plutôt que sur la recherche de performance évaluative.	Modéré	Modérée	Meilleure consolidation des savoirs et gestes attendus Développement de l'autonomie et de la confiance des apprenants Plus grande efficacité opérationnelle à moyen terme Valorisation du rôle du formateur comme accompagnateur	Repositionnement attendu des formateurs Besoin d'outils adaptés pour le suivi des apprentissages	• Renforcement des séquences formatives tout au long des modules • Mise en place de feedbacks réguliers • Dissociation plus nette entre apprentissage évaluation certificative

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E2-DE

Simplification et valorisation des acquis

N°	Préconisation	Enjeu	Coût estimé	Charge de travail	Avantages	Inconvénients	Exemples d'actions concrètes
2.13	Faciliter la reconnaissance des diplômes et compétences antérieures.	Optimiser l'intégration des nouvelles recrues en tenant compte des acquis	Faible	Faible	Intégration accélérée Renforcement de la motivation	Risque de traitement inéquitable si le cadre est mal défini	• Création d'une procédure de reconnaissance avec diffusion d'un guide clair sur les équivalences SP et professionnelles
2.14	Supprimer le PSC comme condition préalable à l'engagement SPV.	Accélérer le processus d'engagement en supprimant un prérequis qui est considéré comme un frein dans le processus.	Faible	Faible	Simplifie le parcours d'intégration	Absence d'acculturation spécifique à la posture de sauveteur isolé dès les premières phases de l'intégration	• Intégration de séquences pédagogiques sur les gestes de secours en sauveteur isolé dans les premiers modules de formation initiale

PROJET

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DEC12025_E2-DE

Axe stratégique n° 3 :

Améliorer la disponibilité opérationnelle et la répartition de la ressource

Contexte général :

Le SDIS du Loiret, à l'instar de nombreux services d'incendie et de secours, est confronté à une diminution de la disponibilité opérationnelle des sapeurs-pompiers volontaires. Ce phénomène, alimenté par des évolutions sociales et professionnelles (multiplication des contraintes personnelles, désengagement plus précoce, attentes intergénérationnelles hétérogènes), appelle à des mesures ciblées pour fidéliser, motiver et optimiser la mobilisation des effectifs sur le territoire.

Constats partagés :

1. Érosion de la convivialité et du lien social dans certains CIS, impactant la motivation et la fidélisation ;
2. Communication insuffisamment adaptée aux différentes générations, source d'incompréhensions et de désengagement ;
3. Difficulté à diversifier les profils recrutés et à capitaliser sur les compétences individuelles ;
4. Faible valorisation des parcours SPV en interne comme en externe ;
5. Inégalités d'accès aux spécialisations, source de démotivation pour certains SPV ;
6. Opportunités insuffisamment exploitées en matière de conventions employeurs et d'animation territoriale.

Propositions d'actions :

N°	Préconisation	Enjeu	Coût estimé	Charge de travail	Avantages	Inconvénients	Exemples d'actions concrètes
3.1	Encourager l'organisation d'évènements conviviaux dans les CIS.	Recréer du lien social, favoriser l'esprit de corps, susciter l'adhésion affective à la communauté SPV.	Faible	Modérée	Fidélisation accrue Dynamisation des équipes Valorisation locale du volontariat	Mobilisation ponctuelle de la ressource humaine	• Organisation d'événements autour du CIS (portes ouvertes, accueil des familles, etc.) • Rencontres sportives • Participation à des événements organisés localement pour valoriser le CIS (foires, salons, etc.)
3.2	Développer les manœuvres inter-centres.	Mutualiser les compétences, encourager l'apprentissage collaboratif, renforcer la dynamique inter-CIS et maintenir l'intérêt opérationnel.	Faible	Modérée	Dynamisation des entraînements Enrichissement mutuel	Coordination logistique Mobilisation inter-CIS peut être compliquée à planifier	• Manœuvres thématiques • Visites croisées d'établissements • Echanges inter-UT

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E2-DE

N°	Préconisation	Enjeu	Coût estimé	Charge de travail	Avantages	Inconvénients	Exemples d'actions concrètes
3.3	Accompagner les chefs de centre dans l'adaptation de leur communication intergénérationnelle.	Soutenir le management de proximité, fluidifier la communication au sein des CIS, renforcer la cohésion malgré la diversité des profils.	Faible	Faible	Meilleure compréhension des attentes générationnelles Montée en compétences des encadrants Climat relationnel apaisé	Exige une sensibilisation continue Nécessite une sensibilisation fine pour éviter les approches standardisées ou stéréotypées, et garantir une communication adaptée à la diversité réelle des profils présents dans les CIS.	• Formation des chefs de centre à la communication intergénérationnelle • Kits de communication adaptés, création de supports différenciés (infographies, courtes vidéos, guides de bonnes pratiques)
3.4	Offrir aux SPV un meilleur accès aux spécialités opérationnelles.	Valoriser les qualités et compétences internes, diversifier l'offre d'engagement.	Modéré	Modérée	Augmente la motivation des SPV expérimentés Développe les compétences spécifiques disponibles sur le terrain	Contraintes de disponibilité supplémentaires pour participer aux entraînements nécessaires au maintien de leurs compétences	• Organisation de journées d'immersion auprès des spécialistes lors des entraînements • Adaptation de l'offre de formation ouverte davantage aux SPV tout en garantissant une équité d'accès et une organisation compatible avec leurs disponibilités
3.5	Renforcer le déploiement de SPV relais dans les UT.	Accroître les partenariats employeurs en garantissant une présence territoriale renforcée, porter le message institutionnel dans les entreprises.	Faible	Modérée	Développement des relations territoriales Meilleure visibilité du SDIS en entreprise Ambassadeurs du volontariat	Demande de formation des relais pour savoir comment aller à la rencontre des employeurs de SPV Formalisation de la mission à encadrer	• Rencontres employeurs en CIS • Présentations en forums professionnels
3.6	Recruter une équipe de SPV « volants » sur les zones urbaines à forte activité.	Garantir le POJ, soulager les CIS en tension, introduire de la flexibilité dans la couverture opérationnelle.	Modéré	Importante	Réponse réactive sur les secteurs en besoin Opportunité d'intégration de nouveaux SPV	Dialogue social avec les OS Encadrement spécifique Dispositif à structurer	• Sélection ciblée • Accès à un plann mutualisé, • Mobilité inter-CIS

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DEC2025_E2-DE

Axe stratégique n° 4 :

Valoriser et fidéliser l'engagement de nos SPV

Contexte général :

Depuis quelques années, les SIS font face à une érosion de l'engagement volontaire. Le développement des compétences, la reconnaissance des efforts et l'accompagnement des nouvelles générations sont essentiels pour maintenir une dynamique positive et renforcer la fidélisation des SPV.

Constats partagés :

1. Diminution progressive des effectifs due à des contraintes professionnelles et personnelles croissantes ;
2. Manque de reconnaissance sociale et institutionnelle perçu par certains SPV ;
3. Charge administrative croissante pour la chefferie des CIS ;
4. Difficulté à disposer d'une vision claire des opportunités d'évolution ;
5. Sentiment d'absence de connaissance des compétences extra-SP au niveau de l'état-major ;
6. Manque de prise en compte des besoins d'acquisitions de nouvelles compétences ;
7. Difficulté à maintenir les jeunes dans les CIS.

Propositions d'actions :

Valorisation des compétences et de l'engagement

N°	Préconisation	Enjeu	Coût estimé	Charge de travail	Avantages	Inconvénients	Exemples d'actions concrètes
4.1	Recenser et valoriser les compétences professionnelles des SPV.	Identifier et utiliser les compétences « cachées » des SPV pour la réalisation de travaux ou la participation à des projets.	Faible	Modérée	Renforce la reconnaissance interne et optimise les ressources existantes.	Nécessite un temps initial pour collecter et organiser les données.	• Mise en place d'u plateforme interne ou fichier partagé permett aux SPV de déclarer le compétences (informatique, mécaniq audiovisuel, etc.).

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E2-DE

N°	Préconisation	Enjeu	Coût estimé	Charge de travail	Avantages	Inconvénients	Exemples d'actions concrètes
4.2	Intégrer les compétences SPV dans les projets internes du SDIS.	Reconnaître les talents des SPV pour contribuer à des initiatives du service.	Faible	Modérée	Augmente la motivation et l'implication des SPV dans les projets de l'établissement.	Nécessite une identification précise des projets adaptés. Risque de disponibilité limitée des SPV pour participer activement en raison de leurs autres engagements.	• Identification des SPV ayant des compétences spécifiques (juridiques, techniques, etc.) pour leur permettre d'apporter une expertise ponctuelle sur des dossiers ; • Formation de groupes de travail incluant pleinement les SPV pour développer ou moderniser des outils ou des processus internes ; • Implication des SPV dans le développement des partenariats locaux, • Facilité d'accès à l'emploi de formateur notamment sur des spécialités opérationnelles au regard de leurs compétences professionnelles.
4.3	Formaliser un processus de reconnaissance de l'engagement des SPV	Renforcer le sentiment d'appartenance et la motivation.	Faible	Modérée	Valorisation symbolique de l'engagement. Renforcement de la culture organisationnelle.	Risque de perception d'inégalité si les critères ne sont pas transparents.	• Organiser des événements symboliques (baptême de promotions des FISPV) • Médailles et autres distinctions (intégrer un représentant SPV dans la commission récompenses) • Permettre le port écussons du CIS en p de celui du co départemental • Signalement des acti valorisables (implicati dans des proj ancienneté, act méritoires, etc.) • Communication inte et/ou externe pour me à l'honneur les intéress

PROJET

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DEC12025_E2-DE

Développement des parcours et accompagnement personnalisé

N°	Préconisation	Enjeu	Coût estimé	Charge de travail	Avantages	Inconvénients	Exemples d'actions concrètes
4.4	Accompagner les SPV dans le développement personnalisé de leurs compétences.	Répondre aux attentes en matière de formation des SPV pour les maintenir motivés et rendre plus performants.	Modéré	Importante	Améliore l'efficacité et la satisfaction des SPV.	Requiert des moyens humains et financiers complémentaires.	• Valorisation du compte engagement citoyen ; • Mise en place d'un dispositif de VAE pour faire reconnaître les compétences SPV acquises dans le monde professionnel ; • Organisation de sessions de formation sur des compétences transversales (management intergénérationnel, communication, leadership, etc.)
4.5	Mettre en place un programme dédié à la reconversion professionnelle ou au retour à l'emploi.	Faciliter les transitions professionnelles pour sécuriser l'engagement des SPV.	Important	Importante	Offre une sécurité aux SPV dans leur parcours professionnel.	Certains SPV pourraient s'engager uniquement pour bénéficier du dispositif (consumérisme ?)	• Offrir l'accès à des formations qui peuvent être tout aussi avantageuses dans le cadre de l'activité SPV et professionnelle (permis PL, SSIAP, PRV, BNSSA, etc.) ; • Création de partenariats avec des organismes de formation pour propo[illegible] des parcours certifia[illegible] adaptés aux SPV.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E2-DE

N°	Préconisation	Enjeu	Coût estimé	Charge de travail	Avantages	Inconvénients	Exemples d'actions concrètes
4.6	Mettre en place un dispositif de reconnaissance simplifiée des compétences, titres et diplômes détenus à titre professionnel ou lors d'une mobilité entre SDIS et adapter les obligations de formations SPV en fonction des acquis	Valoriser l'expérience et les compétences des SPV, éviter les redondances de formation et optimiser les parcours pédagogiques.	Faible	Modérée	Gain de temps pour les SPV et l'organisation. Valorisation immédiate des parcours professionnels. Augmentation de la motivation et du sentiment de reconnaissance.	Risque de disparité si les règles ne sont pas claires ou équitables. Besoin d'un suivi rigoureux pour éviter les dérives.	• Créer une grille d'équivalence entre les formations SP et les titres/diplômes professionnels reconnus (ex. : COD 0 pour les professionnels de la route) • Intégrer la reconnaissance des acquis dans un processus de VAE interne • Allègements de formation après validation d'un dossier de compétences

Structuration et encadrement du volontariat

N°	Préconisation	Enjeu	Coût estimé	Charge de travail	Avantages	Inconvénients	Exemples d'actions concrètes
4.7	Créer un programme de tutorat pour accompagner les nouveaux SPV dans leurs démarches.	Faciliter l'intégration des nouveaux SPV, renforcer leur engagement et optimiser leur fidélisation grâce à un accompagnement structuré et personnalisé.	Faible	Importante	Permet de transmettre la culture de l'organisation du CIS et du SDIS. Facilite les interactions humaines pour la nouvelle recrue au sein du CIS.	Manque de disponibilité, formation et motivation des tuteurs.	• Associer chaque nouvelle recrue à un SPV expérimenté pour l'aider à comprendre et naviguer dans le système administratif du SDIS ; • Nommer des SPV expérimentés comme mentors référents au s du CIS en officialisant l rôle et en leur propos une formation au niv départemental ; • Elaborer un guide prati du volontariat combin un parcours d'acc structuré ; • Permettre aux SPV tuto de devenir à leur t mentors après une péri d'expérience

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DEC12025_E2-DE

N°	Préconisation	Enjeu	Coût estimé	Charge de travail	Avantages	Inconvénients	Exemples d'actions concrètes
4.8	Créer une entité pour le suivi et la gestion des dossiers spécifiques au volontariat.	Offrir un accompagnement adapté aux chefs de centre et aux SPV pour répondre à toutes les questions relatives au volontariat.	Modéré	Modérée	Améliore la réactivité et l'efficacité dans le traitement des demandes spécifiques au volontariat. Renforce le lien avec les SPV	Nécessite des ressources humaines dédiées. Risque de complexification des procédures administratives si la gestion n'est pas optimisée.	• Mettre en place un service dédié au sein du SDIS ; • Désignation de référents « volontariat » territoriaux ; • Optimiser le fonctionnement du CCDSPV par des réunions régulières ou mettre en place un comité de suivi pour remonter les problématiques et proposer des solutions avec élaboration de rapports annuels sur les évolutions et les axes d'amélioration du volontariat.

Soutien logistique, social et territorial

N°	Préconisation	Enjeu	Coût estimé	Charge de travail	Avantages	Inconvénients	Exemples d'actions concrètes
4.9	En collaboration avec les collectivités locales, mettre en place des dispositifs concrets d'aide logistique et sociale pour alléger les contraintes des SPV	Lever certains freins matériels à l'engagement et renforcer leur ancrage local.	Modéré	Importante	Valorisation sociale et concrète de l'engagement. Aide à la fidélisation sur le long terme. Renforce le lien entre les SPV et leur territoire.	Risque de disparité territoriale si certains avantages ne sont pas déployés partout. Complexité des démarches administratives à mettre en œuvre avec les collectivités.	• Prioriser l'accès au logement social pour les SPV dans les communes où ils sont engagés • Généraliser la signature de conventions avec les communes pour la prise en charge des enfants des départs intervention • Intégrer les SPV dans les dispositifs d'aides locales (aide à la mobilité, exonération ou réduction de taxe d'habitation, accès facilité à des équipements municipaux, chèques avantages, bourse d'emploi, etc.)

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DEC2025_E2-DE

N°	Préconisation	Enjeu	Coût estimé	Charge de travail	Avantages	Inconvénients	Exemples d'actions concrètes
4.10	Mettre en place un plan de simplification des procédures administratives et réduire le volume des sollicitations numériques pour les chefs de centre SPV.	Permettre aux chefs de centre de se recentrer sur leurs missions essentielles (management opérationnel, encadrement des équipes, fidélisation) en allégeant les tâches secondaires.	Faible	Modérée à Importante	Réduction de la charge mentale des chefs de centre SPV Amélioration de la réactivité et de la motivation Meilleure efficacité globale du fonctionnement du CIS	Nécessite une refonte partielle de certains processus. Risque de perte d'information si la simplification n'est pas bien encadrée.	• Audit interne des tâches administratives imposées aux chefs de centre SPV (quantité, fréquence, redondances) • Mise en place d'un guichet unique numérique et ergonomique pour centraliser les demandes et procédures • Désignation de référents administratifs territoriaux pour accompagner les chefs de centre SPV • Mise à disposition de modèles, fiches pratiques ou procédures allégées spécifiques au volontariat

PROJET

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E2-DE

Transparence et communication interne

N°	Préconisation	Enjeu	Coût estimé	Charge de travail	Avantages	Inconvénients	Exemples d'actions concrètes
4.11	Renforcer la communication interne sur les projets d'acquisition de véhicules, les plans de déploiement ainsi que les projets liés aux infrastructures afin d'informer et d'impliquer davantage les SPV.	Valoriser les SPV en tant qu'acteurs concernés par les choix structurants du SDIS, renforcer leur sentiment d'appartenance et leur compréhension des enjeux globaux.	Faible	Modérée	Améliore la confiance entre les SPV et l'encadrement Donne du sens à l'engagement Facilite l'adhésion aux projets, y compris lors de décisions difficiles	Peut susciter des incompréhensions ou critiques si les projets sont mal expliqués Nécessite une communication claire et régulière	• Diffuser des notes d'information régulières (mensuelles ou trimestrielles) sur les projets d'acquisition ou de glissement des matériels ou d'aménagement des CIS • Créer un espace d'information dédié sur l'intranet (Suivi véhicules, projets en cours, calendrier prévisionnel) • Proposer une présentation synthétique annuelle des projets lors des réunions avec les chefs de centres • Expliquer les logiques de glissement de véhicules : critères d'affectation, arbitrages, état du parc • Mettre en place une consultation ou une phase de recueil d'avis sur certains projets locaux

PROJET

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DEC2025_E2-DE

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E3-DE

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU LOIRET

BUREAU DU CASDIS

Réunion du 1er Juillet 2025

Voix délibérative : MM. GAUDET - VACHER - MME LABADIE – M. BURGEVIN – MME RAVELEAU

VOTE :
En exercice : 5
- Présents : 5
- Votants : 5

DÉCISION DU BUREAU N°D2025-E3

OBJET : Indemnités de Mobilisation Opérationnelle (IMO) – Modalités de mise en œuvre

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels, notamment son article 6-8 ;

VU Le décret n°2023-543 du 30 juin 2023 modifiant diverses dispositions relatives aux sapeurs-pompiers ;

VU L'arrêté du 30 juin 2023 fixant le montant de l'indemnité de mobilisation opérationnelle versée aux sapeurs-pompiers professionnels ;

VU La délibération 2024-A6 du 16 février 2024 du Conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret ;

CONSIDÉRANT le consensus quant au mode de versement de l'IMO trouvé au sein du groupe de travail piloté par M. BONAMY et composé de représentants de l'administration et de représentants du personnel ;

VU L'avis favorable émis par le Comité Social Territorial réuni le 5 juin 2025 ;

VU Le rapport n°3 présenté par M. le Président du Conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;

IL EST DÉCIDÉ : Pour : 5 Contre : 0 Abstention : 0

Article 1er : D'acter les modalités de mise en œuvre de l'Indemnité de Mobilisation Opérationnelle ainsi qu'il suit :

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E3-DE

Suite de la décision D2025-E3 du 1er juillet 2025

1 / Les SPP en garde

Il est convenu d'adopter :

- Lorsque le planning est connu ➔ le principe « garde posée – garde retenue » (à l'instar de la gestion des arrêts maladies).
- En l'absence de planification ➔ le principe d'un décompte hebdomadaire à 35h (soit 7h par jour du lundi au vendredi).

Les SPP à dominante garde conservent également la possibilité de partir sous statut sapeur-pompier volontaire.

Les mêmes principes s'appliquent pour les SPP affectés en CIS majoritairement en astreinte.

2 / Les SPP en SHR

Il est convenu d'adopter un décompte de 39h hebdomadaires à savoir : 8h du lundi au jeudi et 7h le vendredi :

Il est à noter que les SPP en SHR conservent également la possibilité de partir sous statut sapeur-pompier volontaire mais cela induira nécessairement une pose de congés.

Article 2 : Les crédits nécessaires sont inscrits au budget aux chapitres et articles concernés

Article 3 La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 4 : Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours et Mme la Comptable publique sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Le Président,

Marc GAUDET

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E4-DE

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU LOIRET

BUREAU DU CASDIS

Réunion du 1er Juillet 2025

Voix délibérative : MM. GAUDET - VACHER - MME LABADIE – M. BURGEVIN – MME RAVELEAU

VOTE :
En exercice : 5
- Présents : 5
- Votants : 5

DÉCISION DU BUREAU N°D2025-E4

OBJET : Modalités et périodicité des formations de maintien et de perfectionnement des acquis et détermination de la durée des formations aux activités opérationnelles ou d'encadrement pour les sapeurs-pompiers volontaires non-officiers

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU L'arrêté du 22 août 2019 relatif aux formations des sapeurs-pompiers professionnels et volontaire notamment son article 6 ;

VU L'avis favorable émis par la Commission Administrative et Technique réunie le 14 mai 2025 ;

VU L'avis favorable émis par le Comité Social Territorial réuni le 5 juin 2025 ;

VU L'avis favorable du Comité Consultatif Départemental des Sapeurs-Pompiers Volontaires réuni le 05 juin 2025 ;

VU Le rapport n°4 présenté par M. le Président du Conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;

IL EST DÉCIDÉ : **Pour : 5** **Contre : 0** **Abstention : 0**

Article 1er : De valider les modalités et la périodicité des formations de maintien et de perfectionnement des acquis telles que présentées dans le tableau 1 ainsi que la durée des formations aux activités opérationnelles ou d'encadrement des sapeurs-pompiers volontaires non officiers telle que présentée dans le tableau 2 joints à la présente décision.

Article 2 : Les crédits nécessaires sont inscrits au budget aux chapitres et articles concernés

Article 3 La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 4 : Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours et Mme la Comptable publique sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Le Président,

Marc GAUDET

195, rue de la Gourdonnerie – SEMOY – 45404 FLEURY LES AUBRAIS- Tel : 02.38.523.523 - Fax 02.38.523.500

SAPEURS POMPIERS Loiret

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DU LOIRET

Tableau n°1

Modalités et périodicité des formations de maintien et de perfectionnement des acquis
(article 6 de l'arrêté du 22 août 2019 relatif aux formations des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires)

Formation	Niveau	Emploi	Référentiel	Obligations fixées par le référentiel national	Obligations départementales
Conduite	COD 0	Conducteur véhicules légers	Note d'information conduite du 10 août 1999	Aucune obligation	Aucune obligation
	COD 1	Conducteur engin pompe			8h tous les 3 ans pour les CIS astreinte - 4h tous les 3 ans pour les CIS postés
	COD 2	Conducteur hors chemin			8h tous les 2 ans
	COD 4	Conducteur d'embarcation			8h tous les 2 ans
	MEA	Moyen élévateur aérien			8h tous les 2 ans
	VPCE	Véhicule porte cellule			Aucune obligation
Cynotechnie	CYN 1	Conducteur cynotechnique	GNR Version février 1999 - V1.1 mise à jour du 26/06/2020	Entraînements Contrôle annuel d'aptitude opérationnelle (CAO) dans chaque domaine (décombre, questage, pistage, immergé)	Réaliser : - Entraînement de 4 heures sur 3 jeudis par mois - Entraînement de 8 heures sur 1 jeudi par mois - 1 stage de 3 jours extra départemental - Contrôle annuel d'aptitude opérationnelle (CAO) soit un total d'environ 20 h/mois - 240 h/an + 60 h/an (5h/mois pour entraînement et CAO) si technique supplémentaire (pistage / RVI / RPAI)
	CYN 2	Chef d'unité cynotechnique			
	CYN 3	Chef de section cynotechnique		Formation de maintien des acquis nationale tous les 5 ans	Idem CYN 1/2 si chien opérationnel + encadrement des formations et entraînement + FMA nationale tous les 5 ans
Dessinateur Opérationnel	DO 0	Sensibilisation DO	GDO Exercice du commandement et conduite des opérations Juin 2020 2ème édition Vadémécum > le croquis opérationnel à l'usage des SDIS - Octobre 2022	Pas de base règlementaire	2 entraînements de 8h par an et 1 FMPA 8h par an
	DO 1	Dessinateur opérationnel niveau 1			
	DO 2	Dessinateur opérationnel niveau 2			
Drône	Télépilote	Télépilote de Drône	DGAC => formation CATS (à renouveler tous les 5ans)	Requalification CATS tous les 5 ANS à la DGAC (arrêté espace européen)	4 entraînements de 4h par an et 2 JP 8h par an 1 journée de test pratique annuel
	OLAT	Officier de Liaison Aéronef Télépiloté	GDO Engagement des appareils télépilotés de lutte, d'appui et de secours Septembre 2020	Aucune obligation	
Encadrement des activités physiques	EAP 1	Opérateur des activités physiques	Référentiel des activités et des compétences Référentiel formation Référentiel d'évaluation 6/12/2013	Suivre les FMPA	8h tous les deux ans
	EAP 2	Educateurs des activités physiques		Suivre les FMPA	8h tous les ans
	EAP 3	Conseiller des activités physiques		Suivre les FMPA	2 jours tous les 2 ans au CNFPT
Feux de forêt	FDF 1	Equipier feux de forêt	GNR Version juin 2001 - V 1.2 mise à jour du 4/07/2024	Aucune obligation	4h par an + FOAD
	FDF 2	Chef d'agrès feux de forêt		Aucune obligation	8h par an sur simulateur et encadrement
	FDF 3	Chef de groupe feux de forêt		Périodicité : 2 ans Modalités : encadrement FDF 4 ou 5, activité opérationnelle ou 1 journée à l'ECSAC	Encadrement des FDF 3 et 4
	FDF 4	Chef de colonne feux de forêt			
	FDF 5	Chef de site feux de forêt			
Formation et développement des compétences	ACC PRO	Accompagnateur de proximité	Référentiel de compétences Référentiel de formation Référentiel de certification V1 - 11/10/2017	Suivre les formations de maintien et de perfectionnement des acquis (FMPA) selon les modalités fixées par l'autorité d'emploi / l'autorité de gestion.	2 jours tous les 2 ans
	FOR ACC	Formateur accompagnateur		Suivre les formations de maintien et de perfectionnement des acquis (FMPA) selon les modalités fixées par l'autorité d'emploi/l'autorité de gestion, à savoir a minima, une journée par an	2 jours tous les 2 ans
	CONCEP-TEUR	Concepteur de formation		Suivre les formations de maintien et de perfectionnement des acquis (FMPA) selon les modalités fixées par l'autorité d'emploi/l'autorité de gestion, à savoir a minima, une journée par an.	2 jours tous les 2 ans
Gestion opérationnelle et commandement	GOC 3	Chef de groupe	RNACC LTN2C SPP - RNAC LTN1C SPP Version n°1 du 30/04/2020	Aucune obligation	8 h par an de FMA GOC En fonction des fonctions tenues, soit la FMA GOC VCG, soit VPC
	GOC 4	Chef de colonne	RNAC Cne SPP Version n°1 du 30/04/2020	Aucune obligation	8 h par an de FMA GOC Préconisation d'une semaine tous les 5 ans à l'ENSOSP
	GOC 5	Chef de site	RNAC Chef de site Version n°1 du 01/07/2021	Aucune obligation	8 h par an de FMA GOC Préconisation d'une semaine tous les 5 ans à l'ENSOSP

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E4-DE

Formation	Niveau	Emploi	Référentiel	Obligations fixées par le référentiel national	Obligations départementales
Interventions en milieu périlleux Secours en milieu périlleux (SMP)	IMP 1	Sensibilisation aux SMP	GNR Version août 1998 - V1.1 mise à jour 25/06/2020	Réaliser 10 exercices pratiques dont 5 sur site en unité encadrée (dont un exercice de nuit) Les interventions d'au moins 4 heures sont considérées comme exercices pratiques. Satisfaire aux tests annuels au cours d'un exercice	Réaliser : - 11 entraînements pratiques par an - 3 jours (24h) d'exercices pratiques extra départementaux tous les deux 2 ans - 2 jours (16h) de tests opérationnels par an
	IMP2	Sauveteur IMP			
	IMP 3	Chef d'unité IMP			
	CT IMP	Conseiller technique IMP			
Officier sécurité	GOC 3	CDG	GDO Exercice du commandement et conduite des opérations Juin 2020 2ème édition	Aucune obligation	Préconisation d'une FMPA de 8h, organisée à la diligence de l'officier sécurité référent
	GOC 4	CDC			
Poste médical avancé	PMA2	Responsable PMA	Pas de base réglementaire	Pas de base règlementaire	FMPA 8h par an (répartie 4h par semestre)
	PMA3	Conseiller technique PMA			
Prévention	PRV1	Agent de prévention	GNR Janvier 2006 Version consolidée le 17/01/2012	Apte pour 3 ans après participation au sein de son SDIS aux séances d'information portant sur l'évolution des textes réalisés dans le cadre des activités de maintien des acquis	Séances d'information intra SDIS portant sur l'évolution des textes
	PRV2	Préventionniste		Apte pour 3 ans, le PRV2 et 3 participant à une FMA (au plus tard dans l'année civile de la date anniversaire de la délivrance du diplôme de préventionniste ou de l'attestation de FMA). Cette FMA est complétée, annuellement au niveau du SDIS par des séances d'information portant notamment sur l'évolution des textes et des méthodes de construction.	FMA ENSOSP tous les 3 ans
	PRV3	Responsable départemental de la prévention			
	RCCI	SP Investigateur		Aucune obligation	Aucune obligation
Risques Animaliers	ERA	Equipier risques animaliers	Pas de base réglementaire	Pas de base réglementaire	1 FMA 8h par an et 1 journée pédagogique par an
Risques chimiques et biologiques	RCH 1	Equipier/Chef d'équipe reconnaissance	GNR mars 2006	FMA au cours d'exercices ou d'un recyclage annuel	2 jours de FMPA (16h) par an 3 entraînements de 4h par an
	RCH 2	Equipier/Chef d'équipe intervention			
	RCH 3	Chef de CMIC		FMPA au cours d'exercices ou de recyclages départementaux, zonaux ou nationaux tous les 3 ans	FMA RCH3 (formateur) 8h par an (région centre VdL)
	RCH 4	Conseiller technique risques chimiques		FMA de 2 ou 3 jours tous les 5 ans à l'ENSOSP	FMA de 2 ou 3 jours tous les 5 ans à l'ENSOSP
Risques radiologiques	RAD 1	Equipier/Chef d'équipe reconnaissance	GNR Version juin 2001 - V1.2 mise à jour du 26/06/2020	FMPA au cours d'exercices ou d'un recyclage annuel	2 jours FMPA (16h) par an
	RAD 2	Equipier/Chef d'équipe intervention			
	RAD 3	Chef de CMIR		FMPA au cours d'exercices ou de recyclages départementaux, zonaux ou nationaux tous les 5 ans	FMPA RAD3 (formateur) 8h par an
	RAD 4	Conseiller technique radiologique		FMPA de 2 ou 3 jours tous les 5 ans à l'ENSOSP	FMPA de 2 ou 3 jours tous les 5 ans à l'ENSOSP
Sauvetage aquatique	SAV 1	Nageur sauveteur aquatique	GNR Version avril 2001 - V1.1 mise à jour du 26/06/2020	Réaliser des entraînements annuels collectifs définis par le conseiller technique sauvetage aquatique départemental, judicieusement répartis sur les 12 mois et d'une durée effective minimale de 2 heures. Sont également comptabilisées dans ces entraînements toutes les interventions opérationnelle d'une durée supérieure ou égale à 2 heures ; Satisfaire aux tests annuels	Réaliser : - 4 à 6 entraînements annuels - 1 jour de tests
	SAS	Sauveteur aquatique de surface (nouvelle appelation ECASC du SAV 1			
	FCIn	Fort courant inondation (nouvelle appelation ECASC du SEV (Sauvetage en eau vive))			
	SAL 1	Scaphandrier autonome léger	REAC version du 12 mars 2014 Arrêté du 7 décembre 2022 relatif à la formation de spécialité « interventions en milieu aquatique et hyperbare » des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires (NOR IOME2210805A)	Peut être déclaré apte opérationnel, pour une année, tout plongeur qui a : - réalisé 20 plongées d'entraînement en milieu naturel (dont maximum 5 peuvent être réalisées en fosse de 10 m minimum ou 5 en intervention), judicieusement réparties sur l'année calendaire en cours (au moins 3 par trimestre), avec vérification du carnet de plongée. Ces plongées, comme toutes celles mentionnées sur le carnet, doivent être réalisées dans le cadre du service commandé et validées par un chef d'unité SAL2 ou un conseiller technique SAL3 ; - suivi 20 h de théorie sur les connaissances professionnelles de la plongée ; - satisfait au contrôle médical ; - satisfait au contrôle technique, défini ci-après, ou participé à l'encadrement d'un stage qualifiant, de manière pratique et effective (SAL, chef d'unité SAL2 ou conseiller technique SAL3) ; - être à jour de la formation de maintien et de perfectionnement des acquis « secours à personne ». Satisfaires aux contrôle d'aptitude opérationnelle en fonction de la profondeur de l'habilitation et du niveau.	Réaliser : - 10 entraînements de 8h par an - 5 jours FMPA par an (qualification plongée -30 -50 -60 m) - 20h de théorie par an + 1 jour de tests
	SAL 2	Chef d'unité SAL			
	SAL 3	Conseiller technique SAL			
Sauvetage Déblaiement Unité de Sauvetage, d'Appui et de Recherche (USAR)	SDE 1	Sauveteur déblayeur	GNR Version avril 2003 V1.1 - Mise à jour du 26/06/2020	Séances de formation, exercices pratiques ou d'un recyclage annuel	1 FMA 8h par an et 1 entraînement de 8h par an
	SDE 2	Chef d'unité SD			
	SDE 3	Chef de section SD		FMPA de 3 à 5 jours tous les 5 ans dans un centre de formation agréé	Encadrement et FMPA de 3 à 5 jours tous les 5 ans dans un centre de formation agréé
	SDE3	Conseiller Technique SD			
Secours et soins d'urgences aux personnes	Equipier	Equipier SSUAP	Arrêté du 21 décembre 2020 portant organisation de la formation continue dans le domaine des premiers secours	6h par an minimum	6h par an minimum
	CAUE	Chef d'agrès une équipe SSUAP		6h par an minimum	6h par an minimum
	FOR SSUAP	Formateur aux premiers secours		6h par an minimum	6h par an minimum
	FOR de FOR	Formateur de formateur SSUAP		6h par an minimum	8h par an minimum

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E4-DE

Formation	Niveau	Emploi	Référentiel	Obligations fixées par le référentiel national	Obligations départementales
Secours routiers	Equipier SPV	Equipier Secours routiers SPV	RNAC équipier SPV Version n°2 du 22/09/2022	Suivre les FMPA	8h par an
	Equipier SPP	Equipier Secours routiers SPV	RNAC équipier SPP Version n°2 du 22/09/2022	Suivre les FMPA	8h par an
	CAUE SPV	Chef d'agrès une équipe secours routiers SPP	RNAC chef d'agrès d'un engin comportant une équipe SPV Version n°1 du 22/08/2019	Suivre les FMPA	8h par an
	CAUE SPP	Chef d'agrès une équipe secours routiers SPV	RNAC chef d'agrès d'un engin comportant une équipe SPP Version n°1 du 22/08/2019	Suivre les FMPA	8h par an
SSSM	SSUAP	Médecin - SSUAP	Arrêté du 21 décembre 2020 portant organisation de la formation continue dans le domaine des premiers secours	6h par an minmum	6h par an minmum
	SSUAP	Infirmier - SSUAP		6h par an minmum	6h par an minmum
	SSUAP	Pharmacien - SSUAP		6h par an minmum	6h par an minmum
	PISU	Protocole infirmier de soins d'urgence	Arrêté du 19 décembre 1999 relatif à la formation des sapeurs-pompiers volontaires	Déterminée par le médecin-chef	8h par an
Systèmes d'information et de Communication (SIC)	OTAU	Opérateur de traitement des appels d'urgences	Référentiels de Certification Référentiel de Formation SIC Référentiel de compétences 13/12/2016 Version N°1 DGSCGC	Suivre les FMPA	1 FMA 8h par an
	OCO	Opérateur de coordination opérationnelle		Suivre les FMPA	1 FMA 8h par an
	CDS	Chef de salle opérationnelle		Suivre les FMPA	1 FMA 8h par an
	OFFSIC	Officier des SIC		Suivre les FMPA / inscrit sur LAO OFFSIC	1 FMA 8h par an
	COMSIC	Commandant des SIC		Suivre les FMPA	Encadrement des FMPA
Techniques opérationnelles incendie (INC) Protection des personnes, des animaux, des biens et de l'environnement (PPABE)	Equipiers SPV	Equipiers INC / PPABE SPV	RNAC équipier SPV Version n°2 du 22/09/2022	Suivre les FMPA	40h par an (manoeuvres)
	CE SPV	Chef d'équipe INC / PPABE SPV	RNAC chef d'équipe SPV Version n°1 du 22/08/2019	Suivre les FMPA	40h par an (manoeuvres)
	CAUE SPV	Chef d'agrès une équipe PPABE SPV	RNAC chef d'agrès d'un engin comportant une équipe SPV Version n°1 du 22/08/2019	Suivre les FMPA	40h par an (manoeuvres)
	CATE SPV	Chef d'agrès tout engin SPV	RNAC chef d'agrès tout engin SPV Version n°1 du 22/08/2019	Suivre les FMPA	40h par an (manoeuvres)
	Equipiers SPP	Equipiers INC / PPABE SPP	RNAC équipier SPP Version n°2 du 22/09/2022	Suivre les FMPA	16h tous les 3 ans
	Chef d'équipe SPP	Chef d'équipe INC / PPABE SPP	RNAC chef d'équipe SPP Version n°1 du 22/08/2019	Suivre les FMPA	16h tous les 3 ans
	CAUE SPP	Chef d'agrès une équipe PPABE SPP	RNAC chef d'agrès d'un engin comportant une équipe SPP Version n°1 du 22/08/2019	Suivre les FMPA	16h tous les 3 ans
	CATE SPP	Chef d'agrès tout engin SPP	RNAC chef d'agrès tout engin SPP Version n°1 du 22/08/2019	Suivre les FMPA	16h tous les 3 ans
	CDG	Chef de groupe	RNACC LTN2C SPP - RNAC LTN1C SPP Version n°1 du 30/04/2020	Suivre les FMPA	8h par an
	CDC	Chef de colonne	RNAC Cne SPP Version n°1 du 30/04/2020	Suivre les FMPA	8h par an
	CDS	Chef de site	RNAC Chef de site Version n°1 du 01/07/2021	Suivre les FMPA	8h par an

Version n°1 mise à jour le 24 mars 2025

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E4-DE

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DU LOIRET

Tableau n°2

Durée des formations aux activités, opérationnelles ou d'encadrement, sapeurs-pompiers volontaires non-officiers.
(article 6 de l'arrêté du 22 août 2019 relatif aux formations des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires)

Emploi	Compétences dans l'emploi		Référentiel Nationnal	Maximum fixé par le référentiel national	Obligations départementales	
					Par emploi	Total
Equipiers SPV	Apprenant	Apprenant SPV	RNAC équipier SPV Version n°2 du 22/09/2022	60 jours maximum	1 h en FOAD 4h avec le tuteur	29h en FOAD 19 h en centre avec le tuteur 31 jours en présentiel
	EQ SSUAP	Equipiers Secours et soins d'urgence aux personnes			8h en FOAD 11 jours en présentiel	
	EQ PPABE	Equipier Protection des personnes, des animaux, des biens et de l'environnement			15 h avec le tuteur 2 h en FOAD 3 jours en présentiel	
	EQ INC	Equipier Incendie			13 h en FOAD 10 jours en présentiel	
	EQ SR	Equipier Secours routiers			5h en FOAD 5 jours en présentiel	
Chef d'équpe SPV	CE	Chef d'équipe	RNAC chef d'équipe SPV Version n°1 du 22/08/2019	5 jours maximum	8 h en FOAD et tutorat 5 jours	
Chef d'agrès une équipe SPV	CAUE SSUAP	Chef d'agrès une équipe Secours et soins d'urgence aux personnes	RNAC chef d'agrès d'un engin comportant une équipe SPV Version n°1 du 22/08/2019	15 jours maximum	1 h en FOAD 5 jours présentiels	2 h en FO 12 jours en pr
	CAUE PPABE	Chef d'agrès une équipe Protection des personnes, des animaux, des biens et de l'environnement			1 h en FOAD 2 jours présentiels	
	CAUE SR	Chef d'agrès une équipe Secours routiers			3 jours	
	CAUE MEA	Chef d'agrès une équipe Moyens élévateurs aériens			2 jours	
Chef d'agrès tout engin SPV	CATE	Chef d'agrès tout engin	RNAC chef d'agrès tout engin SPV Version n°1 du 22/08/2019	10 jours maximum	3 h de formation et préformation en CIS et 10 jours présentiels	

Version n°1 mise à jour le 24 mars 202

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E4-DE

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E5-DE

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU LOIRET

BUREAU DU CASDIS

Réunion du 1er Juillet 2025

Voix délibérative : MM. GAUDET - VACHER - MME LABADIE – M. BURGEVIN – MME RAVELEAU

VOTE :
En exercice : 5
- Présents : 5
- Votants : 5

DÉCISION DU BUREAU N°D2025-E5

OBJET : Adaptation de l'organisation de groupements fonctionnels au sein de la Direction

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code Général de la Fonction publique ;

VU La délibération D2021-E9 du 10 décembre 2021 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours du Loiret relative à l'adaptation de l'organigramme cible ;

VU L'arrêté n°36 du 21 Mars 2025 relatif à l'organigramme du SDIS du Loiret ;

VU L'avis favorable émis par le Comité Social Territorial réuni le 5 juin 20252 ;

VU Le rapport n°5 présenté par M. le Président du Conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;

IL EST DÉCIDÉ : Pour : 5 Contre : 0 Abstention : 0

Article 1er : D'acter les organigrammes annexés prenant en compte les modifications suivantes :

- pour le Groupement Technique et Logistique = le rattachement du référent « Equipement des centres » au service Logistique & Magasins.
- pour le Groupement des Systèmes d'Information et des Télécommunications = l'attribution de la fonction de chef du service des Systèmes d'Information à l'agent titulaire occupant le poste d'administrateur systèmes, au regard de son expertise et de ses compétences avérées.
- pour le Groupement des Opérations et des Compétences = l'ouverture du poste de coordinateur logistique de formations au grade d'agent de maîtrise, avec une évolution possible jusqu'au grade de technicien principal de 2ème classe au regard des missions de coordination.

Article 2 : De valider le référentiel métiers des PATS tel que joint en annexe.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E5-DE

Suite de la décision D2025-E5 du 1er juillet 2025

Article 3 : Les crédits nécessaires sont inscrits au budget aux chapitres et articles concernés

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 4 : Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours et Mme la Comptable publique sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Le Président,

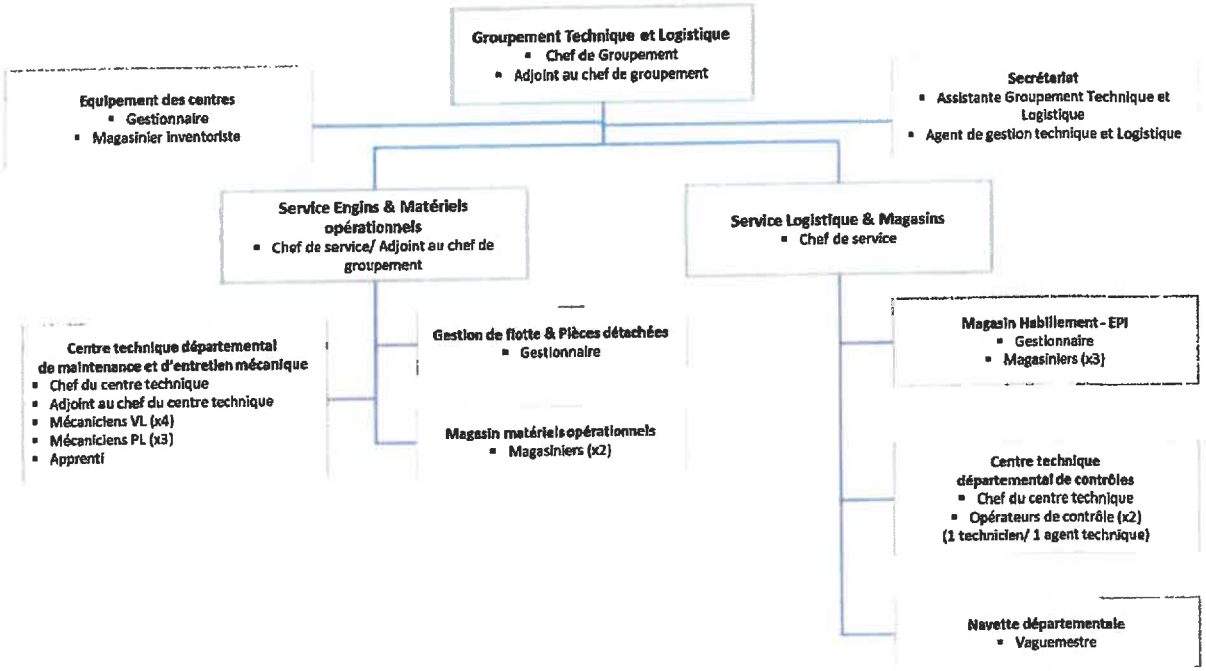
Marc GAUDET

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E5-DE

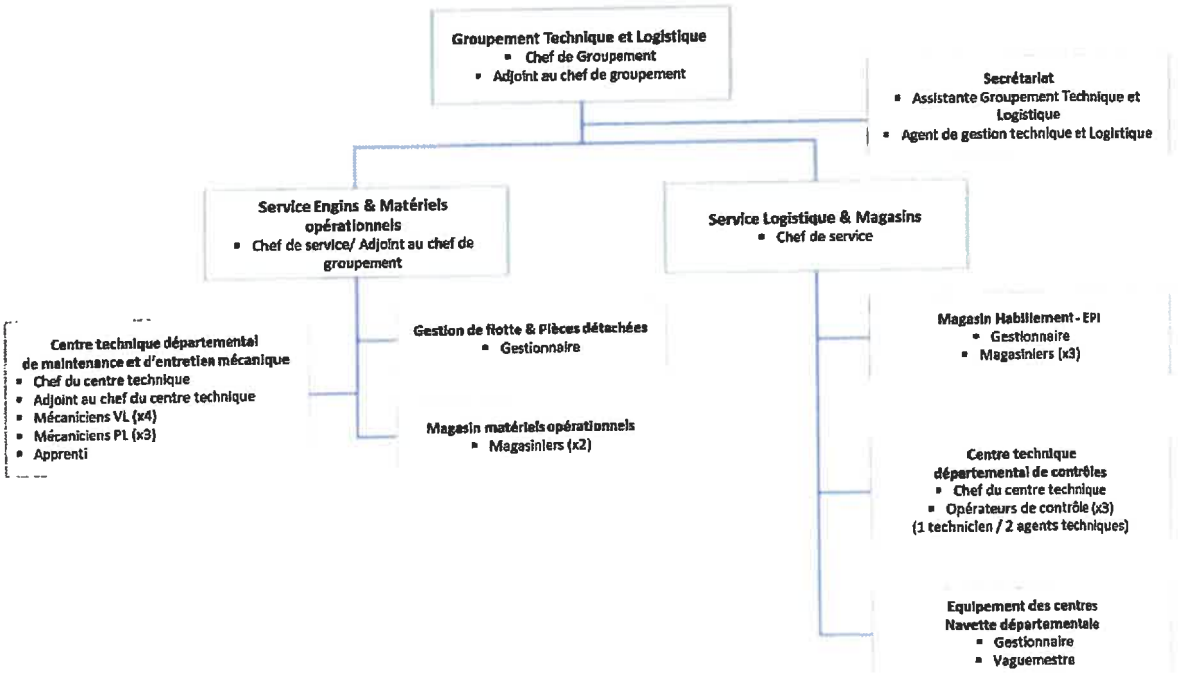
ANNEXES

I. Organisation du GTL

Organigramme initial :



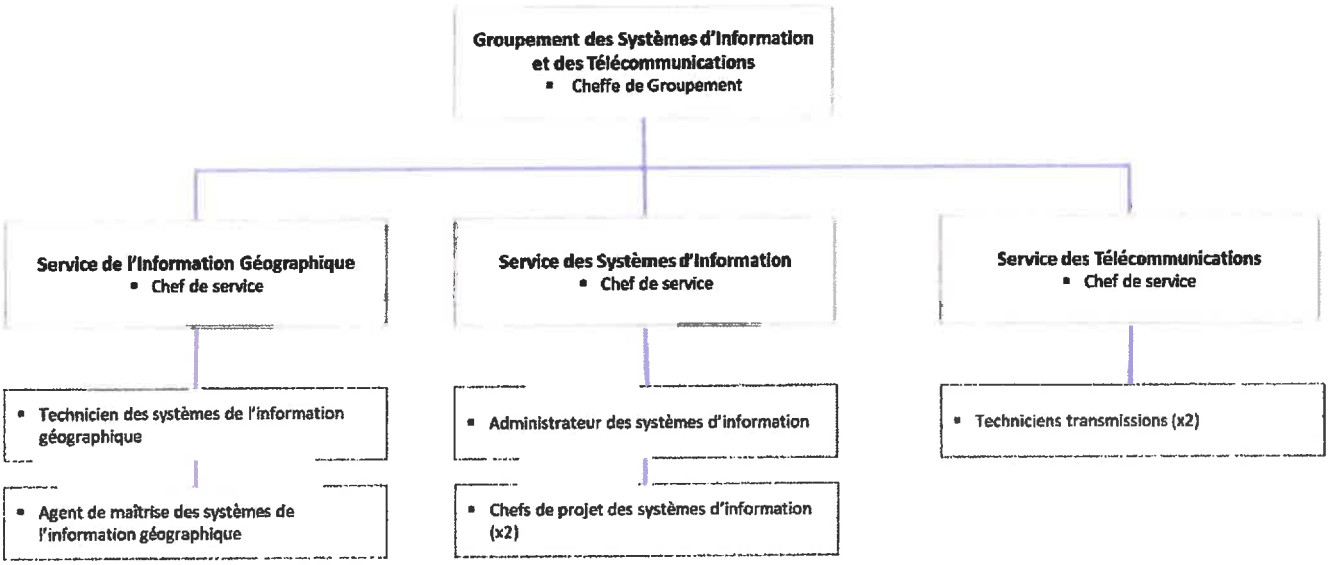
Organigramme proposé :



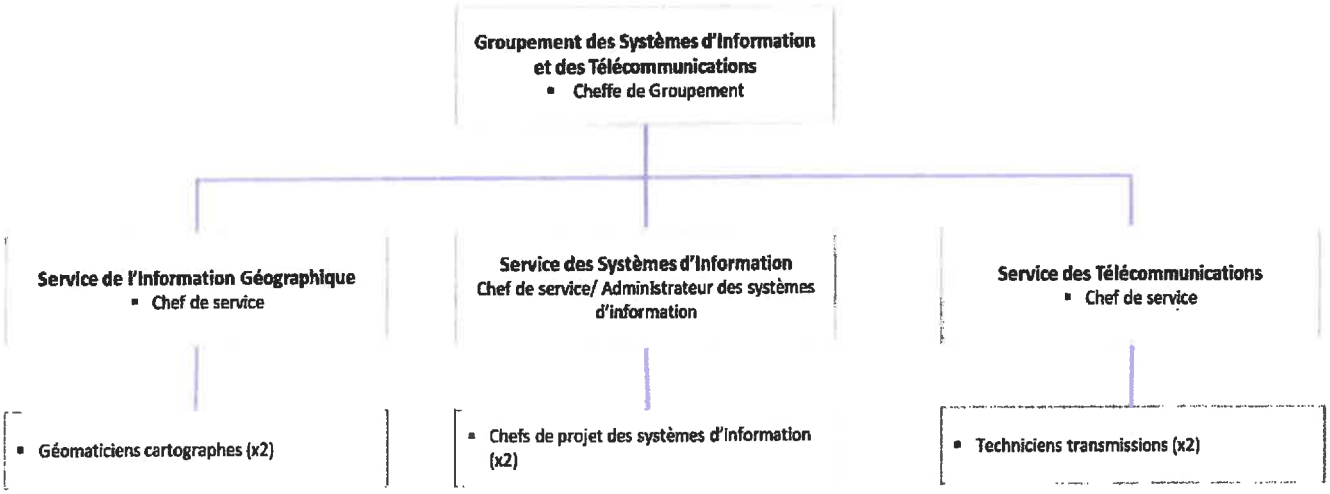
Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E5-DE

II. Organisation du GSIT

Organigramme initial :



Organigramme proposé :



Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E5-DE

Référentiel des postes PATS et groupes de fonctions RIFSEEP

Sous-domaines	Famille de métiers	Métiers/ Indications particulières	Type de poste	Filière	Cat du poste	Nombre postes	Postes pourvus	Cadre(s) d'emploi recrutement min du poste	Grade(s) d'évolution maxi du poste	Fonction	GROUPES DE FONCTIONS								
											CAT A				CAT B			CAT C	
											A1	A2	A3	A4	B1	B2	B3	C1	C2
Administration - Gestion Administrative et Technique	Accueil, secrétariat, gestion administrative et technique	Agent d'accueil	Hôtesse d'accueil	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Agent d'accueil									
		Agent d'accueil	Hôtesse d'accueil	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Agent d'accueil									
		Secrétaire administrative	Secrétaire en unité territoriale	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Secrétaire administrative									
		Secrétaire administrative	Secrétaire en unité territoriale	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Secrétaire administrative									
		Secrétaire administrative	Secrétaire en unité territoriale	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Secrétaire administrative									
		Secrétaire administrative	Secrétaire en unité territoriale	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Secrétaire administrative									
		Secrétaire administrative	Secrétaire en unité territoriale	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Secrétaire administrative									
		Secrétaire administrative	Secrétaire en unité territoriale	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Secrétaire administrative									
		Secrétaire administrative	Secrétaire en unité territoriale	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Secrétaire administrative									
		Secrétaire administrative	Secrétaire en unité opérationnelle	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Secrétaire administrative									
		Secrétaire administrative	Secrétaire de groupement	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Secrétaire administrative									
		Secrétaire technique	Secrétaire prévention	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Secrétaire technique									
		Secrétaire technique	Secrétaire prévention	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Secrétaire technique									
		Secrétaire technique	Secrétaire prévention	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Secrétaire technique									
		Secrétaire technique	Secrétaire prévention	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Secrétaire technique									
		Secrétaire technique	Secrétaire prévention	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Secrétaire technique									
		Secrétaire technique	Secrétaire service médical	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Secrétaire technique									
		Secrétaire technique	Secrétaire service médical	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Secrétaire technique									
		Secrétaire technique	Secrétaire service médical	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Secrétaire technique									
		Secrétaire technique	Secrétaire formation	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Secrétaire technique									
		Agent de gestion administrative	Agent de gestion comptable	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Agent de gestion administrative									
		Agent de gestion administrative	Agent de gestion comptable	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Agent de gestion administrative									
		Agent de gestion administrative	Agent de gestion comptable	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Agent de gestion administrative									
		Agent de gestion administrative	Agent de gestion technique et logistique	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Agent de gestion administrative									
		Agent de gestion administrative	Agent de gestion ressources humaines	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Agent de gestion administrative									
		Agent de gestion administrative	Agent de gestion ressources humaines	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Agent de gestion administrative									
		Agent de gestion administrative	Agent de gestion ressources humaines	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Agent de gestion administrative									
		Agent de gestion administrative	Agent de gestion ressources humaines	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Agent de gestion administrative									
		Agent de gestion administrative	Agent de gestion ressources humaines	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Agent de gestion administrative									
		Agent de gestion administrative	Agent de gestion ressources humaines	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Agent de gestion administrative									
		Agent de gestion administrative	Agent de gestion formation	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Agent de gestion administrative									
		Agent de gestion administrative	Agent de gestion formation	ADM	C	1	1	Adjoints administratifs	Adjoint administratif pp 1ère cl	Agent de gestion administrative									
Assistanat	Assistanat, Secrétariat de Gpt/Direction	Assistant administratif	Assistant Groupement des Ressources Humaines	ADM	C/B	1	1	Adjoints administratifs, Rédacteurs	Rédacteur	Assistant de cadres									
		Assistant administratif	Assistant Groupement des Unités Territoriales	ADM	C/B	1	1	Adjoints administratifs, Rédacteurs	Rédacteur	Assistant de cadres									
		Assistant administratif	Assistant Groupement Technique et Logistique	ADM	C/B	1	1	Adjoints administratifs, Rédacteurs	Rédacteur	Assistant de cadres									
		Assistant administratif	Assistant Groupement Opérations et Compétences	ADM	C/B	1	1	Adjoints administratifs, Rédacteurs	Rédacteur	Assistant de cadres									
		Assistant administratif	Assistant Groupement Citoyenneté, communication et développement du volontariat	ADM	C/B	1	1	Adjoints administratifs, Rédacteurs	Rédacteur	Assistant de cadres									
		Assistant administratif	Assistant Groupement de la Prévention, de la Prévision et de la Planification avec encadrement (> à 1agent)	ADM	C/B	1	1	Adjoints administratifs, Rédacteurs	Rédacteur pp 1ère classe	Assistant de cadres									
		Assistant administratif	Assistant DSF	ADM	C/B	1	1	Adjoints administratifs, Rédacteurs	Rédacteur	Assistant de cadres									
		Assistant administratif	Assistant chefferie service CRI	ADM	C/B	1	1	Adjoints administratifs, Rédacteurs	Rédacteur	Assistant de cadres									
		Secrétaire de Direction	Secrétaire de direction	ADM	B	1	1	Rédacteurs	Rédacteur pp 1ère classe	Secrétaire de Direction									
Gestion administrative et technique	Gestion administrative et technique	Gestionnaire technique	Gestionnaire rémunérations et indemnités	TECH/ADM	C/B	1	1	Agent de maîtrise - Adjoint Administratif	Technicien - Rédacteur	Gestionnaire technique									
		Gestionnaire technique	Gestionnaire rémunérations et indemnités	TECH/ADM	C/B	1	1	Agent de maîtrise - Adjoint Administratif	Technicien - Rédacteur	Gestionnaire technique									
		Gestionnaire technique	Gestionnaire SI formation	TECH/ADM	C/B	1	1	Agent de maîtrise - Adjoint Administratif	Technicien - Rédacteur	Gestionnaire technique									
		Gestionnaire administratif	Gestionnaire formations	ADM	B	1	1	Rédacteurs	Rédacteur pp 1ère classe	Gestionnaire administratif									
		Gestionnaire administratif	Gestionnaire effectifs emploi recrutement	ADM	B	1	1	Rédacteurs	Rédacteur pp 1ère classe	Gestionnaire administratif									
Gestion fonctionnelle	Finances et gestion financière	Chef de Gpt finances	Chef du groupement finances	ADM	A	1	1	Attachés	Directeur - Attaché HC	Chef de Groupement									
		Adjoint au chef de groupement - Responsable financier	Adjoint au chef de groupement - Chef de service gestion financière	ADM	A	1	1	Attachés	Attaché principal	Chef de service/ Adj chef Gpt									
		Chargé de gestion patrimoniale	Chargé de gestion patrimoniale	ADM	A	1	1	Attachés	Attaché	Chargé de gestion									
		Chargé de gestion financière	Chargé de gestion financière	ADM	A	1	1	Attachés	Attaché	Chargé de gestion									
	Administration générale, Assemblées et Affaires juridiques	Chef de groupement assemblées et administration générale	Chef de groupement assemblées et administration générale	ADM	A	1	1	Attachés	Directeur - Attaché HC	Chef de Groupement									
		Adjoint au chef de groupement - Responsable juridique et marchés publics	Adjoint au chef de groupement - Chef de service juridique et marchés publics	ADM	A	1	1	Attachés	Attaché principal	Chef de service/ Adj chef Gpt									
		Chargé de gestion patrimoniale, foncière et locative	Chargé de gestion patrimoniale, foncière et locative	ADM	B/A	1	1	Rédacteurs - Attachés	Attaché	Chargé de gestion									
		Responsable assemblées et secrétariat de direction	Chef de service assemblées et secrétariat de direction	ADM	B/A	1	1	Rédacteurs - Attachés	Attaché	Chef de service									
		Juriste	Juriste	ADM	B/A	1	1	Rédacteurs	Attaché	Juriste									
		Gestionnaire marchés publics	Gestionnaire marchés publics	ADM	C/B	1	1	Adjoints administratifs, Rédacteurs	Rédacteur pp 1ère classe	Gestionnaire administratif									
	Communication	Responsable de la communication	Chef du service communication	ADM	B/A	1	1	Rédacteurs - Attachés	Attaché	Chef de service									
		Assistant communication	Assistant communication	ADM	B	1	1	Rédacteurs	Rédacteur pp 1ère classe	Chargé de communication									
	Achat public	Conseiller en stratégie des achats	Conseiller en stratégie des achats	ADM	A	1	1	Attachés	Attaché	Conseiller									
	Développement des compétences	Responsable ingénierie et ressources	Chef du service ingénierie et ressources	ADM	B/A	1	1	Rédacteurs - Attachés	Attaché	Chef de service									
		Chef de groupement ressources humaines	Chef de groupement ressources humaines	ADM/SPP	A	1	1	Attachés - Commandant	Directeur - Attaché HC - Lieutenant-Colonel	Chef de Groupement									

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E5-DE

Référentiel des postes PATS et groupes de fonctions RIFSEEP

Sous-domaines	Famille de métiers	Métiers/ Indications particulières	Type de poste	Filière	Cat du poste	Nombre postes	Postes pourvus	Cadre(s) d'emploi recrutement mini du poste	Grade(s) d'évolution maxi du poste	Fonction	GROUPES DE FONCTIONS								
											CAT A				CAT B			CAT C	
											A1	A2	A3	A4	B1	B2	B3	C1	C2
Gestion technique	Gestion des ressources humaines	Adjoint au chef de groupement - Responsable relations sociales et appui aux actions RH par intérim	Adjoint au chef de groupement - Chef du service relations sociales et appui aux actions RH par intérim	ADM/SPP	A	1	1	Attachés - Capitaines	Attaché principal - Commandant	Chef de service/ Adj chef Gpt									
		Responsable emplois, effectifs et temps de travail - administrateur fonctionnel SIRH	Chef de service emplois, effectifs et temps de travail - administrateur fonctionnel SIRH	ADM	B/A	1	1	Rédacteurs - Attachés	Attaché	Chef de service									
		Responsable carrières, rémunérations et indemnités	Chef de service carrières, rémunérations et indemnités	ADM	B/A	1	1	Rédacteurs - Attachés	Attaché	Chef de service									
	Citoyenneté	Adjoint au chef de groupement - Responsable soutien et valorisation de la citoyenneté	Adjoint au chef de groupement - Chef de service soutien et valorisation de la citoyenneté	ADM/SPP	A	1	1	Attachés - Capitaines	Attaché principal - Commandant	Chef de service/ Adj chef Gpt									
	Promotion et développement du volontariat	Responsable développement et promotion du volontariat	Chef de service développement et promotion du volontariat	TECH	A	1	1	Ingénieurs	Ingénieur	Conseiller									
	Stratégie, pilotage, évaluation de la performance et prospective	Coordonnateur Pilotage, Evaluation et Prospectives	Coordonnateur Pilotage, Evaluation et Prospectives	ADM	A	1	1	Attachés	Attaché	Coordonnateur									
		Développeur décisionnel	Développeur décisionnel	TECH	B	1	1	Techniciens	Technicien	Technicien									
	Services techniques et logistiques	Chef du centre technique entretien mécanique	Chef du centre technique entretien mécanique	TECH	B	1	1	Techniciens	Technicien pp 1ère cl	Chef du centre									
		Chef du centre départemental de contrôle	Chef du centre départemental de contrôle	TECH	B	1	1	Techniciens	Technicien pp 1ère cl	Chef du centre									
		Coordinateur logistique	Coordinateur logistique de formations	TECH	C/B	1	1	Agents de maîtrise - Sous-officiers	Technicien pp 2ème cl - Lieutenant 1ère cl	Gestionnaire technique									
		Gestionnaire technique	Gestionnaire parc automobile	TECH	C/B	1	1	Agents de maîtrise	Agent de maîtrise principal, Technicien	Gestionnaire technique									
		Gestionnaire technique	Gestionnaire habillement	TECH	C/B	1	1	Agents de maîtrise	Agent de maîtrise principal, Technicien	Gestionnaire technique									
		Gestionnaire équipement des centres	Gestionnaire équipement des centres	TECH/SPP	C	1	1	Agents de Maîtrise - Sous- officiers	Agent de maîtrise pp - Adjudant-chef	Gestionnaire technique									
		Agent technique Protection respiratoire	Agent technique Protection respiratoire	TECH/SPP	C	1	1	Adjoints techniques - Caporaux	Agent de maîtrise principal- Sergent-chef	Agent technique									
		Technicien matériel détection - NRBC	Technicien matériel détection - NRBC	TECH/SPP	B C (SPP)	1	1	Techniciens - sous-officiers	Technicien pp 1ère cl - Adjudant-chef	Technicien									
		Inventoriste Agent technique détection - NRBC	Inventoriste Agent technique détection - NRBC	TECH/SPP	C	1	1	Adjoints techniques - Caporaux	Agent de maîtrise principal- Sergent-chef	Agent technique									
		Adjoint au chef de centre - Mécanicien spécialiste	Adjoint au chef de centre - Mécanicien écheller	TECH	C	1	1	Adjoints techniques	Agent de maîtrise pp	Agent technique qualifié/ Adj chef de centre									
		Mécanicien spécialiste	Mécanicien PL/VL	TECH	C	1	1	Adjoints techniques	Agent de maîtrise pp	Agent technique qualifié									
		Mécanicien spécialiste	Mécanicien PL/VL	TECH	C	1	1	Adjoints techniques	Agent de maîtrise pp	Agent technique qualifié									
		Mécanicien spécialiste	Mécanicien spécialisé équipement des engins	TECH	C	1	1	Adjoints techniques	Agent de maîtrise pp	Agent technique qualifié									
		Mécanicien spécialiste	Mécanicien spécialisé équipement des engins	TECH	C	1	1	Adjoints techniques	Agent de maîtrise pp	Agent technique qualifié									
		Mécanicien spécialiste	Mécanicien spécialisé équipement des engins	TECH	C	1	1	Adjoints techniques	Agent de maîtrise pp	Agent technique qualifié									
		Mécanicien spécialiste	Mécanicien PL/ Echellier	TECH	C	1	1	Adjoints techniques	Agent de maîtrise pp	Agent technique qualifié									
		Mécanicien spécialiste	Mécanicien - Carrossier	TECH	C	1	1	Adjoints techniques	Agent de maîtrise pp	Agent technique qualifié									
		Voguemestre	Voguemestre	TECH/SPP	C	1	1	Adjoints techniques - Caporaux	Adjoint technique pp 1ère cl - Caporal-chef	Agent technique									
		Magasinier	Magasinier Habillement	TECH/SPP	C	1	1	Adjoints techniques - Caporaux	Adjoint technique pp 1ère cl - Caporal-chef	Agent technique									
		Magasinier	Magasinier Habillement	TECH/SPP	C	1	1	Adjoints techniques - Caporaux	Adjoint technique pp 1ère cl - Caporal-chef	Agent technique									
		Magasinier	Magasinier Habillement	TECH/SPP	C	1	1	Adjoints techniques - Caporaux	Adjoint technique pp 1ère cl - Caporal-chef	Agent technique									
		Magasinier	Magasinier Matériel opérationnel	TECH/SPP	C	1	1	Adjoints techniques - Caporaux	Adjoint technique pp 1ère cl - Caporal-chef	Agent technique									
		Magasinier	Magasinier Matériel opérationnel	TECH/SPP	C	1	1	Adjoints techniques - Caporaux	Adjoint technique pp 1ère cl - Caporal-chef	Agent technique									
		Agent de gestion logistique	Gestionnaire des ressources matérielles	TECH/SPP	C	1	1	Agents de maîtrise - sergents	Agent de maîtrise principal - Sergent- chef	Agent technique									
		Agent de gestion logistique	Agent de gestion logistique	TECH/SPP	C	1	0	Agents de maîtrise - sergents	Agent de maîtrise principal - Sergent- chef	Agent technique									
		Gestionnaire technique bâtiment	Gestionnaire de site	TECH	C	1	1	Agents de maîtrise	Agent de maîtrise pp	Agent technique									
		Préparateur en pharmacie	Logisticien pharmacie	TECH	B	1	1	Techniciens	Technicien pp 1ère cl	Logisticien									
	Système informatique	Chef du Groupement Systèmes d'Information et Télécommunications	Chef du Groupement Systèmes d'Information et Télécommunications	TECH	A	1	1	Ingénieurs	Ingénieur hors classe	Chef de Groupement									
		Ingénieur SI	Chef de projet SI	TECH	B/A	1	1	Technicien pp 1ère cl	Ingénieur	Chef de projet									
		Ingénieur SI	Chef de projet SI	TECH	A	1	1	Ingénieurs	Ingénieur	Chef de projet									
		Ingénieur SI	Chef du service des systèmes d'information - administrateur systèmes	TECH	A	1	1	Ingénieurs	Ingénieur	Chef de service									
		Technicien SI	Technicien SIRH	ADM/TECH	B	1	1	Rédacteurs / Techniciens	Rédacteur pp 1ère cl / Technicien pp 1ère cl	Technicien									
	Analyse des risques - Prévision - Prévention	Agent de prévention	Agent de prévention Habitation- bât. Agricoles	TECH/SPP	C	1	1	Agents de Maîtrise - Sous- officiers	Agent de maîtrise pp - Adjudant-chef	Agent de gestion technique									
		Agent de prévision	Agent de prévision DECI	TECH/SPP	C	1	1	Agents de Maîtrise - Sous- officiers	Agent de maîtrise pp - Adjudant-chef	Agent de gestion technique									
		Agent de prévision	Agent de prévision DECI	TECH/SPP	C	1	1	Agents de Maîtrise - Sous- officiers	Agent de maîtrise pp - Adjudant-chef	Agent de gestion technique									
Gestion opérationnelle	Transmissions	Ingénieur transmission	Chef de service transmission	TECH	A	1	1	Ingénieurs	Ingénieur	Chef de service									
		Technicien transmission	Technicien transmission	TECH	B	1	1	Techniciens	Technicien pp 1ère cl	Technicien									
		Technicien transmission	Technicien transmission	TECH	B	1	1	Techniciens	Technicien pp 1ère cl	Technicien									
	Systèmes d'information géographique	Ingénieur SIG	Chef du service SIG	TECH	A	1	1	Ingénieurs	Ingénieurs	Chef de projet									
		Cartographe	Dessinateur Géomaticien Cartographe	TECH	C/B	1	1	Agents de maîtrise - Techniciens	Technicien	Technicien									
		Cartographe	Dessinateur Géomaticien Cartographe	TECH	C/B	1	1	Agents de maîtrise - Techniciens	Technicien	Technicien									
Qualité de vie au travail	Santé sécurité au travail	Ingénieur prévention et sécurité	Chef de service SST	TECH	A	1	1	Ingénieurs	Ingénieur	Chef de service									
		Conseiller en psychologie du travail	Conseiller en psychologie du travail	ADM	A	0,6	0,6	Attachés	Attaché	Conseiller									
		Psychologie	Psychologue	ADM	A	0,4	0	Attachés	Attaché	Conseiller									
		Préventeur SST	Chargé de prévention et sécurité	TECH	B	1	1	Techniciens	Technicien pp 1ère cl	Chargé SST									

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E6-DE

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU LOIRET

BUREAU DU CASDIS

Réunion du 1er Juillet 2025

Voix délibérative : MM. GAUDET - VACHER - MME LABADIE – M. BURGEVIN – MME RAVELEAU

VOTE :
En exercice : 5
- Présents : 5
- Votants : 5

DÉCISION DU BUREAU N°D2025-E6

OBJET : Attribution à titre exceptionnel d'un logement de fonction sous le régime de la COPA Agents en restriction d'aptitude.

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération 2025-A5 du 31 janvier 2025 relative à la mise en œuvre du nouveau régime logement ;

VU La délibération 2025-A8 du 31 janvier 2025 relative à l'indemnité d'astreintes pour les personnels logés sous le régime de la COPA ;

VU La délibération 2025-A9 du 31 janvier 2025 relative à la liste des emplois ouvrant droit à la COPA ;

VU L'avis médical rendu par la Direction des services de santé le 26 mai 2025 et le 15 octobre 2024 ;

VU Le rapport n°6 du Bureau du Conseil d'administration présenté par M. le Président du Conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;

Considérant que la mise en œuvre du nouveau régime logement a mis en exergue que deux agents logés de longues dates par le service sous le régime de la NAS (2015 et 2010) n'étaient plus en mesure, pour cause de restrictions médicales, d'effectuer les astreintes telles que définies par ce nouveau régime ;

IL EST DÉCIDÉ : **Pour : 5** **Contre : 0** **Abstention : 0**

Article 1er : D'autoriser le Président du Conseil d'administration à aménager, à titre exceptionnel, le régime d'astreintes de ces deux personnels dont les emplois opérationnels figurent bien dans la liste ouvrant droit à l'attribution d'un logement par COPA et ce afin que ceux-ci puissent continuer de bénéficier de la jouissance de leur logement.

Article 2 : Ces deux agents, ne pouvant effectuer, pour raison médicale, un service d'astreintes de nuit, effectueront les fonctions d'OCO et de conducteur d'engins d'appui exclusivement en journée, la semaine, les week-end et jours fériés. Un arrêté individuel définira les modalités pratiques de mise en œuvre.

Article 3 : Ces astreintes donneront lieu à indemnisation conformément à la délibération en vigueur.

Article 4 : La concession de logement sous ce régime donne lieu au paiement d'une redevance par les bénéficiaires de 50% de la valeur locative réelle des locaux occupés.

Conformément au décret 90-850 du 29 septembre 1990 portant dispositions communes à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels, les sapeurs-pompiers professionnels logés en casernement bénéficient de l'électricité et du chauffage à titre gratuit.

L'eau, les charges d'entretien et toutes les taxes inhérentes au logement (TEOM, taxes d'habitation, etc.) restent à la charge de l'ensemble des locataires.

195, rue de la Gourdonnerie – 45404 FLEURY LES AUBRAIS CEDEX - ☎ 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E6-DE

Suite de la décision D2025-E6 du 1er juillet 2025

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 6 : Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours du Loiret est chargé de l'exécution de la présente décision.

Le Président,

Marc GAUDET

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E7-DE

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU LOIRET

BUREAU DU CASDIS

Réunion du 1er Juillet 2025

Voix délibérative : MM. GAUDET - VACHER - MME LABADIE – M. BURGEVIN – MME RAVELEAU

VOTE :
En exercice : 5
- Présents : 5
- Votants : 5

DÉCISION DU BUREAU N°D2025-E7

OBJET : Autorisation donnée au Président de signer avec les SDIS de la région Centre Val-de-Loire et le SDIS de la Nièvre une convention de groupement de commande ayant pour objet l'acquisition d'effets d'habillement.

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de la commande publique ;

VU Le projet de convention de groupement de commandes ;

VU Le rapport n°7 du Bureau du Conseil d'administration présenté par M. le Président du Conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;

IL EST DÉCIDÉ : Pour : 5 Contre : 0 Abstention : 0

Article 1er : D'autoriser le Président du Conseil d'administration à signer la convention constitutive d'un groupement de commandes pour l'acquisition d'effets d'habillement, d'équipements de protection individuelle et d'accessoires avec les SDIS de la région Centre-Val de Loire (18, 28, 36, 37, 41, 45) et le SDIS de la Nièvre (58) et dont le SDIS de Loir-et-Cher (41) en est le coordonnateur.

Article 2 : Le groupement est créé à compter de la date de signature de la présente convention. Il est conclu jusqu'à l'achèvement de l'exécution du dernier marché.

Article 3 : Les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets du SDIS pour la période considérée aux chapitre et article concernés.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 5 : Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours du Loiret est chargé de l'exécution de la présente décision.

Le Président,

Marc GAUDET

195, rue de la Gourdonnerie – SEMOY – 45404 FLEURY LES AUBRAIS- Tel : 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT POUR L'ACHAT DE FOURNITURES D'EFFETS D'HABILLEMENT ET ACCESSOIRES POUR LES SDIS DE LA REGION CENTRE VAL DE LOIRE ET LE SDIS DE LA NIEVRE

ENTRE :

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) du Cher domicilié au 224 rue Louis Mallet, 18023 BOURGES, représenté par M. Patrick BADOT, Président du Conseil d'Administration, dûment habilité par délibération du Conseil d'administration n°..... en date du .....
ci-après dénommé SDIS18,

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) d'Eure et Loir domicilié au 7 rue Vincent Chevard, 28000 CHARTRES, représenté par M. Christophe LE DORVEN Président du Conseil d'Administration, dûment habilité par délibération du Bureau n°..... en date du .....
ci-après dénommé SDIS28,

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de l'Indre domicilié RN 151, Rosiers, 36130 MONTIERCHAUME représenté par M. Marc FLEURET, Président du Conseil d'Administration, dûment habilité par délibération du Conseil d'administration n°..... en date du .....
ci-après dénommé SDIS36,

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) d'Indre et Loire domicilié ZA La Haute Limougère, route de Saint Roch, BP 39, 37230 FONDETTES représenté par Mme Jocelyne COCHIN, Présidente du Conseil d'Administration, dûment habilitée par délibération du Conseil d'administration n°..... en date du .....
ci-après dénommé SDIS37,

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de Loir-et-Cher domicilié au 11-13 avenue Gutenberg, CS 74324, 41043 BLOIS CEDEX, représenté par M. Philippe SARTORI, Président du Conseil d'Administration, dûment habilité par délibération du Conseil d'administration n°23-0017 en date du 06/03/2023
ci-après dénommé SDIS41,

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) du Loiret domicilié au 195 rue de la Gourdonnerie, 45400 FLEURY-LES-AUBRAIS Cedex, représenté par M. Marc GAUDET, Président du Conseil d'Administration, dûment habilité par délibération du Bureau du Conseil d'administration n°..... en date du .....
ci-après dénommé SDIS45,

ET :

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Nièvre, domicilié au 1 Rue du Colonel Rimailho, 58640 VARENNES VAUZELLES, représenté par Monsieur Michel MULOT, Président du Conseil d'Administration, dûment habilité par délibération du Conseil d'administration n°3 en date du 15/09/2021
ci-après dénommé SDIS58,

SDIS 41 : 11-13 avenue Gutenberg CS 74324 41043 BLOIS cedex Tel : 02.54.51.54.00 Mail : contact@sdis41.fr

Sapeurs-Pompiers
Loir-et-Cher

Préambule

Dans le cadre de la dynamique de coopération, les SDIS de la région Centre Val de Loire et le SDIS de la Nièvre ont décidé de mutualiser leurs compétences, leurs ressources et leurs moyens à la recherche d'efficience afin d'approvisionner leur pôle habillement.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Les SDIS du Cher, d'Eure-et-Loir, de l'Indre, d'Indre-et-Loire, de Loir-et-Cher, du Loiret et de la Nièvre conviennent par la présente convention de se regrouper, conformément aux dispositions relatives aux marchés publics, afin de mutualiser leurs acquisitions d'effets d'habillement et accessoires.

Le marché sera passé selon la procédure d'un appel d'offres ouvert, avec un maximum annuel par lots, par SDIS et pour la durée totale du marché.

La présente convention vise principalement à définir les modalités de fonctionnement du groupement, notamment en précisant les missions respectives de chacune des parties.

ARTICLE 2 – LES MEMBRES DU GROUPEMENT

Les membres du groupement sont :

- Le SDIS 18, représenté par son Président ou son représentant ;
- Le SDIS 28, représenté par son Président ou son représentant ;
- Le SDIS 36, représenté par son Président ou son représentant ;
- Le SDIS 37, représenté par sa Présidente ou son représentant ;
- Le SDIS 41, représenté par son Président ou son représentant ;
- Le SDIS 45, représenté par son Président ou son représentant ;
- Le SDIS 58, représenté par son Président ou son représentant ;

Le SDIS 41 est désigné comme le membre en charge de la procédure de passation du marché public au nom et pour le compte des autres membres.

Le SDIS 41 est chargé de procéder à l'organisation des opérations de sélection du titulaire, à la signature et à la notification du marché cité en objet.

ARTICLE 3 – LES MISSIONS DU SDIS 41

Les missions du SDIS 41 sont les suivantes :

- définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation,
- recenser les besoins des membres du groupement,
- élaborer le dossier de consultation des entreprises et notamment le cahier des charges,
- assurer l'ensemble des opérations de sélection du titulaire : publicité, ouverture et analyse des candidatures et des offres, secrétariat de la commission d'appel d'offres, vérification de la situation de l'attributaire, information des candidats non retenus,
- assurer l'ensemble des opérations de fin de procédure : signature du marché au nom et pour le compte des membres du groupement, transmission au contrôle de légalité, notification du marché objet du groupement et communication des pièces aux autres membres, publication d'un avis d'attribution,

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E7-DE

SDIS 41 : 11-13 avenue Gutenberg CS 74324 41043 BLOIS cedex Tel : 02.54.51.54.00 Mail : contact@sdis41.fr

- veiller à la conservation et à l'archivage des dossiers relatifs à la passation du marché selon les règles en vigueur,
- rédiger les éventuels actes modificatifs et les transmettre aux membres du groupement lorsqu'ils concernent l'intégralité des membres du groupement,
- vérifier les révisions de prix transmises par les titulaires et transmettre l'information aux membres du groupement,
- répondre le cas échéant des contentieux liés à la passation du marché.

Le SDIS 41 s'engage à recueillir l'accord préalable des autres membres sur le dossier de consultation des entreprises et le rapport d'analyse des offres. Il veillera également à solliciter des membres l'autorisation de signature du marché, objet du groupement.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DES MEMBRES

Chaque membre du groupement s'engage à :

- assurer la communication interne du projet auprès de ses élus et services,
- transmettre une évaluation de ses besoins préalablement au lancement de la procédure de consultation,
- participer à la rédaction du cahier des charges,
- valider le dossier de consultation des entreprises, participer à l'analyse technique des offres, valider le rapport d'analyse des offres,
- communiquer au SDIS 41 sa décision en vue de la signature du marché avec le cocontractant choisi par la commission d'appel d'offres,
- déléguer au SDIS 41 la signature en son nom du marché,
- exécuter le marché à hauteur de ses besoins propres conformément aux clauses contractuelles, y compris en ce qui concerne les reconductions ou résiliations éventuelles, les modifications en cours d'exécution du marché par actes modificatifs,
- informer le coordonnateur des décisions prises pour son propre compte.

ARTICLE 5 – COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

Une commission d'appel d'offres composée de représentants élus de chaque entité est constituée. Elle est présidée par le représentant du SDIS 41.

Sur convocation du président de la commission, les agents des membres du groupement, compétents dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics, peuvent assister aux séances de la commission d'appel d'offres.

Cette commission pourra être organisée en visioconférence.

En ce qui concerne l'obligation de recueillir l'avis de la CAO sur tout projet d'avenant augmentant de 5% le montant du marché public initial, il reviendra à chaque SDIS exécutant ses propres actes modificatifs de saisir sa CAO et non celle du groupement de commandes.

ARTICLE 6 – MODALITES D'ENTREE ET DE SORTIE DU GROUPEMENT

Chaque membre du groupement adhère à la présente convention par délibération de son assemblée délibérante, dont un exemplaire est transmis au SDIS 41.

SDIS 41 : 11-13 avenue Gutenberg CS 74324 41043 BLOIS cedex Tel : 02.54.51.64.00: contact@sdis41.fr

De nouveaux membres peuvent adhérer au groupement par voie d'avenant en cours d'exécution de la présente convention, avant le lancement de la consultation. En cas d'adhésion d'un nouveau membre, le SDIS 41 prendra en compte les modifications des besoins en découlant. Après lancement de la consultation, aucune nouvelle adhésion ne sera prise en compte.

Si un membre souhaite se retirer avant le lancement de la consultation, il en informe sans délai le SDIS 41. Ce dernier, après avoir informé les autres membres, prend en compte les modifications de besoins en découlant dans la rédaction du dossier de consultation des entreprises.

Si un membre souhaite se retirer en cours de passation du marché (c'est-à-dire avant la signature de celui-ci), il en informe sans délai le SDIS 41. Celui-ci doit, après avoir informé les membres de cette décision de retrait, déclarer sans suite la procédure et la relancer sur une base conforme à l'étendue actualisée des besoins à satisfaire. Dans cette hypothèse, le membre du groupement à l'initiative du retrait assume seul la charge financière aux frais de passation supplémentaires engagés par le SDIS 41.

Si un membre souhaite se retirer en cours d'exécution du marché, et ce retrait équivaut :

- soit à la non reconduction du marché si cette décision intervient pendant la période de préavis définie avant la date anniversaire du marché ;
- soit à la résiliation du marché selon les modalités définies dans le contrat.

ARTICLE 7 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Hormis les cas prévus à l'article 6, le SDIS 41 supporte les frais afférents au fonctionnement du groupement ainsi que ceux liés à la passation du marché (frais de publicité, reprographie, frais postaux...). Il ne percevra aucune rémunération pour l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 8 – CAPACITE A ESTER EN JUSTICE

Les acheteurs membres du groupement de commandes sont solidairement responsables des seules opérations de passation ou d'exécution du marché qui sont menées conjointement en leur nom et pour leur compte.

Dans ce cas le SDIS 41 peut ester en justice au nom et pour le compte des membres du groupement. Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

En contentieux précontractuel, contractuel ou en contentieux à l'exécution, si le coordonnateur venait à être condamné au paiement de frais à verser à la partie requérante, chaque membre couvrira ces frais supplémentaires, selon le prorata de participation financière au marché de chacun des membres. Il effectue l'appel de fonds auprès de chaque membre du groupement pour la part qui lui revient.

En cas de contentieux né du défaut de paiement direct par un des membres, le membre défaillant assume seul, en cas de condamnation, les frais supplémentaires.

ARTICLE 9 – RESPONSABILITE DES MEMBRES

Le SDIS 41 est responsable envers les autres membres de la bonne exécution des seules missions prévues à l'article 3 de la présente convention. Les membres font leur affaire de tous les risques pouvant provenir de leur activité. Ils sont seuls responsables vis-à-vis des tiers de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant de leurs missions respectives.

SDIS 41 : 11-13 avenue Gutenberg CS 74324 41043 BLOIS cedex Tel : 02.54.51.54.00: contact@sdis41.fr

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DEC12025_E7-DE

ARTICLE 10 – DUREE DU GROUPEMENT

Le groupement est constitué pour une durée liée aux besoins objet de la convention. Il prend effet à partir de la prise des délibérations et des décisions d'adhésion au groupement.

La convention, une fois signée et rendue exécutoire, est conclue pour la durée de la procédure de passation et de l'exécution des marchés en vue de répondre aux besoins récurrents d'habillement, d'équipements de protection individuelle et d'accessoires des membres de ce groupement.

ARTICLE 11 – MODIFICATION DE LA CONVENTION CONSTITUTIVE

Toute modification de la présente convention doit être approuvée par avenant, dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

ARTICLE 12 – CONTENTIEUX

Les parties s'engagent à rechercher un règlement amiable à tout différend résultant de l'interprétation, de l'exécution, de la validité et des conséquences de la présente convention.

Tout litige qui n'aura pas été réglé à l'amiable sera porté devant le Tribunal Administratif d'Orléans.

SDIS 41 : 11-13 avenue Gutenberg CS 74324 41043 BLOIS cedex Tel : 02.54.51.54.00: contact@sdis41.fr

FAIT ET ACCEPTE
A....., le.....
Le Président du SDIS du Cher

FAIT ET ACCEPTE
A....., le.....
Le Président du SDIS d'Eure et Loire

FAIT ET ACCEPTE
A....., le.....
Le Président du SDIS de l'Indre

FAIT ET ACCEPTE
A....., le.....
La Présidente du SDIS d'Indre et Loire

FAIT ET ACCEPTE
A....., le.....
Le Président du SDIS de Loir-et-Cher

FAIT ET ACCEPTE
A....., le.....
Le Président du SDIS du Loiret

FAIT ET ACCEPTE
A....., le.....
Le Président du SDIS de la Nièvre

SDIS 41 : 11-13 avenue Gutenberg CS 74324 41043 BLOIS cedex Tel : 02.54.51.54.00: contact@sdis41.fr

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E7-DE

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E8-DE

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU LOIRET

BUREAU DU CASDIS

Réunion du 1er Juillet 2025

Voix délibérative : MM. GAUDET - VACHER - MME LABADIE – M. BURGEVIN – MME RAVELEAU

VOTE :
En exercice : 5
- Présents : 5
- Votants : 5

DÉCISION DU BUREAU N°D2025-E8

OBJET : Autorisation donnée au Président de signer la convention avec la société Primagaz et la Préfecture du Loiret

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le projet de convention ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de préciser les conditions d'organisation de la coopération en cas d'accident ou d'incident grave, la coordination des dispositifs de gestion de crise ainsi que les modalités d'alerte et d'informations réciproques entre la Préfecture, le SDIS et PRIMAGAZ ;

CONSIDÉRANT que la convention donne suite à la signature de la convention nationale avec GrDF ;

VU Le rapport n°8 du Bureau du Conseil d'administration présenté par M. le Président du Conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;

IL EST DÉCIDÉ : **Pour : 5** **Contre : 0** **Abstention : 0**

Article 1er : D'autoriser le Président du Conseil d'administration à signer la convention de partenariat entre l'Etat, représenté par Mme la Préfète, le SDIS et PRIMAGAZ telle que jointe en annexe.

Article 2 : Cette convention sera conclue à compter de sa date de signature par les parties pour une durée d'un (1) an, renouvelable par tacite reconduction.

Article 3 : Cette convention est conclue à titre gracieux.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 5 : Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours du Loiret est chargé de l'exécution de la présente décision.

Le Président,

Marc GAUDET

195, rue de la Gourdonnerie – SEMOY – 45404 FLEURY LES AUBRAIS- Tel : 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

PRIMAGAZ

PRÉFÈTE DU LOIRET
Liberté
Égalité
Fraternité

SAPEURS POMPIERS Loiret

CONVENTION

Entre,

Madame Sophie BROCAS, Préfète du département du Loiret,
Domiciliée en préfecture au 181 Rue de Bourgogne, 45000 Orléans

ci-après désignée par « Etat »,

Et,

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret, représenté par Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil d'administration du SDIS agissant en application de la décision du bureau n° en date du 1er juillet 2025, dont le siège est situé 195 rue de la Gourdonnerie SEMOY -45404 FLEURY LES AUBRAIS,

ci-après désigné par « SDIS »,

Et,

PRIMAGAZ, Société par Actions Simplifiées au capital de 42.441.872 €, ayant son siège social 110 esplanade du Général de Gaulle - Tour B Cœur Défense – 92932 Paris La Défense Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 542 084 454,

représentée par
Madame Adriana ZAINEA, Directrice Hygiène Sécurité Environnement, et
Monsieur Benoît CHOCAT, Directeur Exploitation.

Ci-après désigné
« Distributeur ».

Ci-après individuellement et collectivement la ou les « Partenaire(s) »

PRÉAMBULE

Afin d'assurer une meilleure préparation de tous les acteurs impliqués dans la sécurité de la distribution du gaz et d'en renforcer la maîtrise, le ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et GrDF ont signé une convention nationale de partenariat le 27 avril 2009.

A l'image de cette convention nationale qui a pour objet d'approfondir les liens et les relations de travail entre les Partenaires, de renforcer leur préparation et leur coordination dans l'éventualité d'un incident ou accident important ou grave lié aux activités de distribution du gaz, une convention avec les distributeurs de propane/gaz naturel par réseau semble nécessaire, afin d'assurer la meilleure efficacité des interventions visant à la protection des personnes, des biens et de l'environnement, et la maîtrise de l'information.

Les Partenaires conviennent, si pertinent :

- De développer la connaissance réciproque de leurs missions et organisations respectives ;
- D'organiser les réunions d'information, les formations et les exercices nécessaires.

La présente convention décline de façon opérationnelle ces principes sur le département du Loiret.

Ceci étant exposé, les Partenaires ont convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : DEFINITIONS

Incident : Evénement (Presqu'accident, situation ou acte dangereux) sans conséquence humaine, matérielle, environnementale ou sur la réputation.

Accident : Evénement (Premiers soins, arrêt de travail, décès...) avec conséquences humaines, matérielles environnementales ou sur la réputation...

PGC : Procédure Gaz Classique définie suivant la qualification de l'appel réalisé par le SDIS - Cf. paragraphe 5.2 plus bas qui clarifie la différence avec la PGR.

PGR : Procédure Gaz Renforcée définie suivant la qualification de l'appel réalisé par le SDIS - Cf. paragraphe 5.2 plus bas qui clarifie la différence avec la PGC.

Réseau : Réseau de distribution au sens de l'arrêté du 13 juillet 2000 modifié et portant règlement de sécurité de la distribution du gaz combustible par canalisations.

PCE : Point de comptage et d'estimation

ARTICLE 2 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention, (ci-après la « Convention »), décline de façon opérationnelle, sur le territoire du département du Loiret les missions respectives des Partenaires, pour notamment renforcer la coordination des interventions ayant pour origine le gaz distribué par le DISTRIBUTEUR et faciliter la mise en œuvre des mesures de sécurité qui s'imposent, conjointement, ou par l'un ou l'autre des Partenaires.

Elle a notamment pour objet de définir :

- L'organisation de la coopération en cas d'accident ou incident grave, et de la coordination des dispositifs de gestion de crise ;
- Les modalités d'alerte et d'informations réciproques entre les trois partenaires ;

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E8-DE

- Les modalités techniques d'intervention et de coordination opérationnelles avec le service d'intervention et de secours du département du Loire ;

- Le partage par les Partenaires intéressés, du retour d'expérience.

ARTICLE 3 : OBLIGATION DE L'ÉTAT ET DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DEPARTEMENT DU LOIRET

Les missions générales de l'État et du SDIS en cas de fuite de gaz sont rappelées dans le code général des collectivités territoriales et le code de la sécurité intérieure. Elles consistent, comme pour toute opération de secours, à assurer la protection des personnes, des biens et de l'environnement.

Les mesures de prévention générale et notamment le commandement, la définition, la coordination et la mise en œuvre des différentes opérations de sécurité et de secours éventuelles sont assurées par le SDIS via son représentant sous la responsabilité du Commandant des Opérations de Secours (COS).

Le SDIS informera dans les plus brefs délais le DISTRIBUTEUR en cas d'intervention sur son réseau impliquant une fuite de gaz ou une détection/intoxication CO dû au gaz. De même si le SDIS procède à une évacuation de plus de 300 personnes suite à un incident, il informera le DISTRIBUTEUR des circonstances de cet incident.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE DISTRIBUTEUR

Les obligations générales du DISTRIBUTEUR en matière d'intervention de sécurité, en cas d'incident ou d'accident ayant pour origine le gaz distribué par les ouvrages de distribution de gaz propane qu'il exploite, et pour lesquels il assure les missions de maintenance et de mise en sécurité, sont définies dans le règlement de sécurité de la distribution de gaz – RSDG9 pris en application de l'article 17 de l'arrêté du 13 juillet 2000 modifié. En particulier, ces obligations visent à assurer la protection des personnes et des biens en cas de fuite de gaz.

Les opérations techniques portant sur la mise en sécurité des ouvrages de distribution du gaz propane restant de la compétence du DISTRIBUTEUR, et/ou toute personne mandatée par le DISTRIBUTEUR qui appliquent les procédures internes prévues dans le cadre des instructions générales reçues pour remplir leur mission.

ARTICLE 5 : MODALITÉS TECHNIQUES D'INTERVENTION ET DE COORDINATION AVEC LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU DEPARTEMENT DU LOIRET

5.1- Qualification des appels

Les opérateurs du Centre de Traitement de l'Alerte (CTA) du SDIS utilisent une grille de questionnement qui permet de qualifier l'intervention en « Procédure Gaz Classique » ou en « Procédure Gaz Renforcée ».

Si l'appel de tiers (public, entreprise de travaux...) est traité et qualifié par un opérateur CTA du SDIS, ce dernier informe le Centre d'Appels Sécurité du DISTRIBUTEUR.

Si l'appel de tiers (public, entreprise de travaux...) est traité par un opérateur du Centre d'Appels Sécurité du DISTRIBUTEUR, pour un incident ou accident entrant dans le cadre de la présente convention, ce dernier transfère l'appel ou fait appeler le CTA du SDIS pour qualification au moyen de la grille de questionnement.

5.2- Procédures d'intervention

La qualification des appels conduit à distinguer deux cas : l la Procédure Gaz Classique (PGC) et la Procédure Gaz Renforcée (PGR).

La PGR est caractérisée par :

- Des moyens plus importants que pour la PGC du SDIS ;

- Une mobilisation des moyens dès l'appel ;

- Une préparation de la stratégie d'intervention pour la maîtrise de la sécurité du réseau dès l'alerte, les opérations techniques portant sur la mise en sécurité des ouvrages de distribution restant de la compétence du DISTRIBUTEUR ;

- Un retour d'expérience systématique.

S'ils arrivent sur les lieux avant les préposés du DISTRIBUTEUR, et/ou toute personne mandatée par DISTRIBUTEUR, les sapeurs-pompiers interviennent conformément à l'article 3 ci-dessus. Dans ce cadre, ils recueillent toute information de nature à orienter les recherches et prennent si nécessaire les mesures de sécurité prévues à l'article 6 ci-après.

Le Commandant des Opérations de Secours (COS) détermine la stratégie opérationnelle et peut requalifier une PGC en PGR ou inversement, en liaison avec l'intervenant du DISTRIBUTEUR.

Si les préposés DISTRIBUTEUR, et/ou toute personne mandatée par le DISTRIBUTEUR arrivent sur les lieux avant le SDIS, ils interviennent conformément à l'article 4 ci-dessus. Si l'assistance du SDIS est demandée, ce dernier intervient conformément à l'article 3 ci-dessus, des opérations techniques portant sur les ouvrages de distribution de gaz propane gérés par le DISTRIBUTEUR restant de la compétence de DISTRIBUTEUR, et/ou toute personne mandatée par le DISTRIBUTEUR.

Les éléments qui auront pu être recueillis par les représentants de l'un des Partenaires seront communiqués aux représentants de l'autre, dès leur arrivée sur les lieux.

Dès leur arrivée sur les lieux de l'intervention, les préposés du DISTRIBUTEUR, et/ou toute personne mandatée par le DISTRIBUTEUR prêtent leur concours au COS. A ce titre, les préposés du DISTRIBUTEUR et/ou ces personnes mandatées :

a Prennent contact avec ce responsable ;

b Procèdent si nécessaire à la fermeture et la condamnation du (ou des) organe(s) de coupure générale de gaz du (ou des) immeuble(s) concerné(s), ou vérifient que ces opérations ont bien été réalisées par les sapeurs-pompiers, conformément à l'article 6 ci-après ;

c Effectuent, s'il y a lieu, des prélèvements d'atmosphère pour vérifier la pertinence du périmètre d'exclusion;

d Assurent toutes les opérations techniques nécessaires à la mise en sécurité du réseau de distribution de gaz propane dont la société du DISTRIBUTEUR approvisionne et pour lesquelles elle assure les missions de maintenance et de mise en sécurité conformément aux instructions générales qu'ils ont reçues pour remplir leur mission ;

Toute intervention des préposés du DISTRIBUTEUR, et/ou toute personne mandatée par le DISTRIBUTEUR à l'intérieur du périmètre d'exclusion est subordonnée à l'accord du COS et doit viser un objectif triple :

- Minimum d'intervenants, avec les équipements adaptés ;

- Minimum de temps d'exposition de chaque intervenant ;

- Minimum de missions des intervenants exposés.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DEC12025_E8-DE

5.3- Maitrise de la fuite

Dans la mesure où la situation et le risque ont été rapidement maitrisés par une action adaptée, le COS transmet au centre opérationnel départemental d'incendie et de secours (CODIS) l'information « fin de PGR-risque maitrisé ». Le CODIS retransmet au Centre d'Appels Sécurité du DISTRIBUTEUR.

Les renforts du DISTRIBUTEUR sont susceptibles de ne pas se déplacer mais dans tous les cas un préposé de DISTRIBUTEUR, et/ou toute personne mandatée par le DISTRIBUTEUR se rend sur place.

5.4- Retour à la normale

La levée totale ou partielle du dispositif ne peut intervenir :

- Qu'après la mise hors de danger vérifiée par l'absence de risque résiduel raisonnablement décelable à partir de prélèvements de gaz montrant l'absence de fuite résiduelle par exemple ;
- Qu'avec l'accord du COS.

ARTICLE 6 : MANŒUVRE DES ROBINETS DE BRANCHEMENTS

Si la situation l'exige et si les représentants de la société du DISTRIBUTEUR ne sont pas arrivés sur les lieux, les sapeurs- pompiers ferment l'organe de coupure générale du gaz du ou des immeubles concernés.

Le SDIS, pourra actionner un robinet de coupure gaz en amont et au plus près de la fuite (vanne de barrage ; robinet du ou des réservoirs) dans le cadre de sa mission de mise en sécurité.

Dès qu'un organe de coupure générale aura été manœuvré, le SDIS devra informer la ligné sécurité du DISTRIBUTEUR (0 800 89 66 49), et un représentant des sapeurs-pompiers restera à proximité afin d'éviter toute manœuvre intempestive ou à défaut un signal d'interdiction de manœuvrer sera apposé sur cet organe de coupure.

Aucune manœuvre d'ouverture ou de réouverture des organes de coupure ne doit être effectuée par les sapeurs-pompiers, cette opération étant du seul ressort des préposés du DISTRIBUTEUR, et/ou toute personne mandatée par le DISTRIBUTEUR.

ARTICLE 6 BIS : ENDOMMAGEMENT DES OUVRAGES AVEC FUITE

Les dommages aux ouvrages avec fuites et notamment sur les branchements représentent un nombre d'incidents importants.

Le DISTRIBUTEUR, grâce à son retour d'expérience, a pris la décision de ne pas procéder à l'écrasement des branchements en Polyéthylène pour assurer la mise en sécurité pour les raisons suivantes :

- Très souvent cette opération d 'écrasement des branchements en Polyéthylène est réalisée à proximité de la fuite et impose donc à l'opérateur de rentrer dans la zone dangereuse.
- D'autre part, contrairement au gaz naturel, le gaz propane étant plus lourd que l'air, il s'accumulera en fond de fouille.

Au regard de la taille des réseaux de distribution gaz propane exploités et du nombre d'usagers raccordés, le DISTRIBUTEUR envisage dans ces cas la mise en sécurité par la fermeture du (des) robinet(s) voire d'un robinet réseau enterré pour purge du réseau afin d'apporter les actions correctives sur les ouvrages en toute sécurité.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION DE DONNÉES CARTOGRAPHIQUES NUMERISÉES MOYENNE ÉCHELLE

Les informations suivantes sont communiquées au SDIS sous forme numérisées par le DISTRIBUTEUR à l'adresse courriel du SDIS (**Adresse courriel du SDIS**) :

- Le tracé des ouvrages de distribution de gaz ;
- Les robinets et organes de coupure du réseau ;
- La position des postes de livraison et de distribution publique (pour les réseaux gaz naturel).
- La mise à jour annuelle en cas d'ajout, de modification ou d'abandon, et selon un format d'échange à définir parmi les formats d'export possibles avec les applications du DISTRIBUTEUR. Cette mise à jour pourra se faire également au fil de l'eau par l'envoie des ajustements à une adresse courriel unique (**Adresse courriel du SDIS**), qui sera communiquée par le SDIS. Un accès dédié sécurisé à une plateforme web permettant l'accès aux réseaux et au téléchargement des plans sera également possible en respectant les règles de confidentialités définies à l'article 12.
- La mise à jour des numéros d'urgence du DISTRIBUTEUR et de l'interlocuteur du DISTRIBUTEUR

ARTICLE 8 : INFORMATION DES ACTEURS

Afin d'assurer une bonne information mutuelle, et une bonne connaissance réciproque des organisations, notamment pour la gestion des situations de crise, les partenaires conviennent d'organiser des séances d'information sur l'organisation interne de chaque Partenaire pour la gestion des incidents gaz.

Dans ce cadre, le DISTRIBUTEUR présentera son organisation, la description des ouvrages de distribution de gaz propane locaux et les risques gaz associés. Des visites d'installations du secteur d'intervention du Service départemental d'Incendie et de Secours du département du Loiret pourront être organisées.

ARTICLE 9 : PARTAGE ET RETOUR D'EXPÉRIENCE

En fonction de l'actualité, les Partenaires conviendront de se réunir sous la présidence de monsieur le préfet en comité de pilotage (COPIL PGA) et si besoin d'organiser après une « Procédure Gaz Renforcée », selon des modalités à convenir, des réunions de partage sur le retour d'expérience et sur les évolutions des matériels d'intervention.

Dans ce cadre, les Partenaires s'engagent à fournir tous les éléments factuels nécessaires à cette analyse à l'occasion de ces réunions.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification à la présente convention fera l'objet d'un avenant daté et signé par les trois Partenaires.

Les Partenaires s'engagent à communiquer entre eux, de façon régulière et dans les meilleurs délais, toutes informations permettant de mettre à jour les éléments nécessaires à la bonne application de la convention (modifications d'adresse, de numéros de téléphone, etc.).

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E8-DE

ARTICLE 11 : DURÉE

La présente convention est conclue pour une durée initiale d'un (1) an à date de signature.

A l'issue de la période initiale, la convention se proroge pour une durée indéterminée et peut-être résiliée par chacun des Partenaires à tout moment moyennant le respect d'un préavis de trois (3) mois et l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception aux deux autres Partenaires.

ARTICLE 12 : CONFIDENTIALITÉ

Il est entendu entre les Partenaires qu'elles seront amenées à transmettre à l'autre Partenaire dans le cadre de la négociation ou de l'exécution de la Convention des informations, à savoir toutes informations techniques, stratégiques, spécifications techniques, composants sur tous supports, oraux, visuels ou écrits (ci-après les « Informations Confidentielles »).

Chaque Partenaire recevant des Informations Confidentielles s'engage :

À conserver lesdites informations en toute confidentialité et de ne pas les publier ni les divulguer à des tiers,

À ne pas utiliser les informations à une autre fin que l'exécution de la Convention,

À prendre toutes les mesures nécessaires pour en protéger la confidentialité,

À en restreindre la communication et l'accès à ceux de ses directeurs, employés, représentants, consultants ou sous-traitants ou à celles de ses filiales qui ont besoin de connaître ces informations et, dans ce cas, de veiller à ce que ces personnes respectent la nature confidentielle de ces informations,

À n'effectuer aucune copie à destination de tiers, avec les réserves suivantes.

Les Informations Confidentielles pourront être communiquées à une autorité légalement habilitée à en demander la transmission. Si tel est le cas, la Partenaire concernée devra adresser une notification à l'autre Partenaire et lui fournir la copie de la requête de communication.

Par dérogation aux dispositions ci-dessus, les Partenaires ne seront soumis à aucune restriction de divulgation à un tiers quant aux informations Confidentielles dont elles peuvent apporter la preuve :

Soit qu'elles sont entrées dans le domaine public préalablement à leur transmission ou après celle-ci en l'absence de toute faute qui leur soit imputable ;

Soit qu'elles sont déjà connues d'elles-mêmes ;

soit qu'elles ont été reçues d'un tiers.

Chaque Partenaire s'engage à ne l'utiliser que pour les seuls besoins pour lesquels cette information est communiquée et reconnaît que cette information reste, en tout état de cause, la propriété de la Partenaire qui l'a communiquée.

Tout manquement à la présente obligation de confidentialité de l'une quelconque des personnes à laquelle l'information a été communiquée dans le cadre de la Convention autorise la Partenaire la plus diligente à résilier de plein droit et sans mise en demeure préalable la Convention.

Chacun des Partenaires s'engage dans un délai n'excédant pas quinze (15) jours après la cessation de la Convention, quelle qu'en soit la cause, à remettre tous les documents contenant des informations confidentielles qui leur auraient été remis par l'autre à l'occasion de la conclusion et/ou de l'exécution de la Convention, sans possibilité de les altérer, de les copier ou de les dupliquer en totalité ou en partenaire.

Il est ici précisé que les obligations de confidentialité subsisteront pendant une période de cinq (5) ans à l'issue de la cessation de la Convention pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 13 : MARQUES – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les Partenaires s'interdisent de faire référence, d'utiliser ou de reproduire, sur quelque support que ce soit ou par quelque procédé que ce soit, les marques et/ou logos appartenant directement ou indirectement à l'un d'eux, sans l'accord préalable et écrit de l'autre.

Lorsque l'autorisation de reproduction des marques et/ou logos sera donnée par le DISTRIBUTEUR, l'État et le Service d'Incendie et de Secours du département (**Nom du département**) s'engage à reproduire cette marque et/ou ce logo en respectant la charte graphique du DISTRIBUTEUR qui lui sera alors communiquée. Pour être valable, cette autorisation devra résulter d'un accord écrit du DISTRIBUTEUR.

ARTICLE 14 : NATURE DE LA RELATION ENTRE LES PARTENAIRES

Les stipulations de la présente convention ne sauraient en aucun cas être interprétées comme constituant entre les partenaires un lien de subordination, de préposition, de mandat ou d'agence commerciale, de société en participation, de groupement, ou de société créée de fait.

Chaque Partenaire ne sera autorisée à engager les autres Partenaires à l'égard des tiers, et les préposés d'un Partenaire ne devront pas se présenter comme étant des préposés de l'un des autres Partenaires, même par omission. La présente Convention ne saurait en aucune manière constituer, ou être interprété comme un mandat d'intérêt commun.

ARTICLE 15 - DONNEES PERSONNELLES

Dans le cadre de l'exécution de la Convention les Partenaires sont amenées à accéder et à traiter de données à caractère personnel de certaines catégories de personnes travaillant pour chacune d'elles (signataires de la Convention, contacts opérationnels, contacts juridiques, contacts comptables, etc.) ayant pour finalité la gestion de la relation commerciale et la communication que cette relation induit.

Ce traitement est fondé sur l'exécution d'un contrat de chacun des Partenaires, celui-ci étant nécessaire à la bonne exécution de la relation contractuelle. Les données à caractère personnel sont conservées pendant la relation contractuelle augmentée du délai de prescription.

Les données à caractère personnel sont destinées aux services compétents de chacun des Partenaires ainsi qu'aux éventuels sous-traitants auxquels elles pourraient avoir recours.

Les contacts /collaborateurs de chacun des Partenaires disposent d'un droit d'accès, de rectifica d'effacement ou de portabilité de leurs données, du droit de s'opposer ou de solliciter la limit du traitement, du droit de définir des directives relatives au sort post mortem de leurs données, les conditions et limites prévues par la réglementation applicable et notamment au regar règlement n° 2016/679, dit règlement général sur la protection des données personnelles et loi informatique et liberté du 6 janvier 1978 modifiée.

Pour exercer ces droits, ils peuvent contacter chacun des Partenaires aux coordonnées :

- Pour l'Etat : figurant en en-tête de la Convention
- Pour le SDIS : figurant en en-tête de la Convention
- Pour Primagaz : donneespersonnelles@primagaz.fr

Ils peuvent introduire une réclamation auprès de la CNIL. Il revient à chacun des Parten d'informer ses contacts/collaborateurs en conséquence.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E8-DE

Par ailleurs, chaque Partenaire s'engage à protéger et n'utiliser les données à caractère personnel de ces personnes concernées que dans le cadre nécessaire à la gestion de leur relation commerciale et à leur appliquer les mesures techniques et organisationnelles appropriées pendant toute la durée de leur relation contractuelle. Les données à caractère personnel de ces dites personnes concernées seront supprimées par chacun des Partenaires en cas de cessation de la Convention, hormis conservation prolongée en cas d'obligation légale d'archivage ou de conservation de la preuve.

ARTICLE 16 - NON-RENONCIATION

Le fait de ne pas exercer, ou d'exercer en retard un droit ou un recours conféré par la Convention ou par la loi ne saurait valoir renonciation, exclure ou limiter tout exercice ultérieur de ce droit ou recours ou d'un autre droit ou recours.

ARTICLE 17 : DROIT APPLICABLE ET LITIGES

La Convention est soumise au droit français.

En cas de difficulté pour l'application des présentes, les Partenaires acceptent le principe de se rapprocher et de négocier préalablement à toute décision de résiliation. A défaut d'accord formalisé, le Partenaire qui le souhaite pourra mettre fin à la présente convention selon les dispositions de l'article 11.

Les contestations ou litiges pouvant survenir à l'occasion de l'application ou l'interprétation de la présente convention seront, à défaut d'un accord amiable, soumis aux tribunaux compétent.

ARTICLE 18 : DATE D'EFFET

La présents convention prendra effet à compter de la date de signature par les Partenaires.

Fait à _____ le __/__/____

La Préfète du département du Loiret	Le président du conseil d'administration du SDIS du Loiret	Le Distributeur, Primagaz
		Mme Adriana ZAINEA Directrice HSE
		M. Benoit CHOCAT Directeur Industrie et Service

PROJET

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E8-DE

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Liste des numéros de téléphone/fax de permanence des services de la Préfecture du Loiret, du Service départemental d'Incendie et de Secours du département du Loiret et des permanences territoriales du DISTRIBUTEUR (via le Centre d'Appels Sécurité du DISTRIBUTEUR).

Annexe 2 : Liste des réseaux exploités par le DISTRIBUTEUR sur le territoire d'intervention du SDIS à la date de la signature des présentes.

Annexe 3 : Présentation des différents types d'organes de coupure et des dispositifs de condamnation en service sur le département du Loiret.

Annexe 4 : Fiche de classification de procédure PGC / PGR.

PROJET

Annexe n° 1

Liste des numéros de téléphone/fax de permanence des services de la Préfecture du Loiret, du SDIS et des permanences DISTRIBUTEUR (via le Centre d'Appels Sécurité du DISTRIBUTEUR)

Permanence de la préfecture	N° téléphone	Courriel

Service DISTRIBUTEUR	N° téléphone
Ligne de sécurité dédiée aux SDIS	0 800 89 66 49
Ligne sécurité clientèle	0 800 11 44 77

SDIS	N° téléphone
Courriel SDIS pour accès à GUEPARD	.....@.....
	.....@.....
Centre de traitement de l'alerte (CTA)	18 / 112 et .....

Permanence	N° téléphone
Astreinte Nationale DISTRIBUTEUR	.....
Officier Chef CTA CODIS	Tél : Mail :

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DEC2025_E8-DE

Annexe n° 2

Liste des réseaux exploités par le DISTRIBUTEUR

Commune	Code postale	Adresse du stockage	Coordonnées GPS du stockage	Date de mise Gaz	Nombre de PCE*	Nombre de citernes
Ardon	45160	Rue de la Ferté	Latitude : 47,7760690169483 Longitude : 1,87450518284101	19/06/2019	8	1 enterrée de 1,6 T
Ardon	45560	Le Bourg	Latitude : 47,7758779754112 Longitude : 1,87553500110532	19/06/2019	20	1 enterrée de 2 T
Beauchamps sur Huillard	45270	Route départementale n° 44 – Le Bourg	Latitude : 47,9375515125114 Longitude : 2,45322300730419	30/11/2006	7	2 enterrées Total : 2 T
Bolscommun	45340	Rue du Faubourg du Gatinais	Latitude : 48,035594664912 Longitude : 2,3777177204035	12/11/2008	6	1 enterrée de 1,6 T
Bolscommun	45340	Faubourg Boissin	Latitude : 48,036721294089 1 Longitude : 2,38013140251646	26/06/2009	3	1 enterrée de 1,6 T
Bouzy la Forêt	45460	Rue de la mairie	Latitude : 47,8512970515492 Longitude : 2,3762991581357	01/05/2009	6	1 enterrée de 1 T
Chuelles	45220	Impasse du Clos du Stade	Latitude : 48,0024833899561 Longitude : 2,9630036973126	25/05/2010	17	1 enterrée de 3 ?2 T
Chuelles	45220	9 rue de l'Ecole	Latitude : 48,0036999090525 Longitude : 2,9655940843024	25/05/2010	8	1 enterrée de 1,75 T
Dadonville	45300	Lotissement « Le Haut des Vignes » - Quartier de Denainvilliers	Latitude : 48,1539492986437 Longitude : 2,24145640456205	16/11/2006	41	3 enterrées Total : 9,6 T
Dammarie sur Loing	45230	Allée des Pins Chauds	Latitude : 47,7850127361722 Longitude : 2,88687280107005	26/10/2006	5	1 enterrée de 1,75 T
Dammarie sur Loing	45230	Allée des Pins Chauds	Latitude : 47,7848348487632 Longitude : 2,88657275904502	26/10/2006	4	1 enterrée de 1,75 T
Douchy	45220	La Maladrie	Latitude : 47,9473511482127 Longitude : 3,04732213242132	07/07/2006	25	4 enterrées Total : 6,4 T

Dry	45370	Domaine du Beau Soleil	Latitude : 47,7927064581377 Longitude : 1,71059240153049	30/09/2008	21	3 enterrées Total : 4,8 T
La Cour Marigny	45260	Route d'Oussoy	Latitude : 47,8957812215917 Longitude : 2,59920390547391	13/06/2007	8	1 enterrée de 1,6 T
Lailly en Val	45740	Le Clos Moussard	Latitude : 47,7646654847381 Longitude : 1,68861493828669	23/09/2008	54	2 enterrées Total 6,4 T
Mezières Les Clery	45370	Le Château	Latitude : 47,8165281281702 Longitude : 1,80314719676969	20/09/2014	1	1 enterrée de 3,2 T
Nargis	45210	110 – 120 rue de la Mairie	Latitude : 48,110042370437 Longitude : 2,75701718843878	29/10/2009	7	1 enterrée de 1,6 T
Nogent sur Vernisson	45290	100 avenue Georges Bannery	Latitude : 47,8532235319034 Longitude : 2,74056170892836	20/07/2006	10	1 aérienne de 1,75 T
Patay	45310	41-43 rue des Coquilfettes	Latitude : 48,049274627586 Longitude : 1,69423635298402	01/03/2006	6	1 enterrée de 1,75 T
Patay	45310	Rue Hélène Boucher	Latitude : 48,0426049268044 Longitude : 1,70255356931485	01/03/2006	18	1 aérienne de 3,2 T
Rosoy le Vieil	45210	Chemin du Noyer Poisson	Latitude : 48,1255929580799 Longitude : 2,94733119489064	25/11/2008	5	1 enterrée de 1,6 T
Sermaises	45300	8 à 20 et 23 à 27 rue du Chemin Bas	Latitude : 48,2987929342989 Longitude : 2,20800480821061	08/01/2020	10	1 enterrée de 2 T
Sermaises	45300	7 à 21 rue du Chemin Bas	Latitude : 48,298212148432 Longitude : 2,20783966500837	08/01/2020	8	1 e de
Sermaises	45300	17 à 25 rue des Grands Champs	Latitude : 48,297341894267 Longitude : 2,20933826582179	08/01/2020	30	1 e de
Sougy	45410	570 Grande Rue	Latitude : 48,0522071714797 Longitude : 1,79371616768293	01/03/2006	6	1 e de
St Aignan le Jaillard	45600	La plaine Ndes Fides	Latitude : 47,7417641935916 Longitude : 2,44394390602884	17/09/2009	19	en To
Vieilles Maisons	45260	Rue de la Digue	Latitude : 47,8863683542653	27/03/2007	3	1 e de

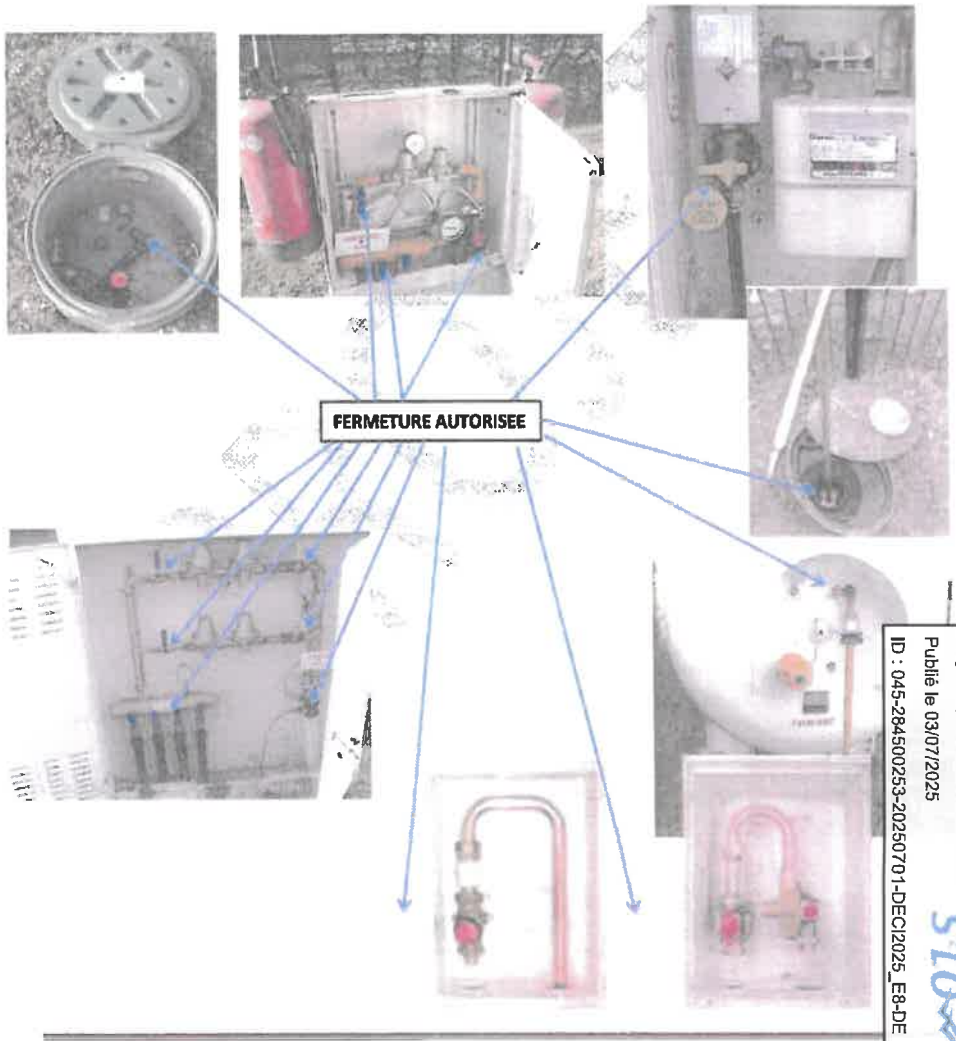
Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E8-DE

			Longitude : 2,44695874169687			
Viglain	45600	Les Terres du Bourg	Latitude : 47,7312753518751 Longitude : 2,3017169814897	16/11/2006	14	2 enterrées Total 3,2 T
Villemurlin	45600	Terre de Seiglerie	Latitude : 47,6874110741621 Longitude : 2,3381229939531	30/10/2009	22	3 enterrées Total : 4,8 T
Vitry aux Loges	45530	Lot le Clos du Bois Leroy	Latitude : 47,9478633088854 Longitude : 2,26755994750968	15/10/2008	14	2 enterrées Total : 3,2 T

Annexe n° 3

Présentation des différents types d'organes de coupure et des dispositifs de condamnation en service sur le département.

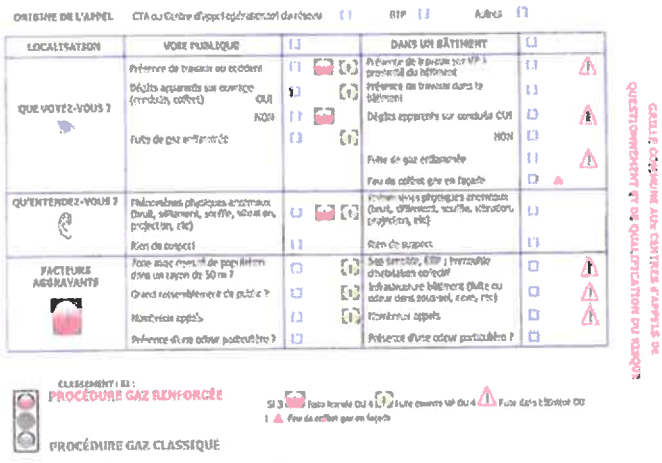
FERMETURE AUTORISÉE AUX SAPEURS POMPIERS

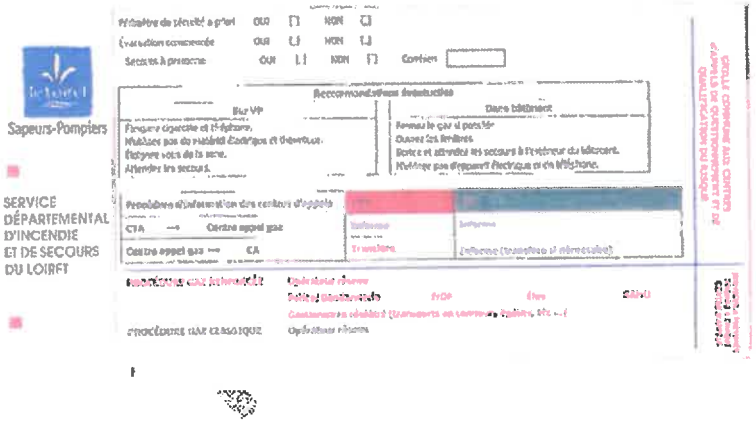


Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DEC2025_E8-DE

Annexe n° 4 : Fiche de classification de procédure PGC / PGR

Annexe 1 – Grille de qualification du risque Gaz du CTA/CODIS





Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E8-DE

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E9-DE

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU LOIRET

BUREAU DU CASDIS

Réunion du 1er juillet 2025

Voix délibérative : M. VACHER - MME LABADIE – M. BURGEVIN – MME RAVELEAU

VOTE :
En exercice : 5
- Présents : 5
- Votants : 5

DÉCISION DU BUREAU N°D2025-E9

OBJET : Autorisation donnée au Président de signer le contrat de location des logements rue des Vergers, impasse des Pruniers et impasse des Pêchers à Fleury-les-Aubrais et des équipements collectifs, au bénéfice du SDIS du Loiret.

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le rapport n°9 du Bureau du Conseil d'administration présenté par M. le Président du Conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;

Considérant l'acquisition de l'emprise foncière des 27 logements d'Orléans Nord par LogemLoiret, et de la nécessité de conclure un nouveau contrat de location.

IL EST DÉCIDÉ : **Pour : 5** **Contre : 0** **Abstention : 0**

Article 1er : D'autoriser le Président du Conseil d'administration à signer le contrat de location pour la mise à disposition de 27 logements (parcelles BH n°808 à 834, rue des Vergers, impasse des Pruniers et Impasse des Pêchers), et des équipements collectifs (bassin d'orage parcelle BH n°839, déshuileur parcelle BH n°835, espaces verts parcelles BH 806 et 807), moyennant un loyer mensuel de 29 982.60 € pour les logements, 1 480.14 € pour les garages et une provision mensuelle pour charges de 325.35 € (montants révisables chaque année), d'une durée de 3 ans renouvelable par tacite reconduction ;

Article 2 : D'autoriser le Président ou son représentant à signer tous les documents et actes se rapportant à cette affaire

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 4 : Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours et Mme la Comptable publique sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Le Président,

Marc GAUDET

195, rue de la Gourdonnerie – SEMOY – 45404 FLEURY LES AUBRAIS- Tel : 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

CONTRAT DE LOCATION
LOGEMENTS INDIVIDUELS NON CONVENTIONNES

SDIS DU LOIRET

LOGEMLOIRET

LE BAS DE LA HARTIERE
TRANCHE 1, rue des Verges, Impasse des Pruniers et Impasse des Pêchers

ENTRE :
LOGEMLOIRET, Office Public de l'Habitat, dont le siège social à Orléans, 6 rue du Commandant de Poli.
Représenté par Monsieur Olivier PASQUET, Directeur Général,
Ci-après désigné par les mots : LogemLoiret ou bailleur ou propriétaire ou organisme.

ET :
Le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret domicilié à Semoy, 195, rue de la Gourdonnerie
Représenté par Monsieur Marc GAUDET, président du Conseil d'Administration
Ci-après désigné par les mots : le locataire ou bénéficiaire ou preneur.

EXPOSE PREALABLE

LOGEMLOIRET a réalisé la construction de 27 logements (tranche 1) et de 23 logements (tranche 2) sur un terrain appartenant au SDIS dont la mise à disposition a été accordée le 6 mai 2009.

Pour cette opération, il était prévu la conclusion d'un bail emphytéotique entre LOGEMLOIRET et le SDIS du Loiret. Cependant au moment de la livraison, le bail emphytéotique n'a pas pu être signé car certaines parcelles de l'opération n'étaient pas encore la propriété du SDIS.

Une convention de location a été signée entre le SDIS et LogemLoiret le 06 mai 2009 pour les tranches 1 et 2.

Parallèlement et en 2014, le SDIS a fait connaître à LOGEMLOIRET les difficultés rencontrées pour louer certains logements. Plusieurs congés ont été donnés par le SDIS pour les logements de la tranche 2 puis l'assiette foncière de la tranche 2 a été vendue le 12 juillet 2016.

Pour la tranche 1, la régularisation d'un bail emphytéotique entre les parties a donc été abandonnée et la solution retenue par le SDIS a été : l'acquisition du foncier par LogemLoiret.

LogemLoiret est donc devenu pleinement propriétaire du foncier des logements le 31 juillet 2024.

Il est ainsi apparu nécessaire la conclusion d'une nouvelle convention de location.

Le SDIS a délibéré en ce sens lors du Bureau du 1er juillet 2025.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

LOGEMLOIRET donne en location à compter de la date de signature du présent contrat de location, au profit du SDIS du Loiret, qui accepte les lieux ci-après désignés.

Le SDIS du Loiret déclare parfaitement connaître les lieux loués, pour les occuper depuis le 1er mai 2009.

Le locataire est informé par LOGEMLOIRET que les lieux loués sont régis par la règlementation HLM.

1. DESIGNATION DES LIEUX LOUES

Les lieux consistent en un ensemble de **27 logements individuels situés à Fleury les Aubrais, le Bas de la Hartière, rue des Vergers, Impasse des Pêchers et Impasse des Pruniers,** ainsi que les équipements privatifs (jardin privatifs, garages, boîtes aux lettres...) et collectifs (éclairage public, fosse hydrocarbure, espace vert collectif, bassin de rétention des eaux pluviales).

Est annexé un tableau récapitulatif des logements loués avec les loyers appliqués, les adresses, les typologies, les surfaces habitables/utiles.

L'emprise foncière louée au SDIS se décompose comme suit :

Pour les 27 logements :

Section	N°	Lieudit	Surface
BH	808	12 rue des vergers	00 ha 04 a 12 ca
BH	809	10 rue des vergers	00 ha 03 a 39 ca
BH	810	8 rue des vergers	00 ha 04 a 75 ca
BH	811	6 rue des vergers	00 ha 06 a 55 ca
BH	812	4 rue des vergers	00 ha 03 a 05 ca
BH	813	2 rue des vergers	00 ha 03 a 87 ca
BH	814	1 impasse des pruniers	00 ha 03 a 26 ca
BH	815	3 impasse des pruniers	00 ha 03 a 35 ca
BH	816	6 impasse des pruniers	00 ha 05 a 31 ca
BH	817	4 impasse des pruniers	00 ha 03 a 01 ca
BH	818	2 impasse des pruniers	00 ha 03 a 75 ca
BH	819	1 impasse des pêchers	00 ha 03 a 87 ca
BH	820	3 impasse des pêchers	00 ha 03 a 15 ca
BH	821	5 impasse des pêchers	00 ha 03 a 34 ca
BH	822	7 impasse des pêchers	00 ha 05 a 18 ca
BH	823	8 impasse des pêchers	00 ha 03 a 52 ca

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E9-DE

Section	N°	Lieudit	Surface
BH	824	6 Impasse des pêchers	00 ha 04 a 55 ca
BH	825	4 Impasse des pêchers	00 ha 03 a 10 ca
BH	826	2 impasse des pêchers	00 ha 03 a 77 ca
BH	827	15 rue des vergers	00 ha 04 a 05 ca
BH	828	13 rue des vergers	00 ha 03 a 89 ca
BH	829	11 rue des vergers	00 ha 03 a 71 ca
BH	830	9 rue des vergers	00 ha 04 a 23 ca
BH	831	7 rue des vergers	00 ha 04 a 42 ca
BH	832	5 rue des vergers	00 ha 03 a 76 ca
BH	833	3 rue des vergers	00 ha 03 a 81 ca
BH	834	1 rue des vergers	00 ha 04 a 51 ca

Total surface : 01 ha 07 a 27 ca

Les équipements collectifs :

- **Le Bassin d'orage ou bassin de rétention**

Section	N°	Lieudit	Surface
BH	839	25B AV LOUIS GALLOUEDEC	00 ha 21 a 66 ca

Soit total : 2 166 m2

- **Le Déshuileur ou fosse hydrocarbure**

Section	N°	Lieudit
BH	835	RUE DES VERGERS

- **Les Espaces verts**

Section	N°	Lieudit	Surface
BH	806	RUE DES VERGERS	00 ha 03 a 91 ca
BH	807	RUE DES VERGERS	00 ha 02 a 90 ca

Soit total : 681 m²

Est annexé un plan cadastral, indiquant le périmètre loué, objet de la présente location.

Information relative à la sécurité :
A l'intérieur du périmètre loué se trouvent un bassin de rétention d'eaux pluviales. Le bailleur a tenu à attirer tout particulièrement l'attention du locataire sur le fait que ce bassin n'est pas entouré de clôtures afin qu'il en tienne compte dans l'occupation des lieux, en informe les occupants des logements et prenne toutes les précautions et dispositions nécessaires.

2. DUREE ET FIN DE LOCATION : CONGE

La location de cet ensemble immobilier est consentie pour une durée de 3 ans à compter de la date de signature du présent contrat de location.

La location sera ensuite renouvelable automatiquement, par tacite reconduction et pour l'ensemble des 27 logements et des espaces privatifs/collectifs pour des périodes de 3 ans.

Il peut y être mis fin à l'initiative de chacune des parties soit pour la totalité du site soit pour restitution partielle.

Le congé est donné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le cachet de réception de la poste faisant foi, ou par exploit d'huissier.

Le délai court à compter du jour de réception de la lettre recommandée ou de la signification de l'exploit d'huissier.

Le délai de préavis applicable au congé est de trois mois lorsqu'il émane du locataire.

Lorsqu'il émane du bailleur, le délai de préavis est de 6 mois. Dans ce cas, le locataire bénéficie des dispositions de la législation HLM sur le droit au maintien dans les lieux, dans les conditions définies par la loi du 1er septembre 1948.

Pendant le délai de préavis, le locataire n'est redevable du loyer et des charges que pour le temps où il a occupé réellement les lieux si le congé a été notifié par le bailleur. Il est redevable du loyer et des charges concernant tout le préavis si c'est lui qui a notifié le congé, sauf si le logement se trouve occupé avant la fin du préavis par un autre locataire avec l'accord du bailleur.

A défaut de respect de ces conditions de forme, le locataire demeure redevable du loyer, des charges et de toutes redevances accessoires pendant une période de 90 jours à compter du jour de réception du congé.

A l'expiration du délai de préavis, le locataire est déchu de tout titre d'occupation des locaux loués et doit restituer au bailleur l'ensemble des lieux en bon état et libres de toute occupation.

Si malgré tout le locataire, décidait de se maintenir dans les locaux il restera mensuellement redevable envers le bailleur d'une indemnité d'occupation égale à un terme (loyer, charges et accessoire) jusqu'à la complète libération des lieux et ce nonobstant toute demande de dommages et intérêts que le bailleur se réserve le droit de réclamer pour le préjudice subi.

3. CONDITIONS FINANCIERES DE LA LOCATION

3-1 Dépôt de garantie
Sans objet

3-2 Loyer
Le loyer est payable mensuellement et à terme échu le premier de chaque mois et au plu tard, à la date et selon les indications portées sur l'avis mensuel du loyer.

Le loyer mensuel (voir tableau joint en annexe) s'élève à la somme de : **€ 29 982,60 euro pour les 27 logements et à € 1 480,14 euros pour les garages.**

Le prix du loyer est révisable annuellement chaque 1er janvier selon l'indice de référence de Loyers (IRL). La valeur de IRL prise en compte est celle du 2ème trimestre de l'anné précédente.
Le calcul est le suivant : nouveau loyer = montant actuel du loyer X IRL du 2ème trimestre d l'année N-1 / IRL du 2ème trimestre de l'année N-2.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E9-DE

En cas de retard de paiement à leur échéance du loyer le locataire ou son garant est passible d'un intérêt de retard calculé au taux légal.

3-3 Charges locatives
En plus du loyer, le bailleur est fondé à demander au locataire le remboursement d'un certain nombre de dépenses appelées charges.

La liste de ces charges est fixée par le décret n° 82.955 du 9 novembre 1982 éventuellement modifié ou complété, pris en application de l'article L 442-3 du code de la construction et de l'habitation et les contrats d'entretien souscrits par le bailleur pour les installations dont sont équipés les lieux loués (chaudières individuelles gaz, ventilation mécanique contrôlée, robinetterie)

Des provisions pour charges sont mensuellement demandées au locataire, en attente de la régularisation annuelle. A ce titre, **une provision mensuelle pour charges de € 325,35 euros, sera demandée au locataire.**

Toute modification de leur montant doit être accompagnée de la communication des résultats arrêtés lors de la précédente régularisation et d'un état prévisionnel des dépenses.

Ces provisions peuvent être modifiées en cours d'année, sous réserve pour LogemLoiret de donner toutes précisions justifiant cette modification.

Chaque année, LogemLoiret communiquera au locataire, pour chaque catégorie de dépenses, l'état définitif des dépenses récupérables de l'année écoulée et le mode de répartition entre les locataires concernés.

Le règlement de ces sommes est exigible après le délai légal d'un mois qui suit l'envoi de ce décompte. Le locataire peut prendre connaissance au siège de LogemLoiret des documents de gestion (factures, contrats) ayant permis l'établissement de cette pièce ainsi que la quantité consommée et le prix unitaire de chacune des catégories de charges pour le bâtiment ou l'ensemble des bâtiments pendant un délai de 6 mois à compter de l'envoi de ce décompte.

3-4 Les réparations locatives
Les dépenses d'entretien courant du logement, des équipements mentionnés au contrat et les menues réparations sont à la charge du locataire.

Le locataire doit prendre à sa charge les réparations locatives définies par le décret 87-712 du 26 août 1987 à l'exception des réparations occasionnées par la vétusté, les malfaçons, les vices de construction, les cas fortuits ou de force majeure qui sont à la charge de LogemLoiret.

Le locataire est également obligé de répondre des dégradations et pertes qui surviennent pendant la durée du contrat, à moins qu'il ne prouve qu'elles aient eu lieu par cas de force majeure, par la faute de LogemLoiret ou par le fait d'un tiers qu'il n'a pas introduit dans le logement.

3-5 Les grosses réparations
LogemLoiret peut faire exécuter dans l'immeuble toutes réparations, tous travaux de transformation, de surélévation ou d'aménagement qu'elles qu'en soient la cause, le tout sans indemnité ni diminution de loyer, après avoir au préalable informé le locataire de la nature des travaux et modalités de leur exécution par une notification de travaux remise en main propre (contre récépissé) ou par lettre recommandée avec accusé de réception lorsqu'un trouble de jouissance prolongé doit en résulter.

Les travaux ne peuvent être réalisés les samedis, dimanches et jours fériés, sauf accord express du locataire.

Toutefois, si ces travaux durent plus de 21 jours, le loyer sera, à l'expiration de ce délai, diminué à proportion du temps et de la partie des lieux loués dont le locataire aura été privé.
Le locataire est obligé de laisser exécuter dans les lieux loués les travaux nécessaires au maintien en état ou à l'entretien normal, les travaux d'amélioration des parties communes ou privatives, notamment ceux relatifs à la performance énergétique et tous travaux permettant le respect des obligations relatives au logement décent.

3-6 Dépenses assumées en direct par le locataire
Le locataire devra faire son affaire personnelle (directement ou via les occupants) de la souscription des abonnements à l'eau, au gaz et à l'électricité pour chaque pavillon et du règlement de l'ensemble des frais (abonnement, location, consommation, taxes, ...) afférents à ces abonnements.

Il est par ailleurs convenu avec le bailleur que le locataire fera son affaire personnelle et sans recours contre le bailleur des obligations suivantes :

- entretien courant des espaces verts privatifs mais aussi non-privatifs compris sur le site à savoir sur les parcelles 806/807/839 et entretien des trottoirs ainsi que des végétaux/mobiliers de ces espaces.

- éclairage public (abonnement, consommation, entretien et réparations de toutes natures etc... pour les installations devant les espaces mis à disposition). Le transformateur sur la parcelle BH 766 appartient à LogemLoiret et n'est pas mis à disposition au profit du SDIS.

Étant ici précisé que le bailleur s'engage à assurer l'entretien et les travaux de remise en état de la voirie d'accès aux logements.

Étant ici précisé que le bassin de rétention des eaux pluviales profite uniquement au SDIS (tranche 1). L'ASL rue des Pommiers (tranche 2) dispose de son propre bassin de rétention.

La fosse hydrocarbure (déshuileur sur la parcelle BH 835 à l'entrée de la rue des vergers) constitue un équipement commun aux tranches 1 et 2.
Une convention entre LogemLoiret (propriétaire de la voirie de la tranche 1), et l'ASL des Pommiers (à l'avenir propriétaire de la voirie de la tranche 2), sera à conclure afin de fixer les modalités de gestion et les frais d'entretien courant seront partagés entre LogemLoiret et l'ASL des Pommiers.

LogemLoiret s'engage à souscrire un contrat d'entretien de ladite fosse hydrocarbure, et le SDIS étant locataire et bénéficiaire de cette dite fosse hydrocarbure, au titre de la présente location, LogemLoiret s'engage à refacturer la moitié des frais d'entretien au SDIS.

4. DEBUT ET FIN DE LOCATION

4-1 L'état des lieux de début de location
Lors de la prise de possession des lieux en 2009, il a été établi des états des lieux contradictoires pour chaque logement. Le locataire reconnait que les logements étaient neufs lors de la prise de possession, n'ayant jamais été occupés auparavant.
Le locataire déclare bien connaître les lieux pour les occuper depuis le 6 mai 2009.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E9-DE

4-2 Pré-visite des lieux loués
A réception du congé, le représentant de LOGEMLOIRET pourra effectuer une pré-visite des lieux loués avec le bénéficiaire du contrat aux fins de l'informer sur les éventuelles réparations locatives qui pourraient être mises à sa charge sur l'état des lieux de fin de location. Cette formalité conventionnelle permettant au bénéficiaire d'effectuer ou de faire effectuer ses travaux locatifs pendant la durée du préavis.

4-3 L'état des lieux de fin de location
Au départ du bénéficiaire du contrat, une visite contradictoire des lieux loués est effectuée, aux jour et heure ouvrables, en présence du préposé de LOGEMLOIRET et du bénéficiaire, ou le cas échéant, de son représentant dûment mandaté, après enlèvement du mobilier et au moment de la remise des clés. Les parties constatent qu'il a été procédé à cette visite à la suite de laquelle un état des lieux précis a été établi et signé par elles.

Le cas échéant, une liste définitive des réparations locatives est établie par comparaison entre l'état des lieux d'entrée et l'état des lieux de sortie. La détermination du montant et du mode de paiement des réparations est alors fixée en tenant compte de l'usure normale et indiquée au locataire sortant.

A l'entrée comme au départ du bénéficiaire du contrat, à défaut d'état des lieux établi contradictoirement entre les parties, un état des lieux sera établi pour un huissier de justice, à l'initiative de la partie la plus diligente, l'autre partie dûment appelée par lui par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au moins 7 jours à l'avance. Les frais seront dans ce cas partagés par moitié.

4-4 Le départ du locataire
Dès la notification du congé, en vue d'une nouvelle location, le locataire devra permettre la visite des lieux loués, deux heures par jour les jours ouvrables après accord avec LOGEMLOIRET. A défaut d'accord du locataire pour fixer cet horaire, les visites pourront avoir lieu de 17 heures à 19 heures du lundi au samedi inclus.

Avant son départ, le locataire devra justifier du paiement des taxes fiscales par la production des quittances, laisser les lieux loués en état de propreté.

Enfin, le locataire devra rendre les clés au plus tard le jour de l'expiration du contrat.

Une indemnité d'occupation égale au terme (loyer, charges et accessoires) sera exigée mensuellement du bénéficiaire du contrat, pour tout mois même incomplet et pour toute la période excédant la date pour laquelle le congé a été donné et reçu :

- si le bénéficiaire du contrat n'a pas procédé ou fait procéder à l'état des lieux de fin de contrat en présence d'un représentant de LOGEMLOIRET et jusqu'à l'établissement de cet état des lieux conformément au paragraphe 4-3 des présentes.
- si le bénéficiaire du contrat n'a pas effectué ou fait effectuer les travaux locatifs lui incombant, et jusqu'à l'achèvement de ceux-ci au besoin par LOGEMLOIRET.
- si le bénéficiaire du contrat n'a pas effectivement restitué l'ensemble des clés à LOGEMLOIRET ou son représentant et jusqu'à leur complète restitution conformément au paragraphe 4-4 des présentes.
- si le bénéficiaire n'a pas permis la visite des lieux loués pendant le préavis conformément au paragraphe 4-4 des présentes, et jusqu'à ce que les visites soient rendues possibles et pour une durée complémentaire, égale à celle où les visites auront été empêchées.

4-5 La résiliation pour défaut de paiement
En cas de non-paiement à leur échéance des sommes dues à LogemLoiret : loyers, charges, ou l'une quelconque des redevances accessoires, le contrat de location sera résilié de plein droit à l'initiative de LOGEMLOIRET, 6 semaines après un commandement de payer resté infructueux.

L'expulsion du locataire et de tout occupant introduit par lui sera alors prononcée par simple ordonnance du juge des référés du Tribunal d'Instance du lieu de situation de l'immeuble.

En cas de résiliation du bail le preneur devenu occupant sans titre restera mensuellement redevable envers le bailleur d'une indemnité d'occupation égale à un terme (loyer, charges et accessoires) jusqu'à la complète libération des lieux et ce nonobstant toute demande d'astreinte et de dommages et intérêts que le bailleur se réserve le droit de demander pour réparation du préjudice subi.

5. OBLIGATIONS GENERALES DE LOGEMLOIRET ET DU LOCATAIRE
Les obligations générales de LOGEMLOIRET et du locataire sont régies par la règlementation en vigueur et notamment par la règlementation HLM et la présente convention de location.

5-1 Nature de la location
Le locataire déclare savoir que l'immeuble étant régi par **la législation sur les HLM** et non par la législation générale sur les loyers, des modifications peuvent être apportées en cours de location au présent acte, conformément aux dispositions nouvelles fixées par la législation et la règlementation des HLM. Dans ce cas, les modifications apportées tant aux clauses du bail qu'au loyer deviendraient régulièrement et immédiatement applicables sans préavis.

Le présent contrat de location **est de type révocable et non cessible.**

Le locataire destine les lieux loués à un usage d'habitation. Il ne pourra y exercer ni laisser exercer une profession artisanale, commerciale ou libérale sans autorisation écrite de LOGEMLOIRET.

Le locataire s'interdit de loger habituellement dans les lieux, même à titre gratuit, toute personne ne lui étant pas directement liée. Si le bénéficiaire quittait les lieux en y introduisant un tiers quelconque, il resterait redevable du loyer et tous accessoires jusqu'au terme de cette occupation indue, y compris des frais de poursuites et de dommages et intérêts exposés par le propriétaire pour l'expulsion de ce tiers.

Le locataire s'oblige à garnir les lieux loués et les tenir constamment garnis de meubles et effets mobiliers, en quantité et valeur suffisantes pour répondre du paiement des loyers, ainsi que de l'exécution des conditions de location ; cette valeur devra, en tout temps, représenter un minimum de deux années entières de loyer.

Le locataire s'engage à ne faire aucun changement de distribution, scellement, percement de cloisons ou modifications quelconque des lieux sans l'autorisation écrite et préalable du bailleur. Dans le cas où ces travaux, intéresseraient le gros œuvre, ils ne pourraient être exécutés que sous la direction de l'architecte du bailleur ; dans le cas contraire, ils pourraient être exécutés par l'architecte du preneur, mais sous la surveillance de l'architecte du bailleur. Dans l'un ou l'autre cas, tous les frais occasionnés par les travaux ainsi que les honoraires de l'architecte de LOGEMLOIRET seraient à la charge du preneur seul. Tous embellissements et améliorations que le preneur pour faire dans les lieux loués, resteront en fin de location et de quelque manière qu'elle arrive, la propriété du bailleur sans indemnité, à

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E9-DE

moins que l'organisme ne préfère demander le rétablissement des lieux loués dans leur état primitif, aux frais du preneur.

Le locataire s'oblige ne pas installer de constructions quelconques sans une autorisation préalable écrite de LOGEMLOIRET, toute adjonction tendant à modifier l'état des lieux (appentis, baraque, clapiers, poulailler, garage, etc...) est formellement prohibée. Dans le cas où le preneur se croirait sans titre autorisé à faire ou laisser faire des injonctions, il s'exposerait à être mis en demeure de remettre à ses frais les lieux dans leur état d'origine

Le locataire s'engage à ne poser aucune antenne individuelle (télévision, radio amateur, CB, réception satellite) sans l'accord écrit préalable de LOGEMLOIRET.

De même, le preneur doit s'interdire tout acte pouvant nuire à la tranquillité des voisins et veiller à ne pas les incommoder, de jour comme de nuit, par l'usage d'appareils bruyants.

5-2 assurances

- assurances du locataire :

Lors de la remise des clés, le locataire devra justifier avoir souscrit les assurances suivantes auprès de la compagnie de son choix, notoirement solvable :

- assurance couvrant les risques locatifs (incendie, explosion, dégât des eaux) y compris les pertes de loyers,
- assurance couvrant les risques « recours des tiers » et « recours des voisins »,
- assurance du mobilier (incendie, explosion, dégât des eaux, vol),
- responsabilité civile

Cette obligation s'impose au locataire pendant toute la durée de la location, afin de garantir sa responsabilité qui peut être mise en cause conformément aux articles 1732 à 1735 du code civil en cas de dommage aux locaux loués, même si leur cause est inconnue, à moins qu'il prouve qu'ils ont eu lieu sans sa faute.

Chaque année, la preuve de la souscription de ces assurances doit être fournie par le locataire qui produira une police d'assurances et une attestation de paiement des primes.

A défaut, le contrat de location pourra être résilié de plein droit, un mois après commandement demeuré infructueux.

- assurances de LOGEMLOIRET :

LOGEMLOIRET doit souscrire une assurance de responsabilité civile à l'égard du locataire, pour les accidents qui pourraient survenir, notamment du fait d'un vice de construction et d'un mauvais entretien des lieux.

5-3 Clauses générales de la location et respect du règlement intérieur

Le locataire :

- S'interdira tout acte pouvant nuire à la sécurité des personnes et des biens,
- N'utilisera pas d'appareils dangereux,
- Ne détiendra pas de produits explosifs ou inflammables, autres que ceux d'un usage domestique courant, autorisés par les règlements de sécurité,
- N'utilisera notamment ni appareils à fuel, ni bouteilles de gaz butane ou propane, sauf autorisation expresse de LogemLoiret,
- Suivra les indications données par les panneaux de signalisation routière, ne stationnera pas aux emplacements interdits,
- Veillera au nettoyage et à l'entretien régulier de son logement et de ses annexes ainsi que de ses équipements,

- Laissera pénétrer dans les lieux loués les représentants de LogemLoiret et les personnes mandatées sur justification de leur qualité, pour la préparation et l'exécution de travaux d'amélioration des parties communes ou des parties privatives du même immeuble, de travaux nécessaires au maintien en état ou à l'entretien normal des locaux loués et de leurs équipements individuels (chaudière, VMC...), de travaux d'amélioration de la performance énergétique à réaliser dans ces locaux et de travaux permettant le respect des obligations relatives au logement décent. Les deux derniers alinéas de l'article 1724 du code civil sont applicables à ces travaux sous réserve du respect de la loi n° 67-561 du 12 juillet 1967 relative à l'amélioration de l'habitat. Avant le début des travaux, le locataire est informé par le bailleur de leur nature et des modalités de leur exécution par une notification de travaux qui lui est remise en main propre ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Aucuns travaux ne peuvent être réalisés les samedis, dimanches et jours fériés sans l'accord exprès du locataire.
- Si les travaux entrepris dans un local d'habitation occupé, ou leurs conditions de réalisation, présentent un caractère abusif ou vexatoire ou ne respectent pas les conditions définies dans la notification de préavis de travaux ou si leur exécution a pour effet de rendre l'utilisation du local impossible ou dangereuse, le juge peut prescrire, sur demande du locataire, l'interdiction ou l'interruption des travaux entrepris ;
- S'engage à prévenir immédiatement LogemLoiret ou son représentant des cas de panne des équipements (chaudière défectueuse, court-circuit électrique, gaz ou autres odeurs suspectes, etc...) pouvant mettre en danger la sécurité des personnes et des biens.

Le locataire reconnait avoir pris connaissance du règlement intérieur annexé au présent contrat de location qui en fait partie intégrante. Il déclare en accepter expressément toutes les clauses sans exception ni réserve.

5-4 Dossier de diagnostic technique

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, le bailleur communique au locataire le dossier de diagnostic technique, à savoir :

- DPE,
- diagnostic électrique,
- diagnostic gaz,
- Etat des Risques et Pollution.

Le locataire ne peut se prévaloir à l'encontre du bailleur de ces informations qui n'ont qu'une valeur informative.

6. TOLERANCES

Il est formellement convenu que toutes les tolérances de la part de LogemLoiret relatives aux clauses et conditions énoncées ci-dessus qu'elles qu'en aient pu être la fréquence et la durée, ne pourront jamais, et dans aucun cas, être considérées comme apportant une modification ou suppression des clauses et conditions ni comme génératrice d'un droit quelconque.

LogemLoiret pourra toujours y mettre fin après mise en demeure restée infructueuse de 15 jours.

7. ENREGISTREMENT

Le présent contrat de location n'est soumis à enregistrement que si l'une des parties le désire et en ce cas à ses frais.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E9-DE

8. LITIGE
En cas de litige portant sur l'une quelconque des clauses de ce contrat, seul sera compétent pour en juger, le Tribunal dans le ressort duquel est situé le logement, objet du présent contrat.

Fait en deux exemplaires à Orléans le .....

et le .....

Pour LOGEMLOIRET
Le Directeur Général
Monsieur Olivier PASQUET

Pour le SDIS 45
Le Président du Conseil d'Administration
Monsieur Marc GAUDET

Annexes :
- Tableau récapitulatif des logements loués et loyers appliqués
- plan cadastral ;
- le décret n° 82.955 du 9 novembre 1982, liste des charges récupérables
- diagnostics techniques
- règlement intérieur

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E9-DE

LE REGLEMENT INTERIEUR

LE LOCATAIRE ET SON LOGEMENT

1 – L'ENTRETIEN DU LOGEMENT

Article 1.1
Le locataire doit tenir les lieux en bon état de réparation et d'entretien de toute nature et de les rendre tels à la fin de la location.
Sont notamment à sa charge :
- Les réparations relatives aux serrures, appareils de cheminée, vitrage, installations électriques, abat-jour, persiennes, volets, portes fenêtres, étendages, planchers, carrelages, papiers peints, etc...,
- l'entretien, la réparation des dégorgeoirs d'éviers, lavabos, water-closets, chasses d'eau, douches, etc.... , pour éviter une consommation d'eau excessive .
Il est responsable des dégâts, accidents qu'il pourrait, de ce fait, occasionner par négligence ou mauvais entretien, envers les tiers, les locataires de LogemLoiret.
- les réparations aux plafonds, papiers peints, portes, fenêtres, etc..., provenant de la condensation et de la buée. Il est rappelé que l'aération est le meilleur moyen d'éviter la condensation et l'humidité.

Pour les logements construits avant 1997, en préservation des risques liés à l'amiante, toute intervention technique notamment travaux d'embellissement sur les murs et sols fera l'objet d'une autorisation écrite de LogemLoiret.

Article 1.2
Le locataire doit prendre toutes précautions nécessaires pour protéger les compteurs, tuyaux et canalisations traversant les lieux loués contre toutes détériorations ou variations de température.

Article 1.3
Le locataire doit assurer par ses propres moyens et à ses frais jusqu'à la canalisation commune, tout dégorgement des canalisations d'évacuation desservant les lieux loués. En cas d'engorgement de l'une des canalisations d'évacuation communes, les frais de dégorgement seront récupérés, au prorata du loyer, entre tous les locataires desservis par ladite canalisation et situés en amont du point d'engorgement.

Article 1.4
Les ramonages des conduits de cheminées, de ventilation de son logement et d''entretien des équipements individuels (chaudière, VMC, ...) font l'objet d'un contrat d'entretien souscrit par LogemLoiret. Le locataire veillera à laisser libre accès au moins une fois par an aux entreprises mandatées.

Article 1.5
L'entretien de la fosse septique, si son logement en est équipé, fait l'objet d'un contrat d'entretien souscrit par LogemLoiret. Le locataire veillera à laisser libre accès au moins une fois par an aux entreprises mandatées.

Article 1.6
le locataire ne doit EN AUCUN CAS monter dans l'appartement des bicyclettes ou voitures d'enfants ou autres... qui seront entreposées uniquement dans les locaux mis à sa disposition,
Le locataire s'interdit d'exposer quoi que ce soit sur les garde-corps de ses fenêtres ou balcon (linge, objet quelconque aux murs), de faire de barbecues, de secouer des vêtements, tapis, paillassons, balais, etc...

En ce qui concerne les balcons et terrasses, le locataire s'interdit formellement d'y entreposer toute forme d'encombrants (objets volumineux, armoires, appareils électro-ménagers, jeux d'enfants quelconques...) et ce, en respect de l'environnement et de la sécurité des personnes (risques de chutes, etc...).
L'installation de paraboles et brises-vues de toute sorte sont formellement prohibés. Toute demande pour recevoir des chaînes spécifiques doit faire l'objet d'une autorisation écrite de LogemLoiret et recueillir son assentiment.
A défaut, LogemLoiret ferait procéder leur enlèvement après une mise en demeure à 15 jours restées infructueuse. Les frais de retrait seraient immédiatement imputables au locataire.

Article 1.7
Le locataire doit informer LogemLoiret de la présence de parasites, rongeurs et insectes dans les lieux loués. La dératisation du logement appartient au propriétaire à moins que la présence des rongeurs soit du fait du locataire, la preuve appartient au bailleur.
Dans le cadre d'une désinsectisation, les dépenses de produits de désinsectisation sont à la charge du locataire et les frais de main d'œuvre et d'éradication des nuisibles sont à la charge du bailleur, à moins que la présence de ces insectes soit du fait du locataire, la preuve appartient au bailleur.

Article 1.8
Le locataire doit déclarer en mairie la présence de termites et/ou insectes xylophages dans les lieux loués conformément à l'article 133-4 du Code de la Construction et de l'habitation. Il s'engage en parallèle à en informer LogemLoiret pour qu'il puisse procéder aux travaux préventifs ou d'éradications nécessaires.

Article 1.9
Pour la réalisation des entretiens et réparations notamment relatifs à ses équipements ainsi que pour améliorer la qualité de gestion et de traitement des dossiers (réalisation de travaux, améliorations diverses, diagnostics techniques, suivi de sinistre...) le concernant, le locataire est informé que LogemLoiret communiquera aux entreprises titulaires des contrats d'entretien ou autres prestataires devant intervenir dans les lieux loués ses coordonnées (nom, adresse postale, numéro de téléphone, adresse électronique).

2 - LES JARDINS PRIVATIFS

Article 2.1
Le locataire s'engage :
- à entretenir régulièrement les pelouses, haies, arbres, clôtures de son jardin privatif. A défaut, cet entretien sera refacturé au locataire défaillant après mise en demeure restée infructueuse.
- à ne faire des barbecues qu'à la condition expresse de n'occasionner aucune gêne aux voisins (fumée, rassemblement bruyant...),
- en cas d'intempéries (neige, verglas, etc...) le locataire devra assurer le sablage ou le salage, le déblaiement ainsi que le nettoyage de ses espaces privatifs extérieurs (jardin, chemin d'accès, entrée de garage, etc...) ainsi que des espaces extérieurs (trottoir, voirie ...) situé devant chez lui.

Le locataire s'interdit :
- de brûler ses déchets,
- d'entreposer dans son jardin des objets volumineux ou dangereux, des déchets ou des immondices,
- de faire de plantations, sans l'autorisation écrite de LogemLoiret (pour éviter une éventuelle détérioration des canalisations souterraines),

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E9-DE

- d'édifier dans son jardin aucune construction de quelque matière (bois, tôle, etc...) et type qu'elle soit (clôtures, terrasses, appentis, baraques, clapiers, poulailler, garage, etc...) même provisoire sans autorisation formelle écrite de LogemLoiret,
- d'apporter toute modification ou ajout aux clôtures formellement prohibée (rehaussement de celles-ci ou installation de brises-vues) sans autorisation expresse de LogemLoiret,
- d'installer parabole ou antenne qui sont formellement prohibés. Toute demande pour recevoir des chaînes spécifiques devra faire l'objet d'une autorisation écrite de LogemLoiret et recueillir son assentiment.
A défaut, LogemLoiret ferait procéder à leur enlèvement après une mise en demeure à 15 jours restées infructueuse. Les frais de retrait seraient immédiatement imputables au locataire.

3 - ANNEXES PRIVATIVES (Les caves, greniers, garages, parkings et balcons)
Article 3.1
Le locataire s'engage à les entretenir régulièrement et évacuer tous les déchets et détritus qui s'y trouveraient.
Le locataire s'interdit :
- d'entreposer des objets ou des produits dangereux dans les caves, greniers, garages ou balcons (bouteille de gaz, essence, produits toxiques...),
- d'entreposer dans son jardin des objets volumineux ou dangereux, des déchets ou des immondices,
- de céder ou sous-louer les cave, grenier, parking ou garage, ni y héberger même temporairement des personnes, et à informer immédiatement le bailleur de leur occupation illégale,
- de procéder à des vidanges et opérations de réparations et d'entretien de tout véhicule,
- d'entreposer sur le balcon toute forme d'encombrants (objets volumineux, armoires, appareils électro-ménagers, jeux d'enfants quelconques...) et ce, en respect de l'environnement et de la sécurité des personnes (risques de chutes, etc...), d'exposer quoi que ce soit sur les garde-corps de ses fenêtres ou balcon (linge, objet quelconque aux murs), de secouer des vêtements, tapis, paillassons, balais, etc...,
- de faire des barbecues,
- d'installer des paraboles et brises-vues de toute sorte qui est formellement prohibée. Toute demande pour recevoir des chaînes spécifiques doit faire l'objet d'une autorisation écrite de LogemLoiret et recueillir son assentiment.
A défaut, LogemLoiret ferait procéder à leur enlèvement après une mise en demeure à 15 jours restées infructueuse. Les frais de retrait seraient immédiatement imputables au locataire.

4 - CHARGES
Article 4.1
Le locataire doit satisfaire à toutes les charges de la ville, de police et de voirie, dont les locataires sont habituellement tenus.

Article 4.2
Le locataire doit régler directement avec les compagnies intéressées, ses consommations de gaz et d'électricité ; toutefois, en ce qui concerne les consommations d'eau réglées directement par le bailleur aux compagnies intéressées, la répartition sera effectuée soit d'après le relevé du compteur divisionnaire, soit en fonction du type de logement occupé d'après le relevé du compteur général. De même, la consommation électrique des services généraux sera répartie et récupérée au prorata du loyer entre les locataires.

En vue de permettre aux organismes concessionnaires pour les fournitures d'eau, de gaz, d'électricité, de chauffage, etc..., de procéder à la vérification et à l'entretien de leurs installations, le locataire, qu'il ait ou non souscrit une police d'abonnement, doit permettre l'accès de son logement aux agents de ces organismes chargés des travaux de vérification

et d'entretien. Il en est de même pour les employés de sociétés ou organismes ayant placé des compteurs divisionnaires.

5 -CHAUFFAGE
Article 5.1
Le locataire ne doit apporter aucune modification aux installations de chauffage et supporter, s'il y a lieu, les dépenses de remise en état des appareils et installations qui seraient détériorés par son fait.

Article 5.2
En cas de chauffage collectif, sauf cas de force majeure, le chauffage du logement est assuré chaque année, en principe pendant une période de six mois.

Article 5.3
En cas d'interruption du chauffage, et quelle que soit la durée ou la cause de cette interruption, le locataire ne pourra prétendre à aucune indemnité ou diminution de loyer.

Article 5.4
En cas d'inoccupation de l'appartement pendant la période de chauffage, le locataire sera tenu au paiement des frais de chauffage, dans les mêmes conditions que s'il avait occupé les lieux.

Article 5.5
Le locataire s'engage à verser les frais de chauffage directement à l'exploitant titulaire du contrat ou à LogemLoiret suivant le cas. En cas de distribution collective de fuel ou de gaz pétrolier liquéfié, dont le comptage est assuré pour chaque logement, le locataire s'engage à respecter les conditions d'exploitation définies par le contrat passé entre LogemLoiret et l'exploitant ou la société désignée à cet effet notamment en ce qui concerne le règlement des prestations assurées.

Article 5.6
Le locataire ne doit pas faire usage d'appareils d'appoint de chauffage à combustion lente (bois, fuel,pétrole...) ou à bouteille de gaz.

Article 5.7
En cas de sinistre quel qu'il soit, le locataire s'engage à prévenir immédiatement LogemLoiret ou son représentant, sous peine de demeurer personnellement responsable des dégâts dont le montant n'aurait pu par suite de l'omission ou du retard dans cette déclaration, être utilement réclamé à la compagnie qui assure l'immeuble et à transférer à LogemLoiret si celui-ci en fait la demande et jusqu'à concurrence de ce qui pourrait lui être dû, le droit à l'indemnité accordée. En cas de distribution collective de fuel ou de gaz pétrolier liquéfié, dont le comptage est assuré pour chaque logement, le locataire s'engage à respecter les conditions d'exploitation définies par le contrat passé entre LogemLoiret et l'exploitant ou la société désignée à cet effet notamment en ce qui concerne le règlement des prestations assurées.

LE LOCATAIRE ET LE PATRIMOINE DE LOGEMLOIRET
6 - RESPECT DES PARTIES COMMUNES PROPRES AU BÂTIMENT
Article 6.1
Pour mieux vivre ensemble, le locataire, ses ayants droits et les personnes hébergées à titre occasionnel ou reçues par lui doivent respecter les parties communes, ne pas y fumer et s'abstenir de les dégrader de quelque manière que ce soit (tags, bris de vitres, détérioration de boîtes aux lettres...).

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E9-DE

Article 6.2
Le locataire ne doit ni déposer ni suspendre aucun vêtement, linge ou objet quelconque sur les paliers, dans les passages, couloirs, escaliers, ni y secouer des vêtements, tapis, paillassons, balais, ni même y faire de barbecue, etc ...

Article 6.3
Le locataire s'engage à n'entreposer aucun objet (sacs poubelle, vélos, landaus, poussettes, véhicules motorisés, chaussures, meubles à chaussures...) dans les halls d'entrée, voies de circulation des parties communes (hall, couloir, cage d'escalier, escalier, palier, descente de caves, sortie de secours, locaux techniques : local vide-ordures, gaz, EDF...) Les frais d'enlèvement et/ou de nettoyage lui seraient immédiatement imputables suite à une mise en demeure à 8 jours demeurée infructueuse.

Article 6.4
Le locataire s'engage à entreposer UNIQUEMENT bicyclette, landaus, poussettes, tout véhicule motorisé deux roues étant formellement interdit (hormis les fauteuils handicapés) dans les locaux mis à sa disposition. Toutefois, LogemLoiret déclinera toute responsabilité, en cas de vol, le locataire pouvant souscrire une assurance spécifique.

Article 6.5
De même, les gaines techniques ne sont pas des placards d'appoint. Pour des raisons de sécurité et d'accessibilité, il est formellement interdit d'y entreposer quoi que ce soit.

Article 6.6
Il ne pourra être apposé aucun écriteau, plaque, enseigne, boîte aux lettres, inscription, etc... quelles qu'en soient la nature, la teneur ou la forme, sur les murs extérieurs ou intérieurs des immeubles, vestibules, escaliers, paliers, portes, etc... sans l'autorisation écrite de LogemLoiret .

Article 6.7
Occupation et accès aux halls d'entrée et parties communes
(art L126-1, L126-2 et L126-3 du code de la construction et de l'habitation). L'article 61 de la Loi de 2003 porte création de l'article 126-3 ainsi rédigé : « Les voies de fait ou la menace de commettre des violences contre une personne, ou l'entrave apportée, de manière délibérée, à l'accès et à la libre circulation des personnes ou au bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et de sûreté, lorsqu'elles sont commises en réunion de plusieurs auteurs ou complices, dans les entrées, cages d'escaliers ou autres parties communes d'immeubles collectifs d'habitation, sont punies de deux mois d'emprisonnement et de 3 750 € d'amende. ».

Sont punies des mêmes peines, les voies de fait ou la menace de commettre des violences contre une personne, ou l'entrave apportée, de manière délibérée, au bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et de sûreté commises sur les toits des immeubles collectifs d'habitation.
LogemLoiret a donné une autorisation permanente à la Police Nationale, la Gendarmerie Nationale et aux Polices Municipales concernées pour faire respecter cette disposition.

Article 6.8
Il est formellement interdit de jeter des papiers, détritus, débris et objets par les fenêtres, portes, balcons, loggias.
Toutes dégradations des locaux ou des équipements donneront lieu au remboursement des frais de remise en état par la personne les ayant occasionnées et seront passibles d'un recours devant la juridiction pénale.

7 – RESPECT DES ESPACES EXTERIEURS COMMUNS
Il EST INTERDIT :
Article 7.1
- de faire des barbecues, des feux,
- aux véhicules motorisés de circuler et de stationner sur les trottoirs et pelouses, les allées piétonnes ainsi que les aires de jeu, plates-bandes, rampes d'accès, dalles et plus généralement sur toutes les zones interdites aux véhicules à moteur. La vitesse de circulation des véhicules à moteur est limitée à 10km/heure sur les voies privées,
- de faire des rodéos sur l'ensemble des parties privées propriétés de LogemLoiret,
- de stationner de façon gênante, de laisser des véhicules en état d'épave ou en voie d'épavisation, ou hors d'usage : à défaut de s'y conformer et après mise en demeure infructueuse, ceux-ci seront enlevés aux frais exclusifs du locataire propriétaire du véhicule,
- formellement de procéder à des vidanges et opérations de réparations et d'entretien de tout véhicule sur les aires de stationnement et d'utiliser l'eau des parties communes pour le lavage des véhicules,
- de jeter des détritus ou autres immondices dans les espaces extérieurs,

Le non-respect de ces dispositions par le locataire donnera lieu à la facturation d'un nettoyage à ses frais
Toutes dégradations des éléments extérieurs (jeux, bancs, lampadaires...) donneront lieu à remboursement des frais de remplacement ou de remise en état et seront passibles d'un recours devant la juridiction pénale.

Article 7.2
Le locataire s'engage à respecter et à faire respecter par toutes les personnes qu'il reçoit, par tous ses ayants droits et ses animaux domestiques, les arbres, plantations et pelouses ainsi que les aires de jeux et leurs indications

Article 7.3
Le locataire s'engage à limiter au(x) seul(s) véhicule(s) du(des) titulaire(s) du présent contrat l'utilisation du parking affecté à l'immeuble et s'interdit d'y faire pénétrer tout autre véhicule qui devra être stationné à l'extérieur.

Article 7.4
Le locataire s'engage à assurer à tour de rôle, en complément du contrat d'entretien éventuellement souscrit par LogemLoiret, le nettoyage des escaliers et couloirs, le vestibule d'entrée par les attributaires du rez-de-chaussée, les escaliers et le palier de chaque étape par les attributaires de l'étage, et s'il y a lieu la buanderie. Lorsque le bâtiment ne comporte pas d'attributaires au rez-de-chaussée, la cage d'escalier, le vestibule et les couloirs de caves devront être entretenus à tour de rôle, comme il est dit ci-dessus.

Article 7.5
Le locataire s'engage à utiliser les ascenseurs dans des conditions normales et à s'interdire d'y transporter tout véhicule motorisé, encombrants ou autres objets encombrants TRES VOLUMINEUX susceptibles de les détériorer ou salir..., à charge pour lui de supporter les frais d'entretien selon les règles prescrites.
L'usage en est formellement interdit aux enfants non accompagnés. Tout accident qui se produirait en contravention à ces clauses entraînerait la responsabilité exclusive du locataire.

Article 7.6
Il est interdit de laisser les enfants jouer dans les parties communes : escaliers, vestibules, paliers, passages, couloirs, etc..., les parents devront veiller à ce qu'ils ne taguent ni ne dégradent les escaliers, murs, portes, etc.... Ils demeurent pénalement responsables de ces actes.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DEC12025_E9-DE

Article 7.7
Sur les bâtiments dotés d'antennes collectives de télévision, les raccordements sur ces antennes collectives devront faire l'objet d'une demande écrite à LogemLoiret.

LE LOCATAIRE ET SON ATTITUDE CIVIQUE
8 – ATTITUDE CIVIQUE ET RESPECTUEUSE DES PERSONNES ET DES BIENS

Article 8.1
Le locataire ne doit pas exercer, ni laisser exercer dans les lieux loués, aucun travail ou activité qui puisse nuire à la tranquillité des autres locataires, ni faire fonctionner des machines à coudre ou autres, dont le bruit et la trépidation incommoderaient les voisins.

Article 8.2
Le locataire doit respecter les personnels de LogemLoiret (art 433-3 du Code Pénal). Toute menace et/ou agression physique contre un agent de LogemLoiret ou un membre de sa famille fera systématiquement l'objet de procédures contentieuses par LogemLoiret. Extrait de l'article 433 – 3 du code Pénal : « est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende la menace de commettre un crime ou un délit contre les personnes ou les biens proférée à l'encontre d'un agent exerçant pour le compte d'un bailleur des fonctions de gardiennage ou de surveillance des immeubles à usage d'habitation en application de l'article L 127-1 du code de la construction et de l'habitation dans l'exercice ou du fait de ses fonctions, lorsque la qualité de la victime est apparente ou connue de l'auteur. Ces dispositions sont également applicables en cas de menace proférée à l'encontre, et du fait de ces mêmes fonctions, du conjoint, des ascendants et des descendants en ligne directe de cette personne ou de toute autre personne vivant habituellement à son domicile. La peine est portée à 5 ans d'emprisonnement et 75 000 € d'amende lorsqu' il s'agit d'une menace de mort ou d'une menace d'atteinte aux biens dangereuse pour les personnes ».

Article 8.3
Le locataire doit respecter les prestataires de services. Il s'engage à respecter les entreprises mandatées par LogemLoiret pour intervenir dans les bâtiments.

Article 8.4
Le locataire doit respecter ses voisins en s'abstenant de perpétuer des troubles de voisinage (art 1728 Code Civil et art 7 Loi du 6/07/89). Afin que chacun bénéficie de bonnes conditions de vie, chaque occupant doit avoir le souci de ne pas troubler la tranquillité, le repos des voisins, la sécurité de l'immeuble et de ne pas nuire à sa bonne tenue. Les cas d'ivrognerie, violences, dégradations, tapages diurne ou nocturne ne seront pas tolérés. Il en est de même pour les cas de menace, de représailles ou de toutes autres formes d'agression contre les voisins. Par ailleurs, le preneur s'engage à prendre connaissance des arrêtés municipaux et préfectoraux qui précise la réglementation anti-bruit en vigueur sur sa commune.

9 - ANIMAUX
Article 9.1
La possession d'un animal familier est tolérée à la condition expresse qu'il ne cause aucune nuisance au voisinage ni à la bonne tenue des logements (bruyant, malpropre et malodorant), de ses annexes, des parties communes et des espaces extérieurs. Les chiens doivent être tenus en laisse à l'extérieur du logement. Tous les frais consécutifs à des dégradations ou salissures causées par l'animal familier seront automatiquement supportés par le locataire.

Article 9.2
La nourriture d'animaux errants, l'élevage et le commerce d'animaux de quelque race que ce soit (lapins, volailles ou autres) ou d'insectes, sont formellement interdits aussi bien dans le

logement ou les cours, garages, jardins que dans les dépendances ou les parties communes (caves, greniers, halls).

Article 9.3
Le locataire a interdiction de posséder un ou des chiens de type molossoïde visés par l'arrêté du 27 avril 1999 :
Les chiens assimilables par leurs caractéristiques morphologiques aux chiens de race Staffordshire terrier, American Staffordshire terrier, étant communément appelés «Pit-bulls», Les chiens assimilables par leurs caractéristiques morphologiques aux chiens de race Mastiff, étant communément appelés « Boerbull », les chiens de race Rottweiler, les chiens assimilables par leurs caractéristiques morphologiques aux chiens de race Tosa.

10- DETENTION D'ARME
Article 10.1
La détention d'armes sans permis de port d'armes est strictement prohibée. Si la détention est autorisée, la conservation de ou des armes répondra aux obligations légales en vigueur. Tout manquement constaté par LogemLoiret fera l'objet d'un signalement auprès des autorités compétentes.

11 - OBLIGATIONS MUTUELLES
Article 11.1
Le bailleur s'engage à garantir une jouissance paisible des logements à ses locataires. De son côté, le locataire s'engage non seulement à se conformer strictement à toutes les dispositions du présent règlement intérieur, mais aussi aux conditions générales du contrat de location. Ces dispositions sont prises pour la conservation des propriétés (immeubles, cours, jardins, espaces extérieurs…) leur bon aspect, l'ordre, la tranquillité et l'hygiène.

Le manquement à l'une de ces dispositions expose le locataire à une procédure contentieuse devant le juge Judiciaire, notamment pour résiliation de bail.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DEC12025_E9-DE

Adresse	Code postal	Ville	Date mise en location	N° cadre	Code Affaire	Typologie	Surface habitable	Surface utile	Loyer mensuel	Charges mensuelles	Mois de règlement
10 R des Vergers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020218	043704	4	92,78	98,53	1 040,02 €	12,05 €	54,82 €
11 R des Vergers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020266	043712	4	91,17	99,69	1 052,27 €	12,05 €	54,82 €
12 R des Vergers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020220	043706	5	112,42	120,94	1 276,57 €	12,05 €	54,82 €
13 R des Vergers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020270	043705	4	92,2	98,03	1 034,75 €	12,05 €	54,82 €
15 R des Vergers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020272	043713	5	112,42	120,94	1 276,57 €	12,05 €	54,82 €
1 IMP des Pêchers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020288	043697	5	111,19	117,02	1 235,19 €	12,05 €	54,82 €
1 IMP des Pruniers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020298	043724	4	92,78	98,53	1 040,02 €	12,05 €	54,82 €
1 R des Vergers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020222	043707	4	92,2	98,03	1 034,75 €	12,05 €	54,82 €
2 IMP des Pêchers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020274	043698	4	92,2	98,03	1 034,75 €	12,05 €	54,82 €
2 IMP des Pruniers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020290	043725	4	92,2	98,03	1 034,75 €	12,05 €	54,82 €
2 R des Vergers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020129	043700	4	92,2	98,03	1 034,75 €	12,05 €	54,82 €
3 IMP des Pêchers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020286	043699	4	92,78	98,53	1 040,02 €	12,05 €	54,82 €
3 IMP des Pruniers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020296	043726	4	92,78	98,53	1 040,02 €	12,05 €	54,82 €
3 R des Vergers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020224	043708	5	112,42	120,94	1 276,57 €	12,05 €	54,82 €
4 IMP des Pêchers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020276	043714	4	92,78	98,53	1 040,02 €	12,05 €	54,82 €
4 IMP des Pruniers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020292	043727	4	92,78	98,53	1 040,02 €	12,05 €	54,82 €
4 R des Vergers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020131	043701	4	92,78	98,53	1 040,02 €	12,05 €	54,82 €
5 IMP des Pêchers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020284	043715	4	92,2	98,03	1 034,75 €	12,05 €	54,82 €
5 R des Vergers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020226	043709	5	111,19	117,02	1 235,19 €	12,05 €	54,82 €
6 IMP des Pêchers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020278	043716	5	111,19	117,02	1 235,19 €	12,05 €	54,82 €
6 IMP des Pruniers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020294	043728	4	91,17	99,69	1 052,27 €	12,05 €	54,82 €
6 R des Vergers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020214	043702	5	112,42	120,94	1 276,57 €	12,05 €	54,82 €
7 IMP des Pêchers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020282	043717	4	91,17	97,34	1 027,46 €	12,05 €	54,82 €
7 R des Vergers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020260	043710	4	91,17	99,69	1 052,27 €	12,05 €	54,82 €
8 IMP des Pêchers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020280	043723	4	91,17	97,34	1 027,46 €	12,05 €	54,82 €
8 R des Vergers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020216	043703	5	111,19	117,02	1 235,19 €	12,05 €	54,82 €
9 R des Vergers	45400	FLEURY LES AUBRAIS	01/05/2009	020263	043711	5	111,19	117,02	1 235,19 €	12,05 €	54,82 €
									Total mensuel	25,35	286,14

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E9-DE

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E9-DE

Département :
LOIRET

Commune :
FLEURY LES AUBRAIS

Section : BH
Feuille : 000 BH 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1500

Date d'édition : 10/01/2025
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Vous pouvez consulter les informations foncières relatives à ce plan auprès du service de la publicité foncière suivant :
PTGC LOIRET
131 RUE DU FAUBOURG BANNIER
CITE ADMINISTRATIVE COLIGNY 45042
45042 ORLEANS CEDEX 1
tél. -fax

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E10-DE

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU LOIRET

BUREAU DU CASDIS

Réunion du 1er juillet 2025

Voix délibérative : M. VACHER - MME LABADIE – M. BURGEVIN – MME RAVELEAU

VOTE :
En exercice : 5
- Présents : 5
- Votants : 5

DÉCISION DU BUREAU N°D2025-E10

OBJET : Autorisation donnée au Président de signer l'avenant n°5 au contrat de location avec Valloire Habitat

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le contrat de location en date du 30 mai 2003 pour la mise à disposition de 20 logements à Villemandeur par Valloire Habitat au profit du SDIS du Loiret ;

VU Le rapport n°10 du Bureau du Conseil d'administration présenté par M. le Président du Conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;

IL EST DÉCIDÉ : Pour : 5 Contre : 0 Abstention : 0

Article 1er : D'autoriser le Président du Conseil d'administration à signer l'avenant n°5 au contrat de location avec Valloire Habitat, afin d'utiliser le logement n°12 rue du Maréchal De Lattre De Tassigny à Villemandeur à titre collectif (pour les effectifs de garde) ;

Article 2 : D'autoriser le Président ou son représentant à signer tous les documents et actes se rapportant à cette affaire

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 4 : Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours du Loiret est chargé de l'exécution de la présente décision.

Le Président,

Marc GAUDET

195, rue de la Gourdonnerie – SEMOY – 45404 FLEURY LES AUBRAIS- Tel : 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

Valloire Habitat

Groupe ActionLogement

AVENANT N°5 AU CONTRAT DE LOCATION LOGEMENTS INDIVDUELS NON CONVENTIONNES EN DATE DU 30 MAI 2003

ENTRE

La Société dénommée VALLOIRE HABITAT, Société Anonyme d'HLM à Conseil d'Administration au capital de 57.548.280 euros, dont le siège est à ORLEANS (45000), 24 rue du Pot de Fer CS 51717, identifiée au SIREN sous le numéro 086.180.387 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de ORLEANS,

Représentée par Monsieur Bernard VENET, en sa qualité de Directeur de la Clientèle et des Territoires, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après désigné le « Bailleur »

D'une part,

ET

Le SDIS DU LOIRET, représenté par Monsieur Marc GAUDET, en sa qualité de Président du Conseil d'Administration du SDIS, dûment habilité par décision du Bureau n° ..... en date du 1er juillet 2025,

Ci- après désignée le « Locataire »

D'autre part.

PRÉAMBULE

Par convention en date du 30 mai 2003, la société VALLOIRE HABITAT (anciennement la SA d'HLM de MONTARGIS » a donné à bail au SDIS du LOIRET 20 logements individuels sis 1 à 8 Allé Hélène BOUCHER (zone II) et 11 au 14 et 16 au 23 Rue du Maréchal de LATTRE de TASSIGNY (zone I) au lieu-dit « Les Colombiers » à VILLEMANDEUR, ainsi que leurs équipements afférents (boites à lettres et jardins), à des fins de sous-location en faveur des effectifs du SDIS 45.

Par courrier en date du 5 mai 2025, la SDIS a demandé à VALLOIRE HABITAT si la destination du logement n°22 pouvait être modifiée et désormais utilisé non plus à des fins d'habitation mais à un local pour les temps de garde des pompiers.

VALLOIRE HABITAT ayant consenti à cette demande, les parties se sont rapprochées à l'effet de conclure le présent avenant.

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent avenant a pour objet de modifier la destination du logement n°22 sis 22 avenue de Lattre de Tassigny à Villemandeur.

ARTICLE 2 – MODIFICATION DE L'ARTICLE N°5-1 « NATURE DE LA LOCATION »

L'article n°5-1 « Nature de la location » de la convention initiale est supprimé et remplacé comme suit :

« Le locataire pourra sous-louer les lieux loués à usage d'habitation personnelle, mais restera tenu vis-à-vis de l'organisme de toutes les charges et obligations résultant de l'application du présent Bail. Le Locataire est principalement responsable vis-à-vis du Bailleur du respect de toutes les conditions du présent bail, qu'elles aient ou non été reportées dans le contrat de sous-location pour être mises à charges du sous-locataire qu'il aura désigné.

Il ne pourra laisser y exercer aucune activité professionnelle, artisanale, commerciale, libérale, confessionnelle, syndicale ou associative sans autorisation écrite du Bailleur.

Le logement loué devra constituer la résidence principale effective du sous-locataire.

Le Bailleur accepte que le logement n°22 sis 22 avenue de Lattre de Tassigny à Villemandeur, puisse servir de logement aux effectifs de garde du SDIS 45 et ne soit ainsi pas utilisé comme résidence principale d'un sous-locataire désigné par le Locataire. Ce mode d'occupation, comme le mode d'occupation principal des logements loués (sous-location à usage d'habitation personnel en faveur des effectifs du SDIS 45 bénéficiaires d'un logement de fonction), restera lui aussi placé sous l'entière responsabilité du SDIS du LOIRET qui se chargera d'organiser les conditions d'accès du logement et répondra de tous désordres éventuels (dégradations, troubles de voisinage ou autres...) auxquels il pourrait donner lieu.

Toute subrogation du présent doit au contrat de location, en tout ou partie, est interdite sous quelque forme que ce soit.

Les obligations suivantes sont mises à la charge du locataire qui veillera, en tout état de cause, à leur strict respect pour le(s) sous-locataire(s) dont il demeurera garant et responsable, qu'il ait ou non reporté ces obligations dans les contrats de sous-location successifs.

Le Locataire s'engage à ne faire aucun changement de distribution, scellement, percement de cloisons ou modifications quelconques des lieux sans l'autorisation écrite du Bailleur. Dans le cas où ces travaux intéresseraient le gros œuvre, ils ne pourraient être exécutés que sous la direction de l'architecte du Bailleur ; dans le cas contrat, ils pourraient être exécutés par l'architecte du Locataire mais sous la surveillance de l'architecte du Bailleur. Dans l'u ou l'autre cas, tous les frais occasionnés par les travaux ainsi que les honoraires de l'architecte du Bailleur seraient à la charge du seul Locataire. Tous embellissements et améliorations que le Locataire pourrait faire dans les lieux loués resteront, en fin de location et de quelque manière qu'elle arrive, la propriété du Bailleur sans indemnité, à mains que le Bailleur ne préfère demande le rétablissement des lieux dans leur état primitif, aux frais du Preneur.

Le Locataire s'oblige à ne pas installer de constructions quelconques sans autorisation écrite du Bailleur : toute adjonction tendant à modifier l'état des lieux (appentis, baraque, clapiers, poulailler, garage, etc.) est

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E10-DE

formellement prohibée. Dans le cas où le Locataire se croirait, sans titre, autorisé à faire des adjonctions, il s'exposerait à être mis en demeure de remettre à ses frais les lieux dans leur état primitif.

Le Locataire s'engage à ne poser ou faire poser aucune antenne individuelle (télévision, radio, amateur, C.B, réception satellite) sans l'accord écrit préalable du Bailleur.

De même, le Locataire doit s'interdire tout acte pouvant nuire à la tranquillité des voisins et veiller à ne pas les incommoder, de jour comme de nuit, par l'usage d'appareils bruyants.

--

Le présent avenant entrera en vigueur à compter de sa signature entre les Parties

Toutes les autres clauses de la convention initiale et des avenants en vigueur restent inchangées et demeurent applicables.

Le présent avenant est établi en 2 exemplaires originaux.

Fait à

Le

Pour le SDIS du LOIRET

Monsieur Marc GAUDET Président du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret

Pour VALLOIRE HABITAT

Monsieur Bernard VENET
Directeur de la Clientèle et du Patrimoine

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E10-DE

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E11-DE

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DU LOIRET

BUREAU DU CASDIS

Réunion du 1er juillet 2025

Voix délibérative : M. VACHER - MME LABADIE – M. BURGEVIN – MME RAVELEAU

VOTE :
En exercice : 5
- Présents : 5
- Votants : 5

DÉCISION DU BUREAU N°D2025-E11

OBJET : Autorisation donnée au Président de signer la convention de mise à disposition de moyens au profit de l'association de la Musique Départementale des Sapeurs-Pompiers du Loiret (MDSP45)

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le projet de convention ;

VU Le rapport n°11 du Bureau du Conseil d'administration présenté par M. le Président du Conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;

IL EST DÉCIDÉ : Pour : 5 Contre : 0 Abstention : 0

Article 1er : D'autoriser le Président du Conseil d'administration à signer la convention de mise à disposition de moyens avec l'association de la Musique Départementale des Sapeurs-Pompiers du Loiret (MDSP45) telle que jointe en annexe.

Article 2 : La présente convention prendra effet à compter de la signature des parties. Elle est conclue pour une durée de cinq (5) ans.

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 4 : Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours du Loiret et Mme la Comptable publique sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Le Président,

Marc GAUDET

195, rue de la Gourdonnerie – SEMOY – 45404 FLEURY LES AUBRAIS- Tel : 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE MOYENS

Entre
Le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret, Etablissement public dénommé ci-après SDIS du Loiret ou SDIS 45.
Domicilié 195 rue de la Gourdonnerie 45400 Semoy,
Représenté par le Président du Conseil d'administration du SDIS 45 Monsieur GAUDET Marc, dûment habilité par décision du bureau n° en date du

D'une part,

Et

La Musique Départementale des Sapeurs-Pompiers du Loiret
Association dénommée ci-après « La Musique Départementale des Sapeurs-Pompiers du Loiret ou MDSPL ou MDSP 45
Domiciliée au 195 rue de la Gourdonnerie à Semoy représentée par le Président de l'association Monsieur DUVEY Patrick, Président de l'association.
D'autre part.

Il est convenu ce qui suit

Titre 1 : Objet

Article 1
La présente convention a pour but de définir et de formaliser les pratiques et relations établies entre le SDIS 45 et la MDSP 45.

Elle définit les conditions de mise à disposition de moyens relevant du SDIS 45 au profit de l'association.

Article 2
La MDSP45 est une association à vocation culturelle et musicale. En ce sens, elle a pour but de resserrer les liens entre les musiciens venus de tous horizons et les musiciens sapeurs-pompiers. La tenue qu'ils portent en public est basée sur l'uniforme officiel des sapeurs-pompiers français.

Elle assure également la couverture musicale des manifestations officielles du SDIS 45.

Article 3
Le Groupement citoyenneté, communication et développement du volontariat est le seul interlocuteur de la MDSP 45 pour ce qui concerne les demandes musicales au profit du service.
Le Groupement citoyenneté, communication et développement du volontariat établit un calendrier des demandes de prestations musicales et le communique à l'association.

Le président de la MDSP 45 communique régulièrement le calendrier de l'orchestre audit service et coordonne les différentes demandes.

La MDSP45 s'engage a minima à fournir gracieusement deux prestations par an notamment à l'occasion des cérémonies protocolaires de la Sainte Barbe Départementale et de la Journée Nationale des sapeurs-pompiers. Le cas échéant, des prestations supplémentaires peuvent être sollicitées par le service, à l'occasion de manifestations particulières (honneurs funèbres...) ou d'ampleur supra départementale (Congrès régional ou National, ...).

Titre 2 : Administration

Article 4
La MDSP 45 est une association partenaire de l'UDSPL 45.

Elle assure et prend en charge la totalité des démarches administratives comptables et financières liées à ses activités.

Elle assure l'entière responsabilité de sa gestion. En aucun cas, les organisations relevant des sapeurs-pompiers ne sauraient être tenus responsables ou solidaires des conséquences de cette gestion.

Article 5

Les fournitures de bureau, matériel téléphonique et informatique sont à la charge de l'association. Néanmoins, un accès au photocopieur est accordé pendant les heures d'ouverture du bâtiment administratif.

Article 6

6-1 – Afin de soutenir les actions de l'association mentionnées à l'article 2 ci-dessus, et à condition que cette dernière respecte toutes les clauses de la présente convention, le SDIS d Loiret s'engage à verser à l'association une subvention annuelle de fonctionnement au titre d l'aide à ses activités musicales et au développement de l'orchestre.

6.2 – Le montant de la subvention annuelle de fonctionnement versée par le SDIS du Loiret e déterminé par le Conseil d'administration du SDIS du Loiret au vu de la demande écrite formul par l'association.

6.3 – Pour appuyer sa demande de subvention annuelle de fonctionnement pour l'année N l'association présentera au SDIS, avant le 15 septembre de l'année N-1, un dossier comprenant
- un rapport d'activité de l'année N-1
- un budget prévisionnel de l'association établi au titre de l'année à venir, dans lequel devro figurer notamment les financements et les subventions attendus, en application des disposition de l'article L 1611-4 du Code général des collectivités territoriales

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E11-DE

- un programme détaillé des actions et activités de l'association pour l'année N

L'association s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour respecter le programme détaillé et le budget prévisionnel.

6.4 – Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera en une fois avant la fin du mois d'avril de l'année N.

Article 7
Le SDIS 45 prend en charge financièrement dans la mesure de ses possibilités, la confection de tenues de sortie et de coiffes pour les nouvelles recrues. Les personnes sortantes de l'association ou nécessitant un changement de taille devront restituer au SDIS 45 leurs tenues.

Titre 3 : Locaux

Article 8
Le SDIS 45 met à disposition de la MDSP 45 des locaux communs à la maison des associations avec d'autres utilisateurs.

Le SDIS 45 prend à sa charge les frais de fonctionnement afférents (électricité, éclairage, chauffage, eau).

Ces locaux sont situés sur le site du SDIS 45, 195 rue de la Gourdonnerie 45400 Semoy.

Article 9
Le bénéficiaire s'engage à conserver les locaux et le matériel de la présente convention en état d'utilisation et notamment à respecter et faire respecter par tous ses membres et par toutes personnes présentes sur les lieux à quelque titre que ce soit, le règlement intérieur et toutes les dispositions légales et réglementaires.

La MDSP 45 assurera constamment la propreté et l'enlèvement des déchets de toutes natures résultant de l'occupation des locaux, dans les conditions et suivant les modalités régissant le traitement des déchets ménagers et assimilées.

Elle ne pourra rien faire ni laisser faire qui puisse détériorer les locaux, équipements, matériels et mobiliers, objets de la présente convention. Le bénéficiaire devra répondre des dégradations et pertes survenant pendant la durée de l'occupation des locaux dont il a la mise à disposition, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu par cas de force majeure ou par la faute du propriétaire. Une déclaration d'assurance devra être effectuée en cas de dommages survenus à l'occasion de cette mise à disposition.

Tout aménagement des locaux devra faire l'objet d'une demande d'autorisation motivée auprès des services du SDIS. Si des aménagements sont réalisés sans l'accord du propriétaire, le bénéficiaire devra rétablir les lieux dans leur état primitif à ses frais.

La MDSP 45 devra laisser exécuter dans les locaux, objet de la présente convention, les travaux d'amélioration ainsi que les travaux nécessaires au maintien en état et de l'entretien des locaux occupés.

Titre 4 : Matériels

Article 10
Dans le cadre de ses déplacements, la MDSP 45 peut faire des demandes de véhicules de service (VL, VTU ou VTP) pour le transport du personnel et du matériel, sous réserve de leur disponibilité opérationnelle.
La conduite de ces véhicules doit se faire dans le respect des règles du code de la route et des consignes et notes techniques départementales.

L'utilisation des avertisseurs sonores et lumineux est strictement interdite.

Titre 5 : Communication

Article 11
Toute publicité faite par la MDSP 45 Musique pour l'orchestre et engageant l'image des Sapeurs-Pompiers sera soumise au SDIS pour avis.
Le service Communication peut aider la MDSP 45 pour la conception ou la promotion de divers projets.

Article 12
Le SDIS 45 aura à cœur à promouvoir la musique au sein des réunions ou rassemblements professionnels et notamment par la diffusion sur tout support de communication interne et externe appartenant au SDIS 45, les informations relatives à l'actualité musicale de la Musique.

Titre 6 : Modification

Article 13
Chacune des parties porte à la connaissance de l'autre les modifications éventuelles qu'elle souhaite voir apporter aux dispositions de la présente convention, par écrit. Elle fera alors l'objet d'un avenant.

Titre 7 : Durée et résiliation

Article 14
La présente convention entre en vigueur à la date de sa signature par les deux parties pour une durée de cinq ans.

Les dispositions de la présente convention peuvent, par ailleurs, prendre fin à tout moment à la demande du Président de la MDSP 45 ou du SDIS 45 après un préavis de trois mois.

Titre 8 : Règlement des différends

Article 15
Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application de la présente convention, les cocontractan s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute acti contentieuse.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, une procédu amiable sera recherchée avant tout recours contentieux. En cas d'échec, les litiges seront port devant le tribunal compétent.

Fait à Semoy, le

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E11-DE

Le Président du Conseil d'Administration
du SDIS du Loiret

Marc GAUDET

Le Président de la Musique Départementale
des Sapeurs-pompiers du Loiret

Patrick Duvey

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E11-DE

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E12-DE

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU LOIRET

BUREAU DU CASDIS

Réunion du 1er juillet 2025

Voix délibérative : M. VACHER - MME LABADIE – M. BURGEVIN – MME RAVELEAU

VOTE :
En exercice : 5
- Présents : 5
- Votants : 5

DÉCISION DU BUREAU N°D2025-E12

OBJET : Autorisation donnée au Président de signer la convention relative à la mise en place de l'éco-pâturage au CIS de GIEN

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le projet de convention ;

VU Le rapport n°12 du Bureau du Conseil d'administration présenté par M. le Président du Conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours ;

Considérant l'intérêt de recourir à un entretien du terrain du Centre d'Incendie et de Secours de GIEN par éco-pâturage ;

IL EST DÉCIDÉ : Pour : 5 Contre : 0 Abstention : 0

Article 1er : De confier à titre gracieux l'entretien du terrain par éco-pâturage situé 16, chemin de la Saulaie – 45500 GIEN, à Mme Chantal CAPGRAS domiciliée LD Faverats 45360 PIERREFITTE-ÈS-BOIS, propriétaire du troupeau de moutons.
Le SDIS s'engage à régler 50 € TTC par mois de complément alimentaire en foin.

Article 2 : De signer la convention d'éco-pâturage correspondante, telle que jointe en annexe, conclue pour une durée d'un an à compter de la signature des parties. Elle sera renouvelable par tacite reconduction dans la limite de cinq (5) ans.

Article 3 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 4 : Le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours du Loiret et Mme la Comptable publique sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Le Président,

Marc GAUDET

195, rue de la Gourdonnerie – SEMOY – 45404 FLEURY LES AUBRAIS- Tel : 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

Convention relative à la mise en place de l'éco-pâturage au CIS Gien

Entre

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret, représenté par Monsieur Marc GAUDET, Président du Conseil d'administration du SDIS agissant en application de la décision n° du Bureau

en date du 1er juillet 2025, dont le siège est situé 195 rue de la Gourdonnerie SEMOY -45404 FLEURY LES AUBRAIS, ci-après dénommé le SDIS, d'une part,

Et

Madame Chantal CAPGRAS propriétaire du troupeau, domiciliée aux Faverats 45360 Pierrefitte-ès-Bois, ferme en nom propre, ci-après dénommée « l'occupant » d'autre part.

Préambule

La présente convention intervient suite à la candidature de l'occupant pour l'occupation de la surface en herbe du centre d'incendie et de secours de Gien. Possédant à titre professionnel un troupeau de moutons identifiés par boucle électronique, la propriétaire Madame Chantal CAPGRAS, souhaite avoir l'autorisation de les faire pâturer sur la surface en herbe du centre d'incendie et de secours de Gien. Il est donc ici question de cadrer juridiquement l'occupation privative du domaine public au bénéfice de l'occupant.

CECI EXPOSE IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1-OBJET

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le SDIS autorise l'occupant à occuper à titre précaire et révocable, la parcelle du CIS GIEN décrite à l'article 2 ci-dessous.

ARTICLE 2 –DESIGNATION ET DESCRIPTION DES PARCELLES OCCUPEES

L'occupant est autorisé à occuper la surface en herbe du CIS GIEN situé 16 chemin de la Saulaie 45500 Gien.

La surface utile est d'environ 2000 m2

Le plan du site est indiqué en Annexe 1.

ARTICLE 3 CADRE JURIDIQUE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation privative temporaire du domaine public.

A ce titre, l'occupation des parcelles est exercée par l'occupant à titre précaire et révocable.

Par conséquent, l'occupant ne pourra prévaloir d'aucune règlementation de type civile ou commerciale pour justifier un quelconque droit au maintien de son occupation sur ces parcelles.

L'autorisation d'occupation est consentie à l'occupant à titre exclusif et l'occupant ne pourra le céder à un tiers.

En contrepartie, le SDIS exige que l'occupant accomplisse les obligations décrites ci-dessous et qui tiennent essentiellement au caractère sensible des espaces occupés.

ARTICLE 4-DROITS ET OBLIGATIONS DES OCCUPANTS

L'occupant est tenu au respect de la règlementation sur l'environnement en sus des obligations mentionnées ci-après.

De manière générale, l'occupant déclare avoir une parfaite connaissance desdits lieux et accepter en l'état, renonçant à réclamer une indemnité pour quelque motif que ce soit.

La parcelle occupée sera exclusivement destinée à l'activité de pâturage.

L'occupant s'engage à y faire pâturer ses animaux sur la base des conditions suivantes :

- L'effectif des animaux n'excèdera pas un nombre raisonnable compte tenu de l'état de la végétation et de la superficie.
- Tout labour, amendement, apport d'engrais, traitement et ensemencement des prairies sont interdits.
- Un panneau règlementaire de sécurité sera mis sur le parc, visible de tous.
- Tout ce qui concerne des moutons sont à la charge de l'occupant (vermifuge, parage, tonte..).

ARTICLE 5-DROITS ET OBLIGATIONS DU SDIS

Les agents du SDIS ainsi que toute personne mandatée par lui, ont libre accès aux parcelles occupées en tout temps et en tous lieux, dans le respect des matériels de l'occupant.

En cas de travaux l'occupant sera prévenu au préalable de la nature et de la date de leur exécution.

A tout moment, selon les besoins et nécessités opérationnelles du SDIS, il pourra ainsi être demandé l'évacuation du troupeau de la parcelle.

Les coordonnées de l'occupant seront transmises au CIS GIEN et au service batimentaire du SDIS. Elles devront être actualisées en cas de modification.

Le SDIS s'engage à payer les compléments alimentaires de foin à hauteur de 50€ par mois ainsi que des produits désinfectants nécessaires à l'entretien durant l'année en vertu des normes de la direction départementale de la protection des populations (DDPP) 45 en vigueur.

Il met en place les aménagements nécessaires à l'accueil des moutons sur le site (clôture de mouton aux normes, abris...) et s'occupe de l'entretien.

L'eau et le nettoyage du terrain sont à la charge du SDIS hors déchets.

ARTICLE 6-ETAT DES LIEUX

Un état des lieux sera établi contradictoirement entre les parties avant l'entrée en jouissance par l'occupant des terrains et avant sa sortie des lieux.

L'occupant est tenu de restituer l'ensemble de la parcelle dans le même état que celui dans lequel elle lui confiée (hors dégradation normale due à la présence des animaux sur celle-ci).

ARTICLE 7 RESPONSABILITES

L'occupant répondra de tous les dommages ou accidents survenus du fait de son activité ou du manquement ou plusieurs obligations prévues au présent contrat. Une déclaration d'assurance sera faite à cet effet.

Dans tous les cas d'effraction, de déprédation, de vol, de perte ou dommage survenant aux personnes et/o biens une déclaration d'assurance sera effectuée par l'occupant et le SDIS.

Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E12-DE

ARTICLE 8-ASSURANCES

8-1 Attestations d'assurances.

L'occupant s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance au titre des risques liés à son occupation et notamment en matière de responsabilité civile, de risques incendie et de risques liés au vandalisme et à la dégradation des lieux mis à disposition.

La preuve de la souscription de ces assurances devra être fournie au SDIS.

A défaut la présente convention ne pourra régulièrement se former ni se poursuivre.

8-2 Signalement de sinistre ou d'incident.

L'occupant s'oblige à signaler immédiatement au SDIS tout incident ou tout dommage susceptible de préjudicier au domaine public et/aux droits du SDIS.

ARTICLE 9-DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La convention prendra effet à compter de sa signature par les deux parties pour une durée de 5 ans.

Les parties conviennent de se rapprocher quatre mois avant le terme de la présente convention dans l'éventualité de la conclusion d'une nouvelle convention temporaire du domaine public.

ARTICLE 10 –RESILIATION

La présente convention pourra être, à tout moment, résiliée par l'occupant moyennant le respect d'un préavis d'un mois adressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La présente convention étant soumise au régime de l'occupation du domaine public, elle revêt un caractère précaire et révocable et il pourra de ce fait y être mis fin par le SDIS, à tout moment, sans préavis et sans indemnité.

ARTICLE 11-MODIFICATION

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant entre les parties.

ARTICLE12-LITIGES

Il est expressément convenu entre les parties que tout litige susceptible de survenir dans l'application de la présente convention devra au préalable à toute action devant la juridiction compétente, faire l'objet d'une concertation entre les parties en vue d'une solution à l'amiable.

Fait en deux (2) exemplaires

Le

A Semoy — A Pierrefitte-ès-Bois

Pour le Président

du Conseil d'administration du SDIS — Chantal CAPGRAS

Annexe 1 : Plan du site



Envoyé en préfecture le 03/07/2025
Reçu en préfecture le 03/07/2025
Publié le 03/07/2025
ID : 045-284500253-20250701-DECI2025_E12-DE

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DU LOIRET

N° 61 – JUILLET 2025

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

PARTIE 2

ARRÊTÉS

195, rue de la Gourdonnerie – SEMOY – 45404 FLEURY LES AUBRAIS- Tel : 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DU LOIRET

N° 61 – JUILLET 2025

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ARRÊTÉS
du Président du CASDIS

195, rue de la Gourdonnerie – SEMOY – 45404 FLEURY LES AUBRAIS- Tel : 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025
ID : 045-284500253-20250519-ARR_41_SERGENT-AR

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DU LOIRET

GROUPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES
SERVICE CARRIERES, REMUNERATIONS ET INDEMNITES

**LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS**

Arrêté n° 41 du 06/05/2025

Objet : Liste d'aptitude à l'emploi de sergent de sapeurs-pompiers professionnels suite à réussite au concours interne.

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 90-850 du 25 septembre 1990 modifié portant dispositions communes relatives à l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels,

Vu le décret n° 2012-521 du 20 avril 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des sous-officiers de sapeurs-pompiers professionnels,

Vu la délibération n° 2024-C11 du 18 octobre 2024 portant révision des lignes directrices de gestion fixant les orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours pour le service départemental d'incendie et de secours du Loiret,

Vu le tableau des effectifs du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret,

Considérant que Messieurs Benjamin COMPIN et Cédric LAMBERT sont inscrits sur la liste d'aptitude au concours interne d'accès au grade de sergent de sapeurs-pompiers professionnels établie par le Service Départemental d'Incendie et de Secours organisateur,

Sur la proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du Loiret,

ARRÊTE

Article 1er
Sont inscrits sur la liste d'aptitude à l'emploi de sergent de sapeurs-pompiers professionnels :

- **Benjamin COMPIN**
- **Cédric LAMBERT**

Article 2
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret et d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d'Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif d'Orléans peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr.

195, rue de la Gourdonnerie – 45404 FLEURY LES AUBRAIS CEDEX - Tel : 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025
ID : 045-284500253-20250519-ARR_41_SERGENT-AR

Arrêté n°41 du 06/05/2025

Article 3
Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du LOIRET, Madame le comptable public de la Paierie Centre Val de Loire et Loiret sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret.

Le Président,

Marc GAUDET

Notifié le :

Signature :

Ampliations :

Recueil des actes administratifs
Affichage
GRH/CRI

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250623-2025_ARR42_F3SC-AR

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU LOIRET

GROUPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES
SERVICE CARRIERES, REMUNERATIONS ET INDEMNITES

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

Arrêté n° 42 du 23 JUIN 2025

Objet : Composition de la Formation Spécialisée en matière de Santé, Sécurité et de Conditions de Travail.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux Comités Sociaux Territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, notamment ses articles portant sur la Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail,

Vu l'arrêté n° 32 du 12 juillet 2024 fixant la composition de la Formation Spécialisée en matière de Santé, Sécurité et de Conditions de Travail,

Vu la délibération n° 2024-C21-2 du 18 octobre 2024 du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) du Loiret portant ajustement de la désignation des membres de l'administration aux instances du SDIS du Loiret,

ARRÊTE

Article 1er
La composition de la Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail est ainsi modifiée :

PRÉSIDENT :

Titulaire	Suppléant
▪ Gilles BURGEVIN	▪ Jean-Paul BILLAULT

REPRÉSENTANTS DE L'ADMINISTRATION :

Titulaires	Suppléants
▪ Ludivine RAVELEAU ▪ Gilles PRONO ▪ Philippe VACHER ▪ Gérard LARCHERON ▪ Grégoire CHAPUIS	▪ Laurence BELLAIS ▪ Jacques MESAS ▪ Line FLEURY ▪ Vanessa SLIMANI ▪ Isabelle LANSON

195, rue de la Gourdonnerie – 45404 FLEURY LES AUBRAIS CEDEX - Tel : 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250623-2025_ARR42_F3SC-AR

Arrêté n° 42 du 23 JUIN 2025

Article 2

REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL :

Titulaires	Suppléants
▪ Jérémie WALLON ▪ Estelle GALVAO ▪ Jérôme SANFILIPPO ▪ Sébastien VOISE ▪ Quentin BISSERIER ▪ Yoann RAVARD	▪ Medhy THILLOUX ▪ Christophe PORTRAIT ▪ Gaël CHAMPAGNE ▪ Olivier ALVES ▪ Cédric LAMBERT ▪ Mickaël DESCHAMPS

Article 3
Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du LOIRET est membre de droit avec voix consultative.

Article 4
L'arrêté du 12 juillet 2024 susvisé est abrogé.

Article 5
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret et d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d'Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif d'Orléans peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr.

Article 6
Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du LOIRET est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

LE PRESIDENT,

Marc GAUDET

AMPLIATIONS :
1 – Recueil des actes administratifs
1 – Préfecture
1 – Affichage
1 – GRH
1 – G2AG

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250623-2025_ARR43_CAP-AR

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DEPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DU LOIRET

GROUPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES
SERVICE CARRIERES, REMUNERATIONS ET INDEMNITES

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

Arrêté n° 43 du 23 JUIN 2025

Objet : Composition de la Commission Administrative Paritaire spécifique aux personnels administratifs et techniques de catégorie C.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 modifié relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et leurs établissements publics,

Vu l'arrêté n° 38 du 09 avril 2025 fixant la composition de la Commission Administrative Paritaire des personnels administratifs et technique de catégorie C,

Vu la délibération n° 2024-C21-2 du 18 octobre 2024 du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) du Loiret portant ajustement de la désignation des membres de l'administration aux instances du SDIS du Loiret,

ARRÊTE

Article 1er
La composition de la Commission Administrative Paritaire des personnels administratifs et techniques de catégorie C est ainsi modifiée :

PRÉSIDENT :

Titulaire	Suppléant
▪ Philippe VACHER	▪ Marc GAUDET

REPRÉSENTANTS DE L'ADMINISTRATION :

Titulaires	Suppléants
▪ Nadia LABADIE ▪ Ludivine RAVELEAU ▪ Isabelle LANSON	▪ Nelly DURY ▪ Francis CAMMAL ▪ Gérard LARCHERON

195, rue de la Gourdonnerie – 45404 FLEURY LES AUBRAIS CEDEX - Tel : 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250623-2025_ARR43_CAP-AR

Arrêté n° 43 du 23 JUIN 2025

Article 2

REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL :

Titulaires	Suppléants
▪ Ludovic BERTHELOT ▪ Didier RAMEAU ▪ Estelle GALVAO ▪ Annabelle ASTARICK	▪ Prescilla SUREAU ▪ Denis ROUSSEAU ▪ Gaël CHAMPAGNE ▪ Samuel MORENO

Article 3
Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du LOIRET est membre de droit avec voix consultative.

Article 4
L'arrêté du 09 avril 2025 susvisé est abrogé.

Article 5
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret et d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d'Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif d'Orléans peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http://telerecours.fr.

Article 6
Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du LOIRET est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

LE PRESIDENT,

Marc GAUDET.

AMPLIATIONS :
1 – Recueil des actes administratifs
1 – Préfecture
1 – Affichage
1 – GRH
1 – G2AG

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250623-2025_ARR44_CAP-AR

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU LOIRET

GROUPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES
SERVICE CARRIERES, REMUNERATIONS ET INDEMNITES

LE PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

Arrêté n° 44 du 23 JUIN 2025

Objet : Composition de la Commission Administrative Paritaire spécifique aux sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n° 89-229 du 17 avril 1989 modifié relatif aux Commissions Administratives Paritaires des collectivités territoriales et leurs établissements publics,

Vu l'arrêté n° 39 du 09 avril 2025 fixant la composition de la Commission Administrative Paritaire des personnels administratifs et technique de catégorie C,

Vu la délibération n° 2024-C21-2 du 18 octobre 2024 du Conseil d'Administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) du Loiret portant ajustement de la désignation des membres de l'administration aux instances du SDIS du Loiret,

ARRÊTE

Article 1er

La composition de la Commission Administrative Paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C est ainsi modifiée :

PRÉSIDENT :

Titulaire	Suppléant
▪ Philippe VACHER	▪ Marc GAUDET

REPRÉSENTANTS DE L'ADMINISTRATION :

Titulaires	Suppléants
▪ Nadia LABADIE ▪ Ludivine RAVELEAU ▪ Isabelle LANSON ▪ Gérard LARCHERON	▪ Nelly DURY ▪ Jean-Paul BILLAULT ▪ Vanessa SLIMANI ▪ Jean-Pierre DURAND

195, rue de la Gourdonnerie – 45404 FLEURY LES AUBRAIS CEDEX - Tel : 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

Envoyé en préfecture le 25/06/2025
Reçu en préfecture le 25/06/2025
Publié le 25/06/2025
ID : 045-284500253-20250623-2025_ARR44_CAP-AR

Arrêté n° 44 du 23 JUIN 2025

Article 2

REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL :

Titulaires	Suppléants
▪ Denis DICOP ▪ Jérémie WALLON ▪ Nicolas PUBERT ▪ Jean-Charles PARARD ▪ Fabien ROUILLARD	▪ Anthony BLONDIAU ▪ Alexis JACQUET ▪ Medhy THILLOUX ▪ Cédric LAMBERT ▪ Olivier LACHASSE

Article 3
Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du LOIRET est membre de droit avec voix consultative.

Article 4
L'arrêté du 09 avril 2025 susvisé est abrogé.

Article 5
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président du Service Départemental d'Incendie et de Secours du Loiret et d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif d'Orléans, situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le Tribunal Administratif d'Orléans peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet http[illegible].fr.

Article 6
Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du LOIRET est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

LE PRESIDENT,

Marc GAUDET

AMPLIATIONS :
1 – Recueil des actes administratifs
1 – Préfecture
1 – Affichage
1 – GRH
1 – G2AG

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'INCENDIE ET DE SECOURS
DU LOIRET

N° 61 – JUILLET 2025

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ARRÊTÉS
du Directeur Départemental du SDIS du Loiret

195, rue de la Gourdonnerie – SEMOY – 45404 FLEURY LES AUBRAIS- Tel : 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

Envoyé en préfecture le 20/06/2025
Reçu en préfecture le 20/06/2025
Publié le 20/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-ARR_14_COMITJSP-AR

SAPEURS POMPIERS LOIRET

SERVICE D'INCENDIE ET DE SECOURS DU LOIRET

DIRECTION

LE DIRECTEUR DEPARTEMENTAL DES SERVICES DEPARTEMENTAUX D'INCENDIE ET DE SECOURS

Arrêté n° 14 du 20 JUIN 2025

Objet : COMITÉ PÉDAGOGIQUE DÉPARTEMENTAL DU SDIS DU LOIRET

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le Décret 2021-1569 du 3 décembre 2021 relatif à la formation et au brevet national de jeune sapeur-pompier et de jeune marin pompier ;

VU L'arrêté interministériel du 3 décembre 2021relatif à la formation et au brevet national de jeune sapeur-pompier et de jeune marin pompier ;

VU Les référentiels nationaux de formation et d'évaluation de JSP de la DGSCGC fixant l'organisation de la formation et au brevet national de jeunes sapeurs-pompiers ;

VU L'arrêté préfectoral portant habilitation de formation de jeunes sapeurs-pompiers de l'UDSPL ;

ARRÊTE

Article 1er

En application de l'article 6 du décret susvisé, il est institué au sein du SDIS45, un comité pédagogique départemental chargé notamment d'assurer la continuité pédagogique dans l'organisation de la formation et des modalités d'évaluation des JSP.

Article 2

Le comité pédagogique est composé comme suit :

- Le Contrôleur Général Christophe FUCHS ou son représentant, Président du Comité ;
- La médecin-cheffe Claire GENÈVE, ou son représentant ;
- Le Capitaine Nicolas BOUBAULT, Président de l'UDSPL ou son représentant ;
- Le Lieutenant 2ème Cl. Emmanuel BARBET, délégué de la commission JSP au sein de l'UDSPL ;
- Le Commandant Yoann RAVARD, adjoint au chef de groupement des opérations et des compétences ;

- Les responsables des sections locales de jeunes sapeurs-pompiers :

  - Beaugency : Sergent-chef Lionel CHARDIN
  - Chaingy : Adjudant-chef Frédéric FORTES
  - Corbeilles/Beaune/Bellegarde : Adjudant Isabelle THEVRET
  - Ferrières : Caporal-chef Frédéric LEDOUX
  - Gien : Adjudant Ludovic HERVY
  - Jargeau : Adjudant Frédéric FRANCOIS
  - Malesherbes : Lieutenant José NOVO
  - Meung/Loire : Adjudant-chef Philippe FRANCOIS

195, rue de la Gourdonnerie – 45404 FLEURY LES AUBRAIS CEDEX - Tel : 02.38.523.523 - Fax : 02.38.523.500

Envoyé en préfecture le 20/06/2025
Reçu en préfecture le 20/06/2025
Publié le 20/06/2025
ID : 045-284500253-20250620-ARR_14_COMITJSP-AR

- Orléans Nord : Caporal-chef Guillaume BLANLUET
- Orléans Sud : Adjudant-chef François CARACOTTE
- Patay : Lieutenant Jean-Michel LAFORGE
- Pithiviers : Lieutenant David ALLIMONIER
- Puiseaux : Adjudant Jacky COLON
- St-Germain/Château-Renard : Adjudant-chef Florian GARNIER

- Un animateur JSP par unité territoriale :

  - UT BFM : Adjudant-chef Olivier ALVES
  - UT GAT : Sergent-chef Sophie ALLARD
  - UT GIE : Caporal Jérôme HOCLET
  - UT NOL : Sergent Camille ABRAMOVICZ
  - UT OSS : Sergent François BARBERY
  - UT TVL : Lieutenant David BENOIST
  - UT VFS : Caporal Ruveyda OZ

- Le référent départemental EAP3, l'Adjudant-chef, Guillaume LAQUAIS

Article 3 :
Peuvent également siéger au sein de ce Comité, à titre consultatif, et au regard de leurs fonctions respectives le Lieutenant-Colonel Thomas FLAMANT, chef du groupement Citoyenneté, Communication et développement du Volontariat et la Capitaine Sandie CHEVAL, cheffe du service Jeunesse.

Le Directeur,

Contrôleur Général Christophe FUCHS